This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES

Michelet, Jules.

Précis de l'histoire de France jus
révolution française.

STANFORD·VNIVERSITY·LIBRARY

E

PARIS, IMPRIMERIE DE DUCESSOIS,
Quai des Augustins, 55.

PRÉCIS

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE

JUSQU'A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE,

PAR

M. MICHELET,

PROFESSEUR SUPPLÉANT A LA FACULTÉ DES LETTRES, PROFESSEUR
A L'ÉCOLE NORMALE, CHEF DE LA SECTION HISTORIQUE
AUX ARCHIVES DU ROYAUME.

SECONDE EDITION,

REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE.

PARIS.

LIBRAIRIE CLASSIQUE ET ÉLÉMENTAIRE
DE L. HACHETTE,
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE,
Rue Pierre-Sarrazin, 12.

1834

744.6
M69p
c.2

639771

Ce n'est pas chose facile d'abréger dans une proportion convenable, de choisir entre les faits selon leur importance relative, d'omettre et de supprimer à propos, souvent de resserrer et de concentrer. On ne peut guère abréger ainsi que ce qu'on a déjà sous les yeux dans une forme plus étendue. Un abrégé d'histoire suppose une histoire. J'ai fait l'histoire; je fais l'abrégé.

L'abrégé d'un grand ouvrage en doit donner le plan, il doit mettre aux mains du lecteur le fil qui l'empêchera de s'égarer dans la complication des détails; il les éclaire, par cela qu'il les résume; il

en est l'interprétation. C'est à l'auteur qu'il convient de donner cette interprétation, et d'être son propre abréviateur.

Qu'on ne s'étonne pas de trouver un grand nombre de différences entre ce petit livre et celui d'où il est sorti. Autre chose est l'enseignement, autre chose la science et la critique. On a dû écarter de l'abrégé toute digression, tout développement purement scientifique. On s'est rarement permis les citations textuelles. Si telle ou telle assertion semblait quelque peu nouvelle, on prie le lecteur de suspendre son jugement, et d'examiner si elle n'a pas ses preuves dans le grand ouvrage.

Dans cette nouvelle édition, le Précis de l'Histoire de France a subi divers changemens. De nombreuses corrections ont été faites. La chronologie est plus nettement marquée. Des argumens sont placés sur les marges. Des notes d'une étendue considérable permettent de suivre le progrès des institutions, celui des sciences et de la littérature. Les élèves trouveront de plus à la fin du Précis un catalogue des principales sources auxquelles ils peuvent recourir pour l'étude de chaque chapitre.

L'ouvrage, désormais mieux approprié aux besoins de l'enseignement, peut répondre au programme arrêté par le Conseil royal pour les cours des colléges royaux de Paris et de Versailles. Ce programme a été placé à la suite de la table des matières.

PRÉCIS

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE

CHAPITRE PREMIER.

Celtes. — Ibères. — Romains. Conquête de César.

Deux races paraissent, dans une haute antiquité, sur le sol de la Gaule, les Celtes ou Galls, fonds principal de la population, et les Ibères répandus dans le Midi. Ces deux races formaient un parfait contraste : les Ibères, divisés en petites tribus montagnardes, qui s'alliaient rarement entre elles; les Galls, s'associant volontiers en grandes hordes, campant en grands villages, dans de grandes plaines tout ouvertes, race éminemment sympathique et sociale. Galls, Ibères.

Les Galls refoulèrent les Ibères jusqu'aux Pyrénées, et les poursuivirent en Espagne. En Italie, ils prévalurent de même sur les tribus ibériennes des Ligures, Sicanes et Sicules.

Plus tard, les mines précieuses de la Gaule attirèrent les Phéniciens; ils bâtirent Némausus, puis Alesia sur le territoire Phéniciens.

éduen (pays d'Autun), et frayèrent la route qui traversait le col de Tende et conduisait d'Italie en Espagne; c'est sur ces premières assises que les Romains bâtirent la via Aurelia et la Domitia.

Grecs.

Aux Phéniciens succédèrent les Doriens de Rhodes, qui furent eux-mêmes supplantés par les Ioniens de Phocée. Ceux-ci fondèrent Marseille (an 600 av. J.-C.); elle étendit ses établissemens le long de la Méditerranée, depuis les Alpes maritimes jusqu'aux premières colonies carthaginoises.

Kymrys.

Cependant le Nord recevait des Celtes eux-mêmes sa civilisation. Une nouvelle tribu celtique, celle des Kymrys, vint s'ajouter à celle des Galls. Les nouveaux venus, qui s'établirent principalement au centre de la France, sur la Seine et la Loire, avaient, ce semble, plus de sérieux et de suite dans les idées; moins indisciplinables, ils étaient gouvernés par la corporation sacerdotale des Druides. La religion druidique avait une tendance morale beaucoup plus élevée que le culte primitif des Galls; elle enseignait l'immortalité de l'ame.

Gaulois en Italie.

C'est vers le même temps que l'histoire place les voyages de Sigovèse et Bellovèse, neveux du roi des Bituriges. Ces premiers émigrans s'établissent en Lombardie sous le nom de *Is-Ambra*, Is-Ombriens, Insubriens; ils y fondent Milan. Leurs frères viennent s'établir en Vénétie, et bâtissent Brixia et Vérone. Enfin, d'autres tribus vont jusqu'à l'Adriatique; elles fondent Bologne et Senagallia, ou plutôt s'établissent dans les villes que les Étrusques avaient déjà fondées. — Les Gaulois passèrent ensuite l'Apennin, descendirent dans l'Étrurie, et demandèrent des terres. On sait qu'en cette occasion les Romains intervinrent pour les Étrusques, leurs anciens ennemis, et qu'une terreur panique livra Rome aux Gaulois (an 388 av. Jésus-Christ). La jeunesse, qui s'était enfermée dans le Capitole, résista quelque temps, et finit par payer rançon. Tite-Live assure que Camille vengea sa patrie par une victoire, et massacra les Gaulois sur les ruines qu'ils avaient faites. Ce qui est plus sûr, c'est qu'ils restèrent dix-sept ans dans le Latium, à Tibur même, à la porte de Rome. Chassés

du Latium, ils continuèrent la guerre comme mercenaires au service de l'Étrurie; ils furent défaits, avec les Étrusques et les Samnites, dans ces terribles batailles qui assurèrent à Rome la domination de l'Italie, et par suite celle du monde.

Après l'invasion kymrique, la Gaule avait subi celle des Belges ou *Bolgs*, qui, traversant toute la Gaule jusqu'en Languedoc, s'y étaient établis sous le nom d'Arécomiques et de Tectosages. Ces Bolgs, mêlés d'autres Gaulois et de Germains, descendirent la vallée du Danube, envahirent avec succès la Thrace et la Macédoine, et vinrent échouer contre la roche sacrée de Delphes. D'autres Gaulois passèrent le Bosphore. Le roi de Bythinie et les villes grecques achetèrent leur secours contre les Séleucides, secours intéressé et funeste; les barbares se partagèrent l'Asie-Mineure à piller et à rançonner (270-190). Bolgs.

A cette époque, les Gaulois allaient partout cherchant fortune. Ils eurent grande part à la première guerre punique et à cette horrible guerre des mercenaires d'Afrique; Rome profita des embarras de Carthage et de l'entr'acte des deux guerres puniques pour accabler les Ligures et les Gaulois d'Italie (239-222). Irrités par les précautions vexatoires des Romains, les Boies et les Insubriens (Bologne et Milan) avaient appelé d'au-delà des Alpes des bandes barbares qui se mirent à la solde des riches tribus cisalpines. Mais toute la population de l'Italie centrale et méridionale se leva pour arrêter l'invasion, et arma, dit-on, sept cent soixante-dix mille soldats. Les Gaulois s'avançaient vers Rome, lorsqu'une armée romaine débarqua par hasard sur leurs flancs, et ils se trouvèrent pris entre trois armées. Les Boies furent accablés. Flaminius alla chercher les Insubriens au-delà du Pô, et remporta une éclatante victoire. Son successeur, Marcellus, tua en combat singulier le brenn, ou chef, Virdumar, et consacra à Jupiter Férétrien les secondes dépouilles opimes (depuis Romulus). Les Insubriens furent réduits (222), et la domination des Romains s'étendit sur toute l'Italie jusqu'aux Alpes. Prise de Rome.

Tandis que Rome croit tenir sous elle les Gaulois d'Italie

terrassés, Hannibal arrive et les relève; il gagne avec leur sang ses grandes batailles de Trasymène et de Cannes. Ils résistent trente ans encore après le départ d'Hannibal (201-170). — En même temps les Romains renversaient la puissance des Gaulois ou Galates de l'Asie-Mineure. Quoique la plupart eussent refusé de secourir Antiochus, le préteur Manlius attaqua leurs trois tribus (Trocmes, Tolistoboies, Tectosages), et les força dans leurs montagnes (189).

Les Romains en Gaule.

Après avoir abattu les gaulois dans l'Italie et dans l'Asie, il restait à pénétrer dans la Gaule, au foyer même des invasions barbares. Les Romains y furent appelés d'abord par leurs alliés, les Grecs de Marseille, et fondèrent Aquæ-Sextiæ (Aix) (126-124?). Deux vastes confédérations partageaient les tribus gauloises : d'une part les Édues (Autun), peuple que nous verrons plus loin étroitement uni avec les tribus des Carnutes, des Parisii, des Senones (Chartres, Paris, Sens); d'autre part les Arvernes et les Allobroges (Auvergne, Savoie). Les Édues virent avec plaisir l'invasion romaine. Les Marseillais s'entremirent et leur obtinrent le titre d'*Alliés et Amis du peuple romain*. Marseille avait introduit les Romains dans le midi des Gaules ; les Édues leur ouvrirent la Celtique ou Gaule centrale, et plus tard les Remi la Belgique.

Les ennemis de Rome, à leur tête les Arvernes et leur chef Bituit, se hâtèrent avec la précipitation gallique, et furent vaincus séparément sur les bords du Rhône. Les consuls s'acheminèrent vers les Pyrénées, et fondèrent, presque à l'entrée de l'Espagne, une puissante colonie, *Narbo-Martius* (Narbonne). Ce fut la Rome gauloise et la rivale de Marseille (119).

Narbonne. 119.

A la même époque, un nouveau flux de barbares gaulois et germains, les Kymris (ou Cimbres) et les Teutons, fuyant, dit-on, devant un débordement de la Baltique, se mirent à descendre vers le Midi, au nombre de trois cent mille guerriers; leurs familles, vieillards, femmes et enfans, suivaient dans des chariots. Ils dévastèrent la Gaule centrale, passèrent le Rhône, et battirent trois armées romaines. Les Tectosages de Tolosa, unis aux Cimbres par une origine commune, les appelaient

Cimbres et Teutons, 112-101.

contre Rome, dont ils avaient secoué le joug. Le consul Cépion saccagea Tolosa, puis fut battu, et ses cent vingt mille hommes exterminés. De là les Cimbres allèrent se répandre dans l'Espagne. — Rome avait appelé Marius de l'Afrique pour lui confier sa défense contre ces barbares. Ce dur soldat s'enferma patiemment dans un camp fortifié, disciplina ses troupes, attendit les Teutons, et leur refusa long-temps la bataille; enfin, il les attaqua lui-même, et leur tua cent mille hommes. Le village de Pourrières rappelle encore aujourd'hui le nom donné au champ de bataille : *Campi Putridi*. — Cependant les Cimbres, ayant passé les Alpes Noriques, étaient descendus dans la vallée de l'Adige. Marius vint y joindre son collègue Catulus, et donna rendez-vous aux barbares dans la plaine de Verceil où il les défit. La poussière et le soleil méritèrent le principal honneur de la victoire. Après la défaite, les femmes des Cimbres égorgèrent leurs enfans; puis elles se pendaient, s'attachaient par un nœud coulant aux cornes des bœufs, et les piquaient ensuite pour se faire écraser. Les chiens de la horde défendirent leurs cadavres; il fallut les exterminer à coups de flèches. — Marius fit ciseler sur son bouclier la figure d'un Gaulois tirant la langue, image populaire à Rome dès le temps de Torquatus. Le peuple l'appela le troisième fondateur de Rome après Romulus et Camille (112-101).

L'empire romain, sauvé par Marius, fut étendu par César, qui conquit toute la Gaule. Lorsqu'il l'envahit, elle semblait convaincue d'impuissance pour s'organiser elle-même. Des villes s'étaient formées, espèce d'asiles au milieu de cette vie de guerre. Mais tous les cultivateurs étaient serfs, et César pouvait dire : Il n'y a que deux ordres en Gaule, les druides et les cavaliers (equites). Des deux factions qui partageaient tous les états gaulois, celles des Édues et celle des Arvernes et Séquanes, la dernière appela les tribus germaniques des Suèves. Ils passèrent le Rhin sous la conduite d'un chef nommé Arioviste, et battirent les Édues. Un parti des Édues implora le secours des Romains, un autre celui des Helvètes. Ces montagnards avaient fait depuis trois ans de tels César, 58-51.

préparatifs, qu'on voyait bien qu'ils voulaient s'interdire à jamais le retour. Ils avaient brûlé leurs douze villes et leurs quatre cents villages, détruit les meubles et les provisions qu'ils ne pouvaient emporter. En comptant les femmes et les enfans, ils étaient au nombre de trois cent soixante-dix-huit mille. Ce cortége embarrassant leur faisait préférer le chemin de la province romaine. Ils y trouvèrent à l'entrée, vers Genève, César, qui leur barra le chemin, et les amusa assez longtemps pour élever, du lac au Jura, un mur de dix mille pas et de seize pieds de haut. Il leur fallut donc s'engager par les âpres vallées du Jura, traverser le pays des Séquanes, et remonter la Saône. César les joignit comme ils passaient le fleuve, attaqua une de leurs tribus, isolée des autres, et l'extermina. Puis il atteignit de nouveau le corps principal des Helvètes, dans sa fuite vers le Rhin, les obligea de rendre les armes, et de s'engager à retourner dans leurs pays.

Défaite des Helvètes,

Et des Suèves.

Ce n'était rien d'avoir repoussé les Helvètes, si les Suèves envahissaient la Gaule. Les migrations de ces derniers étaient continuelles : déjà, cent vingt mille guerriers étaient passés. *La Gaule allait devenir Germanie.* César pénétra jusqu'au camp des barbares, non loin du Rhin, les força de combattre, quoiqu'ils eussent voulu attendre la nouvelle lune, et les détruisit dans une furieuse bataille : presque tout ce qui échappa, périt dans le Rhin (58).

Invasion en Belgique.

Les Gaulois du Nord, Belges et autres, jugèrent, non sans vraisemblance, que si les Romains avaient chassé les Suèves, ce n'était que pour leur succéder. Ils formèrent une vaste coalition, et César saisit ce prétexte pour pénétrer dans la Belgique. Il emmenait comme guide et interprète un druide éduen; les Bellovaques et les Suessions (Beauvais, Soissons) s'accommodèrent par son entremise. Mais les Nerviens, (Hainaut), soutenus par les Atrébates et les Véromandui (Arras, Saint-Quentin), surprirent l'armée romaine en marche, au bord de la Sambre, dans la profondeur de leurs forêts, et se crurent au moment de la détruire. César fut obligé de saisir une enseigne et de se porter lui-même en avant. Ce brave peuple fut exterminé. Ne cachant plus alors le projet

de soumettre la Gaule, il entreprit la réduction de toutes les tribus des rivages. Il perça les forêts et les marécages des Ménapes et des Morins (Zélande et Gueldre, Gand, Bruges, Boulogne); un de ses lieutenans soumit les Unelles, Éburoviens et Lexoviens (Coutances, Évreux, Lisieux); un autre, le jeune Crassus, conquit l'Aquitaine. César lui-même attaqua les Vénètes, et autres tribus de l'Armorique. Ils communiquaient sans cesse avec la Grande-Bretagne, et en tiraient des secours. Pour les réduire, il fallait être maître de la mer. Rien ne rebutait César. Il fit des vaisseaux, il fit des matelots, leur apprit à fixer les navires bretons en les accrochant avec des mains de fer et fauchant leurs cordages. La petite Bretagne ne pouvait être vaincue que dans la grande. César résolut d'y passer, d'y frapper le parti druidique. Mais auparavant il voulut frapper l'autre parti, celui qui appelait les barbares de la Germanie; il passa le Rhin.

Deux grandes tribus germaniques, les Usupiens et les Tenctères, fatigués par les incursions des Suèves, venaient d'entrer à leur tour dans la Gaule (55). César les extermina. Puis, en dix jours, il jeta un pont sur le Rhin, non loin de Cologne, malgré la largeur et l'impétuosité de ce fleuve immense. Après avoir fouillé en vain les forêts des Suèves, il repassa le Rhin, traversa toute la Gaule, et la même année s'embarqua pour la Bretagne. La malveillance des Gaulois, les grandes marées de l'équinoxe qui brisèrent sa flotte, faillirent lui être fatales; mais l'année suivante, il mit en fuite les Bretons, et força le roi Caswallawn dans l'enceinte marécageuse où il avait rassemblé ses hommes et ses bestiaux. Il écrivit à Rome qu'il avait imposé un tribut à la Bretagne, et y envoya en grande quantité les perles de peu de valeur qu'on recueillait sur les côtes.

En Germanie.

En Bretagne.

Cependant l'insurrection éclatait partout dans les Gaules. Les Éburons (Liége) massacrent une légion, en assiégent une autre. César, pour délivrer celle-ci, passe avec huit mille hommes à travers soixante mille Gaulois. L'année suivante (53), il assemble à Lutèce les états de la Gaule. Mais les Nerviens et les Trévires, les Sénonais et les Carnutes n'y paraissent

Insurrection. 53.

pas. César les attaque séparément et les accable tous. Il passe une seconde fois le Rhin pour intimider les Germains qui voudraient venir au secours. Puis il frappe à la fois les deux partis qui divisaient la Gaule : les Sénonais et les Éburons ; il chasse le chef de ces derniers, l'intrépide Ambiorix, dans toute la forêt d'Ardenne, et détruit sa nation par les mains mêmes des Gaulois. Ces barbaries réconcilièrent toutes les tribus contre César. Elles se trouvèrent d'accord pour la première fois. Les Édues mêmes étaient, au moins secrètement, contre leur ancien ami. Le signal partit de la terre druidique des Carnutes, de Genabum. Répété par des cris à travers les champs et les villages, il parvint le soir même à cent cinquante milles, chez les Arvernes, autrefois ennemis du parti druidique et populaire, aujourd'hui ses alliés. Le vercingétorix (général en chef) de la confédération, fut un jeune Arverne, intrépide et ardent. Son plan était d'attaquer à la fois la province au midi, au nord les quartiers des légions. César, qui était en
Conquête. 51. Italie, devina tout, prévint tout. Il passa les Alpes, assura la province, franchit les Cévennes à travers six pieds de neige, et apparut tout-à-coup chez les Arvernes. Alors le vercingétorix déclare aux siens qu'il n'y a point de salut s'ils ne parviennent à affamer l'armée romaine ; le seul moyen pour cela est de brûler eux-mêmes leurs villes. Ils accomplissent héroïquement cette cruelle résolution. Vingt cités des Bituriges furent brûlées par leurs habitans. Mais quand ils en vinrent à la grande Agendicum (Bourges), les habitans embrassèrent les genoux du général et le supplièrent d'épargner la plus belle ville des Gaules. La ville n'en périt pas moins, mais par César. Cependant les Édues qui formaient sa cavalerie, s'étaient déclarés contre lui. Son lieutenant Labiénus eût été accablé dans le nord, s'il ne s'était dégagé par une victoire (entre Lutèce et Melun). César lui-même échoua au siége de Gergovie des Arvernes. Ses affaires allaient si mal, qu'il voulait gagner la province romaine. L'armée des Gaulois le poursuivit et l'atteignit. Le combat fut terrible ; César fut obligé de payer de sa personne, il fut presque pris, et son épée resta entre les mains des ennemis. Cependant un

mouvement de la cavalerie germaine au service de César, décida la victoire en sa faveur. Le vercingétorix alla se retrancher sous les murs d'Alésia, ville forte, située au haut d'une montagne (dans l'Auxois). César n'hésita point d'assiéger cette grande armée; il entoura la ville et le camp gaulois d'ouvrages prodigieux. La Gaule entière vint s'y briser. Les efforts désespérés des assiégés, réduits à une horrible famine, ceux de deux cent cinquante mille Gaulois, qui attaquaient les Romains du côté de la campagne, échouèrent également. Le vercingétorix vint se livrer au vainqueur. César accabla l'un après l'autre tous les peuples de la Gaule qui essayaient encore de résister partiellement (51).

Dès ce moment, il changea de conduite à l'égard des Gaulois : il fit montre envers eux d'une extrême douceur; le tribut fut même déguisé sous le nom honorable de *solde militaire*. Il engagea à tout prix leurs meilleurs guerriers dans ses légions; il en composa une légion tout entière, dont les soldats portaient une alouette sur le casque, et qu'on appelait pour cette raison l'*alauda*. La guerre des Gaules avait été pour César la préparation de la guerre civile; les Gaulois vaincus l'aidèrent eux-mêmes à vaincre Rome.

CHAPITRE II.

La Gaule romaine et chrétienne (jusqu'au cinquième siècle de notre Ère).

Les Gaulois eurent bonne part dans les dépouilles de la guerre civile. Les Romains virent avec honte et douleur des sénateurs gaulois siégeant entre Cicéron et Brutus. Mais Octave leur fut moins favorable que César. Il les chassa du sénat, il augmenta les tributs de la Gaule. Il y fonda une Rome, *Valentia* (c'était un des noms mystérieux de la ville éternelle). Il y conduisit plusieurs colonies militaires, à Orange, Fréjus, Carpentras, Aix, Apt, Vienne, etc. Une foule de villes devinrent de nom et de priviléges *Augustales*, comme plusieurs étaient devenues *Juliennes* sous César. Au mépris de tant de cités illustres et antiques, il désigna pour siége de l'administration, la ville toute récente de Lyon. C'est à Lyon, à Aisnay, à la pointe de la Saône et du Rhône, que soixante cités gauloises élevèrent l'autel d'Auguste, sous les yeux de son beau-fils Drusus. Auguste prit place parmi les divinités du pays. D'autres autels lui furent dressés à Saintes, à Arles, à Narbonne, etc. La vieille religion gallique s'associa volontiers au paganisme romain. Mais le druidisme résista plus long-temps à l'influence romaine. Il ne fut sans doute pas étranger au soulèvement du pays sous Tibère, quoique

Auguste.

Tibère.

l'histoire lui donne pour cause le poids des impôts, augmentés par l'usure. Le chef de la révolte était un Édue, Julius Sacrovir, et un Julius Florus qui souleva les Trévires (21 après J.-C.).

Les Anticaves et les Turoniens (Anjou, Touraine), éclatèrent les premiers. Ils furent comprimés bientôt. Les Trévires, surpris par les légions, se dissipèrent, et Florus se tua. La révolte des Édues fut plus difficile à réprimer. Sacrovir, avec des cohortes régulières, s'était emparé d'Augustodunum (Autun), leur capitale, où les enfans de la noblesse gauloise étudiaient les arts libéraux : il distribua des armes aux habitans. Bientôt il fut à la tête de quarante mille hommes, dont le cinquième était armé comme les légionnaires. Il y joignit les esclaves destinés au métier de gladiateur, et que les Gaulois appelaient crupellaires. Une armure de fer les couvrait tout entiers et les rendait invulnérables. Cependant Sacrovir fut battu, et il se tua comme Florus.

Caligula se montra, comme son aïeul Antoine, l'ami des barbares. Né lui-même à Trèves, il vint instituer à Lyon des jeux burlesques et terribles, des combats d'éloquence, où le vaincu devait effacer ses écrits avec la langue, ou se laisser jeter dans le Rhône. Il aimait à s'entourer des Gaulois les plus illustres (Valérius Asiaticus et Domitius Afer). — Claude était Gaulois lui-même; il était né à Lyon. S'il eût vécu, il eût, dit Suétone, donné le droit de cité à tout l'Occident, aux Grecs, aux Espagnols, aux Bretons et aux Gaulois, d'abord aux Édues. Il rouvrit le sénat à ceux-ci, comme avait fait César. Le discours qu'il prononça en cette occasion, et que l'on conserve encore à Lyon sur des tables de bronze, est le premier monument authentique de notre histoire nationale, le titre de notre admission dans cette grande initiation du monde (48).

Caligula. Claude.

En même temps, il poursuivait le culte sanguinaire des druides. Proscrits dans la Gaule, ils dûrent se réfugier en Bretagne. Il alla les forcer lui-même dans ce dernier asile; ses lieutenans déclarèrent province romaine les pays qui forment le bassin de la Tamise, et laissèrent à Camulodunum une nombreuse colonie militaire. Les légions

avançaient toujours à l'ouest, renversant les autels, détruisant les vieilles forêts, et sous Néron le druidisme se trouva acculé dans la petite île de Mona. Suetonius Paullinus l'y suivit; mais les Bretons se soulevèrent derrière lui; à leur tête la fameuse Boadicée, qui avait à venger d'intolérables outrages. Ils avaient exterminé les vétérans de Camulodunum et toute l'infanterie d'une légion. Suetonius les écrasa en bataille rangée; il tua jusqu'aux chevaux. Après lui, Cérialis et Frontinus poursuivirent la conquête du Nord. Le beau-père de Tacite, Agricola, devait achever sous Domitien la réduction de la Bretagne.

Néron. Néron fut favorable à la Gaule. Il conçut le projet d'unir l'Océan à la Méditerranée par un canal qui aurait été tiré de la Moselle à la Saône. Il soulagea Lyon, incendié sous son règne. Aussi, dans les guerres civiles qui accompagnèrent sa chute, cette ville lui resta fidèle. Le principal auteur de cette révolution fut l'aquitain Vindex, alors propréteur de la Gaule, qui excita Galba à se déclarer empereur (68). Vindex

Vitellius. ayant péri, la Gaule prit parti pour Vitellius; les légions de Germanie avec lesquelles il vainquit Othon et prit Rome, se composaient en grande partie de Germains, de Bataves et de Gaulois. Rien d'étonnant si la Gaule vit avec douleur la vic-

Vespasien. toire de Vespasien. Un chef Batave, nommé Civilis, borgne comme Annibal et Sertorius, comme eux ennemi de Rome, saisit cette occasion (68). Il vit un instant tous les Bataves, tous les Belges, se déclarer pour lui. Il était encouragé par la fameuse Velléda, que révéraient les Germains comme inspirée des dieux, ou plutôt comme si elle eût été un dieu elle-même. D'autre part, les druides sortaient de leurs retraites et déclaraient que l'empire gaulois allait succéder à l'empire romain. Il ne fallut pas même une armée romaine pour réprimer l'insurrection. Il suffit des Gaulois restés fidèles à Rome. Le chef des insurgés, Sabinus, s'enferma avec sa femme Éponine dans un souterrain; ils y eurent, ils y élevèrent des enfans.

Au bout de dix ans, ils furent enfin découverts. Éponine se présenta devant l'empereur Vespasien, entourée de cette fa-

mille infortunée qui voyait le jour pour la première fois. La cruelle politique de l'empereur fut inexorable.

La guerre fut plus sérieuse dans la Belgique et la Batavie. Toutefois la Belgique se soumit encore; la Batavie résista dans ses marais. La général romain Cérialis, deux fois surpris, deux fois vainqueur, finit la guerre en gagnant Velléda et Civilis.

Culture romaine.

Cette guerre ne fit que montrer combien la Gaule était déjà romaine, combien était fort le lien qui l'unissait à l'Empire. Les Romains fréquentaient les écoles grecques de Marseille. Les Gaulois du Midi, vifs, intrigans, devaient réussir et comme beaux parleurs et comme médecins, comme mimes surtout : ils donnèrent à Rome son Roscius. Cependant ils réussissaient dans d'autres genres. Nommons seulement Trogue Pompée, Pétronius Arbiter, Varro Atacinus, Cornélius Gallus, ami de Virgile. Le premier rhéteur à Rome fut le gaulois Gnipho (M. Antonius). Il y forma à l'éloquence les deux grands orateurs du temps, César et Cicéron. Nous voyons, sous Tibère, les Montanus au premier rang des orateurs et pour la liberté et pour le génie. Caligula, qui se piquait d'éloquence, eut deux Gaulois éloquens pour amis, Valérius Asiaticus et Domitius Afer. Le gaulois Zénodore sculpta dans la ville des Arvernes le colosse du Mercure gaulois. Néron, qui aimait le grand, le prodigieux, le fit venir à Rome pour élever près du forum sa statue haute de cent vingt pieds.

La Gaule exerça bientôt une influence plus directe sur les destinées de l'Empire. L'aquitain Vindex précipita Néron, éleva Galba; le toulousain Bec (Antonius Primus), ami de Martial et poète lui-même, donna l'empire à Vespasien; le provençal Agricola soumit la Bretagne à Domitien; enfin d'une famille de Nîmes sortit le pieux Antonin, père adoptif de Marc-Aurèle.

Empire Gaulois.

Au premier siècle de l'Empire, la Gaule avait fait des empereurs; au second, elle avait fourni des empereurs gaulois; au troisième, elle essaya de se séparer de l'Empire qui s'écroulait, de former un Empire gallo-romain. Les généraux

qui sous Gallien prirent la pourpre dans la Gaule, paraissent avoir été presque tous des hommes supérieurs; le premier, Posthumius, fut surnommé le Restaurateur des Gaules (260-67). Il avait composé son armée en grande partie de troupes gauloises et franciques. Il fut tué par ses soldats pour leur avoir refusé le pillage de Mayence, qui s'était révoltée contre lui. Nous nous contenterons d'indiquer ses successeurs, l'armurier Marius, Victorinus et Victoria, la *mère des légions*, enfin Tétricus, qu'Aurélien eut la gloire de traîner derrière son char avec la reine de Palmyre. Quoique ces événemens aient eu la Gaule pour théâtre, ils appartiennent moins à l'histoire du pays qu'à celle des armées qui l'occupaient (260-271)[1].

Ruine de l'Empire.

La plupart de ces empereurs provinciaux, de ces *tyrans*, comme on les appelait, furent de grands hommes; ceux qui leur succédèrent et qui rétablirent l'unité de l'Empire, les Aurélien, les Probus, furent plus grands encore. Et cependant l'Empire s'écroulait dans leurs mains. Ce ne sont pas les barbares qu'il en faut accuser; l'invasion des Cimbres sous la République avait été plus formidable que celles du temps de l'Empire. Ce n'est pas même généralement aux princes qu'il faut

[1] 277. Probus reprend aux Germains soixante villes gauloises, repousse les Francs sur le Rhin, chasse les Bourguignons des bords de la Seine et détruit les Lagyens. — 287. Révoltes des Bagaudes. — 292. Le César Constance Chlore, chargé de l'administration des Gaules, repousse les Allemands au-delà du Rhin. — 306. Constantin, proclamé empereur à Yorck, ne règne jusqu'en 312, que sur la préfecture des Gaules (Bretagne, Gaules, Espagne). — 310. Son beau-père Maximien tué dans Marseille. — Rois des Francs prisonniers, jetés aux bêtes dans l'amphithéâtre de Trèves. —350. Constant assassiné dans les Pyrénées par Magnence, qui, vaincu par Constance, se donne la mort à Lyon, 353; mais les Germains, que Constance a appelés dans la Gaule, ruinent quarante-cinq villes. — 355. Julien. — 357. Victoire de Strasbourg. — 360. Julien est proclamé empereur à Lutèce. — 365-75. Victoire de Valentinien sur les Allemands qui, de nouveau, ravageaient la rive gauche du Rhin. — 375-83. Règne de Gratien dans la préfecture des Gaules. — 402. Stilicon rappelle les légions des Gaules à la défense de l'Italie. — 406. Les barbares se répandent dans la Gaule.

s'en prendre. Si le mal de l'Empire eût été un mal politique administratif, tant de grands et bons empereurs y eussent remédié. Mais c'était un mal social, et rien ne pouvait en tarir la source, à moins qu'une société nouvelle ne vînt remplacer la société antique. La classe des petits cultivateurs ayant peu à peu disparu, les grands propriétaires qui leur succédèrent y avaient suppléé par des esclaves. Ces esclaves, s'usant rapidement par la rigueur des travaux qu'on leur imposait, disparurent bientôt à leur tour. La société antique, bien différente de la nôtre, ne renouvelait pas incessamment la richesse par l'industrie. Consumant toujours et ne produisant plus, depuis que les générations industrieuses avaient été détruites par l'esclavage, elle demandait toujours davantage à la terre, et les mains qui la cultivaient, cette terre, devenaient chaque jour plus rares et moins habiles.

La misère croissante des colons, sur qui retombaient toutes les misères de l'Empire, les força enfin à la révolte. Tous les serfs des Gaules prirent les armes sous le nom de *Bagaudes* (287). En un instant ils furent maîtres des campagnes, brûlèrent plusieurs villes, et exercèrent plus de ravages que n'auraient pu faire les barbares. Ils s'étaient choisi deux chefs; Ælianus et Amandus, qui, selon une tradition, étaient chrétiens. Maximien accabla ces multitudes indisciplinées. Cependant long-temps après, on nous parle encore des Bagaudes. Ces fugitifs contribuèrent sans doute à fortifier le ménapien Carausius dans son usurpation de la Bretagne. Bagaudes. 287.

Les empereurs chrétiens n'avaient pu remédier aux maux de l'Empire. Tous les essais qui furent faits n'aboutirent qu'à montrer l'impuissance définitive de la législation. Dès le temps d'Auguste, la désolation croissante avait provoqué des lois qui sacrifiaient tout à l'intérêt de la population, même la morale. Pertinax et Aurélien distribuèrent les terres désertes de l'Italie. Probus fut obligé de transplanter de la Germanie des hommes et des bœufs pour cultiver la Gaule. Il y fit replanter les vignes arrachées par Domitien. Maximien et Constance Chlore transportèrent des Francs et d'autres Germains dans les solitudes du Hainault, de la Picardie, du pays de Lan-

gres ; et cependant la dépopulation augmentait dans les villes, dans les campagnes. Chaque jour, quelques citoyens cessaient de payer l'impôt; ceux qui restaient payaient d'autant plus. Le fisc affamé et impitoyable s'en prenait de tout déficit aux curiales, ou magistrats municipaux.

Les empereurs effrayés de cette désolation, essayèrent d'un moyen désespéré. Ils se hasardèrent à prononcer le mot de liberté. Gratien exhorta les provinces à former des assemblées; Honorius essaya d'organiser celles de la Gaule, il engagea, pria, menaça, prononça des amendes contre ceux qui ne s'y rendraient pas. Tout fut inutile, rien ne réveilla le peuple engourdi sous la pesanteur de ses maux. Déjà il avait tourné ses regards d'un autre côté. Il ne s'inquiétait plus d'un empereur impuissant pour le bien comme pour le mal. Il n'implorait plus que la mort, tout au moins la mort de l'Empire et l'invasion des barbares.

Viennent donc les barbares. La société antique est condamnée; le long ouvrage de la conquête, de l'esclavage, de la dépopulation, est près de son terme. Est-ce à dire pourtant que tout cela se soit accompli en vain, que cette dévorante Rome ne laisse rien sur le sol gaulois d'où elle va se retirer ? Ce qui y reste d'elle est en effet immense; elle y laisse l'organisation, l'administration. Elle y a fondé la cité. Voilà pour l'ordre civil. Mais à côté de cet ordre, un autre s'est établi, qui doit le recueillir et le sauver pendant l'invasion barbare. Partout, à côté de la magistrature romaine qui va s'éclipser, et délaisser la société en péril, la religion en a placé un autre qui ne lui manquera pas. Le titre romain de *defensor civitatis* va partout passer aux évêques. Dans la division des diocèses ecclésiastiques subsiste celle des diocèses impériaux. L'universalité impériale est détruite, mais l'universalité catholique apparaît, il est vrai, confuse et obscure. L'ordre de Saint-Benoît donne au monde ancien, usé par l'esclavage, le premier exemple du travail accompli par des mains libres. Cette grande innovation sera une des bases de l'existence moderne.

Gaule chrétienne.

Reprenons de plus haut l'histoire du christianisme gaulois.

La Gaule, déjà préparée par les doctrines druidiques, reçut avidement le christianisme; elle sembla le reconnaître et retrouver son bien. Nulle part il ne compta plus de martyrs. Le grec d'Asie, saint Pothin, disciple du plus mystique des apôtres, fonda la mystique Église de Lyon, métropole religieuse des Gaules. Mais la nouvelle croyance se répandit plus lentement dans les campagnes. Au quatrième siècle encore, saint Martin trouvait à convertir des peuplades entières, et des temples payens à renverser. Gaule chrétienne.

L'Église gauloise ne s'honora pas moins par la science que par le zèle et la charité. Au troisième siècle, saint Irénée écrivit contre les gnostiques. Au quatrième, saint Hilaire de Poitiers soutint pour la consubstantialité du Fils et du Père, une lutte héroïque, et souffrit l'exil comme Athanase. Entre les pères de l'Église gauloise, plaçons aussi l'archevêque de Milan, saint Ambroise, qui naquit à Trèves.

Jusque-là l'Église gauloise suit le mouvement de l'Église universelle; elle s'y associe. Mais à l'époque même où elle vient de donner à Rome l'empereur auvergnat Avitus, où l'Auvergne, sous les Ferréols et les Apollinaires, semble vouloir former une puissance indépendante entre les Goths déjà établis au Midi, et les Francs qui vont venir du Nord; à cette époque, dis-je, la Gaule réclame aussi une existence indépendante dans la sphère de la pensée. L'homme qui essaya d'affranchir la volonté humaine de l'influence de la grace divine, ne nous est connu que par le surnom grec de Pelagios (l'armoricain, c'est-à-dire l'homme des rivages de la mer). Son adversaire, saint Jérôme, le représente comme un géant; il lui attribue la taille, la force, les épaules de Milon le Crotoniate. Il parlait avec peine, et pourtant sa parole était puissante. Quelle que fût son éloquence, Pélage, en niant le péché originel, rendait la rédemption inutile et supprimait le christianisme. Pélage.

La doctrine pélagienne, accueillie d'abord avec faveur, et même par le pape, fut bientôt vaincue par saint Augustin. En vain elle fit des concessions, et prit en Provence la forme adoucie du semi-pélagianisme. Malgré la sainteté du breton

Faustus, évêque de Riez, malgré le renom des évêques d'Arles, et la gloire de cet illustre monastère de Lerins, qui donna à l'Église douze archevêques, douze évêques, et plus de cent martyrs, la doctrine de la Grace triompha. A l'approche des barbares, les disputes cessèrent, les écoles se fermèrent et se turent. C'était de foi, de simplicité, de patience, que le monde avait alors besoin.

État politique, civil, religieux et intellectuel, de la Gaule à la fin du quatrième siècle et au commencement du cinquième.

Division de la Gaule en dix-sept provinces. — Préfet du Prétoire ; vicaire ; recteurs ; comtes ; essais d'assemblées nationales. — Régime municipal ; curies, etc. — Civilisation de la Gaule sous l'administration impériale, durant les trois premiers siècles. Au quatrième siècle, à l'approche des barbares, le pouvoir, pressé par des dangers et des besoins de toute espèce, foule chaque jour davantage les provinces ; au cinquième, il les abandonne (402, Stilicon, pour arrêter Alaric, rappelle les légions des frontières. — Le préfet abandonne Trèves pour se réfugier à Arles, etc.). L'Empire, en se retirant, laisse derrière lui dans la Gaule de petites sociétés *urbaines*. mais non point un peuple ayant une vie commune. La Gaule avait pris de bonne heure la forme romaine. — Les villes prévalaient sur les campagnes. Dans les villes, 1° des familles sénatoriales, exemptes d'impôts, mais sans force réelle ; 2° des curiales sur qui pèse tout le poids des charges municipales ; 3° des marchands et artisans libres, qui, plus tard, formeront les corporations de métiers du moyen-âge ; enfin des esclaves. Ces petites sociétés conserveront du moins les traditions du droit romain, l'esprit de la légalité et le souvenir d'un temps où tous étaient égaux sous un maître. — Dans les campagnes, les colons sont successivement remplacés par des esclaves.

La dissolution est partout, excepté dans la société religieuse, qui organise chaque jour davantage sa hiérarchie. Les évêques jouent aussi un rôle important dans la société civile. Ils sont légalement constitués *defensores* des villes. (Voir ci-dessus l'état religieux.)

Activité intellectuelle. — Grandes écoles civiles à Bordeaux, Autun, Poitiers, Lyon, Arles, etc. On y enseigne surtout la rhétorique et la grammaire. Au quatrième siècle, établissement de cours de droit et de philosophie. Mais les professeurs, presque tous païens, se voient enlever leurs élèves par le christianisme, qui, au cinquième siècle, commence à fonder ses grands monastères du midi de la France, celui de Saint-Faustin à Nimes, en 422 ; vers le même temps, ceux de Saint-Victor à Marseille, de Saint-Claude en Franche-Comté, et de Lerins dans une des îles d'Hières.

Aux grands noms des pères et des écrivains de l'Église, la littérature civile ne peut opposer que des grammairiens et des rhéteurs obscurs.

Pélage, IVe siècle.
Saint Ambroise, né à Trèves 340.
Saint Paulin, id. à Bordeaux 353, mort 431.
Saint Sulpice-Sevère, id. à Toulouse 355, mort 420.
Cassien (fondateur de Lerins), Provençal, 360, mort 440.
Saint Hilaire, mort 368.
Évagrius, de la fin du IVe siècle.
Salvien, du commencement du Ve siècle.
Saint-Prosper d'Aquitaine, mort 466.
Eutrope, chroniqueur vers 370.
Sulpice-Alexandre, historien. 400.
Ausone, né à Bordeaux 309, mort 394,
Arborius, son oncle, de Toulouse,
Rutilius-Numatianus de Poitiers, écrit vers 416,
Tétrade, poète satirique, mort 399,
} poètes.

Les autres littérateurs sont : Agricius (Bordeaux), vers 350, grammairien; Rabicus et Crispus, (id.), un peu après 350, id.; Ursulus et Harmonius à Trèves, vers 370, id.; Claude Mamertin et son fils (Trèves), le dernier florissant vers 360, rhéteurs; Nazarius à Bordeaux, vers le même temps, id.

CHAPITRE III.

Monde germanique. — Invasion. — Mérovingiens. (481-751.)

Les mœurs des premiers habitans de la Germanie n'étaient pas autres, ce semble, que celles de tant de nations barbares : l'hospitalité, la vengeance implacable, l'amour effréné du jeu et des boissons fermentées, la culture abandonnée aux femmes ; tant d'autres traits, attribués aux Germains, comme leur étant propres, par des écrivains qui ne connaissaient guère d'autres barbares. Toutefois, il ne faudrait pas les confondre avec les pasteurs tartares, ou les chasseurs de l'Amérique. Les peuplades de la Germanie, plus rapprochées de la vie agricole, moins dispersées, et sur des espaces moins vastes, se présentent à nous avec des traits moins rudes ; elles semblent moins sauvages que barbares, moins féroces que grossières.

Suèves. A l'époque où Tacite prend la Germanie, les Cimbres et Teutons (Ingævons, Istævons), pâlissent et s'effacent à l'Occident ; les Goths et les Lombards commencent à poindre vers l'Orient ; l'avant-garde saxonne, les Angli, sont à peine nommés ; la confédération francique n'est pas formée encore ; c'est le règne des Suèves (Hermions).

Goths, Saxons. Plus tard, les tribus suéviques reçurent une civilisation

plus haute, un mouvement plus hardi, plus héroïque, par l'invasion des adorateurs d'Odin, des Goths (Jutes, Gépides, Lombards, Burgundes), et des Saxons. Quoique le système odinique fût loin sans doute d'avoir encore les développemens qu'il prit plus tard, il apportait dès lors les élémens d'une vie plus noble, d'une moralité supérieure. Il promettait l'immortalité aux braves, un paradis, un wahalla, où ils pourraient tout le jour se tailler en pièces, et s'asseoir ensuite au banquet du soir.

Entre ces tribus faut remarquer une différence essentielle. Chez les Goths, Lombards et Burgundes, prévalait l'autorité des chefs militaires qui les menaient au combat, celle des Amali, des Balti. L'esprit de la bande guerrière, du *comitatus*, aperçu déjà par Tacite dans les premiers Germains, était tout-puissant chez ces peuples. « A jamais infâme celui qui survit à son chef, qui revient sans lui du combat. Le défendre, le couvrir de son corps, rapporter à sa gloire ce qu'on fait soi-même de beau, voilà leur premier serment. Les princes combattent pour la victoire, les compagnons pour le prince .... C'est au prince qu'ils demandent ce cheval de bataille, cette victorieuse et sanglante framée. Sa table abondante et grossière, voilà la solde. La guerre y fournit, et le pillage. »

On sait l'occasion de la première migration des barbares dans l'Empire. Jusqu'en 375, il n'y avait eu que des incursions, des invasions partielles. A cette époque les Goths, fatigués des courses de la cavalerie hunnique qui rendait toute culture impossible, obtinrent de passer le Danube, comme soldats de l'Empire, qu'ils voulaient défendre et cultiver. Convertis au christianisme, ils étaient déjà un peu adoucis par le commerce des Romains. L'avidité des agens impériaux les ayant jetés dans la famine et le désespoir, ils ravagèrent les provinces entre la mer Noire et l'Adriatique; mais dans ces courses mêmes ils s'humanisèrent encore, et par les jouissances du luxe et par leur mélange avec les familles des vaincus. Achetés à tout prix par Théodose, ils lui gagnèrent deux fois l'empire d'Occident. Les Francs avaient d'abord prévalu

Goths. 375.

dans cet empire, comme les Goths dans l'autre. Leurs chefs, Mellobaud sous Gratien, Arbogast sous Valentinien II, puis sous le rhéteur Eugène qu'il revêtit de la pourpre, furent effectivement empereurs.

Au temps d'Honorius, la Gaule et l'Espagne redevinrent indépendantes sous le breton Constantin. C'est ce qui décida la réconciliation d'Honorius et des Goths. Ataulph, frère d'Alaric, épousa Placidie, sœur d'Honorius, et son successeur Wallia établit ses bandes à Toulouse, comme milice fédérée au service de l'Empire. Les Goths s'étendirent peu à peu, et dans l'espace d'un demi-siècle, ils occupèrent toute l'Aquitaine et toute l'Espagne.

Depuis long-temps, au reste, les empereurs avaient à leur solde des barbares, qui, sous le titre d'hôtes, logeaient chez le Romain et mangeaient à sa table. L'établissement de ces nouveaux venus eut même d'abord un immense avantage, ce fut d'achever la désorganisation de la tyrannie impériale. Les agens du fisc se retirant peu à peu, le plus grand des maux de l'Empire cessa de lui-même. — Les Burgundes qui s'établirent à l'ouest du Jura (413), vers la même époque que les Goths dans l'Aquitaine (419), montrèrent peut-être encore plus de douceur.

Huns.

Mais les barbares établis dans la Gaule ne restèrent pas long-temps tranquilles dans la possession des terres qu'ils avaient occupées. Ces mêmes Huns, qui autrefois avaient forcé les Goths de passer le Danube, entraînèrent les autres Germains demeurés en Germanie, et tous ensemble ils franchirent le Rhin. Genséric avait appelé Attila contre les Goths de Toulouse. Selon un historien, peu grave, il est vrai, Attila eût été appelé aussi par son compatriote Aétius, général de l'Empire d'Occident, qui voulait détruire les Goths par les Huns et les Huns par les Goths. Le passage d'Attila fut marqué par la ruine de Metz et d'une foule de villes. L'impression de ce terrible événement s'est conservée dans une multitude de légendes. Sainte Geneviève sauva Paris par ses prières. L'évêque Anianus défendit courageusement Orléans. La bataille se livra à Châlons (451). Dans le récit du goth

Bataille e Châlons. 451.

Jornandès, toute la gloire est pour les Goths : ce n'est pas Aétius, mais Attila qui emploie la perfidie. Le roi des Huns n'en veut qu'au roi des Goths, Théodoric. Il emmène dans la Gaule toute la barbarie du Nord et de l'Orient. C'est une épouvantable bataille de tout le monde asiatique, romain, germanique. Il y reste près de trois cent mille morts. Attila, menacé de se voir forcé dans son camp, élève un immense bûcher formé de selles de chevaux, s'y place la torche à la main, tout prêt à y mettre le feu.

Attila s'éloignait, et l'Empire ne pouvait profiter de sa retraite. A qui devait rester la Gaule? Aux Goths et Burgundes, ce semble. Mais les Goths étaient ariens. Ces peuples ne pouvaient manquer d'envahir les contrées centrales, qui, telles que l'Auvergne, s'obstinaient à rester romaines. Détestés du clergé des Gaules, ils le soupçonnaient avec raison d'appeler les Francs.

En 254, sous Gallien, les Francs avaient envahi la Gaule, et percé à travers l'Espagne jusqu'en Mauritanie. En 277, Probus les battit deux fois sur le Rhin, et en établit un grand nombre sur les bords de la mer Noire. Ces audacieux pirates, ennuyés de leur exil, s'embarquèrent pour aller revoir leur Rhin, pillant sur la route les côtes de l'Asie, de la Grèce et de la Sicile, et vinrent aborder dans la Frise ou la Batavie. En 296, Constance transporta dans la Gaule une colonie franque. En 358, Julien repoussa les Chamaves au-delà du Rhin, et soumit les Saliens, etc. — Valentinien les contint; sous Gratien, ils devinrent les auxiliaires de l'Empire. Francs

Les Francs ne formaient pas un peuple, mais une confédération plus ou moins nombreuse, selon qu'elle était puissante; elle dut l'être au temps de Mellobaud et d'Arbogast, à la fin du quatrième siècle. Alors les Francs avaient certainement des terres considérables dans l'Empire. Des Germains de toute race composaient, sous le nom de Francs, les meilleurs corps des armées impériales, et la garde même de l'Empereur. Cette population flottante entre la Germanie et l'Empire, se déclara généralement contre les autres barbares qui venaient derrière elle envahir la Gaule. Ils s'opposèrent en vain à la

grande nvasion des Bourguignons, Suèves et Vandales, en 406; beaucoup d'entre eux combattirent Attila. Tous les autres barbares à cette époque étaient ariens. Tous appartenaient à une race, à une nationalité distincte. Les Francs seuls, population mixte, semblaient être restés flottans sur la frontière, prêts à toute idée, à toute influence, à toute religion.

Chlodion.

Grégoire de Tours parle bien modestement des premiers pas des Francs dans la Gaule. « On rapporte qu'alors Chlogion, homme puissant et distingué dans son pays, fut roi des Francs; ils habitaient Dispargum, sur la frontière du pays des Thuringiens de Tongres. Les Romains occupaient aussi les pays qui s'étendent vers le Midi jusqu'à la Loire. Au-delà de la Loire, le pays était aux Goths. Les Burgundes, attachés aussi à la secte des Ariens, habitaient au-delà du Rhône qui coule auprès de la ville de Lyon. Chlogion, ayant envoyé des espions dans la ville de Cambrai, et ayant fait examiner tout le pays, défit les Romains et s'empara de cette ville. Après y être demeuré quelque temps, il conquit le pays jusqu'à la Somme. Quelques-uns prétendent que le roi Mérovée, qui eut pour fils Childéric, était né de sa race. » Ce Childéric fut momentanément chassé par les siens, qui mirent à leur tête Egidius, chef des soldats de l'Empire, établi à Soissons, et que Grégoire de Tours appelle roi des Romains.

Clovis, 481-511.

Le fils de Childéric (481), Clovis, ne commandait encore qu'à la petite tribu des Francs de Tournai, lorsqu'il défit le patrice romain Syagrius à Soissons (486), et s'empara de cette ville. Plus tard (496), plusieurs bandes suéviques, désignées sous le nom d'Allemands, menacèrent de passer le Rhin. Les Francs prirent les armes pour fermer le passage aux nouveaux venus. En pareil cas, toutes les tribus [1] s'unissaient sous le chef le plus brave; Clovis eut ainsi l'hon-

[1] Il y avait des Francs établis sous Ragnacaire à Cambrai, sous Sigebert à Cologne, à Terouane sous Carafic, au Mans sous un frère de Ragnacaire, etc.

neur de la victoire commune. Il embrassa en cette occasion le culte de la Gaule romaine. C'était celui de sa femme Clotilde, nièce du roi des Bourguignons. Il avait fait vœu, disait-il, pendant la bataille, d'adorer le Dieu de Clotilde, s'il était vainqueur; trois mille de ces guerriers l'imitèrent. Ce fut une grande joie dans le clergé des Gaules, qui plaça dès lors dans les Francs l'espoir de sa délivrance. Saint Avitus, évêque de Vienne, et sujet des Bourguignons ariens, n'hésitait pas à lui écrire : Quand tu combats, c'est à nous qu'est la victoire. » Ce mot fut commenté éloquemment par saint Rémi, au baptême de Clovis : « Sicambre, baisse docilement la tête; brûle ce que tu as adoré, et adore ce que tu as brûlé. » Ainsi l'Église prenait solennellement possession des barbares.

Cette union de Clovis avec le clergé des Gaules semblait devoir être fatale aux Bourguignons. Il avait déjà essayé de profiter d'une guerre entre les deux rois des Bourguignons, Godegisile et Gondebaud (500). Il avait pour prétexte contre celui-ci, et son arianisme et la mort du père de Clotilde que Gondebaud avait tué; nul doute qu'il ne fût appelé par les évêques. Gondebaud s'humilia. Il amusa les évêques par la promesse de se faire catholique. Il leur confia ses enfans à élever. Il accorda aux Romains une loi plus douce qu'aucun peuple barbare n'en avait encore accordé aux vaincus. Enfin il se soumit à payer un tribut aux Francs [1].

Alaric II, roi des Visigoths, partageant les mêmes craintes, voulut en vain gagner Clovis. Celui-ci le vainquit à Vouglé près Poitiers, s'avança jusqu'en Languedoc, et il aurait été plus loin si le grand Théodoric, roi des Ostrogoths d'Italie, et beau-père d'Alaric II, n'eût couvert la Provence et l'Espagne par une armée, et sauvé ce qui restait au fils enfant de ce prince qui, par sa mère, se trouvait son petit-fils (507).

Deux choses adoucirent les maux de l'invasion. D'une part l'unité de l'armée barbare fut assurée. Clovis fit périr tous les petits rois des Francs. D'autre part, il reconnut dans

[1] Mais après le départ de Clovis, il se vengea de son frère. Godégisile, assiégé et pris dans Vienne, périt dans d'horribles supplices.

l'Église le droit le plus illimité d'asile et de protection. A une époque où la loi ne protégeait plus, c'était beaucoup de reconnaître le pouvoir d'un ordre qui prenait en main la tutelle et la garantie des vaincus[1].

Fils de Clovis. 511. A la mort de Clovis (511), ses quatre fils se trouvèrent tous rois, selon l'usage des barbares. Chacun d'eux resta à la tête d'une des lignes militaires que les campemens des Francs

---

[1] L'invasion franque achève la dissolution de l'organisation romaine. — Les vaincus manquent de garantie, de sécurité, mais ce n'est plus l'oppression régularisée de la fiscalité impériale. Leur condition est peut-être même améliorée, car ils paient un tribut *en nature*, au lieu d'un tribut *en or*. — Bientôt le besoin d'une administration fait recourir aux vaincus (convives du roi), et dès la troisième génération l'influence romaine et ecclésiastique prévaut. Les évêques et les Gallo-Romains dirigent les rois autrefois *chefs de bandes*, maintenant *chefs d'un peuple* de propriétaires territoriaux.

Alleux, ou terres tirées au sort entre les conquérans (sortes barbaricæ, terres saliques). Indépendance absolue des propriétaires d'alleux, obligés seulement, comme hommes libres, au service militaire. La terre salique ne passe point aux filles. — *Bénéfices*. Les rois et les grands font de leurs domaines, comme en Germanie de leurs richesses mobilières, des dons à leurs compagnons (*comites*, *fideles*, leudes, antrustions); mais à certaines conditions qui maintiennent celui qui reçoit dans la dépendance du donateur. — Simultanéité des divers modes de concession; bénéfices révocables à volonté, temporaires (*precaria*), viagers, héréditaires, — tendance à l'hérédité (Traité d'Andelot, 585). — *Terres tributaires* (existaient avant l'invasion), ou terres payant un cens au fisc ou à un propriétaire particulier.

Etat des personnes. — *Leudes* (francs et gallo-romains) demeurant près du roi, ou envoyés comme ducs (Herzog) et comtes sur les différens points du territoire; six cents sols de composition. — *Hommes libres* (abrimanni, rachimburgi), indépendans sur leurs terres allodiales; la *recommandation* et les spoliations violentes en diminuent le nombre; deux cents sols de composition. — *Tributaires*. Ils deviendront peu à peu ou serfs ou bénéficiers. Quarante-cinq sols de composition. — Capitation (abolie par la reine Bathilde). — Serfs, etc.

Division du territoire en comtés et centuries. Comtes et centeniers convoquent une fois par mois le *mallum*, assemblée particulière des hommes libres d'un canton, où se rend la justice et se font les convocations militaires, les affranchissemens, etc. — Les anciennes assemblées générales de la nation où résidait le gouvernement tout entier, plus rares après l'établisse-

avaient formées sur la Gaule. Theuderic résidait à Metz ; ses guerriers furent établis dans la France orientale ou Ostrasie, et dans l'Auvergne. Clotaire résida à Soissons, Childebert à Paris, Clodomir à Orléans. Ces trois frères se partagèrent en outre les cités de l'Aquitaine. Dans la réalité, ce ne fut pas la terre que l'on partagea, mais l'armée. Ce genre de partage ne pouvait être que fort inégal. Les guerriers barbares dûrent

---

ment territorial, ne sont plus que des convocations militaires ou des réunions auprès du roi d'évêques et d'hommes puissans.

Législation. Caractères des lois barbares. — Législation purement pénale. — *Composition* (Wehrgeld), ou droit de racheter toute peine à prix d'argent. — *Conjuratores.* — Loi Salique en 408 articles, rédigée en latin au septième siècle. C'est une simple énumération de coutumes plutôt que le code complet des francs-saliens. De bonne heure elle est remplacée par des coutumes locales.— Elle constate l'inégalité entre les vainqueurs et les vaincus en demandant six cents sols pour le meurtre d'un Leude, trois cents pour celui d'un Romain convive du roi, etc. — Loi des Ripuaires rédigée dans sa forme actuelle sous Dagobert, 628-38. Elle révèle un état de civilisation plus avancé. — Loi des Bourguignons (loi Gombette), rédigée de 468 à 534. Égalité entre le Bourguignon et le Romain. Le droit civil tient plus de place dans cette dernière législation, où l'on trouve d'assez nombreux emprunts faits aux lois romaines. On voit encore au neuvième siècle des hommes vivant sous la loi des Bourguignons. — Loi des Visigoths, ou Forum judicum, rédigée de 466 à 701, importante surtout pour l'histoire d'Espagne. — Enfin, le droit romain qui continua à être suivi (en se modifiant toutefois), surtout dans le midi de la France, pour la législation civile et le régime municipal.

Du sixième au huitième siècle la littérature civile s'éteint, les écoles disparaissent. — Écoles épiscopales à Poitiers, Paris, Autun, Vienne, Bourges, etc. Écoles abbatiales à Luxeuil, Saint-Vandrille, Lerins, Saint-Maixent, Réomé, etc. Mais ces écoles, d'abord florissantes, perdent elles-mêmes de leur éclat en approchant du huitième siècle. — Le plus grand mouvement intellectuel de cette époque est marqué par l'arrivée de saint Columban dans les Gaules au huitième siècle ; sa réforme. Opposition des Bénédictins.

Du sixième au huitième siècle, la littérature est presque tout entière dans les sermons et les légendes. — Saint Patient, vers 470 ; Sidoine Apollinaire, mort 488 ; Saint Ennodius, mort 521 ; Saint Avitus, mort 525 ; Saint Césaire, mort 542 ; Saint Germain, mort 576 ; Grégoire de Tours, mort 595 ; Saint Fortunat, vers 600 ; Saint Columban, 615 ; Marculf et Frédégaire, vers le milieu du septième siècle.

passer souvent d'un chef à un autre, et suivre en grand nombre celui dont le courage et l'habileté leur promettait plus de butin.

La rapide conquête de Clovis, dont on connaissait mal les causes, jetait tant d'éclat sur les Francs, que la plupart des tribus barbares voulurent s'attacher à eux, comme autrefois celles qui suivirent Attila. Les races les plus ennemies de l'Allemagne, les Germains du midi et ceux du nord, les Suèves et les Saxons, se fédérèrent avec les Francs; les Bavarois en firent autant. Les Thuringiens, au milieu de ces nations, résistèrent, et furent accablés (530). Ainsi à l'orient, tout allait bien pour les Francs. — Au midi, le grand Théodoric leur enleva le Rouergue; mais Childebert, pour venger sa sœur Clotilde, outragée pour sa religion, par son époux Amalaric, attaqua celui-ci, et pilla Narbonne et plusieurs villes de la Septimanie. Au sud-est, enfin Clodomir et Clotaire défirent les Bourguignons et jetèrent leur roi, saint Sigismond, dans un puits que l'on combla de pierres. Mais la victoire de Clodomir fut pour sa famille une cause de ruine; tué lui-même dans la bataille, il laissa ses enfans sans défense. Ils furent dépouillés, égorgés par leurs oncles. Theuderic, qui n'avait pas pris part à l'expédition de Bourgogne (530-534), mena les siens en Auvergne. Cette province seule avait échappé jusque-là au ravage général de l'occident; tributaire des Goths, puis des Francs, elle se gouvernait elle-même. Là comme ailleurs le clergé était généralement pour les Francs.

Le plus brave de ces Mérovingiens fut Theudebert, l'un des petits-fils de Clovis, chef des Ostrasiens, des Francs de l'est, de ceux qui se recrutaient incessamment de tous les barbares qui passaient le Rhin. C'était l'époque où les Grecs et les Goths se disputaient l'Italie (539). Les Francs massacrèrent indifféremment les uns et les autres, ils changèrent les plus belles villes de la Lombardie en un monceau de cendres, détruisirent toute provision, et se virent eux-mêmes affamés dans le désert qu'ils avaient fait, languissans sous le soleil du Midi, dans les champs noyés qui bordent le Pô. Un

grand nombre y périt. Ceux qui revinrent rapportèrent tant de butin, qu'une nouvelle expédition partit peu après sous la conduite d'un Franc et d'un Suève; ils coururent l'Italie jusqu'à la Sicile, gâtèrent plus qu'ils ne gagnèrent; mais le climat fit justice de ces barbares. Theudebert était mort aussi dans la Gaule (547), au moment où il méditait de descendre la vallée du Danube, et d'envahir l'empire d'Orient. Justinien était pourtant son allié; il lui avait cédé tous les droits de l'Empire sur la Gaule du midi.

La mort de Theudebert, et la désastreuse expédition d'Italie qui suivit de près, furent le terme des progrès des Francs. Les plus puissantes tribus germaniques échappèrent à leur alliance. Il était naturel que les Germains devinssent hostiles pour un peuple livré à l'influence romaine ecclésiastique.

Clotaire, seul roi de la Gaule (558-561), par la mort de ses frères et de ses neveux, laissait en mourant quatre fils. Sigebert eut les campemens de l'est, ou, comme parlent les chroniqueurs, le royaume d'Ostrasie; il résida à Metz. Rapproché ainsi des tribus germaniques, il semblait devoir tôt ou tard prévaloir sur ses frères. Chilpéric eut la Neustrie, et fut appelé roi de Soissons. Gontran eut la Bourgogne; sa capitale fut Châlons-sur-Saône. Pour le bizarre royaume de Charibert qui réunissait Paris et l'Aquitaine; la mort de ce roi répartit ses états entre ses frères (567). — L'influence romaine fut plus forte encore sous ces princes. Nous les voyons généralement livrés à des ministres gaulois, goths ou romains. C'est à ces Romains qu'il faut désormais attribuer en grande partie ce qui se fait de bien et de mal sous les rois des Francs. C'est à eux qu'on doit rapporter la fiscalité renaissante; nous les voyons figurer dans la guerre même, et souvent avec éclat; ainsi le patrice Mummole, qui, en 572, délivra la Bourgogne des ravages des Saxons et des Lombards. Clotaire, ses fils.

Les grands noms, les noms populaires de cette époque, ceux qui sont restés dans la mémoire des hommes, sont ceux des reines et non des rois; ceux de Frédégonde et de Brunehaut. La seconde, fille du roi des Goths d'Espagne, fut appe- Frédégonde et Brunehaut.

lée par son mariage avec Sigebert, dans la sauvage Ostrasie, dans cette Germanie gauloise, théâtre d'une invasion éternelle. Frédégonde, au contraire, génie tout barbare, s'empara de l'esprit du pauvre roi de Neustrie, roi grammairien et théologien, qui dut aux crimes de sa femme le nom de Néron de la France. Frédégonde avait pris la place de la seconde épouse de Chilpéric, de la sœur de Brunehaut, Galeswinthe, qu'elle avait fait étrangler dans son lit.

L'époux de Brunehaut, Sigebert, roi d'Ostrasie, appela les Germains. Chilpéric ne put tenir contre ces bandes; elles se répandirent jusqu'à Paris, incendiant tout village, emmenant tout homme en captivité. Sigebert était parvenu à resserrer Chilpéric dans Tournai, il se croyait roi de Neustrie, et déjà se faisait élever sur le pavois, lorsque deux hommes de Frédégonde, armés de couteaux empoisonnés, sortent de la foule et le poignardent (575). Brunehaut, de victorieuse, de toute puissante qu'elle était, devint captive de Chilpéric et Frédégonde, qui lui laissèrent pourtant la vie. Elle trouva ensuite le moyen d'échapper, grace à l'amour qu'elle avait inspiré à Mérovée, fils de Chilpéric. Le malheureux fut aveuglé par sa passion au point d'épouser Brunehaut. Son père le fit tuer. Chilpéric lui-même périt peu après (584), assassiné selon les uns par un amant de Frédégonde, selon d'autres par les émissaires de Brunehaut, qui aurait voulu venger ses deux époux, Sigebert et Mérovée. La veuve de Chilpéric, son fils enfant, et l'Église, et tous les ennemis de l'Ostrasie et des barbares, se tournèrent vers le roi de Bourgogne, le *bon* Gontran. Il se déclara le protecteur de Frédégonde et de son fils Clotaire II. Lui seul pouvait défendre la Bourgogne et la Neustrie contre l'Ostrasie, la Gaule contre la Germanie, l'Église, la civilisation contre les barbares. L'évêque de Tours, l'historien Grégoire, se déclara hautement pour Gontran.

Gondovald. Pour les hommes du Midi, Aquitains et Provençaux, ils crurent que, dans l'affaiblissement de la famille mérovingienne, représentée par un vieillard et deux enfans, ils pourraient se faire un roi qui dépendrait d'eux. Ils appelèrent de

Constantinople un Gondovald qui se disait issu du sang des rois francs. Les grands du Midi l'accueillirent, et sous leur conduite il fit de rapides progrès. Il se vit bientôt maître de Toulouse, de Bordeaux, de Périgueux, d'Angoulême. La défection du parti romain ecclésiastique, dont Gontran s'était cru si sûr, l'obligea de se rapprocher des Ostrasiens : il adopta son neveu Childebert, le nomma son héritier, et lui rendit tout ce qu'il réclamait. La réconciliation des rois de Bourgogne et d'Ostrasie découragea le parti de Gondovald. Les Aquitains montrèrent autant d'empressement à l'abandonner qu'ils en avaient mis à l'accueillir. Il fut obligé de s'enfermer dans la ville de Comminges, avec les grands qui s'étaient le plus compromis. Ceux-ci épiaient le moment de livrer le malheureux, et de faire leur paix à ses dépens. L'un d'eux n'attendit pas même l'occasion; il s'enfuit avec les trésors de Gondovald. Mummole le livra lui-même à ses ennemis qui le tuèrent à coups de lances. Alors (585) fut conclu entre les deux rois de Bourgogne et d'Ostrasie, le traité d'Andelot[1]. Gontran mourut peu de temps après (593).

Traité d'Andelot. 585.

Cet événement qui ouvrit la Bourgogne au roi d'Ostrasie, semblait par suite lui livrer encore la Neustrie. Elle résista cependant; les Ostrasiens l'ayant envahie, s'étonnèrent de voir une forêt mobile s'avancer contre eux; c'était l'armée neustrienne qui s'était chargée de branchages; ils s'enfuirent. Ce fut le dernier succès de Frédégonde et de Landeric, son

[1] Par ce traité Gontran et Childebert se promettent réciproquement de garantir à leurs femmes, enfans, etc., la tranquille possession de leurs terres et revenus, avec pouvoir de donner à qui ils voudront quelque partie de ces terres et revenus ; ils ajoutent que ce don « fixâ stabilitate in perpetuo conservetur. » Ils disent encore : Quicquid antefati reges ecclesiis aut fidelibus suis contulerint..... Stabiliter conservetur. — Capitul. reg. Franc. Baluze, t. I, p. 13, 14, ed. 1677, in-f°.—Ce traité n'est point comme on l'a prétendu la charte qui proclame l'hérédité des bénéfices. Cette hérédité n'est encore, à la fin du sixième siècle, qu'un usage qui commence à se répandre, mais qui n'est point encore assez général pour qu'on le reconnaisse d'une manière distincte, et que la loi l'énonce en termes précis. — *Stabiliter conservetur.*

amant, qu'elle avait, disait-on, donné pour remplaçant à Chilpéric. Elle mourut peu de temps après. Childebert était mort avant elle. Toute la Gaule se trouva dans les mains de trois enfans; les deux fils de Childebert, appelés Theudebert II et Theuderic II, et Clotaire II, fils de Chilpéric. Celui-ci était bien faible contre les deux autres. Il fut contraint de céder aux Bourguignons ce qui était entre la Seine et la Loire, aux Ostrasiens les pays entre la Seine, l'Oise et l'Ostrasie. Mais les dissensions des vainqueurs devaient bientôt lui rendre plus qu'il n'avait perdu.

La vieille Brunehaut avait cru régner sous Theudebert, son petit-fils, en le dégradant par les plaisirs. Elle n'y réussit que trop bien. Le prince imbécille fut bientôt gouverné par une jeune esclave qui chassa Brunehaut. Réfugiée près de Theuderic, en Bourgogne, dans un pays livré à l'influence romaine, elle y eut plus d'ascendant. Elle fit et défit les maires du palais. Theuderic, armé par elle contre son frère, le battit deux fois à Toul et à Tolbiac. Une chronique rapporte que Brunehaut, aïeule du vaincu, le fit d'abord ordonner prêtre, et qu'ensuite elle le fit périr.

Mais bientôt tout abandonna Brunehaut (613). Les grands d'Ostrasie la haïssaient, comme appartenant aux Goths, aux Romains (ces deux mots étaient presque synonymes); les prêtres et le peuple avaient en horreur la persécutrice des saints (saint Didier et saint Colomban). La mort de Theuderic la livrait sans défense au roi de Neustrie; jusque-là ennemie de l'influence germanique, elle fut obligée de s'appuyer contre Clotaire du secours des Germains, des barbares. Déjà l'évêque de Metz, Arnulph et son frère Pépin (Pipin), passèrent à Clotaire avant la bataille; les autres se firent battre, et furent mollement poursuivis par Clotaire. Ils étaient gagnés d'avance. Le maire Warnachaire avait stipulé qu'il conserverait la mairie pendant sa vie. La vieille Brunehaut, fille, sœur, mère, aïeule de tant de rois, fut traitée avec une atroce barbarie, on la lia par les cheveux, par un pied et par un bras, à la queue d'un cheval indompté qui la mit en pièces. On lui reprocha la mort de dix rois; on lui compta

Mort de Brunehaut. 613.

par dessus ses crimes, ceux de Frédégonde. Le plus grand sans doute aux yeux des barbares, c'était d'avoir restauré sous quelque rapport l'administration impériale. La fiscalité, les formes juridiques, la prééminence de l'astuce sur la force; voilà ce qui rendait le monde irréconciliable à l'idée de l'ancien Empire que les rois goths avaient essayé de relever. Leur fille Brunehaut avait suivi leurs traces. Elle avait fondé une foule d'églises, de monastères; les monastères alors étaient des écoles. Elle avait favorisé les missions que le pape envoyait chez les Anglo-Saxons de la Grande-Bretagne. L'emploi de cet argent, arraché au peuple par tant d'odieux moyens, ne fut pas sans gloire et sans grandeur. Telle fut l'impression du long règne de Brunehaut que celle de l'Empire semble en avoir été affaiblie dans le nord des Gaules; le peuple fit honneur à la fameuse reine d'Ostrasie d'une foule de monumens romains.

La victoire de la Neustrie fut celle de la faiblesse sur la force, celle des Gaulois-Romains et des prêtres. L'année même qui suit, les évêques commencent à siéger dans l'assemblée des leudes. Ils y viennent de toute la Gaule au nombre de soixante-dix-neuf. C'est l'intronisation de l'Église. Les deux aristocraties, laïque et ecclésiastique, dressent une *constitution perpétuelle*. Plusieurs articles d'une remarquable libéralité indiquent la main ecclésiastique : défense aux juges de condamner, sans l'entendre, un homme libre, ou même un esclave. Quiconque viole la paix publique, doit être puni de mort. — L'élection des évêques est assurée au peuple. — Les évêques sont les seuls juges des ecclésiastiques. — Les tributs établis depuis Chilpéric et ses frères sont abolis. Ainsi commence avec Clotaire II cette domination de l'Église qui ne fit que se consolider sous les Carlovingiens, et qui n'eut d'autre entr'acte que la tyrannie de Charles Martel.

Nous savons peu de chose de Clotaire II, davantage de Dagobert. Entouré de ministres romains, de l'orfèvre saint Éloi et du référendaire saint Ouen, il s'occupe de fonder des couvens, fait fabriquer des ornemens d'église. Ses scribes

Dagobert. 628-638.

écrivent pour la première fois les lois barbares. C'est le Salomon des Francs.

(628-638.) Sous son règne se révèle pourtant la faiblesse de la Neustrie. Dès le vivant de Clotaire, l'Ostrasie a repris les provinces qui lui avaient été enlevées; elle a exigé un roi particulier. Déjà Clotaire II a remis le tribut aux Lombards pour une somme une fois payée. Les Saxons, défaits, dit-on, par les Francs, se dispensent néanmoins de livrer à Dagobert les cinq cents vaches qu'ils donnaient jusque-là tous les ans. Les Vendes, affranchis des Avares par le Franc Samo, marchand guerrier qu'ils prirent pour chef, repoussent le joug de Dagobert, et défont les Francs, les Bavarois et les Lombards, unis contre eux. Les Avares, fugitifs eux-mêmes, s'établissent de force en Bavière, et Dagobert ne s'en défait que par une perfidie. Quant à la soumission des Bretons et des Gascons, elle semble volontaire : ils rendent hommage moins aux guerriers qu'aux prêtres, et le duc des Bretons, saint Judicaël, refuse de manger à la table du roi pour prendre place à celle de saint Ouen.

La dissolution définitive semble commencer avec la mort de Dagobert. Les grands entreprirent, inutilement d'abord, il est vrai, de renverser la dynastie mérovingienne. Celle des Carlovingiens apparaît déjà dans l'histoire. Pépin est maire d'Ostrasie, puis son fils Grimoald; et celui-ci, à la mort de Sigebert, essaie en vain de faire roi un de ses propres enfans.

Clovis II. 650. Les trois royaumes furent réunis encore sous Clovis II (650), ou plutôt sous Erchinoald, maire du palais de Neustrie. Pendant la minorité des trois fils de Clovis, le même Erchinoald, puis le fameux Ébroin, remplirent la même charge, s'appuyant du nom et de la sainteté de Bathilde, veuve du dernier roi. C'était une esclave saxonne que Clovis avait fait reine. — On s'est souvent demandé qu'elle était précisément cette charge des *maires du palais*, et plusieurs en on fait un magistrat populaire, institué pour la protection des hommes libres. Nul doute que le maire n'ait fini par être élu, et même de bonne heure, aux époques de minorité ou d'affai-

Maires du palais.

blissement du pouvoir royal. Mais aussi nul doute qu'il n'ait été primitivement choisi par le roi, au moins jusqu'à Dagobert. Le *plus grand* du palais (*major*), devint le premier des leudes, leur chef dans la guerre, leur juge dans la paix. Or, à une époque où les hommes libres avaient intérêt à être sous la protection royale, *in truste regiâ*, à devenir antrustions et leudes, le juge des leudes dut peu à peu se trouver le juge du peuple.

Ébroin. 660-680.

Le maire Ébroin (660-680) voulut raffermir la royauté, quand les grands se fortifiaient de toutes parts. L'Ostrasie lui échappa d'abord; elle exigea un roi, un maire, un gouvernement particulier. Puis les grands d'Ostrasie et de Bourgogne, entre autres saint Léger, évêque d'Autun, neveu de l'évêque de Poitiers (tous deux étaient amis des Pépins), marchent contre Ébroin au nom du jeune Childéric II, roi d'Ostrasie. Ébroin, abandonné des grands neustriens, est enfermé au monastère de Luxeuil. Saint Léger, qui avait contribué à la révolution, n'en profita guère, Childéric le fit enfermer avec Ébroin. — Cependant Childéric rompit bientôt avec les grands. Dans un accès de fureur, il fit battre de verges un d'entre eux nommé Bodilo. Ce châtiment servile les irrita tous. Childéric II fut assassiné dans la forêt de Chelles; les assassins n'épargnèrent pas même sa femme enceinte et son fils enfant. — Ébroin et saint Léger sortirent de Luxeuil, réconciliés en apparence, mais ils se séparèrent bientôt. Les hommes libres d'Ostrasie avaient mis sur le trône un fils de Dagobert Ier; ils ramènèrent Ébroin triomphant en Neustrie : il fit tuer saint Léger comme complice du meurtre de Childéric II. Par représailles les deux Pépin et Martin, petit-fils d'Arnulf, évêque de Metz, et neveux de Grimoald, firent condamner par un conseil et poignarder Dagobert II, le roi des hommes libres, c'est-à-dire du parti allié d'Ébroin. Ébroin vengea Dagobert comme il avait vengé Childéric II. Il attira Martin à une conférence et l'y fit assassiner. Lui-même fut tué peu après par un noble franc qu'il avait menacé de la mort. — Cet homme remarquable avait, comme Frédégonde, défendu avec succès la France de l'ouest, et retardé vingt années le

triomphe des grands ostrasiens. Sa mort leur livra la Neustrie. Ses successeurs furent défaits par Pépin à Testry, entre Saint-Quentin et Péronne (687).

Bataille de Testry. 687.

Cette victoire des grands sur le parti populaire, de la Gaule germanique sur la Gaule romaine, ne sembla pas d'abord entraîner un changement de dynastie. Pépin adopta le roi même au nom duquel Ébroin et ses successeurs avaient combattu. On peut cependant considérer la bataille de Testry comme la chute de la famille de Clovis. Peu importe que cette famille traîne encore le titre de roi dans l'obscurité de quelque monastère.

Cette race dégénérée est désormais frappée d'impuissance. Des quatre fils de Clovis, un seul, Clotaire, laisse postérité. Des quatre fils de Clotaire, un seul a des enfans. Ceux qui suivent, meurent presque tous adolescens. Il semble que ce soit une espèce d'hommes particulière. Tout Mérovingien est père à quinze ans, caduc à trente. La plupart n'atteignent pas cet âge.

CHAPITRE IV.

Carlovingiens. (751-937.)

La tige de la famille Carlovingienne est l'évêque de Metz, Arnulf, qui a son fils Chlodulf pour successeur dans cet évêché. Le frère d'Arnulf est abbé de Bobbio; son petit-fils est saint Wandrille. Toute cette famille est étroitement unie avec saint Léger. Le frère de Pépin-le-Bref, Carloman, se fait moine au mont Cassin; ses autres frères sont archevêque de Rouen, abbé de Saint-Denis. Les cousins de Charlemagne, Adalhard, Wala, Bernard, sont moines. Un frère de Louis-le-Débonnaire, Drogon, est évêque de Metz, trois autres de ses frères sont moines ou clercs. Le grand saint du Midi, saint Guillaume de Toulouse, est cousin et tuteur du fils de Charlemagne. Arnulf était né, dit-on, d'un père aquitain et d'une mère suève. Carlovingiens

Cette maison épiscopale de Metz réunissait deux avantages qui devaient lui assurer la royauté. D'une part, elle tenait étroitement à l'Église; de l'autre, elle était établie dans la contrée la plus germanique de la Gaule. Tout d'ailleurs la favorisait. La royauté était réduite à rien, les hommes libres diminuaient chaque jour. Les grands seuls, leudes et évêques, se fortifiaient et s'affermissaient. Le pouvoir devait passer à

celui qui réunirait les caractères de grand propriétaire et de chef des leudes.

La bataille de Testry, cette victoire des grands sur l'autorité royale, ou du moins sur le nom du roi, ne fit qu'achever, légitimer la dissolution. Pépin avait vainement essayé de rétablir l'unité. Ce fut bien pis à sa mort; son successeur dans la mairie fut son petit-fils Théobald, sous sa veuve Plectrude. Le roi Dagobert III, encore enfant, se trouva soumis à un maire enfant, et tous deux à une femme. Les Neustriens s'affranchirent sans peine. Ce fut à qui attaquerait l'Ostrasie ainsi désarmée : les Frisons, les Neustriens la ravagèrent, les Saxons coururent toutes ses possessions en Allemagne.

Les Ostrasiens, foulés par toutes les nations, laissèrent là Plectrude et son fils. Ils tirèrent de prison un vaillant bâtard de Pépin, Carl, surnommé Marteau (715). Pépin n'avait rien laissé à celui-ci. C'était une branche maudite, odieuse à l'Église, souillée du sang d'un martyr (saint Lambert). Charles se signala comme ennemi de l'Église.

Carl Martel. 715.

D'abord les Neustriens, battus par lui à Vincy près de Cambrai, appelèrent à leur aide les Aquitains, qui, depuis la dissolution de l'empire des Francs, formaient une puissance redoutable. Mais les Aquitains avaient un ennemi derrière eux. Les Sarrasins, maîtres de l'Espagne, s'étaient emparés du Languedoc. Le duc d'Aquitaine, Eudes, défait par eux, s'adressa aux Francs eux-mêmes : la bataille se livra près de Poitiers, entre les rapides cavaliers de l'Afrique et les lourds bataillons des Francs (732). Cette rencontre solennelle des hommes du Nord et du Midi a frappé l'imagination des chroniqueurs de l'époque; ils ont supposé que ce choc de deux races n'avait pu avoir lieu qu'avec un immense massacre. Charles-Martel poussa jusqu'en Languedoc, il assiégea inutilement Narbonne, entra dans Nîmes, et essaya de brûler les Arènes qu'on avait changées en forteresse. On distingue encore sur les murs la trace de l'incendie. Dans une nouvelle expédition (739), il chassa les Sarrasins de tous les lieux forts qu'ils occupaient en Provence.

Bataille de Poitiers. 732.

Mais ce n'est pas du côté du Midi qu'il dut avoir le plus

d'affaires ; l'invasion germanique était bien plus à craindre que celle des Sarrasins. Ceux-ci étaient fixés dans l'Espagne, et bientôt leurs divisions les y retinrent. Mais les Frisons, les Saxons, les Allemands, étaient toujours appelés vers le Rhin par la richesse de la Gaule et par le souvenir de leurs anciennes invasions ; ce ne fut que par une longue suite d'expéditions que Charles-Martel parvint à les refouler. Il lui était facile d'attirer à lui des guerriers auxquels il distribuait les dépouilles des évêques et des abbés de la Neustrie et de la Bourgogne. Pour employer les Germains contre les Germains leurs frères, il fallut les faire chrétiens. C'est ce qui explique comment Charles devint vers la fin l'ami des papes et leur soutien contre les Lombards : les missions pontificales créèrent dans la Germanie une population chrétienne amie des Francs.

S. Boniface.

L'instrument de cette grande révolution fut saint Boniface, l'apôtre de l'Allemagne. Il éleva sur le Rhin la métropole du christianisme allemand, l'église de Mayence, l'église de l'Empire, et plus loin, Cologne, l'église des reliques, la cité sainte des Pays-Bas. La jeune école de Fulde, fondée par lui au plus profond de la barbarie germanique, devint la lumière de l'Occident, et enseigna ses maîtres. Après avoir fondé neuf évêchés et tant de monastères, au comble de sa gloire, à l'âge de soixante-treize ans, il résigna l'archevêché de Mayence à son disciple Lulle, et retourna simple missionnaire dans les bois et les marais de la Frise payenne, où il avait quarante ans auparavant prêché la première fois. Il y trouva le martyre. C'est par lui que les Francs d'Ostrasie, dont il traversa tant de fois le pays dans ses héroïques missions, s'entendirent avec Rome, avec les tribus germaniques ; c'est lui qui, par la religion et la civilisation, attacha au sol ces tribus mobiles, et ouvrit à son insu la route aux armées de Charlemagne.

CHAPITRE V.

Carlovingiens, jusqu'à la mort de Charlemagne. (752-814.)

A la mort de Charles-Martel (741), ses deux fils, Carloman et Pépin, maires d'Ostrasie et de Neustrie, dépouillèrent leur troisième frère Grippon; puis, après quelques succès contre les Bavarois et les Allemands, Carloman se retira au mont Cassin (747), et Pépin resta seul maire. C'était le bien-aimé de l'Église. Il réparait les spoliations de Charles-Martel, s'occupait, avec le consentement des évêques, de réformer les mœurs du clergé (conciles de Leptines et de Soissons, 745); enfin il était l'unique appui du pape contre les Lombards. Tout cela l'enhardit à faire cesser la longue comédie que jouaient les maires du palais, depuis la mort de Dagobert, et à prendre pour lui-même le titre de roi. Il y avait près de cent ans que les Mérovingiens, enfermés dans leur villa de Maumagne ou dans quelque monastère, conservaient une vaine ombre de la royauté. Ce n'était guère qu'au printemps, à l'ouverture du Champ-de-Mars, qu'on tirait l'idole de son sanctuaire, qu'on montrait au peuple son roi. Silencieux et grave, ce roi chevelu, barbu (c'était, quel que fût l'âge du prince, les insignes obligés de la royauté), paraissait lentement traîné sur le char germanique, attelé de bœufs.

Pépin. 752.

A l'avénement de la nouvelle dynastie, les ennemis des Francs se trouvaient être partout ceux de l'Église, Saxons payens, Lombards persécuteurs du pape, Aquitains spoliateurs des biens ecclésiastiques. La grande guerre de Pépin fut contre l'Aquitaine. Il ne fit qu'une campagne en Saxe (752), obtenant la liberté de prédication pour les missionnaires, et laissant faire au temps. Deux campagnes suffirent contre les Lombards; le pape Étienne était venu lui-même implorer le secours des Francs. Pépin força les Alpes, força Pavie, et exigea du lombard Astolph qu'il rendît, non pas à l'Empire grec, mais à saint Pierre et au pape, les villes de Ravenne, de l'Émilie, de la Pentapole et du duché de Rome (754-755).

Guerre d'Aquitaine. 750-768.

Ce fut une bien autre guerre que celle d'Aquitaine : un mot en expliquera la durée. Ce pays, adossé aux Pyrénées occidentales, qu'occupaient et qu'occupent encore les anciens Ibériens, Vasques, Guasques ou Basques (Eusken), recrutait incessamment sa population parmi ces montagnards. Ainsi, au septième siècle, dans la dissolution de l'empire des Francs, l'Aquitaine se trouva renouvelée par les Vasques, comme l'Ostrasie par les nouvelles immigrations germaniques. Des deux côtés, le nom suivit le peuple, et s'étendit avec lui; le Nord s'appela la *France*, le Midi la Vasconia, la *Gascogne*. Celle-ci avança jusqu'à l'Adour, jusqu'à la Garonne, un instant jusqu'à la Loire.

Le duc Eudes se crut un instant roi de toutes les Gaules; maître de l'Aquitaine, maître de la Neustrie au nom du roi Chilpéric II qu'il avait dans ses mains. Mais il fut battu par Charles-Martel, et la crainte des Sarrasins qui le menaçaient par derrière, le décida à lui livrer Chilpéric. Vainqueur des Sarrasins devant Toulouse, mais alors menacé par les Francs, il traita avec les infidèles. L'émir Munuza, qui s'était rendu indépendant au nord de l'Espagne, se trouvait à l'égard des lieutenans du calife dans la même position qu'Eudes par rapport à Charles-Martel. Eudes s'unit à l'émir et lui donna sa fille. Cette alliance politique et impie tourna fort mal. Munuza fut resserré dans une forteresse par Abderahman, lieutenant du calife, et n'évita la captivité que par la mort.

Les Arabes franchirent les Pyrénées ; Eudes, battu comme son gendre, fut obligé d'appeler Charles-Martel qui, comme nous l'avons vu, l'aida à les repousser à Poitiers (732).

L'Aquitaine, convaincue d'impuissance, se trouva dans une sorte de dépendance à l'égard des Francs. Le fils d'Eudes, Hunald, ne put s'y résigner. Il commença contre Pépin-le-Bref et Carloman (741), une lutte désespérée à laquelle il entreprit d'intéresser tous les ennemis déclarés ou secrets des Francs ; il alla jusqu'en Saxe, en Bavière, chercher des alliés. Les Francs brûlèrent le Berri, tournèrent l'Auvergne, rejetèrent Hunald derrière la Loire, et furent rappelés par les incursions des Saxons et des Allemands. Hunald passa la Loire à son tour ; mais il fut trahi par son frère, auquel il fit crever les yeux. Son fils Guaifer (745) trouva un auxiliaire dans Grippon, jeune frère de Pépin, comme Pépin en avait trouvé un dans le frère d'Hunald. La guerre du Midi ne recommença sérieusement qu'en (752), lorsque Pépin eut vaincu les Lombards. C'était l'époque où le califat venait de se diviser. Alfonse-le-Catholique, retranché dans les Asturies, y relevait la monarchie des Goths. Ceux de la Septimanie (le Languedoc, moins Toulouse), s'agitèrent pour recouvrer aussi leur indépendance. Ansemond, seigneur de Nîmes, Maguelonne, Agde et Béziers, se déclara volontairement sujet de Pépin. En retour, il aida à reprendre Narbonne sur les Sarrasins (759) ; il y avait quarante ans qu'ils l'occupaient. Maître de ce pays, Pépin envoya des députés à Guaifer, prince d'Aquitaine, pour lui demander de rendre aux églises de son royaume les biens qu'elles possédaient en Aquitaine. Guaifer rejeta sa demande avec dédain.

Plusieurs fois les Aquitains et Basques, dans des courses hardies, pénétrèrent jusqu'à Autun, jusqu'à Châlons. Mais les Francs, mieux organisés et s'avançant par grandes masses, firent bien plus de mal à leurs ennemis. Ils brûlèrent tout le Berry, l'Auvergne, le Limousin, le Quercy, coupant les vignes qui faisaient la richesse de l'Aquitaine. Guaifer, voyant que le roi des Francs avait pris Clermont, Bourges, et les principales villes de l'Aquitaine, désespéra de lui résister

désormais, et fit abattre les murs de toutes ses villes. Il périt peu après assassiné par les siens.

Charles, fils et successeur de Pépin-le-Bref (768), se trouva bientôt seul maître de l'Empire par la mort de son frère Carloman (771). Les deux frères avaient étouffé sans peine la guerre qui se rallumait en Aquitaine. Le vieil Hunald, sorti d'un couvent où il s'était retiré depuis vingt-trois ans, essaya en vain de venger son fils et d'affranchir son pays. Il fut livré lui-même par un fils de ce frère auquel il avait fait jadis crever les yeux. Cet homme indomptable ne céda pas encore, il parvint à se retirer en Italie chez Didier, roi des Lombards. Didier, à qui Charles, son gendre, avait outrageusement renvoyé sa fille, soutenait par représailles les fils de Carloman réfugiés auprès de lui, et menaçait de faire valoir leurs droits. Le roi des Francs passa en Italie, et assiégea Pavie et Vérone. Dans la première s'était jeté Hunald, qui empêcha les habitans de se rendre jusqu'à ce qu'ils l'eussent lapidé. Le fils de Didier se réfugia à Constantinople, et les Lombards ne conservèrent que le duché de Bénévent. C'était la partie centrale du royaume de Naples; les Grecs avaient les ports. Charles prit le titre du roi des Lombards (774). Il confirma et augmenta la dotation de Pépin.

Charlemagne. 771.

Guer. d'Italie.

Mais les guerres d'Italie, la chute même du royaume des Lombards, ne furent qu'épisodiques dans les règnes de Pépin et de Charlemagne. La grande guerre du premier est contre les Aquitains, celle de Charles contre les Saxons. Ces tribus, fières et libres, s'attachèrent à leurs vieilles croyances par la haine et la jalousie que les Francs leur inspiraient. Les missionnaires, dont on les fatiguait, eurent l'imprudence de les menacer des armes du grand Empire. Les Saxons brûlèrent l'église que les Francs avaient construite à Daventer. Ceux-ci, qui peut-être souhaitaient un prétexte pour brusquer par les armes la conversion de leurs voisins barbares, marchèrent droit au sanctuaire des Saxons, au lieu où se trouvait la principale idole. Ils brisèrent l'Herman-saül, ce mystérieux symbole, où l'on pouvait voir l'image du monde ou de la patrie, d'un dieu ou d'un héros. Les Saxons, surpris dans

Guerres de Saxe. 772.

leurs forêts, donnèrent douze ôtages, un par tribu. Mais ils se ravisèrent bientôt, et ravagèrent la Hesse. On ne pouvait les contenir qu'en restant près d'eux. Aussi Charles fixa sa résidence sur le Rhin, à Aix-la-Chapelle, dont il aimait d'ailleurs les eaux thermales, et bâtit dans la Saxe même le château d'Ehresbourg.

En 772, il alla prendre Pavie aux Lombards.

En 775, il passa le Weser. Les Saxons Angariens se soumirent, ainsi qu'une partie des Westphaliens. L'hiver fut employé à châtier les ducs lombards, de Frioul, de Benevent, de Spolète et de Clusium, qui rappelaient le fils de Didier. Au printemps, l'assemblée, ou concile de Worms, jura de poursuivre la guerre jusqu'à ce que les Saxons se fussent convertis. Charles pénétra jusqu'aux sources de la Lippe et y bâtit un fort. Les Saxons paraissaient soumis. Charlemagne croyait tout fini, et baptisait les Saxons par milliers à Paderborn, lorsque le chef westphalien Witikind revient avec ses guerriers réfugiés dans le Nord, avec ceux même du Nord, qui pour la première fois apparaissent en face des Francs.

Guerres d'Espagne. 778.

C'était précisément l'année 778 où les armes de Charlemagne recevaient un échec mémorable à Roncevaux dans les Pyrénées. L'affaiblissement des Sarrasins, l'amitié des petits rois chrétiens, les prières des émirs révoltés du nord de l'Espagne qui étaient venus jusqu'à Paderborn solliciter Charlemagne, avaient favorisé les progrès des Francs; ils avaient poussé jusqu'à l'Ebre, et appelaient leurs campemens en Espagne une nouvelle province, sous les noms de marche de Gascogne et marche de Gothie. Au retour, les Francs, attaqués dans les Pyrénées par les montagnards, ne se tirèrent pas sans peine de ces passages difficiles. La défaite de Roncevaux ne fut, assure-t-on, qu'une affaire d'arrière-garde : cependant Éginhard avoue que les Francs y perdirent beaucoup de monde, entre autres plusieurs de leurs chefs les plus distingués, et le fameux Roland.

Guerres de Saxe. 779.

L'année suivante (779) fut plus glorieuse pour le roi des

Francs; il entra chez les Saxons encore soulevés, les trouva réunis à Buckholz; et les y défit. Parvenu ainsi sur l'Elbe, limite des Saxons et des Slaves, il s'occupa d'établir l'ordre dans le pays qu'il croyait avoir conquis; il reçut de nouveau les sermens des Saxons à Ohrheim, les baptisa par milliers, et chargea l'abbé de Fulde d'établir un système régulier de conversion, de conquête religieuse. Une armée de prêtres vint après l'armée des soldats. Tout le pays, disent les chroniques, fut partagé entre les abbés et les évêques. Huit grands et puissans évêchés furent successivement créés : Minden et Halberstadt, Verden, Brême, Munster, Hildesheim, Osnabruck et Paderborn (780-802), fondations à la fois ecclésiastiques et militaires, où les chefs les plus dociles prendraient le titre de comtes, pour exécuter contre leurs frères les ordres des évêques. Des tribunaux élevés par toute la contrée dûrent poursuivre les relaps, et leur faire comprendre à leurs dépens la gravité de ces vœux qu'ils faisaient et violaient si souvent. C'est à ces tribunaux que l'on fait remonter l'origine des fameuses cours Weimiques, qui véritablement ne se constituèrent qu'entre le treizième et le quinzième siècle.

Cependant Witikind descend encore une fois du Nord pour tout renverser. Une foule de Saxons se joint à lui. Cette bande intrépide défait les lieutenans de Charlemagne près de Sonnethal, et quand la lourde armée des Francs vient au secours, ils ont disparu. Il en restait pourtant; quatre mille cinq cents d'entre eux, qui peut-être avaient en Saxe une famille à nourrir, ne purent suivre Witikind dans sa retraite rapide. Charlemagne brûla, ravagea jusqu'à ce qu'ils lui fussent livrés. Les quatre mille cinq cents furent décapités en un jour à Verden (782). Ceux qui essayèrent de les venger, furent eux-mêmes défaits, massacrés à Dethmold et près d'Osnabruck (785). La Saxe resta tranquille pendant huit ans : Witikind lui-même s'était rendu.

Guerre de Bavière. 787-788.

Pendant cette expédition, un comte thuringien, Hartrad, avait formé une conspiration contre Charlemagne. Deux ans après, les princes tributaires se liguèrent contre les Francs. Les Bavarois et les Lombards étaient deux peu-

ples frères. Les premiers avaient long-temps donné des rois aux seconds. Tassillon, duc de Bavière, avait épousé une fille de Didier, une sœur de celle que Charlemagne épousa et qu'il renvoya outrageusement à son père. Tassillon se trouvait ainsi beau-frère du duc lombard de Bénévent. Celui-ci s'entendait avec les Grecs, maîtres de la mer; Tassillon appelait les Slaves et les Avares. Les mouvemens des Bretons et des Sarrasins les encourageaient. Mais les Francs cernèrent Tassillon avec trois armées; vaincu sans combat, il fut accusé de trahison dans l'assemblée de Ingelheim, comme un criminel ordinaire, convaincu, condamné à mort, puis rasé et enfermé au monastère de Jumièges. La Bavière périt comme nation (788). Le royaume des Lombards avait péri aussi; il en restait dans les montagnes du midi le duché de Bénévent, que Charlemagne ne put jamais forcer, mais qu'il affaiblit et troubla, en opposant un concurrent au fils de Didier que les Grecs ramenaient.

Slaves et Avares. 787-791.

Charlemagne eut bientôt à soutenir une nouvelle guerre en Allemagne: parvenu sur l'Elbe, il vainquit les tribus slaves des Wiltzi et leur imposa un tribut. Mais entre les Slaves de la Baltique et ceux de l'Adriatique, derrière la Bavière devenue simple province, Charlemagne rencontrait les Avares, cavaliers infatigables, retranchés dans les marais de la Hongrie, et qui de là fondaient à leur choix sur les Slaves ou sur l'empire grec. Leur camp, ou *ring*, était un prodigieux village de bois qui couvrait tout une province, fermé de haies, d'arbres entrelacés; là se trouvaient entassées les rapines de plusieurs siècles. Ces barbares, devenus voisins des Francs, les auraient rançonnés comme les Grecs. Charlemagne les attaqua avec trois armées (791), et s'avança jusqu'au Raab, brûlant le peu d'habitations qu'il pouvait trouver. Cependant la cavalerie s'usait dans ces déserts contre un insaisissable ennemi, qu'on ne savait où rencontrer. Mais ce qu'on rencontrait partout, c'étaient les plaines humides, les marais, les fleuves débordés. L'armée des Francs y laissa tous ses chevaux.

Guerres de Saxe. 793-799.

Ces armées que Charlemagne envoyait périr au loin, c'était surtout chez les vaincus qu'elles se recrutaient, dans la

Frise et la Saxe. Les Saxons aimèrent mieux périr chez eux. Ils massacrèrent les lieutenans de Charlemagne, brûlèrent les églises, chassèrent ou égorgèrent les prêtres, et retournèrent avec passion au culte de leurs anciens dieux. Ils firent cause commune avec les Avares, au lieu de fournir une armée contre eux. La même année, l'armée du calife Hixêm, trouvant l'Aquitaine dégarnie de troupes, passa l'Ebre, franchit les Marches et les Pyrénées, brûla les faubourgs de Narbonne, et défit avec un grand carnage les troupes qu'avait rassemblées Guillaume au Court-Nez, comte de Toulouse et régent d'Aquitaine.

Malgré tous ces revers, Charlemagne reprit bientôt l'ascendant sur des ennemis dispersés. Il entreprit de dépeupler la Saxe, puisqu'il ne pouvait la dompter; il s'établit avec une armée sur le Weser, et de là, étendant de tous côtés ses incursions; il se faisait livrer dans plus d'un canton jusqu'au tiers des habitans. Ces troupeaux de captifs étaient ensuite chassés vers le Midi, vers l'Ouest, établis sur de nouvelles terres, au milieu de populations toutes chrétiennes et de langue différente. En même temps un fils de Charlemagne, profitant d'une guerre civile des Avares, entrait chez eux par le Midi avec une armée de Bavarois et de Lombards; il passa le Danube, la Theiss, et mit enfin la main sur ce précieux *ring* où dormaient tant de richesses. Le butin fut tel, dit l'annaliste, qu'il semble que les Français étaient pauvres en comparaison de ce qu'ils furent dès lors (796).

Pour cette fois, Charlemagne commença à espérer un peu de repos. A en juger par l'étendue de sa domination, sinon par ses forces réelles, il se trouvait alors le plus grand souverain du monde. Pourquoi n'aurait-il pas accompli ce que Théodoric n'avait pu faire, la résurrection de l'empire romain? Telle devait être la pensée de tous ces conseillers ecclésiastiques dont il était environné. L'an 800, Charlemagne se rend à Rome sous prétexte de rétablir le pape Léon, qui en avait été chassé. Aux fêtes de Noël, pendant qu'il est absorbé dans la prière, le pape lui met sur la tête la couronne impériale, et le proclame Auguste. L'empereur s'étonne et s'afflige hum-

Charles, empereur, 800.

blement ; hypocrisie qu'il démentit en adoptant les titres et le cérémonial de la cour de Byzance. Pour rétablir l'Empire, il ne fallait plus qu'une chose, marier le vieux Charlemagne à la vieille Irène, qui régnait à Constantinople après avoir fait tuer son fils. C'était la pensée du pape, mais non celle d'Irène, qui se garda bien de se donner un maître.

Une foule de petits rois ornaient la cour du roi des Francs, et l'aidaient à donner cette faible et pâle représentation de l'Empire. Le roi de Galice et les Edrissites de Fez lui envoyèrent des embassadeurs. Haroun-al-Raschid, calife de Bagdad, crut devoir entretenir quelques relations avec l'ennemi de son ennemi, le calife schismatique d'Espagne. Il fit, dit-on, offrir à Charlemagne, entre autres présens, les clés du Saint-Sépulcre.

C'est dans son palais d'Aix qu'il fallait voir Charlemagne. Il avait dépouillé Ravenne de ses marbres les plus précieux pour orner sa Rome barbare. Actif dans son repos même, il y étudiait sous Pierre de Pise, sous le saxon Alcuin, la grammaire, la rhétorique, l'astronomie; il apprenait à écrire, chose fort rare alors; il se piquait de bien chanter au lutrin, et remarquait impitoyablement les clercs qui s'acquittaient mal de cet office. — La gloire littéraire et religieuse de son règne tient surtout à trois étrangers. Le saxon Alcuin et l'écossais Clément fondèrent l'école palatine, modèle de toutes les autres qui s'élevèrent ensuite. Le goth Benoît d'Aniane, fils du comte de Maguelone, réforma les monastères, et y établit uniformément la règle bénédictine.

Charlemagne ne donna point, à proprement parler, une législation nouvelle, mais il fit de louables efforts pour organiser une administration régulière. Quatre fois par an, ses *missi* ou inspecteurs parcouraient les provinces, recueillaient les plaintes, et l'informaient des abus. Ses Capitulaires, délibérés dans les assemblées nationales, sont en général des lois administratives, des ordonnances civiles et ecclésiastiques. La place énorme qu'y occupe la législation canonique, révèle partout l'influence du clergé. — Charlemagne fit écrire, en son nom, une longue lettre à l'hérétique Félix d'Urgel, qui,

soutenait, avec l'Église d'Espagne, que Jésus, comme homme, était simplement fils adoptif de Dieu. En son nom parurent les livres Carolins contre l'adoration des images. Le pape, qui partageait l'opinion du conseil de Nicée, n'osa cependant s'expliquer contre Charlemagne. (Concile de Francfort, 794.)

Malgré tout cet éclat du règne de Charlemagne, l'empire des Francs semblait atteint d'une caducité précoce. En Italie, ils avaient échoué contre Bénévent, contre Venise; les Grecs avaient détruit leur flotte en Germanie, ils avaient reculé de l'Oder à l'Elbe, et partagé avec les Slaves. Tout-à-coup apparut avec les flottes danoises cette mobile et fantastique image du monde du Nord qu'on avait trop oublié. Un jour que Charlemagne était arrêté dans une ville de la Gaule narbonnaise, des barques scandinaves vinrent pirater jusque dans le port. Les uns croyaient que c'étaient des marchands juifs, africains, d'autres disaient bretons; mais Charles les reconnut à la légèreté de leurs bâtimens. « Ce ne sont pas là des marchands, dit-il, ce sont de cruels ennemis. » Poursuivis, ils s'évanouirent. Mais l'Empereur s'étant levé de table, se mit, dit le chroniqueur, à la fenêtre qui regardait l'Orient, et demeura très long-temps le visage inondé de larmes. Comme personne n'osait l'interroger, il dit aux grands qui l'entouraient : « Savez-vous, mes fidèles, pourquoi je pleure amèrement? Certes, je ne crains pas qu'ils me nuisent par ces misérables pirateries; mais je m'afflige profondément de ce que, moi vivant, ils ont été près de toucher ce rivage, et je suis tourmenté d'une violente douleur, quand je prévois tout ce qu'ils feront de maux à mes neveux et à leurs peuples. » Normands.

Gouvernement de Charlemagne.

Gouvernement local. — Ducs, comtes, vicaires de comtes, centeniers, scabini, nommés par l'Empereur ou par ses délégués (les propriétaires exerçaient aussi sur leurs terres une certaine juridiction). Au-dessus d'eux étaient les missi dominici, envoyés temporaires, chargés d'inspecter au nom de l'Empereur l'état des provinces.

Gouvernement central. — Les assemblées du Champ-de-Mars (de

mai depuis Pépin), reparaissent sous les Carlovingiens, mais dénaturées; au lieu d'une assemblée des guerriers de la nation, c'est presque un concile d'évêques, ne parlant que latin, et ne s'occupant que de discipline ecclésiastique. Trente-cinq réunions sous Charlemagne de ces assemblées d'évêques et d'officiers. Ces assemblées ne font que délibérer sur les Capitulaires que l'Empereur leur adresse; le véritable gouvernement est entre les mains de Charlemagne et de ses conseillers. — Peu de force réelle dans cette administration. — Peu d'originalité dans la législation, mais effort pour établir l'ordre et l'unité dans l'empire; grand nombre de lois administratives; place énorme qu'occupe dans les Capitulaires la législation canonique. — Efforts de Charlemagne pour répandre le goût des études. — Académie palatine. — Nombreuses écoles. — Recommandations fréquentes pour l'instruction des laïques et des clercs; réformes des offices de l'Église. — Chant grégorien. — École de Metz. — Littérature pédantesque et inféconde. — Charlemagne avait lui-même étudié toutes les sciences d'alors; il fit recueillir les vieux chants nationaux d'Allemagne, et voulut faire une grammaire franque. — Alcuin, Théodulf, Leidrade, Angilbert, saint Benoît d'Aniane, Éginard.

CHAPITRE VI.

Décadence des Carlovingiens. (814-987.)

Louis-le-Débonnaire fut sous plusieurs rapports le saint Louis du neuvième siècle. Les prêtres qui l'avaient formé firent plus qu'ils ne voulaient; leur élève se trouva plus prêtre qu'eux, et dans son intraitable vertu, il commença par réformer ses maîtres. Réforme des évêques : il leur fallut, dit l'historien, quitter leurs armes, leurs chevaux, leurs éperons. Réforme des monastères : Louis les soumit à l'inquisition du plus sévère des moines, saint Benoît d'Aniane, qui trouvait que la règle bénédictine elle-même avait été donnée pour les faibles et pour les enfans. Le nouveau roi renvoya dans leur couvent Adalhard et Wala, deux moines intrigans et habiles, petit-fils de Charles-Martel, qui dans les dernières années avaient gouverné Charlemagne. Le palais impérial eut aussi sa réforme : Louis chassa les concubines de son père et les amans de ses sœurs, et ses sœurs elles-mêmes. Louis-le-Débonnaire. 814.

Les peuples opprimés par Charlemagne trouvèrent en son fils un juge intègre, prêt à décider contre lui-même. Roi d'Aquitaine, il avait accueilli les réclamations des Aquitains, et s'était réduit à une telle pauvreté, dit l'historien, qu'il ne pouvait plus rien donner, à peine sa bénédiction. Empereur, Sa justice impartiale.

il écouta les plaintes des Saxons, et leur rendit le droit de succéder; ôtant ainsi aux évêques, aux gouverneurs du pays, la puissance tyrannique de faire passer les héritages à qui ils voulaient. Les chrétiens d'Espagne, réfugiés dans les Marches, étaient dépouillés par les grands et les lieutenans impériaux des terres que Charlemagne leur avait attribuées: Louis rendit un édit qui confirmait leurs droits. Il respecta le principe des élections épiscopales, constamment violé par son père, il laissa les Romains élire, sans son autorisation, les papes Étienne IV et Pascal Ier.

Bernard. Charlemagne avait fait roi d'Italie Bernard, le fils de son aîné Pépin. Bernard, élève d'Adalhard et Wala, long-temps gouverné par eux dans sa royauté d'Italie, croyait avoir droit au trône, comme fils de l'aîné. Louis avait cependant pour lui l'usage, la volonté de Charlemagne, enfin une sorte d'élection. Son père avait sollicité et obtenu pour lui les suffrages des grands de l'Empire. Bernard, abandonné d'une grande partie des siens, se confia aux promesses de l'impératrice Hermengarde, qui lui offrait sa médiation. Il se livra lui-même à Châlons-sur-Saône, et dénonça tous ses complices, un desquels avait jadis conspiré la mort de Charlemagne. Tous furent condamnés à mort. L'Empereur ne pouvait consentir à l'exécution. Hermengarde obtint du moins qu'on privât Bernard de la vue; mais elle s'y prit de façon qu'il en mourut au bout de trois jours (820).

L'Italie ne remua pas seule; toutes les nations tributaires avaient pris les armes; les Slaves, les Basques, les Bretons. La Bretagne fut envahie; les Basques battus avec les Sarrasins. Dans le Nord, l'archevêché d'Hambourg fut fondé; la Suède eut un évêque dépendant de l'archevêque de Reims[1].

Judith. La femme de Louis étant morte, il fit, dit-on, paraître devant lui les filles des grands de ses états et choisit la plus belle. Judith, fille du comte Welf, unissait en elle le sang des nations les plus odieuses aux Francs; sa mère était de

[1] En 826, Hériolt, roi de Danemarck, vient se réfugier en France. Louis lui donne des secours pour rentrer dans ses états.

Saxe, son père, Welf, de Bavière, de ce peuple allié des Lombards, et par qui les Slaves et les Avares furent appelés dans l'Empire. Savante, dit l'histoire, et plus qu'il n'eût fallu, elle livra son mari à l'influence des hommes élégans et polis du Midi. Louis était déjà favorable aux Aquitains, chez qui il avait été élevé. Bernard, fils de son ancien tuteur saint Guillaume de Toulouse, devint son favori, et encore plus celui de l'impératrice.

Pénitence publique. 822.

Cependant il commençait à se repentir de sa sévérité à l'égard de Bernard, à l'égard des moines Wala et Adalhard qu'il s'était pourtant contenté de renvoyer aux devoirs de leur ordre. Il lui fallut soulager son cœur. Il demanda, il obtint d'être soumis à une pénitence publique (822). C'était la première fois depuis Théodose qu'on voyait ce grand spectacle de l'humiliation volontaire d'un homme tout-puissant. Mais l'orgueil brutal des hommes de ce temps rougit pour la royauté de l'humble aveu qu'elle faisait de sa faiblesse. Il leur sembla que celui qui avait baissé le front devant le prêtre ne pouvait plus commander aux guerriers. L'Empire en parut, lui aussi, dégradé, désarmé. Les premiers malheurs qui commencèrent une dissolution inévitable furent imputés à la faiblesse d'un roi pénitent. Les grands, les évêques accusaient l'Empereur, ils accusaient l'aquitain Bernard; le pouvoir central les gênait; ils étaient impatiens de l'unité de l'Empire; ils voulaient régner chacun chez soi.

Révolte des fils de Louis.

Mais il fallait des chefs contre l'Empereur; ce furent ses propres fils. Dès le commencement de son règne, il leur avait donné, avec le titre de rois, deux frontières à gouverner et à défendre, à Louis la Bavière, à Pépin l'Aquitaine, les deux barrières de l'Empire. L'aîné, Lothaire, devait être empereur, avec la royauté d'Italie. Quand Louis eut un fils de Judith (823); il donna à cet enfant, nommé Charles, le titre de roi d'Alamanie (Souabe et Suisse). Les princes se voyant trompés dans leurs espérances, prêtèrent leur nom à la conjuration des grands; ceux-ci refusèrent de faire marcher leurs hommes contre les Bretons dont Louis voulait réprimer les ravages (830). Louis et Pépin chassèrent Ber-

nard, enfermèrent Judith. Lothaire se croyait déjà empereur, et voulait jeter son père dans un couvent.

Toutefois, ni les grands ni les frères de Lothaire n'étaient disposés à se soumettre à lui. Empereur pour empereur, ils aimaient mieux le Débonnaire. Une diète fut assemblée à Nimègue au milieu des peuples qui le soutenaient (830). Toute la Germanie y accourut pour porter secours à l'Empereur. Mais l'aquitain Bernard, qui n'a pu recouvrer son ancienne faveur, se ligue avec Pépin, et rallume la guerre dans le Midi. Les trois frères s'entendent de nouveau. Lothaire amène avec lui le pape italien Grégoire IV, qui excommunie tous ceux qui n'obéiraient pas au roi d'Italie. Les soldats de l'Empereur le trahissent au Champ-du Mensonge, et Lothaire redevient maître de sa personne. Les évêques de Lothaire présentèrent au prisonnier une liste de crimes dont il devait s'avouer coupable. Quand on lut cette confession absurde dans l'église de Saint-Médard de Soissons, le pauvre Louis ne contesta rien, il signa tout, s'humilia autant qu'on voulut, se confessa trois fois coupable, pleura et demanda la pénitence publique pour réparer les scandales qu'il avait causés.

Louis rétabli. On croyait avoir tué Louis. Mais une immense pitié s'éleva dans l'Empire. Ce peuple, si malheureux lui-même, trouva des larmes pour son vieil Empereur. Il se trouva relevé par son abaissement même : tout le monde s'éloigna du parricide. Abandonné des grands (834-5), et ne pouvant cette fois séduire les partisans de son père, Lothaire s'enfuit en Italie.

Cependant le Débonnaire, dominé par les mêmes conseils, faisait ce qu'il fallait pour renouveler la révolte et tomber de nouveau. D'une part, il sommait les grands de rendre aux églises les biens qu'ils avaient usurpés; de l'autre, il diminuait la part de ses fils aînés, qui, il est vrai, l'avaient bien mérité, et dotait à leurs dépens le fils de son choix, le fils de Judith, Charles-le-Chauve. Les enfans de Pépin qui venait de mourir, étaient dépouillés. Louis de Bavière armait pour empêcher l'exécution de ce traité, et par une mutation étrange, le père, cette fois, avait pour lui la France, et le

fils l'Allemagne; mais le vieux Louis succomba au chagrin et aux fatigues de cette guerre nouvelle. Il mourut à Ingelheim dans une île du Rhin près Mayence, au centre de l'Empire, et l'unité de l'Empire mourut avec lui (840).

Lothaire, empereur, 840.

C'était chose bien vaine que d'en tenter la résurrection comme le fit Lothaire. Toutefois ce nom de fils aîné du fils de Charlemagne, ce titre d'empereur, de roi d'Italie, et de plus l'avantage d'avoir Rome et le pape pour soi, tout cela imposait encore. Ce fut donc humblement, au nom de la paix, de l'Église, des pauvres et des orphelins, que les rois de Germanie et de Neustrie s'adressèrent à Lothaire quand les armées furent en présence à Fontenai ou Fontenaille, près d'Auxerre. Lothaire éluda leur demande.

Bataille de Fontenai, 841.

Le lendemain, au jour et à l'heure qu'ils avaient eux-mêmes indiqués, les deux frères l'attaquèrent et le défirent (841). Si l'on en croyait les historiens, la bataille aurait été acharnée et sanglante; si sanglante qu'elle eût épuisé les forces militaires de l'Empire, et l'eût laissé sans défense aux ravages des barbares. Elle fut pourtant si peu décisive, que les vainqueurs ne purent poursuivre Lothaire; ce fut lui, au contraire, qui à la campagne suivante serra de près Charles-le-Chauve. Charles et Louis, toujours en péril, formèrent une nouvelle alliance à Strasbourg, et essayèrent d'y intéresser les peuples en leur parlant, non la langue de l'Église, seule en usage jusque-là dans les traités et les conciles, mais le langage populaire, usité en Gaule et en Germanie. Le roi des Allemands jura en langue romane ou française; celui des Français en langue germanique (842).

Traité de Strasbourg, 842.

« Les évêques ayant tous été d'avis que la paix régnât entre les trois frères », les rois firent venir les députés de Lothaire, et lui accordèrent ce qu'il demandait. On arrêta que les pays situés entre le Rhin et la Meuse, que ceux qui s'étendaient le long de la Saône jusqu'à son confluent avec le Rhône, et le long du Rhône jusqu'à la mer, seraient offerts à Lothaire comme le tiers du royaume (843).

Traité de Verdun.

Ce qui perdit Lothaire et Pépin, c'est qu'ils s'aliénèrent l'Église en s'alliant aux païens, Saxons et Sarrasins. Les peu-

ples détestèrent en eux les amis des barbares, et les rendirent responsables de leurs ravages. Pépin fut livré à Charles-le-Chauve par le chef des Gascons; souvent prisonnier, souvent fugitif, il n'établit que l'anarchie. La famille de Lothaire ne fut guère plus heureuse. A sa mort (855), son aîné, Louis II, fut empereur; ses deux autres fils, Lothaire II et Charles, roi de Lorraine (provinces entre Meuse et Rhin), et roi de Provence. Charles mourut bientôt. Louis, harcelé par les Sarrasins, prisonnier des Lombards, eut peu de succès, malgré son courage. Pour Lothaire II, son règne semble l'avénement de la suprématie des papes sur les rois. Il avait chassé sa femme Teutberge. Le pape le força de la reprendre. Lothaire vint se justifier à Rome, et y reçut la communion des mains d'Adrien II. Mais celui-ci l'avait en même temps menacé, s'il ne changeait, de la punition du ciel. Lothaire mourut dans la semaine, la plupart des siens dans l'année. Charles-le-Chauve et Louis le Germanique profitèrent de ce jugement de Dieu; ils se partagèrent les états de Lothaire (869).

Charles-le-Chauve. 869.

Le roi de Neustrie au contraire, fut, au moins dans les premiers temps, l'homme de l'Église. Le capitulaire d'Epernay (846) confirme le partage des attributions des inspecteurs royaux (missi dominici) entre les évêques et les laïques; celui de Kiersy (857) confère aux curés un droit d'inquisition contre tous les malfaiteurs. Les maîtres du pays étaient donc les prêtres. Le vrai roi, le vrai pape de la France, était le fameux Hincmar. C'est lui qui, à la tête du clergé de France, semble avoir empêché Louis le Germanique, en 859, de s'établir dans la Neustrie et dans l'Aquitaine, où les grands l'appelaient contre Charles-le-Chauve. Les évêques nourrissaient, soutenaient le roi qu'ils avaient fait; ils lui permettaient de lever des soldats parmi leurs hommes; ils gouvernaient les choses de la guerre comme celles de la paix. « Charles, dit l'annaliste de saint Bertin, avait annoncé qu'il irait au secours de Louis avec une armée telle qu'il avait pu la rassembler, levée en grande partie par les évêques. » « Le roi, dit l'historien de l'église de Reims, chargeait l'archevêque Hincmar de toutes les affaires ecclésiastiques, et de plus,

Hincmar.

quand il fallait lever le peuple contre l'ennemi, c'était toujours à lui qu'il donnait cette mission, et aussitôt celui-ci, sur l'ordre du roi, convoquait les évêques et les comtes. »

Le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel se trouvaient donc réunis dans les mêmes mains. Deux événemens brisèrent ce faible et léthargique gouvernement, sous lequel le monde fatigué eût pu s'endormir. D'une part, l'esprit humain s'agita en sens divers; de l'autre, les incursions des Northmans obligèrent les évêques à résigner, au moins en partie le pouvoir temporel à des mains plus capables de défendre le pays. La féodalité se fonda; la philosophie scolastique fut au moins préparée.

Pendant que l'Empire est attentif à la controverse de Gotteschalk et de Jean-le-Scot sur la liberté morale, les Northmans l'envahissent de toutes parts. Ces barbares étaient fortifiés, selon quelques-uns, par les Saxons qui avaient fui les persécutions de Charlemagne. D'autres fugitifs purent aussi se joindre à eux. Selon la tradition, le plus terrible de leur chefs, de leurs rois de la mer, Hastings, fut originairement un paysan des environs de Troyes. Loin de continuer l'armement des barques que Charlemagne avait voulu leur opposer à l'embouchure des fleuves, ses successeurs appelèrent les Northmans et les prirent pour auxiliaires. Depuis surtout que le roi Harold eut obtenu du pieux Louis une province pour un baptême (826), ils vinrent tous à cette pâture. D'abord ils se faisaient baptiser pour avoir des habits blancs. On n'en pouvait trouver assez pour tous les néophites qui se présentaient. A mesure qu'on leur refusa le sacrement dont ils se faisaient un jeu lucratif, ils se montrèrent d'autant plus furieux. Dès que leurs barques sillonnaient les fleuves, dès que le cor d'ivoire retentissait sur les rives, personne ne regardait derrière soi. Tous fuyaient à la ville, à l'abbaye voisine, chassant vite les troupeaux; à peine en prenait-on le temps. Vils troupeaux eux-mêmes, sans force, sans unité, sans direction, ils se blottissaient aux autels sous les reliques des saints. Mais les reliques n'arrêtaient pas les barbares. Ils semblaient au contraire acharnés à violer les sanctuaires les

Northmans.

plus révérés. Ils forcèrent Saint-Martin de Tours, Saint-Germain-des-Prés à Paris, une foule d'autres monastères. L'effroi était si grand qu'on n'osait plus récolter. On vit les hommes mêler la terre à la farine. Les forêts s'épaissirent entre la Seine et la Loire. Une bande de trois cents loups courut l'Aquitaine, sans que personne pût l'arrêter. Les bêtes fauves semblaient prendre possession de la France.

Sarrasins.

Les Northmans désolèrent le Nord, tandis que les Sarrasins infestaient le Midi. Nous ne donnerons pas ici l'histoire de leurs incursions. Il nous suffit d'en distinguer les trois périodes principales : celle des incursions proprement dites, celle des stations, celle des établissemens fixes. Les stations des Northmans étaient généralement dans des îles à l'embouchure de l'Escaut, de la Seine et de la Loire; celles des Sarrasins à Fraxinet (la Garde Fraisnet) en Provence, et à Saint-Maurice-en-Valais; telle était l'audace de ces pirates, qu'ils avaient osé s'écarter ainsi de la mer, et s'établir au sein même des Alpes, aux défilés où se croisent les principales routes de l'Europe. Les Sarrasins n'eurent d'établissemens importans qu'en Sicile. Les Northmans, plus disciplinables, finirent par adopter le christianisme, et s'établirent sur plusieurs points de la France, particulièrement dans le pays appelé de leur nom, Normandie.

Ainsi le gouvernement ecclésiastique de la France ne peut la défendre; son impuissance se trouve démontrée. Charles se sépare de l'Église, et n'en est que plus faible. Il peut disposer de quelques évêchés, humilier les évêques, opposer le pape à Hincmar. Il peut accumuler de vains titres, se faire couronner roi de Lorraine et partager avec les Allemands le royaume de son neveu Lothaire II; il n'en est pas plus fort. Sa faiblesse est au comble quand il devient empereur. En 875, la mort de son autre neveu, Louis II, laissait l'Italie vacante, ainsi que la dignité impériale. Il prévient à Rome les fils de Louis le Germanique, les gagne de vitesse et dérobe pour ainsi dire le titre d'empereur. Mais le jour même de Noël où il triomphe dans Rome sous la dalmatique grecque, son frère, maître un instant de la Neustrie, triomphe lui aussi dans le

Charles-le-Chauve, empereur. 875.

propre palais de Charles ; le pauvre Empereur s'enfuit d'Italie à l'approche d'un de ses neveux, et meurt de maladie dans un village des Alpes (877).

Son fils, Louis-le-Bègue, ne peut même conserver l'ombre de puissance qu'avait eue Charles-le-Chauve. L'Italie, la Lorraine, la Bretagne, la Gascogne, ne veulent point entendre parler de lui. Dans le nord même de la France, il est obligé d'avouer aux prélats et aux grands, qu'il ne tient la couronne que de l'élection. Il vit peu, ses fils encore moins. Sous l'un d'eux, le jeune Louis, l'annaliste jette en passant cette parole terrible, qui nous fait mesurer jusqu'où la France était descendue : « Il bâtit un château de bois ; mais il servit plutôt à fortifier les payens qu'à défendre les chrétiens, car ledit roi ne put trouver personne à qui en remettre la garde. »

Louis-le-Bègue. 877.

Louis eut pourtant en 881 un succès sur les Northmans de l'Escaut. Les historiens n'ont su comment célébrer ce rare événement. Il existe encore en langue germanique un chant qui fut composé à cette occasion. Ce revers ne rendit les barbares que plus terribles.

Mais l'humiliation n'est pas complète jusqu'à l'extinction de la branche française (Louis III et Carloman fils de Louis-le-Bègue, 879-884.), et l'avénement de l'allemand Charles-le-Gros (884). Celui-ci réunit tout l'empire de Charlemagne. Il est empereur, roi de Germanie, d'Italie, de France. Magnifique dérision. Sous lui, les Northmans ne se contentent plus de ravager l'Empire. Ils commencent à vouloir s'emparer des places fortes. Ils assiégent Paris avec un prodigieux acharnement. Cette ville, plusieurs fois attaquée, n'avait jamais été prise. Elle l'eût été alors, si le comte Eudes, fils de Robert-le-Fort, l'évêque Gozlin et l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, ne se fussent jetés dedans, et ne l'eussent défendue avec un grand courage. Eudes osa même en sortir pour implorer le secours de Charles-le-Gros. L'empereur vint en effet, mais il se contenta d'observer les barbares, et les détermina à laisser Paris, pour ravager la Bourgogne qui méconnaissait encore son autorité (885-886).

Charles-le-Gros. 885.

Défense de Paris par Eudes.

Cette lâche et perfide connivence déshonorait Charles-le-Gros.

Cette race était finie. L'infécondité de huit reines, la mort prématurée de six rois, en prouvent assez la dégénération; elle finit d'épuisement, comme celle des Mérovingiens. La branche française est éteinte; la France dédaigne d'obéir plus long-temps à la branche allemande. Charles-le-Gros est déposé à la diète de Tribur, en 887. Les divers royaumes qui composaient l'empire de Charlemagne, sont de nouveau séparés; et non-seulement les royaumes, mais bientôt les duchés, les comtés, les simples seigneuries.

Diète de Tribur. 887.

Féodalité.

L'année même de sa mort (877), Charles-le-Chauve avait signé l'hérédité des comtés; celle des fiefs existait déjà. Les comtes, jusque-là magistrats amovibles, devinrent des souverains héréditaires chacun dans le pays qu'ils administraient. Cette concession fut amenée par la force des choses. Le plus puissant de ces fondateurs de la féodalité, est le beau-frère même de Charles-le-Chauve, Boson, qui prend le titre de roi de Provence, ou Bourgogne Cisjurane (879). Presqu'en même temps (888), Rodolf-Welf occupe la Bourgogne Transjurane dont il fait aussi un royaume. Voilà la barrière de la France au sud-est. Les Sarrasins y auront des combats à rendre contre Boson, contre Gérard de Roussillon, le célèbre héros de romans, contre l'évêque de Grenoble et le vicomte de Marseille.

Provence. 879.

Bourgogne. 888.

Gascogne, Gothie, Poitiers, Toulouse.

Au pied des Pyrénées, le duché de Gascogne est rétabli par cette famille d'Hunald et de Guaifer, si maltraitée par les Carlovingiens, qui lui dûrent le désastre de Roncevaux. dans l'Aquitaine, s'élèvent les puissantes maisons de Gothie (Narbonne, Roussillon, Barcelonne), de Poitiers et de Toulouse. Les deux premières veulent descendre de saint Guillaume, le grand saint du Midi, le vainqueur des Sarrasins.

Hainaut, Lorraine.

A l'est, le comte de Hainaut, Reinier, disputera la Lorraine aux Allemands, au féroce Swentebold, fils du roi de Germanie; Reinier-*Renard* restera le type et le nom populaire de la ruse luttant avec avantage contre la brutalité de la force.

Au nord, la France prend pour double défense contre les Belges et les Allemands, les *forestiers* de Flandre, et les comtes de Vermandois, parens et alliés, plus ou moins fidèles, des Carlovingiens. Flandre, Vermandois.

Mais la grande lutte est à l'ouest, vers la Normandie et la Bretagne. Là, débarquent annuellement les hommes du Nord. Le breton Nomenoé se met à la tête du peuple, bat Charles-le-Chauve, bat les Northmans, défend contre Tours l'indépendance de l'Église bretonne, et veut faire de la Bretagne un royaume. Après lui, les Northmans reviennent en plus grand nombre, le pays n'est plus qu'un désert. Ce ne fut qu'en 937 que l'un de ses successeurs, l'héroïque Allan Barbetorte, parvint à reprendre Nantes. Bretagne.

En 859, les seigneurs avaient empêché le peuple de s'armer contre les Northmans. En 864, Charles-le-Chauve avait défendu aux seigneurs eux-mêmes d'élever des châteaux. Peu d'années s'écoulent, et une foule de châteaux se sont élevés; partout les seigneurs arment leurs hommes. Les barbares commencent à rencontrer des obstacles. Robert-le-Fort a péri en combattant les Northmans à Brisserte (866). Son fils Eudes, plus heureux, défend Paris contre eux en 885. Il sort de la ville, il y rentre à travers le camp des Northmans. Ils lèvent le siége et vont encore échouer sous les murs de Sens. En 891, le roi de Germanie, Arnulf, force leur camp, près de Louvain, et les précipite dans la Dyle. En 933 et 955, les empereurs saxons, Henri-l'Oiseleur, et Othon-le-Grand, remportent sur les Hongrois leurs fameuses victoires de Merseburg et d'Augsbourg. Vers la même époque, l'évêque Izarn chasse les Sarrasins du Dauphiné, et le vicomte de Marseille, Guillaume, en délivre la Provence (965, 972). Châteaux-forts.

Peu à peu les barbares se découragent; ils se résignent au repos. Ils renoncent au brigandage, et demandent des terres. Les Northmans de la Loire, si terribles sous le vieil Hastings qui les mena jusqu'en Toscane, sont repoussés d'Angleterre par le roi Alfred. Ils s'établissent en France, sur la Loire. Ils possèdent Chartres, Tours et Blois. Leur chef Théobald, tige de la maison de Blois et Champagne, ferme la Loire Établissement des Normands.

aux invasions nouvelles, comme tout-à-l'heure Rad-Holf ou Rollon va fermer la Seine, sur laquelle il s'établit (912), du consentement du roi de France, Charles-le-Simple ou le Sot.

Capets, antagenêts.

Le centre du monde Mérovingien avait été l'église de Tours. Celui des guerres Carlovingiennes contre les Northmans et les Bretons, est aussi sur la Loire, mais plus à l'occident, c'est-à-dire dans l'Anjou, sur la Marche de Bretagne. Là, deux familles s'élèvent, tiges des Capets et des Plantagenêts, des rois de France et d'Angleterre. Toutes deux sortent de chefs obscurs qui s'illustrèrent en défendant le pays. La seconde veut remonter à un Torthulf, simple paysan de Rennes. Son fils reçut le titre de sénéchal d'Anjou. Les Capets sont d'abord établis dans la même province. Il semble que ce soient des chefs saxons au service de Charles-le-Chauve. Il confie à leur premier ancêtre connu, Robert-le-Fort, la défense du pays entre la Seine et la Loire. Son fils Eudes remporte sur les Normands une grande victoire à Montfaucon, et à l'époque de la déposition de Charles-le-Gros, il est élu roi de France (887). L'héritier dépossédé, Charles-le-Simple, fils de Louis-le-Bègue, ne tarda pas, en effet, à justifier son exclusion du trône en se mettant sous le patronage d'Arnulf, roi de Germanie. Il vint le trouver à Worms, lui offrit de grands présens, et fut investi par lui de la royauté, dont l'archevêque de Reims et le comte de Vermandois lui avaient déjà solennellement conféré le titre. Ce parti fut plusieurs fois battu avec son chef, qui, après chaque défaite, se mettait en sûreté derrière la Meuse, hors des limites du royaume. Charles-le-Simple parvint cependant, grace au voisinage de l'Allemagne, à obtenir quelque puissance entre la Meuse et la Seine. Swentebold, fils naturel d'Arnulf et roi de Lorraine, envahit en 895 le territoire français. Il parvint jusqu'à Laon avec une armée composée de Lorrains, d'Alsaciens et de Flamands, mais fut bientôt forcé de battre en retraite devant l'armée du roi Eudes. A la mort d'Eudes, en 898, Charles-le-Simple, reconnu roi par une grande partie de ceux qui avaient travaillé à l'exclure, régna d'abord

Eudes, roi. 887.

Charles-le-Simple. 898.

vingt-deux ans sans opposition. C'est dans cet espace de temps qu'il abandonna au chef normand, Rollon, la province appelée Normandie (911)[1]. Mais en 920 les seigneurs mécontens de Haganon, favori du roi, voulurent déposer Charles-le-Simple; Robert duc de France, proclamé roi en 922, ayant été tué dans une bataille contre Charles, son fils Hugues-le-Blanc, donna le titre de roi à Raoul de Bourgogne qui régna treize ans, de 923 à 936, tandis que Héribert, comte de Vermandois, tenait Charles renfermé dans le château de Péronne. (Charles mourut en 929.) A la mort de Raoul, Hugues refusa encore de prendre la couronne et rappela d'Angleterre un fils de Charles-le-Simple, Louis IV d'Outremer.

« Le nouveau roi contracta une alliance étroite avec Othon, premier du nom, roi de Germanie, le prince le plus puissant de l'époque. Cette alliance mécontenta vivement les seigneurs, qui avaient une grande aversion pour l'influence teutonique. Le représentant de cette opinion nationale, et l'homme le plus puissant entre la Seine et la Loire, était Hugues, comte de Paris, auquel on donnait le surnom de Grand, à cause de ses immenses domaines. Depuis 940, Hugues-le-Grand, quoiqu'il ne prît point le titre de roi, joua contre Louis-d'Outremer le même rôle qu'Eudes, Robert et Raoul avaient joué contre Charles-le Simple. Son premier soin fut d'enlever à la faction opposée l'appui du duc de Normandie; il y réussit, et, grace à l'intervention normande, parvint à neutraliser les effets de l'influence germanique. Toutes les forces du roi Louis et du parti franc se brisèrent, en 945, contre le petit duché de Normandie. Le roi, vaincu en bataille rangée, fut pris avec seize de ses comtes et enfermé dans la tour de Rouen, d'où il ne sortit que pour être livré aux chefs du parti national, qui l'emprisonnèrent à Laon. En vain les puissances teutoniques se coalisèrent, à leur tête le roi de Germanie et le comte de Flandre (946).

Louis-d'Outremer. 936.

Hugues-le-Grand.

[1] Dans cette page et les deux suivantes, nous suivons presque toujours et quelquefois nous copions, les Lettres sur l'hist. de France, de M. Aug. Thierry.

Lothaire. 954.

» A la mort de Louis-d'Outremer, en 954, son fils Lothaire lui succéda sans opposition apparente. Deux ans après, le comte Hugues mourut, laissant trois fils, dont l'aîné, qui portait le même nom que lui, hérita du comté de Paris, qu'on appelait aussi le duché de France. Son père, avant de mourir, l'avait recommandé à Rikard ou Richard, duc de Normandie comme au défenseur naturel de sa famille et de son parti. Ce parti sembla sommeiller jusqu'en l'année 980. »

Ce sommeil ne fut autre chose que la minorité du roi Lothaire et du duc de France Hugues-Capet, sous la tutelle de leurs mères Hedwige et Gerberge, toutes deux sœurs du saxon Othon, roi de Germanie. Ce puissant monarque semble alors avoir gouverné la France par l'intermédiaire de son frère, Bruno, archevêque de Cologne, et duc de Lorraine et des Pays-Bas. Après la mort d'Othon-le-Grand, Lothaire entra à l'improviste sur les terres de l'Empire et séjourna en vainqueur dans le palais d'Aix-la-Chapelle. Mais cette expédition aventureuse ne servit qu'à amener les Germains, au nombre de soixante mille, Allemands, Lorrains, Flamands et Saxons, jusque sur les hauteurs de Montmartre, où cette grande armée chanta en chœur un des versets du *Te Deum*. L'empereur Othon II, qui la conduisait, fut plus heureux dans l'invasion que dans la retraite et regagna avec peine sa frontière. Mais Lothaire eut bientôt recours à lui, et lui céda, pour obtenir son appui, toutes ses conquêtes en Lorraine. Ce traité lui aliénait la France. En 983, profitant de la mort d'Othon II, et de la minorité de son fils, il rompit subitement la paix qu'il avait conclue avec l'Empire, et envahit de nouveau la Lorraine; agression qui devait lui rendre un peu de popularité. Aussi jusqu'à la fin de son règne, aucune rébellion déclarée ne s'éleva contre lui. Mais chaque jour son pouvoir allait en décroissant; l'autorité, qui se retirait de lui, pour ainsi dire, passa aux mains du fils de Hugues-le-Grand, Hugues, comte de l'Ile-de-France et d'Anjou, qu'on surnommait *Capet* ou *Chapet*. Les Carlovingiens finirent comme les rois de la première race, par un roi enfant, Louis V le

Les Othons.

Hugues-Capet.

Fainéant, qui régna quatorze mois (986-7). Cette famille n'avait pu fournir deux siècles.

« Les difficultés de tout genre que présentait, en 987, une quatrième restauration des Carlovingiens, effrayèrent les princes d'Allemagne; ils ne firent marcher aucune armée au secours du prétendant Charles, frère de l'avant-dernier roi, et duc de Lorraine sous la suzeraineté de l'Empire. Réduit à la faible assistance de ses partisans de l'intérieur, Charles ne réussit qu'à s'emparer de la ville de Laon, où il se maintint jusqu'au moment où il fut trahi et livré par l'un des siens. Hugues Capet le fit emprisonner dans la tour d'Orléans, où il mourut. Ses deux fils Louis et Charles, nés en prison et bannis de France après la mort de leur père, trouvèrent un asile en Allemagne, où se conservait à leur égard l'ancienne sympathie d'origine et de parenté. »

« L'avénement de la troisième race est, dans notre histoire nationale, d'une bien autre importance que celui de la seconde; c'est, à proprement parler, la fin du règne des Franks et la substitution d'une royauté nationale au gouvernement fondé par la conquête. Dès lors, notre histoire devient simple; c'est toujours le même peuple, qu'on suit et qu'on reconnaît malgré les changemens qui surviennent dans les mœurs et la civilisation. L'identité nationale est le fondement sur lequel repose depuis tant de siècles l'unité de dynastie. »

Toutefois l'avénement d'une dynastie nouvelle fut à peine remarqué dans les provinces éloignées. Qu'importait aux seigneurs de Gascogne, de Languedoc, de Provence, de savoir si celui qui portait vers la Seine le titre de roi, s'appelait Charles ou Hugues Capet? Pendant long-temps le roi n'aura guère plus d'importance qu'un duc ou un comte ordinaire. C'est quelque chose cependant qu'il soit au moins l'égal des grands vassaux, que la royauté soit descendue de la montagne de Laon, et sortie de la tutelle de l'archevêque de Reims. Les derniers Carlovingiens avaient souvent lutté avec peine contre les moindres barons. Les Capets sont de puissans seigneurs,

capables de faire tête par leurs propres forces au comte d'Anjou, au comte de Poitiers.

Parvenus au terme de la domination des Allemands, à l'avénement de la nationalité française, nous devons nous arrêter un moment. L'an 1000 approche, la grande et solennelle époque où le moyen-âge attendait la fin du monde. En effet un monde y finit. Portons nos regards en arrière. La France a déjà parcouru deux âges dans sa vie de nation.

Dans le premier, les races sont venues se déposer l'une sur l'autre, et féconder le sol gaulois de leurs alluvions. Par dessus les Celtes, se sont placés les Romains, enfin les Germains, les derniers venus du monde. Voilà les élémens, les matériaux vivans de la société.

Au second âge, la fusion des races commence et la société cherche à s'asseoir. La France voudrait devenir un monde social, mais l'organisation d'un tel monde suppose la fixité et l'ordre. La fixité, l'attachement du sol, à la propriété, cette condition impossible à remplir, tant que durent les immigrations de races nouvelles, elle l'est à peine sous les Carlovingiens; elle ne sera complètement remplie que par la féodalité.

C'est alors que l'homme prend racine et s'incorpore à la terre. La loi, de personnelle qu'elle était, devient territoriale. Tout se divise et s'isole. L'histoire devrait, s'il était possible, obéir à ce mouvement, se disperser aussi, et suivre sur tous les points où elles s'élèvent, les dynasties féodales. La véritable histoire de France est alors celle des fiefs plus que celle de la royauté.

CHAPITRE VII.

Avénement des Capétiens (987). L'an 1000. — Conquête des Deux-Siciles et de l'Angleterre pendant le onzième siècle.

C'était une croyance universelle au moyen-âge, que le monde devait finir avec l'an mil de l'incarnation. Avant le chriatianisme, les Étrusques aussi avaient fixé leur terme à dix siècles, et la prédiction s'était accomplie. Le christianisme, passager sur cette terre, hôte exilé du ciel, devait adopter aisément ces croyances. Le monde du moyen-âge n'avait pas la régularité extérieure de la cité antique, et il était bien difficile d'en discerner l'ordre intime et profond. Ce monde ne voyait que chaos en soi ; il aspirait à l'ordre, et l'attendait dans la mort. L'an 1000.

Cette croyance à la proximité du jugement dernier se fortifia dans les calamités qui précédèrent l'an mil, ou suivirent de près. Il semblait que l'ordre des saisons fût interverti, que les élémens suivissent des lois nouvelles. Une peste terrible désola l'Aquitaine; la chair des malades semblait frappée par le feu, se détachait de leurs os, et tombait en pourriture. Ce fut encore pis quelques années après. La famine ravagea tout le monde; l'on vit les hommes se manger les uns les autres.

Paix de Dieu, etc.

Ces excessives misères brisèrent les cœurs et leur rendirent

un peu de douceur et de piété. Pendant les jours saints de chaque semaine (du mercredi soir au lundi matin), toute guerre était interdite : c'est ce qu'on appela *la paix*, plus tard, *la trève de Dieu*. Dans cet effroi général, la plupart ne trouvaient un peu de repos qu'à l'ombre des églises. Ils apportaient en foule, ils mettaient sur l'autel des donations de terres, de maisons, de serfs. Mais le plus souvent tout cela ne les rassurait pas; ils aspiraient à quitter l'épée, le baudrier, tous les signes de la milice du siècle; ils se réfugiaient dans l'église. Le premier des Capétiens, Hugues Capet, ne voulut jamais porter la couronne; il lui suffit de la chappe, comme abbé de Saint-Martin de Tours.

Les Capets.

Les Capets passaient généralement pour une race plébéienne, saxonne d'origine. Leur aïeul Robert-le-Fort avait défendu le pays contre les Normands. Eudes combattit sans cesse les empereurs qui soutenaient les derniers Carlovingiens. Ses successeurs, qui dûrent le trône à la popularité de leurs belliqueux ancêtres, cherchèrent, sans doute par le conseil des prêtres, à se rattacher au passé, et par de lointaines alliances avec le monde grec à primer les Carlovingiens en antiquité. Hugues Capet demanda pour son fils la main d'une princesse de Constantinople. Son petit-fils Henri Ier épousa la fille du czar de Russie, princesse byzantine par une de ses aïeules qui appartenait à la maison macédonienne. La prétention de cette maison était de remonter à Alexandre-le-Grand, à Philippe, et par eux à Hercule. Le roi de France appela son fils Philippe, et ce nom est resté jusqu'à nous commun parmi les Capétiens.

L'Église.

L'élévation de cette dynastie fut l'ouvrage des prêtres; Hugues assura ou rendit aux églises et aux monastères leurs biens et leurs immunités. Elle fut aussi l'ouvrage du duc de Normandie, Richard-sans-Peur. Blois, Tours et Chartres se trouvaient entre les mains d'une autre maison normande qui possédait en outre les établissemens éloignés de Provins, Meaux et Beauvais; ceux-ci descendaient d'un Thiébold, selon quelques-uns parent de Rollon. Rivaux jaloux des Normands de Normandie, les Normands de Blois refusèrent quel-

que temps de reconnaître Hugues Capet, en haine de ceux qui l'avaient fait roi. Mais il les apaisa en faisant épouser à son fils le roi Robert, la fameuse Berthe, veuve d'Eudes Ier de Blois (fils de Thibaut-le-Tricheur) (995)[1]. Cette veuve, héritière du royaume de Bourgogne par le roi Rodolphe son frère, pouvait donner aux Capets quelques prétentions sur ce royaume, légué par Rodolphe à l'Empire. Aussi le pape allemand Grégoire V, créature des empereurs, saisit-il le prétexte d'une parenté éloignée pour forcer Robert de quitter sa femme et l'excommunier sur son refus (998). On connaît l'histoire ou la fable de l'abandon de Robert, délaissé de ses serviteurs, et la légende de Berthe, qui accoucha d'un monstre. Robert. 996.

Mais l'année suivante, succéda à Grégoire V, un Français, un ami des Capétiens, Gerbert (Sylvestre II), qui renoua ainsi pour long-temps l'alliance du saint-siége et du trône de France. Ce Gerbert, disent les contemporains, n'était pas moins qu'un magicien. C'est du diable qu'il apprit la merveille des chiffres arabes, et l'algèbre, et l'art de construire une horloge. Moine à Aurillac, chassé, réfugié à Barcelone, il se défroque pour aller étudier les lettres et l'algèbre à Cordoue. De là, il passe à Rome. Le grand Othon le fait précepteur de son fils, de son petit-fils; puis il professe aux fameuses écoles de Reims; il a pour disciple notre bon roi Robert. Secrétaire et confident de l'archevêque, il le fait déposer, et obtient sa place par l'influence d'Hugues Capet. Ce fut une grande chose pour les Capets d'avoir pour eux un tel homme : ils le font archevêque, et il aide à les faire rois. Obligé de se retirer près d'Othon III, il devient archevêque de Ravenne, enfin pape. Il juge les grands, il nomme des rois (Hongrie, Pologne), il donne des lois aux republiques, il prêche la croisade; il règne par le pontificat et par la science.

Robert ayant été obligé de répudier Berthe avant l'avénement de Gerbert, et le fils que Berthe avait d'un premier lit

[1] Hugues Capet mourut en 996, après avoir fait sacrer son fils Robert; les premiers Capétiens suivirent cet exemple : l'Église s'engageait ainsi à maintenir la couronne dans la nouvelle famille.

ayant détruit la puissance de la maison de Blois et Champagne dans une vaine entreprise contre l'Empire, la maison d'Anjou prévalut. L'angevin Foulques Nerra fit épouser au roi Robert sa nièce Constance, fille du comte de Toulouse. Robert put à son aise, sous la tutelle de sa femme, composer des hymnes et vaquer au lutrin.

Plus tard ce fut le tour des Normands de dominer Robert. Ils entreprirent de lui donner la Bourgogne, ce qui soumettait à leur influence le cours supérieur de la Seine. Son fils cadet, de même nom que lui, fut le premier duc capétien de Bourgogne (1015). Cette maison donna des rois au Portugal, et celle de Franche-Comté à la Castille.

A l'époque où les Angevins gouvernaient les Capétiens, sous Hugues Capet et Robert, ils semblent avoir essayé de se servir d'eux contre le Poitou et l'Aquitaine. Mais, malgré ce que l'on nous conte d'une prétendue victoire d'Hugues Capet sur le comte de Poitou, le Midi resta fort indépendant du Nord. Ce sont même plutôt les Aquitains qui, par leur union avec l'Anjou, exercèrent quelque influence sur les mœurs et le gouvernement de la France du nord. Constance, fille du comte de Toulouse, nièce de celui d'Anjou, régna sous Robert[1]. Pour prolonger cette domination après la mort de son mari (1031), elle voulait élever au trône son second fils Robert, au préjudice de l'aîné, Henri : mais l'Église se déclara pour l'aîné. Le duc des Normands le prit sous sa protection, et força le jeune Robert de se contenter du duché de Bourgogne. Toutefois le Normand ne donna la royauté à Henri qu'affaiblie et désarmée, pour ainsi dire. Il se fit céder le Vexin, et se trouva ainsi établi à six lieues même de Paris. Henri essaya en vain d'échapper à cette ser-

[1] La maison d'Anjou finit par prévaloir, malgré ses discordes intérieures, sur celle de Blois et de Champagne. Toutes deux se lièrent par mariage aux Normands conquérans de l'Angleterre. Mais les comtes de Blois n'occupèrent le trône d'Angleterre qu'un instant, tandis que les Angevins le gardèrent du douzième au treizième siècle, sous le nom de *Plantagenêts*, y joignirent quelque temps tout notre littoral, de la Flandre aux Pyrénées, et faillirent y joindre la France.

vitude et de reprendre le Vexin, à la faveur des révoltes qui eurent lieu contre le nouveau duc de Normandie, Guillaume-le-Bâtard. Ce Guillaume, dont nous allons parler plus au long, battit ses barons, et battit le roi. Ce fut peut-être le salut de celui-ci que le duc des Normands ait tourné contre l'Angleterre ses armes et sa politique.

Henri et son fils Philippe Ier (1031-1108), restèrent spectateurs inertes et impuissans des grands événemens qui bouleversèrent l'Europe sous leur règne. Ils ne prirent part ni aux expéditions normandes de Naples et d'Angleterre, ni à la croisade européenne de Jérusalem, ni à la lutte des papes et des empereurs; ils laissèrent tranquillement l'empereur Henri III établir sa suprématie en Europe, et refusèrent de seconder les comtes de Flandre, Hollande, Brabant et Lorraine, dans la grande guerre des Pays-Bas contre l'Empire. Henri, Ier. Philippe Ier. 1031-1108.

Ce n'est pourtant pas sans raison que les papes ont appelé la France la fille aînée de l'Église. C'est par elle qu'ils ont partout combattu l'opposition politique et religieuse au moyen-âge. Dès le onzième siècle, à l'époque où la royauté capétienne, faible et inerte, ne peut les seconder encore, l'épée des Français de Normandie repousse l'empereur des murs de Rome, chasse les Grecs et les Sarrasins d'Italie et de Sicile, assujettit les Saxons dissidens de l'Angleterre. Et lorsque les papes parviennent à entraîner l'Europe à la croisade, la France a la part principale dans cet événement, qui contribue si puissamment à leur grandeur et les arme d'une si grande force dans la lutte du sacerdoce et de l'empire.

Dans cette lutte terrible que le saint-siége poursuivit dans toute l'Europe, il eut deux auxiliaires, deux instrumens temporels : d'abord la fameuse comtesse Mathilde, si puissante en Italie, la chaste et fidèle amie de Grégoire VII. Cette princesse, Française d'origine, avait grandi dans l'exil et sous la persécution des Allemands. Elle était alliée à la famille de Godefroi de Bouillon. Après Mathilde, les meilleurs soutiens du pape étaient nos Normands de Naples et d'Angleterre. Longtemps avant la croisade de Jérusalem, ce peuple avantureux faisait la croisade par toute l'Europe. Il est curieux d'exami- Conquêtes des Normands.

ner comment ces pieux brigands devinrent les soldats du saint-siége. Mélange d'audace et de ruse, conquérans et chicaneurs comme les anciens Romains, scribes et chevaliers, amis des prêtres (au moins pour commencer), ils firent leur fortune par l'Église et malgré l'Église. — Le héros de cette race, c'est Robert l'Avisé (Guiscard, *Wise*).

En Italie.

C'est un pélerinage qui conduisit d'abord les Normands dans l'Italie du sud, où ils devaient fonder un royaume. Il y avait là, si je puis dire, trois débris, trois ruines de peuples : des Lombards dans les montagnes, des Grecs dans les ports, des Sarrasins de Sicile et d'Afrique qui voltigeaient sur toutes les côtes. Vers l'an 1000, des pélerins normands aident les habitans de Salerne à chasser les Arabes qui les rançonnaient. Bien payés, ils en attirent d'autres. Un Grec de Bari, nommé Melo ou Melès, loue des Normands pour combattre les Grecs byzantins, et affranchit sa ville. Puis la république grecque de Naples les établit au fort d'Aversa, entre elle et ses ennemis, les Lombards de Capoue (1026). Enfin arrivent les fils d'un pauvre gentilhomme du Cotentin, Tancrède de Hauteville. Le gouverneur (ou Kata-pan) byzantin, les embaucha, les mena contre les Arabes. Mais à mesure qu'il leur vint des compatriotes et qu'ils se virent assez forts, ils tournèrent coutre ceux qui les payaient, s'emparèrent de la Pouille et la partagèrent en douze comtés. Les Grecs réunirent contre eux jusqu'à soixante mille Italiens; ils n'en furent pas moins battus, et obligés d'appeler les Allemands à leur secours. Les deux empires d'Orient et d'Occident se confédérèrent contre les fils du gentilhomme de Coutances. Le tout-puissant empereur Henri-le-Noir (Henri III) chargea son pape Léon IX, qui était un Allemand de la famille impériale, d'exterminer ces brigands. Le belliqueux pontife fut fait prisonnier. Les Normands n'eurent garde de le maltraiter; ils s'agenouillèrent dévotement aux pieds de leur prisonnier, et le contraignirent de leur donner, comme fief de l'Église, tout ce qu'ils avaient pris et pourraient prendre dans la Pouille, la Calabre, et de l'autre côté du détroit. Le pape devint, malgré

lui, suzerain du royaume des Deux-Siciles (1052-1053). La conquête de l'Italie méridionale fut achevée par Robert Guiscard. Son frère, Roger, passa en Sicile et en fit la conquête sur les Arabes, après la lutte la plus inégale et la plus romanesque.

Ce royaume féodal fut de grande utilité à l'Italie. Les papes, vraiment Italiens, comme Grégoire VII, fermèrent les yeux sur les brigandages des Normands, et s'unirent étroitement avec eux contre les empereurs grecs et allemands. Robert Guiscard chassa de Rome Henri VI victorieux, et recueillit Grégoire VII, qui mourut chez lui à Salerne.

Guillaume-le-Bâtard.

Cette prodigieuse fortune d'une famille de simples gentilshommes inspira de l'émulation au duc de Normandie, Guillaume-le-Bâtard. L'amitié de Guillaume était précieuse pour l'église romaine, déjà gouvernée par Hildebrand, qui fut bientôt Grégoire VII. Leurs projets s'accordaient. L'Angleterre était pour les Normands une autre Sicile à conquérir. Celle-ci, pour n'être pas occupée par les Arabes, n'était guère moins odieuse au saint-siége. L'église anglo-saxonne avait pris de bonne heure cet esprit d'opposition, qui reparut toujours en Angleterre. Cette île était, depuis des siècles, un théâtre d'invasions continuelles. Toutes les races du Nord, Celtes, Saxons, Danois, semblaient s'y être donné rendez-vous, comme celle du Midi en Sicile. Les Danois y avaient dominé cinquante ans, les discordes des vainqueurs avaient permis le retour et le rétablissement d'Édouard-le-Confesseur, fils d'un roi saxon et d'une Normande, et élevé en Normandie. Ami des Normands plus civilisés, il fit de vains efforts pour échapper à la tutelle d'un puissant chef saxon, nommé Godwin, qui l'avait rétabli en chassant les Danois, mais qui, dans la réalité, régnait lui-même. Un de ses fils, nommé Harold, qui avait en effet de grandes qualités, prit assez d'empire sur le faible roi pour se faire désigner par lui pour son successeur.

Harold.

Un hasard singulier donna à Guillaume une apparence de droit sur l'Angleterre et sur Harold lui-même. Harold, ayant été jeté sur la côte de France par une tempête, Guillaume le

reçut bien, mais lui fit jurer sur des reliques qu'il l'aiderait à conquérir l'Angleterre après la mort d'Édouard. Une fois libre, Harold ne se souvint plus de son serment : le Normand le fit sommer de l'accomplir. Cependant, avant de prendre les armes, il déclara qu'il s'en rapportait au jugement du pape, et le procès de l'Angleterre fut plaidé dans les règles au conclave de Latran. L'Angleterre fut adjugée au duc de Normandie. Cette décision hardie fut prise à l'instigation d'Hildebrand; le diplôme en fut envoyé à Guillaume avec un étendard bénit et un cheveu de saint Pierre.

Cependant, toute la Bretagne, sous la conduite du jeune duc Conan, s'était mise en mouvement comme pour conquérir la Normandie, tandis que celle-ci allait conquérir l'Angleterre. Heureusement pour Guillaume, Conan mourut en route; son cor et ses gants étaient empoisonnés.

Les Saxons avaient deux ennemis à combattre. Le frère même de Harold appela les Normands, puis les Danois, qui en effet attaquèrent l'Angleterre par le nord, tandis que Guillaume l'envahissait par le midi. Harold alla repousser les Danois, puis il revint en toute hâte au-devant des Normands. Il les rencontra à Hastings; et cette fois il ne fut pas si heureux. Les lances normandes prévalurent sur les haches saxonnes; tout fut tué ou se dispersa (1066).

B. d'Hastings. 1066.

Royauté normande d'Angleterre.

Guillaume s'y prit d'abord avec quelque douceur et quelques égards pour les vaincus. Mais une grande révolte ayant éclaté, le pays fut tout entier mesuré et décrit; soixante mille fiefs de chevaliers y furent créés aux dépens des Saxons, et le résultat consigné dans le livre noir de la conquête, le Doomsday book. Quels qu'aient été les maux d'une telle révolution, le résultat en fut immensément utile à l'Angleterre et au genre humain. Pour la première fois, il y eut un gouvernement. Le lien social, lâche et flottant en France et en Allemagne, fut tendu à l'excès en Angleterre. A côté de la royauté se constitua l'Église; une Église forte et politique, comme celle que Charlemagne avait fondée en Saxe pour discipliner les anciens Saxons. Cette Église eut son unité dans l'archevêque de Kenterbury.

Quoique les Normands fussent loin de tenir tout ce que l'Église de Rome s'était promis de leurs victoires, elle y gagna néanmoins infiniment. Ceux de Naples dès leur origine, ceux d'Angleterre au temps d'Henri II et de Jean, se reconnurent pour feudataires du saint-siége. Les rois normands d'Italie tinrent souvent en respect les empereurs d'Orient et d'Occident. Ceux d'Angleterre, vassaux formidables du roi de France, l'obligèrent long-temps de se livrer sans réserve aux papes. En même temps, les Capétiens de Bourgogne concouraient aux victoires du Cid, occupaient par mariage le royaume de Castille, et fondaient celui de Portugal. De toutes parts l'Église triomphait dans l'Europe par l'épée des Français. En Sicile et en Espagne, en Angleterre et dans l'empire grec, ils avaient commencé ou accompli la croisade contre les ennemis du pape ou de la foi.

Les Français et l'Église.

1031. Henri I. — La révolte de son frère Robert, que soutenaient le comte de Blois et de Champagne et le comte de Flandre, est apaisée avec le secours de Robert duc de Normandie. — 1041, révolte d'Eudes, quatrième fils du roi Robert. Il est vaincu et emprisonné par son frère à Orléans, 1051. — Henri épouse Anne, fille de Jaroslaw duc de Russie. — 1053, guerre malheureuse contre Guillaume-le-Bâtard. — 1060, Philippe Ier, sous la tutelle du comte de Flandres. — Foulques-le-Réchin, comte d'Anjou, lui cède le Gatinais; plus tard il acquit le Vexin français et la vicomté de Bourges. — 1071, Philippe voulant soutenir le petit-fils du comte de Flandre, est battu à Cassel par Robert-le-Frison, dont il épouse en 1072 la belle-fille, Berthe de Hollande — 1075, il force Guillaume-le-Conquérant à lever le siége de Dôle, et soutient (1090) Robert-Courte-Heuse, qui s'arme successivement contre son père et contre son frère Guillaume-le-Roux. — 1092, Philippe répudie Berthe et enlève Bertrade à son mari, le comte d'Anjou. Il est excommunié malgré l'appui des évêques du nord de la France. — 1098 ou 99, Louis est associé à la couronne. Philippe meurt. 1108.

La hiérarchie féodale ayant eu sa forme la plus arrêtée en Angleterre, nous croyons devoir placer ici l'histoire de la féodalité en France depuis son origine jusqu'au règne de Louis-le-Gros. Le système féodal est d'ailleurs arrivé à son apogée en France à la mort de Philippe I.

Formation du régime féodal. Changement des terres allodiales et tributaires en terres bénéficiaires. — Trois sortes de terres après l'in-

vasion, allodiales, bénéficiaires, tributaires. Le nombre, déjà peu élevé des propriétaires d'alleux, diminue de jour en jour par la violence, l'exhérédation, et souvent aussi par la volonté même du possesseur d'alleux, qui se *recommande* pour s'assurer la protection d'un homme puissant. Au milieu des troubles et des guerres continuelles, ceux qui tiennent des terres tributaires sont réduits à l'état de serfs, ou bien négligent de payer la redevance primitive, et s'approprient les domaines qu'ils cultivaient de père en fils. — Au neuvième siècle, presque toutes les propriétés sont devenues bénéfices héréditaires.

Changement des magistratures révocables en magistratures héréditaires. — Comtes, ducs, margraves; ils acquièrent des propriétés particulières dans les provinces où ils sont envoyés temporairement comme lieutenans du roi : ils sont soumis durant le règne de Charlemagne à la surveillance active des *missi dominici*. Mais après Charlemagne la diversité des races, l'absence de tout intérêt général, les incursions des Northmans et des Sarrasins amènent la division de l'Empire en royaumes, puis celle des royaumes en un grand nombre de petites sociétés, à peu près étrangères les unes aux autres. Cet isolement croissant est constaté par l'édit de Kiersy-sur-Oise, qui prépare la destruction du gouvernement central, en consacrant l'hérédité des comtés. Les comtes peuvent dès lors léguer à leurs fils leurs propriétés avec tous les droits qu'ils exerçaient d'abord temporairement au nom du roi, comme de lever des impôts, d'être suzerains de tous les hommes libres du comté, de leur rendre la justice, etc. Autant il y avait eu de lieutenans du roi, autant il y eut de souverains indépendans. A la fin du dixième siècle, la France contient cinquante-trois fiefs, dont les possesseurs ne reconnaissent sur leurs terres aucune autorité supérieure à la leur. — Les principaux de ces grands vassaux sont le duc de Gascogne, les comtes de Toulouse, de Poitiers, d'Aquitaine, d'Auvergne, de Périgord et de la Haute-Marche, de Champagne, de Valois, d'Anjou, du Maine, de Bretagne, de Flandres, le duc de Normandie.

La féodalité constituée. — Cependant la hiérarchie, établie par le changement de toutes les propriétés en terres bénéficiaires, subsiste. Le roi (*le grand fieffeux de France*), est suzerain des propriétaires de tous les grands fiefs, suzerains eux-mêmes d'une foule de seigneurs qui résident la plupart dans des châteaux forts, dont les campagnes se sont couvertes pour arrêter les incursions des Northmans. — Devoirs réciproques du suzerain et du vassal; Services féodaux. — *Garanties pour la conservation de cette société.* — Cour des pairs, duel judiciaire, guerres privées.

Ce système est dans toute sa force vers l'an 1000. Quelques-uns des

grands vassaux surpassent en puissance le roi, alors réduit à l'Ile-de-France; mais il a pour lui un vieux droit, une supériorité titulaire, qu'il changera en une supériorité réelle aussitôt qu'il aura la force. Sous les premiers Capétiens la royauté sommeille; elle s'éveille avec Louis-le-Gros, qui commence à lutter contre la féodalité. C'est d'abord une lutte à coups de lances, plus tard viendra la lutte ~~légale~~. légistique.

CHAPITRE VIII.

La croisade. 1195 - 1199.

Le christianisme et l'islamisme.

Au moment de la croisade, l'islamisme vieillissait, le christianisme était florissant de vigueur et de jeunesse. Le pouvoir spirituel, esclave du temporel en Asie, le balançait, le primait en Europe; il venait de se retremper par la réforme de Grégoire VII. Le califat tombait, et la papauté s'élevait. Le mahométisme se divisait, le christianisme s'unissait. Le premier ne pouvait attendre qu'invasion et ruine; et en effet il ne résista qu'en recevant les Mongols et les Turcs, c'est-à-dire en devenant barbare.

Pélerinages.

Il y avait déjà long-temps que l'ébranlement avait commencé. Depuis l'an 1000 surtout, depuis que l'humanité croyait avoir chance de vivre et espérait un peu, une foule de pélerins prenaient leur bâton et s'acheminaient, les uns à Saint-Jacques, les autres au mont Cassin, aux Saints-Apôtres de Rome, et de là à Jérusalem. Les pieds y portaient d'eux-mêmes. C'était pourtant un dangereux et pénible voyage. Heureux qui revenait! plus heureux qui mourait près du tombeau du Christ, et qui pouvait lui dire, selon l'audacieuse expression d'un contemporain : Seigneur, vous êtes mort pour moi, je suis mort pour vous!

Les Arabes, peuple commerçant, accueillaient bien d'abord les pélerins. Les Fatemites d'Égypte, ennemis secrets du Coran, les traitèrent bien encore. Tout changea lorsque le calife Hakem, fils d'une chrétienne, se donna lui-même pour une incarnation. Il maltraita cruellement les chrétiens qui prétendaient que le messie était déjà venu, et les juifs qui s'obstinaient à l'attendre encore. Dès lors on n'aborda guère le saint tombeau qu'à condition de l'outrager.

Pélerinages armés.

Mais les fatigues, les avanies ne les rebutaient pas. Ces hommes si fiers, qui pour un mot auraient fait couler dans leur pays des torrens de sang, se soumettaient pieusement à toutes les bassesses qu'il plaisait aux Sarrasins d'exiger. Le duc de Normandie, les comtes de Barcelonne, de Flandre, de Verdun, accomplirent dans le onzième siècle ce rude pélerinage. L'empressement augmentait avec le péril; seulement les pélerins se mettaient en plus grandes troupes. En 1054, l'évêque de Cambrai tenta le voyage avec trois mille Flamands et ne put arriver. Treize ans après, les évêques de Mayence, de Ratisbonne, de Bamberg et d'Utrecht, s'associèrent à quelques chevaliers normands, et formèrent une petite armée de sept mille hommes. Ils parvinrent à grand'peine, et deux mille tout au plus revirent l'Europe. Cependant les Turcs, maîtres de Bagdad et partisans de son calife, s'étant emparés de Jérusalem, y massacrèrent indistinctement les Alides et les chrétiens. L'empire grec, resserré chaque jour, vit leur cavalerie pousser jusqu'au Bosphore, en face de Constantinople. D'autre part les Fatemites tremblaient derrière les remparts de Damiette et du Caire. Ils s'adressèrent, comme les Grecs, aux princes de l'Occident. Alexis Comnène était déjà lié avec le comte de Flandre, qu'il avait accueilli magnifiquement à son passage; ses ambassadeurs célébraient avec le génie hâbleur des Grecs les richesses de l'Orient, les empires, les royaumes qu'on pouvait y conquérir.

La croisade.

Les entreprises que les Normands venaient d'accomplir au nom du saint-siége avaient été trop indépendantes les unes des autres, et aussi trop égoïstes, trop intéressées pour réaliser la pensée de Grégoire VII et de ses successeurs : l'unité de

l'Europe sous le pape, et l'abaissement des deux empires. Pour approcher de ce grand but de l'unité, il fallait que l'Église s'en mêlât, que le christianisme vînt au secours. Le monde du onzième siècle avait dans sa diversité un principe commun de vie, la religion, une forme commune, féodale et guerrière. Une guerre religieuse pouvait seule l'unir; il ne devait oublier les diversités de races et d'intérêts politiques qui le déchiraient, qu'en présence d'une diversité générale et plus grande. L'Europe ne pouvait se croire une et le devenir, qu'en se voyant en face de l'Asie. C'est à quoi travaillèrent les papes, dès l'an 1000. Un pape français, Gerbert, Sylvestre II, avait écrit aux princes chrétiens, au nom de Jérusalem. Grégoire VII eût voulu se mettre à la tête de cinquante mille chevaliers pour délivrer le Saint-Sépulcre. Ce fut Urbain II, Français comme Gerbert, qui en eut la gloire. L'Allemagne avait sa croisade en Italie; l'Espagne chez elle-même. La guerre sainte de Jérusalem, résolue en France au concile de Clermont, prêchée par le français Pierre l'Hermite, fut accomplie surtout par des Français. Les croisades eurent leur idéal en deux Français : Godefroi de Bouillon les ouvre; elles sont fermées par saint Louis. Il appartenait à la France de contribuer plus que tous les autres au grand événement qui fit de l'Europe une nation.

Celui qui contribua, dit-on, le plus puissamment par son éloquence au mouvement populaire, ce fut un Picard, qu'on nommait trivialement *Coucou Pièire* (Pierre Capuchon, ou Pierre l'Hermite, *à cucullo*). Au retour d'un pélerinage à Jérusalem, il décida le pape français Urbain II à prêcher la croisade à Plaisance, puis à Clermont (1095). La prédication fut à peu près inutile en Italie; en France tout le monde prit la croix. Au concile de Clermont, les étoffes, les vêtemens rouges, furent mis en pièces et n'y suffirent pas.

Concile de Clermont. 1095.

Le peuple.

Le peuple partit sans rien attendre, laissant les princes délibérer, s'armer, se compter, hommes de peu de foi; les petits ne s'inquiétaient de rien de tout cela : ils étaient sûrs d'un miracle. Dieu en refuserait-il un à la délivrance du Saint-

Sépulcre?... Pierre l'Hermite marchait à la tête, pieds nus, ceint d'une corde. D'autres suivirent un brave et pauvre chevalier, qu'ils appelaient *Gautier-sans-avoir*. Quelques Allemands imitèrent les Français, et partirent, sous la conduite d'un des leurs, nommé Gottschalk.

Chemin faisant, ils prenaient, pillaient, se payaient d'avance de leur sainte guerre. Tout ce qu'ils pouvaient trouver de juifs, ils les faisaient périr dans les tortures. Ils croyaient devoir punir les meurtriers du Christ avant de délivrer son tombeau. Ils arrivèrent ainsi, farouches, couverts de sang, en Hongrie et dans l'empire grec. Ces bandes féroces y firent horreur ; on les suivit à la piste, on les chassa comme des bêtes fauves. Ceux qui restaient, l'empereur leur fournit des vaisseaux, et les fit passer en Asie, comptant sur les flèches des Turcs.

Les Normands d'Italie ne furent pas les derniers à la croisade : ils comptaient bien y faire leurs affaires. Un certain Bohémond, bâtard de Robert-l'Avisé et non moins avisé que son père, n'avait rien eu en héritage que Tarente et son épée. Un Tancrède, Normand par sa mère, mais à ce qu'on croit, Piémontais du côté paternel, prit aussi les armes. Mais quelques grandes choses qu'ils aient faites, la voix du peuple, qui est celle de Dieu, a donné la gloire de la croisade à Godefroi, fils du comte de Boulogne, margrave d'Anvers, duc de Bouillon et de Lothier, roi de Jérusalem. Dès que la croisade fut publiée, il vendit ses terres à l'évêque de Liège, et partit pour la Terre-Sainte. Dix mille chevaliers le suivirent avec soixante-dix mille hommes de pied, Français, Lorrains, Allemands. Godefroi appartenait aux deux nations; il parlait les deux langues. Les chefs.

Le rendez-vous des croisés était à Constantinople. Telle fut l'habileté de l'empereur, Alexis Comnène, qu'il trouva moyen de décider ces conquérans, qui pouvaient l'écraser, à lui faire hommage et lui soumettre d'avance leur conquête. Hugues, frère du roi de France, jura d'abord, puis Bohémond, puis Godefroi. Les Grecs voulaient recouvrer Nicée : L'empereur grec. Nicée.

ils y menèrent les croisés; les assiégés s'effrayèrent, et traitèrent de préférence avec Alexis.

Antioche.

Les croisés continuèrent leur route au midi, jusqu'à Antioche, que Bohémond eut l'adresse de se faire livrer; ils trouvèrent dans cette grande ville une abondance funeste après tant de jeûnes. L'épidémie les emporta en foule. Bientôt les vivres prodigués s'épuisèrent, et ils se trouvaient réduits de nouveau à la famine, quand une armée innombrable de Turcs vint les assiéger dans leur conquête. Leur situation semblait désespérée, lorsque la découverte de la sainte Lance qui avait percé le côté de Jésus-Christ, vint à propos les ranimer, et leur donna la victoire.

Jérusalem. 1099.

Arrivés sous les murs de Jérusalem, ils n'étaient plus que vingt-cinq mille, et la ville était, dit-on, défendue par quarante mille hommes : il fallut se résigner aux lenteurs d'un siége, s'établir dans cette campagne désolée, sans arbres et sans eau. Enfin les croisés ayant fait pieds nus, pendant huit jours, le tour de Jérusalem, toute l'armée attaqua; une tour roulante fut approchée des murs, et le vendredi 15 juillet 1099, à trois heures, à l'heure et au jour même de la Passion, Godefroi de Bouillon descendit de cette tour sur les murailles de Jérusalem. La ville prise, le massacre fut effroyable.

Godefroi fut élu roi de Jérusalem, et n'accepta que le titre de baron du Saint-Sépulcre. La bataille d'Ascalon qu'il gagna sur les Fatemites d'Égypte, commençait une guerre éternelle; les croisés s'en lassèrent, et Godefroi put à peine garder trois cents chevaliers.

Royaume féodal de Jérusalem.

La féodalité s'organisa à Jérusalem dans une forme plus sévère encore que dans aucun pays de l'Occident. L'ordre hiérarchique et tout le détail de la justice féodale fut réglé dans les fameuses Assises de Jérusalem par Godefroi et ses barons. Il y eut un prince de Galilée, un marquis de Jaffa, un baron de Sidon. La Judée était devenue une France. Notre langue, portée par les Normands en Angleterre et en Sicile; le fut en Asie par la croisade. Elle succéda, comme langue politique, à l'universalité de la langue latine, depuis l'Arabie

jusqu'à l'Irlande. Le nom de Francs devint le nom commun des Occidentaux [1].

---

[1] *Littérature du neuvième au onzième siècle.* L'esprit théologique et l'esprit philosophique, réunis dans Alcuin au huitième siècle, ont, au neuvième, chacun un représentant : l'esprit philosophique dans Jean Scot, mort vers 875 ; l'esprit théologique dans Hincmar, archevêque de Reims, mort en 882. Hincmar est soutenu par Jean Scot dans sa dispute contre le mystique Gottschalk. Au-dessous de ces deux hommes se trouvent un assez grand nombre d'écrivains, dont les travaux sont peu variés et souvent peu importans. Saint Benoît d'Aniane, mort en 821 ; saint Abbon, vers 824 ; Nigellus (écrivait en) 826 ; saint Ansegise, 833 ; Thégan, vers 846 ; Walfred Strabon, 849 ; Rabanus Maurus, 856 ; Nithard, vers 859 ; Florus, 860 ; saint Remi, 875 ; saint Adon, 875 ; saint Odon, 942 ; Flodoard, 966 ; Gerbert, 1003 ; Aimoin, 1008 ; Fulbert, 1028 ; Raoul Glaber, vers 1050 ; Jean de Garlande, 1081 ; Bérenger, 1088, Lanfranc, 1089 ; Roscelin, 1094.

CHAPITRE IX.

Douzième siècle. — Le roi. Les communes. — Abailard et saint Bernard. — Henri II d'Angleterre et saint Thomas de Kenterbury.

Communes.

Quels qu'eussent été les maux de la croisade, elle avait eu plus d'un utile résultat. L'Europe et l'Asie s'étaient reconnues ; les haines d'ignorance avaient déjà diminué. Parmi les chrétiens eux-mêmes, les nobles et le peuple s'étaient rapprochés, l'humanité recommençait à s'honorer elle-même dans les plus misérables conditions. Les premières révolutions communales précèdent ou suivent de près l'an 1100. C'est par les villes que devait commencer la liberté, par les villes du centre de la France, qu'elles s'appelassent villes privilégiées ou communes, qu'elles eussent obtenu ou arraché leurs franchises. L'occasion, en général, fut la défense des populations contre l'oppression et les brigandages des seigneurs féodaux; en particulier, la défense de l'Ile-de-France contre le pays féodal par excellence, contre la Normandie. « A cette époque (1119), dit Orderic Vital, la communauté populaire fut établie par les évêques, de sorte que les prêtres accompagnassent le roi aux siéges ou aux combats, avec les bannières de leurs paroisses et tous les paroissiens. »

Cette révolution s'accomplit partout sous mille formes et

à petit bruit. Elle n'a été remarquée que dans quelques villes de l'Oise et de la Somme, qui, placées dans des circonstances moins favorables, partagées entre deux seigneurs laïques et ecclésiastiques, s'adressèrent au roi pour faire garantir solennellement des concessions souvent violées, et maintinrent une liberté précaire au prix de plusieurs siècles de guerres civiles. C'est à ces villes qu'on a plus particulièment donné le nom de *communes*. Les premières furent Noyon, Beauvais, Laon, les trois pairies ecclésiastiques. Joignez-y Le Mans et Saint-Quentin. Ces villes furent encouragées par l'exemple de Cambrai et des villes de la Belgique[1].

Les communes et le roi.

On a dit que le roi avait fondé les communes. Le contraire est tout aussi vrai; les communes ont fondé la royauté. Sans elles, le roi n'aurait pas repoussé les Normands. Ces conquérans de l'Angleterre et des Deux-Siciles, auraient probablement conquis la France. Ce sont les communes, ou pour employer un mot plus général et plus exact, ce sont les *bourgeoisies*, qui, sous la bannière du saint de la paroisse, conquirent la paix publique entre l'Oise et la Loire;

---

[1] *Etablissement et progrès des communes, de Louis VI à Philippe III.* Il y eut trois classes de villes au moyen-âge; 1° celles qui conservèrent le régime municipal romain. Périgueux, Bourges, Marseille, Arles, Toulouse, Narbonne, Nimes, Metz, etc. Ces villes n'eurent pas besoin de chartes concédées par le seigneur féodal : leurs priviléges municipaux étaient antérieurs à la féodalité. — 2° Villes de bourgeoisie. Pour augmenter la population de leurs domaines, et par là leurs revenus et leur force militaire, les seigneurs concèdent aux habitans de leurs villes des priviléges plus ou moins étendus qui leur garantissent la jouissance de quelques droits civils, mais non l'indépendance. Le gouvernement intérieur de ces villes est toujours subordonné à un prévôt du seigneur. Ainsi Orléans, Paris., etc., etc. — 3° Villes de communes. Avec le progrès de la richesse, les tentations de résistance de la part des bourgeois opprimés par leurs seigneurs devinrent de jour en jour plus fréquentes. Au douzième siècle, insurrections nombreuses, mais non concertées. — Toutes ces petites guerres se terminent, les unes par la ruine des bourgeois, les autres par des traités ou chartes qui conférent aux bourgeois le droit de se gouverner eux-mêmes, réduisent toutes les anciennes charges et redevances au paiement annuel

et le roi à cheval portait en tête la bannière de l'abbaye de Saint-Denis. Il avait pour lui la bourgeoisie naissante et l'Église. La féodalité avait tout le reste, la force et la gloire. Que lui opposait-il? peu de chose, à ce qui semble; ce qu'on ne peut ni voir ni toucher.... le droit; un vieux droit rafraîchi de Charlemagne, mais prêché par les prêtres : l'Église avait trop besoin d'un chef militaire contre les barons pour abandonner jamais le roi.

Louis-le-Gros 1108.

Louis VI, qui, dans sa vieillesse, fut appelé le Gros, avait été d'abord surnommé l'*Éveillé*. Son règne est le réveil de la royauté. Plus vaillant que son père, plus docile à l'Église, c'est pour elle qu'il fit ses premières armes pour l'abbaye de Saint-Denis, pour les évêchés d'Orléans et de Reims. Le roi et les comtes de Blois et de Champagne, s'efforçaient de mettre un peu de sécurité entre la Loire, la Seine et la Marne, petit cercle resserré entre les grandes masses féodales de l'Anjou, de la Normandie, de la Flandre; celle-ci avançait alors jusqu'à la Somme. La croisade fit la fortune du roi; il y gagna le fort château de Montlhéry, le comté de Bourges, etc.; il y gagna surtout l'absence des grands barons qui gênaient ses desseins.

---

d'une certaine somme, et renferment quelquefois des lois de police et des lois pénales et civiles. Les communes les plus fortes et les plus glorieuses sont celles de Laon, Vézelay, Amiens, Saint-Quentin, Beauvais, Noyon, Soissons, Roye, etc.

La révolution communale qui avait éclaté à la fin du onzième siècle, continue durant tout le douzième : près de quarante communes sont fondées sous Philippe-Auguste. Mais, après lui, ce mouvement semble s'arrêter. A la fin du treizième les communes sont en décadence. Saint Louis et Philippe IV commencent à moins respecter l'indépendance et les priviléges divers des communes de leurs domaines; ils font des réglemens généraux et prescrivent les mêmes mesures pour toutes leurs villes communales. Peu à peu les communes rentrent dans la classe des villes de bourgeoisie.

Les libertés communales périssent parce qu'elles sont des priviléges, parce que les villes sont hostiles aux campagnes, parce qu'au-dessus de leurs seigneurs immédiats les communes rencontrent un suzerain plus puissant, le roi, qui d'abord les aide, puis les affaiblit, les détruit, à mesure qu'il hérite des droits des seigneurs féodaux.

Mais les Normands étaient restés ; ils avaient en Angleterre leur croisade. C'est ce voisinage qui faisait le danger de la position du roi, mais qui le rendait cher aux églises et aux bourgeoisies du centre de la France. Ils avaient pris Gisors au mépris des conventions, et de là dominaient les Vexin presque jusqu'à Paris. Ces conquérans ne respectaient rien. La toute petite royauté de France ne leur aurait pas tenu tête sans la jalousie de la Flandre et de l'Anjou. Guerres avec les Normands.

Les Normands n'eurent aucun avantage décisif ; ils n'employaient contre le roi de France que la moindre partie de leurs forces. Dans la réalité, la Normandie n'était pas chez elle, mais en Angleterre. Leur victoire à Brenneville, dans un combat de cavalerie où les deux rois se rencontrèrent et firent assez bien de leur personne, n'eut point de résultat. Dans cette célèbre bataille du douzième siècle, il y eut, dit Orderic Vital, trois hommes de tués (1119). Bataille de Brenneville 1119.

Cette défaite fut cruellement vengée par les milices des communes qui pénétrèrent en Normandie et y commirent d'affreux ravages. Elles étaient conduites par les évêques eux-mêmes, qui ne craignaient rien tant que de tomber sous la féodalité normande.

Henri Beauclerc avait supplanté son frère Robert. Louis-le-Gros prit sous sa protection Guillaume Cliton, fils de Robert. Il essaya en vain de l'établir en Normandie, mais il l'aida à se faire comte de Flandre. Plus lointaines encore et non moins éclatantes furent ses expéditions dans le Midi. A l'époque de la croisade, le comte de Bourges avait vendu au roi son comté. Par-là il eut un pied dans le Midi. En 1115, il vint protéger le seigneur du Bourbonnais ; par deux fois il fit une espèce de croisade en faveur de l'évêque de Clermont, opprimé par le comte d'Auvergne. Quelques années après, l'évêque du Puy-en-Vélay demanda un privilége au roi de France, prétextant l'absence de son seigneur, le comte de Toulouse, qui était alors à la Terre-Sainte. Dès l'année 1100, le comté de Barcelone lui avait demandé des secours contre les Almoravides. Guerres dans le Midi.

On vit dès l'an 1124 combien le roi était devenu puissant,

L'empereur Henri V, excommunié au concile de Reims, gardait rancune aux évêques et au roi. Son gendre, Henri Beauclerc, l'engageait d'ailleurs à envahir la France. L'Empereur en voulait, dit-on, à la ville de Reims. A l'instant toutes les milices s'armèrent, et les grands seigneurs envoyèrent leurs hommes.

Abailard. Telle fut, après la première croisade, la résurrection du roi et du peuple. Peuple et roi se mirent en marche sous la bannière de Saint-Denis. *Montjoie saint Denis*, fut le cri de la France. Saint-Denis et l'Église, Paris et la royauté, en face l'une de l'autre. Il y eut un centre, et la vie s'y porta, un cœur de peuple y battit. Le premier signe, la première pulsation, c'est l'élan des écoles et la voix d'Abailard. La liberté, qui sonnait si bas dans le beffroi des communes de Picardie, éclata dans l'Europe par la voix du logicien breton. Et le disciple d'Abailard, Arnaldo de Brescia, fut l'écho qui réveilla l'Italie. Les petites communes de France eurent, sans s'en douter, des sœurs dans les cités lombardes, et dans Rome, cette grande commune du monde antique.

De grands signes apparaissaient : les Vaudois avaient traduit la Bible en langue vulgaire ; les Institutes furent aussi traduites ; le droit fut enseigné en face de la théologie, à Orléans et à Angers. L'existence seule de l'école de Paris était une nouveauté immense. Les idées, jusque-là dispersées, surveillées dans les diverses écoles ecclésiastiques, allaient converger vers un centre. Ce grand nom d'*Université* commençait dans la capitale de la France au moment où l'universalité de la langue française semblait presque accomplie. Les conquêtes des Normands, la première croisade, l'avaient porté partout, ce puissant idiome philosophique, en Angleterre, en Sicile, à Jérusalem. Cette circonstance seule donnait à la France, à la France centrale, à Paris, une force prodigieuse d'attraction. Le *français de Paris* devint peu à peu proverbial. La féodalité avait trouvé dans la ville royale son centre politique ; cette ville allait devenir la capitale de la pensée humaine.

Université.

Les femmes. Cette révolution, qui commençait dans les idées et dans

les mœurs, fut de bonne heure sensible dans le droit. Exclues jusque-là des successions par la barbarie féodale, les femmes y rentrent partout dans la première moitié du douzième siècle : en Angleterre, en Castille, en Aragon, à Jérusalem[1], en Bourgogne, en Flandre, Hainaut, Vermandois, en Aquitaine, Provence et bas Languedoc. La rapide extinction des mâles, l'adoucissement des mœurs et le progrès de l'équité, rouvrent les héritages aux femmes. Elles portent avec elles les souverainetés dans des maisons étrangères ; elles mêlent le monde, elles accélèrent l'agglomération des états, et préparent la centralisation des grandes monarchies. Une seule, entre les maisons royales, celle des Capets, ne reconnaîtra point le droit des femmes, et restera à l'abri des mutations qui transfèrent les autres états d'une dynastie à une autre.

Louis-le-Gros, sur son lit de mort, reçut le prix de la réputation d'honnêteté qu'il avait acquise à sa famille. Le plus riche souverain de la France, le comte de Poitiers et d'Aquitaine, qui se sentait aussi mourir, ne crut pouvoir mieux placer sa fille Eléonore et ses vasses états qu'en les donnant au jeune Louis VII, qui succéda bientôt à son père (1137)[1]. Le jeune roi avait été élevé bien dévotement

Louis VII. 1137.

---

[1] *Résumé chronologique du règne de Louis VI.* Louis VI associé à la couronne, 1098 ou 1099. — Tentative de Bertrade pour se défaire de lui. — Il reste maître du gouvernement : il ne possède que Paris, Compiègne, Melun, Étampes, Orléans. — Entre Étampes et Paris, Montlhéry ; entre Paris et Orléans, le Puiset ; entre Paris et Melun, Corbeil. Durant tout son règne il s'efforce d'établir la sûreté des routes entre les villes de son domaine, protége leur commerce, leur accorde quelques priviléges, mais point le droit de commune. — 1106, Après deux ans de guerre, il épouse l'héritière de Montlhéry. — 1107, Guerre de Louis dans la vicomté de Bourges, achetée depuis six ans. — Louis roi, 1108. — 1111-15, Guerres contre Hugues du Puiset, contre les sires de Coucy, contre Aymon de Bourbon, contre Henri d'Angleterre pour le château de Gisors (1109-1114). — 1117, Nouvelle guerre contre Henri I. Louis prend la defense de Cliton, fils de Robert ; 1119, défaite de Louis à Brenneville ; paix ménagée par le pape. — 1121, Louis étend sa juridiction sur l'Auvergne à la faveur des démêlés du comte d'Auvergne et de l'évêque de Clermont. — 1124, Le roi d'Angleterre menacé d'une défection des barons normands en

dans le cloître de Notre-Dame. Toutefois, il commença par se brouiller avec le comte de Champagne, et se faire excommunier par le pape. Il brûla Vitry; treize cents hommes périrent dans les flammes. Cet horrible événement lui brisa le cœur; il devint tout-à-coup docile au pape, se réconcilia à tout prix avec lui. Il prit la croix. Suger, son précepteur et son ministre, voulut en vain l'en détourner. Il n'y avait plus cette fois l'immense entraînement de la première croisade. Saint Bernard, qui prêcha celle-ci, refusa d'y aller lui-même et de guider l'armée, comme on l'en priait (1147).

2e Croisade. 1147.

L'empereur Conrad précéda Louis VII. Ils furent également malheureux. Les Allemands furent détruits dans les montagnes et les défilés de l'Asie-Mineure. Les Français arrivèrent épuisés à Satahe dans le golfe de Chypre; là, tous les barons déclarèrent qu'ils iraient par mer en Antioche. Ceux qui ne pouvaient payer, furent abandonnés. Conrad et Louis VII se réunirent à la Terre-Sainte; mais leur rivalité fit manquer le siége de Damas qu'ils avaient entrepris, et ils retournèrent honteusement en Europe.

Henri II, Plantagenêt.

Dans cette triste expédition, la fière et violente Éléonore avait appris à mépriser son époux; elle obtint le divorce, et le midi de la France fut encore une fois isolé du nord. Le divorce fut prononcé le 18 mars 1152, et, dès la Pentecôte, Henri Plantagenêt, duc d'Anjou, petit-fils de Guillaume-le-Conquérant, duc de Normandie, bientôt roi d'Angleterre, avait épousé Eléonore, et avec elle la France occidentale,

---

faveur de Cliton, que soutient Louis VI, appelle l'Empereur en France. — Louis VI donne, en 1126, le comté de Flandre à Cliton. — 1128-32, Guerres contre le comte d'Évreux, qui se soumet, le sire de Coucy qui est tué, et le comte de Champagne et de Blois qui perd quelques châteaux. — Mort de Louis VI (1137). — Louis VI paraît n'avoir confirmé que huit, et peut-être seulement six, chartes de communes; celles des villes de Noyon, Beauvais, Soissons, Amiens et Saint-Riquier, sur la demande des évêques de ces villes et de l'abbaye de Saint-Riquier; celle de Laon ne fut confirmée qu'après seize années de guerre en 1128; les chartes des communes de Saint-Quentin et d'Abbeville furent concédées par les comtes de ces deux villes.

de Nantes aux Pyrénées. Avant même qu'il fût roi d'Angleterre, ses états se trouvaient deux fois plus étendus que ceux du roi de France; il prit encore l'Anjou, le Maine et la Touraine, à son frère qui réclama vainement la protection de Louis VII, et le laissa en dédommagement se faire élire duc de Bretagne (1156). Il réduisit la Gascogne, il gouverna la Flandre, comme tuteur et gardien, en l'absence du comte. Il prit le Quercy au comte de Toulouse, et il aurait pris Toulouse elle-même, si le roi de France ne s'était jeté dans la ville pour la défendre (1159). Le Toulousain fut du moins obligé de lui faire hommage. Allié du roi d'Aragon comte de Barcelonne et de Provence, il voulait pour un de ses fils une princesse de Savoie, afin d'avoir un pied dans les Alpes, et de tourner toute la France par le Midi. Au centre, il réduisit le Berri, le Limousin, l'Auvergne, il acheta la Marche. Il eut même le secret de détacher les comtes de Champagne de l'alliance du roi. Enfin à sa mort il possédait les pays qui répondent à quarante-sept de nos départemens, et le roi de France n'en avait pas vingt.

Th. Becket.

Henri eut d'abord une grande popularité. Il avait été élevé à Angers, l'une des villes d'Europe où la jurisprudence avait été professée de meilleure heure. C'était l'époque de la résurrection du droit romain, qui, sous tant de rapports, devait être celle du pouvoir monarchique et de l'égalité civile. Le fameux italien Lanfranc, l'homme de Guillaume-le-Conquérant, le primat de la conquête, avait d'abord enseigné à Bologne et concouru à la restauration du droit. L'angevin Henri, nouveau conquérant de l'Angleterre, prit pour son Lanfranc un élève de Bologne, qui avait aussi étudié le droit à Auxerre, Thomas Becket, le fils d'un Saxon et d'une Sarrasine : il en fit son chancelier et le précepteur de son fils. Il suivit ses conseils pour l'abaissement de l'aristocratie, achetant des soldats mercenaires en Flandre, en Bretagne, dans le pays de Galles, dans le midi de la France. Le clergé seul pouvait payer l'entretien de ces armées; il avait été richement doté par la conquête. Henri voulut avoir dans sa main la tête de l'église anglicane; je veux dire l'ar-

chevêché de Kenterbury. C'était presque un patriarcat, une royauté ecclésiastique, indispensable pour compléter l'autre. Henri résolut de la prendre pour lui en la donnant à un second lui-même, à son ami Becket. Mais celui-ci prit au sérieux sa nouvelle dignité. Le chancelier, le mondain, le courtisan, se ressouvint tout-à-coup qu'il était peuple. Il s'éloigna du roi et résigna la charge de chancelier.

Heureusement pour Henri, les évêques étaient plus barons qu'évêques : l'intérêt temporel touchait ces Normands tout autrement que celui de l'Église. La plupart se déclarèrent pour le roi, et se tinrent prêts à jurer ce qu'il lui plairait. Il leur fit signer la suppression des tribunaux ecclésiastiques et du *bénéfice du clergie*. Ces droits donnaient lieu à de grands abus sans doute ; bien des crimes étaient impunément commis par des prêtres ; mais quand on songe à l'épouvantable barbarie, à la fiscalité exécrable des tribunaux laïques au douzième siècle, on est obligé d'avouer que la juridiction ecclésiastique était alors une ancre de salut. Elle pouvait épargner des coupables ; mais combien elle sauvait d'innocens ! L'Église était presque la seule voie par où les races méprisées pussent reprendre quelque ascendant. On le voit par l'exemple des deux saxons Breakspear (Adrien IV) et Becket. Les libertés de l'Église étaient alors celles du monde.

Ce qu'il y eut de grand, de magnifique et de terrible dans la destinée de Becket, c'est qu'il se trouva chargé, lui faible individu et sans secours, des intérêts de l'Église universelle, qui étaient ceux du genre humain. Ce rôle, qui semblait appartenir au pape, et que Grégoire VII avait soutenu, Alexandre III n'osa le reprendre ; il en avait bien assez de sa lutte contre l'anti-pape, contre Frédéric Barberousse, le conquérant de l'Italie. Il était réfugié à Sens, lorsque Becket vint aussi en France chercher un asile. Le pape eut peur de prendre parti, et de se mettre un nouvel ennemi sur les bras. Il condamna plusieurs articles des constitutions de Clarendon, mais refusa de voir Thomas, et se contenta de lui écrire qu'il le rétablissait dans sa dignité

épiscopale. Son unique soutien, c'était le roi de France. Louis VII était trop heureux de l'embarras où cette affaire mettait son rival. C'était d'ailleurs, comme on a vu, un prince singulièrement doux et pieux. L'évêque persécuté pour la défense de l'Église, était pour lui un martyr. Aussi l'accueillit-il avec faveur, ajoutant que la protection des exilés était l'un des anciens fleurons de la couronne de France.

Meurtre de Becket. 1170.

Cependant Becket, ayant résolu de revoir à tout prix son église, osa retourner en Angleterre. A la nouvelle de son débarquement, le roi indigné s'écria : « Quoi ! un homme qui a mangé mon pain, un misérable qui est venu à ma cour sur un cheval boiteux, foulera aux pieds la royauté ! Le voilà qui triomphe, et qui s'asseoit sur mon trône ! et pas un des lâches que je nourris n'aura le cœur de me débarrasser de ce prêtre ! » C'était la seconde fois que ces paroles homicides sortaient de sa bouche, mais alors elles n'en tombèrent pas en vain. Quatre des chevaliers de Henri se crurent déshonorés s'ils laissaient impuni l'outrage fait à leur seigneur. Telle était la force du lien féodal, telle la vertu du serment réciproque que se prêtaient l'un à l'autre le seigneur et le vassal. Ils tuèrent Becket dans son église. Un d'eux poussa du pied le cadavre, en disant : Qu'ainsi meure le traître qui a troublé le royaume et fait insurger les Anglais (1170).

Abaissement d'Henri II.

Le roi Henri se trouvait dans un grand danger; tout le monde lui attribuait le meurtre. Le roi de France, le comte de Champagne, l'avaient solennellement accusé par-devant le pape. L'archevêque de Sens, primat des Gaules, avait lancé l'excommunication. Ceux même qui lui devaient le plus, s'éloignaient de lui avec horreur. Il apaisa la clameur publique à force d'hypocrisie. Mais voilà que bientôt après son fils aîné, le jeune roi Henri, réclame sa part du royaume et déclare qu'il veut venger la mort de celui qui l'a élevé, du saint martyr Thomas de Kenterbury. Le roi lui-même, en servant son fils à table au jour de son couronnement, avait dit imprudemment qu'il abdiquait. Les fils d'Henri avaient encore une excuse spécieuse. Ils étaient encouragés, soutenus

par le roi de France, seigneur suzerain de leur père. Le lien féodal passait alors pour supérieur à tous ceux de la nature.

Henri II se hâta d'engager des mercenaires, des routiers brabançons et gallois. Il acheta à tout prix la faveur de Rome. Il se déclara vassal du saint-siége pour l'Angleterre comme pour l'Irlande ; il ne crut pas encore en avoir fait assez ; il alla nu-pieds à Kenterbury se faire flageller sur le tombeau du martyr.

Mais la fortune ne se lassa pas de le frapper. Ce fut son sort, dans ses dernières années, d'être le persécuteur de sa femme et l'exécration de ses fils. Il aimait surtout deux de ses fils, Henri et Geoffroy : ils moururent. Il lui en restait deux : le féroce Richard, le lâche et perfide Jean. Richard en sa présence même abjura son hommage, et se déclara vassal du nouveau roi de France, Philippe-Auguste. Le vieux roi se trouva attaqué de toutes parts à la fois. Malgré l'intercession de l'Église, il fut obligé d'accepter la paix que lui dictèrent Philippe et Richard ; il fallut qu'il s'avouât expressément vassal du roi de France, et se remît à sa miséricorde. Il demanda les noms des partisans de Richard ; le premier qu'on lui nomma fut Jean son fils. Il était alors malade et alité, il n'en releva pas (1189).

Mort d'Henri II. 1189.

Grandeur du roi de France.

La chute d'Henri II fut un grand coup pour la puissance anglaise. Toutefois ce ne fut point au pape que profita réellement la mort de saint Thomas et l'abaissement de Henri ; mais bien plutôt au roi de France. C'est lui qui avait donné asile au saint persécuté. Le pape lui-même, lorsque l'Empereur l'avait chassé de l'Italie, était venu chercher un asile en France. Aussi quoique plus d'une fois il protégeât l'Angleterre quand la France la menaçait, c'est avec celle-ci qu'étaient ses relations les plus intimes, les moins interrompues. Le seul prince sur qui l'Église pût compter, c'était le roi de France, ennemi de l'Anglais, ennemi de l'Allemand. En toute occasion grande et petite, les évêques lui prêtaient leurs milices. Comment le clergé n'eût-il pas défendu ces rois élevés par ses mains, et recevant de lui une éducation toute clé-

ricale? Louis VI fut élevé à l'abbaye de Saint-Denis, et Louis VII dans le cloître de Notre-Dame. Il faisait trois carêmes, égalant ou surpassant les austérités des moines. Protecteur de Thomas de Kenterbury, il risqua un voyage périlleux en Angleterre pour visiter le tombeau du saint. Que dis-je? le roi de France n'était-il pas saint lui-même? Philippe Ier, Louis-le-Gros, Louis VII, touchaient les écrouelles, et ne pouvaient suffire à l'empressement du simple peuple. Le roi d'Angleterre ne se serait pas avisé de revendiquer ainsi le don des miracles.

Aussi le roi de France grandissait-il, et selon Dieu, et selon le monde. Vassal de Saint-Denis, depuis qu'il avait acquis le Vexin, il plaçait le drapeau de l'abbaye, l'oriflamme, à son avant-garde. Il avait mis dans ses armes la mystique fleur-de-lis, où le moyen-âge croyait voir la pureté de sa foi. Comme protecteur des églises, il touchait la régale pendant les vacances, et s'essayait à imposer quelques sommes au clergé, sous prétexte de croisade[1].

Philippe-Auguste ne dégénéra pas (1180). Sauf les deux époques de son divorce et de l'invasion d'Angleterre, aucun roi ne fut davantage selon le cœur des prêtres. D'après le conseil d'un ermite alors en grande réputation dans les en- Ph. Auguste. 1180.

---

[1] *Résumé chronologique du règne de Louis VII.* 1137, Louis VII roi. — Il se fait couronner à Bourges, — 1138, Voyage dans le midi de la France, renouvelé en 1154. — Exercice de l'autorité royale au Puy-en-Velay, à Limoges, à Angoulême, dans l'Aunis. — 1141, Guerre contre le comte de Toulouse. — 1142, Guerre contre Thibaud de Champagne, qui soutient un archevêque de Bourges, nommé par Innocent II et repoussé par le roi. Incendie de Vitry. — 1145, Massacre d'Édesse. — 1147, Seconde croisade. — 1149, Retour du roi. — 1152, Divorce (mort de Suger, 1153, mort de saint Bernard); 1152, Éléonore épouse Henri Plantagenêt, roi d'Angleterre en 1154. — 1159, Louis défend le comte de Toulouse contre Henri II. — 1164, Thomas Becket en France. — 1167, Louis attaque Henri dans le Vexin. — 1168, Les barons d'Aquitaine et de Bretagne prennent les armes contre Henri II. — 1169, Paix de Montmirail. — 1170, Meurtre de Becket. — 1173, Les fils de Henri II se réfugient auprès de Louis VII. — 1174, Nouvelle trève entre les deux rois. — 1179, Voyage de Louis VII au tombeau de saint Thomas Becket; sa mort, 1180.

virons, le premier acte de son règne fut de chasser et de dépouiller les juifs. Les blasphémateurs, les hérétiques furent impitoyablement livrés à l'Église. Les soldats mercenaires que les rois anglais avaient répandus dans le Midi, et qui pillaient pour leur compte, furent poursuivis par Philippe. Il encouragea contre eux l'association populaire des *capuchons*. Les seigneurs qui vexaient les églises, eurent le roi pour ennemi. Enfin sa victoire de Bouvines passa pour le salut du clergé de France.

Le monde civil se débattait alors entre l'Empereur, le roi d'Angleterre et le roi de France; les deux premiers, ennemis du pape. Le jeune Philippe, roi à quinze ans, sous la tutelle du comte de Flandre (1180), et dirigé par un Clément de Metz, son gouverneur, et maréchal du palais, épouse la fille du comte de Flandre, malgre sa mère et ses oncles, les princes de Champagne. Ce mariage rattachait les Capétiens à la race de Charlemagne, dont les comtes de Flandre étaient descendus. Le comte de Flandre rendait au roi Amiens, c'est-à-dire la barrière de la Somme, et lui promettait l'Artois, le Valois et le Vermandois. Tant que le roi n'avait point l'Oise et la Somme, on pouvait à peine dire que la monarchie fût fondée. Mais une fois maître de la Picardie, il avait peu à craindre la Flandre et pouvait prendre la Normandie à revers. Le comte de Flandre essaya en vain de ressaisir Amiens, en se confédérant avec les oncles du roi. Celui-ci employa l'intervention du vieil Henri II qui craignait en Philippe l'ami de son fils Richard, et il obtint encore que le comte de Flandre rendrait une partie du Vermandois (Oise). Puis, quand le Flamand fut près de partir pour la croisade, Philippe, soutenant la révolte de Richard contre son père, s'empara des deux places si importantes du Mans et de Tours; par l'une, il inquiétait la Normandie et la Bretagne; par l'autre, il dominait la Loire. Il avait dès lors dans ses domaines les trois grands archevêchés du royaume, Reims, Tours et Bourges, les métropoles de Belgique, de Bretagne et d'Aquitaine.

Richard. La mort d'Henri II fut un malheur pour Philippe; elle

plaçait sur le trône son grand ami Richard, avec qui il mangeait et couchait, et qui lui était si utile pour tourmenter le vieux roi. Richard devenait lui-même le rival de Philippe, rival brillant qui avait tous les défauts des hommes du moyen-âge, et qui ne leur plaisait que mieux. La croisade devenait de plus en plus nécessaire. Louis VII et Henri II, avaient pris la croix, et étaient restés. Leur retard avait entraîné la ruine de Jérusalem (1187). Les chrétiens ne tenaient plus la Terre-Sainte, pour ainsi dire, que par le bord. Ils assiégeaient Acre, le seul port qui pût recevoir les flottes des pélerins, et assurer les communications avec l'Occident. Quelque peu impatient que pût être Philippe-Auguste d'entreprendre cette expédition ruineuse, il lui devenait impossible de s'y soustraire.

La France avait, presque seule, accompli la première croisade. 3e Croisade. 1190.
L'Allemagne avait puissamment contribué à la seconde. La troisième fut populaire surtout en Angleterre. Mais Richard n'emmena que des chevaliers et des soldats, point d'hommes inutiles comme dans les premières croisades. Le roi de France en fit autant, et tous deux passèrent sur des vaisseaux génois et marseillais. Dès la Sicile, les deux amis étaient brouillés. Le roi Tancrède avait fait mettre en prison la veuve de son prédécesseur, qui était sœur du roi d'Angleterre. Richard n'eût pas mieux demandé que de venger cet outrage. Déjà, sous un prétexte, il avait planté son drapeau sur Messine. Tancrède n'eut d'autre ressource que de gagner à tout prix Philippe-Auguste, qui, comme suzerain de Richard, le força d'ôter son drapeau. La jalousie en était venu au point, qu'à entendre les Siciliens, le roi de France les eût sollicités de l'aider à exterminer les Anglais. Il fallut que Richard se contentât de vingt mille onces d'or, que Tancrède lui offrit comme douaire de sa sœur; il devait lui en donner encore vingt mille pour dot d'une de ses filles qui épouserait le neveu de Richard. Le roi de France ne lui laissa pas prendre tout seul cette somme énorme. Il cria bien haut contre la perfidie de Richard, qui avait promis d'épouser sa sœur, et qui avait amené en Sicile, comme fian-

cée, une princesse de Navarre. Richard l'apaisa avec dix mille marcs d'argent, fut plus heureux en Chypre, et conquit l'île sans difficulté.

Siège d'Acre, 1190-91.

Un auteur estime à six cent mille le nombre des chrétiens qui vinrent successivement combattre dans cette arène du siége d'Acre. Toute l'Europe y fut représentée, nation par nation. D'autre part, Saladin avait écrit au calife de Bagdad et à tous les princes musulmans pour en obtenir des secours. C'était la lutte de l'Europe et de l'Asie. Mais toutes les haines nationales s'y rencontraient aussi. La brillante valeur et la gloire de Richard augmentaient encore la jalousie du roi de France. Philippe étant tombé malade, l'accusait de l'avoir empoisonné. Il réclamait moitié de l'île de Chypre et de l'argent de Tancrède. Enfin il quitta la croisade et s'embarqua presque seul, laissant là les Français honteux de son départ. Richard resté seul, ne réussit pas mieux : il choquait tout le monde par son insolence et son orgueil.

Retour de Philippe.

Cependant le roi de France faisait ses affaires à petit bruit. Il entra en France à temps pour partager la Flandre, à la mort de Philippe d'Alsace; il obligea sa fille et son gendre, le comte de Hainaut, d'en laisser une partie comme douaire à sa veuve; mais il garda pour lui-même l'Artois et Saint-Omer, en mémoire de sa femme Isabelle de Flandre. Il excita les Aquitains à la révolte, il encouragea le frère de Richard à se saisir du trône. Cependant Richard était prisonnier en Allemagne. Le duc d'Autriche qu'il avait outragé au siége d'Acre, le surprit passant incognito sur ses terres, et le livra à l'empereur Henri VI. Jean et Philippe lui offraient, pour qu'il le gardât, autant d'argent que Richard en eût donné pour sa rançon. Mais on lui fit honte de retenir le héros de la croisade, il le relâcha après avoir exigé de lui une énorme rançon de cent cinquante mille marcs d'argent; de plus, il fallut qu'ôtant son chapeau de sa tête, Richard lui fît hommage, dans une diète de l'Empire. Henri lui concéda en retour le titre dérisoire du royaume d'Arles. Le héros revint chez lui (1194), après une captivité de treize mois, roi d'Arles, vassal de l'Empire et ruiné. Il lui suffit de paraître

Captivité de Richard.

pour réduire Jean et repousser Philippe. Ses dernières années s'écoulèrent sans gloire dans une alternative de trèves et de petites guerres.

Cette période ne fut pas plus glorieuse pour Philippe. Les grands vassaux étaient jaloux de son agrandissement; et il s'était imprudemment brouillé avec le pape, dont l'amitié avait élevé si haut sa maison. Son divorce avec Ingeburge (1193), en mettant contre lui l'Église, le condamna à l'inaction, et le rendit spectateur immobile et impuissant des grands événemens qui se passèrent alors, de la mort de Richard, et de la quatrième croisade. La mort de Saladin, l'avénement d'un jeune pape, plein d'ardeur et de génie (Innocent III), semblait ranimer la chrétienté. La mort d'Henri VI rassurait l'Europe alarmée de sa puissance. La croisade prêchée par Foulques de Neuilly fut surtout populaire dans le nord de la France. Un comte de Champagne venait d'être roi de Jérusalem; son frère qui lui succédait en France, prit la croix, et avec lui la plupart de ses vassaux; ce puissant seigneur était à lui seul suzerain de dix-huit cents fiefs. Nommons en tête de ses vassaux son maréchal de Champagne, Geoffroi de Villehardouin, l'historien de cette grande expédition, le premier prosateur, le premier historien de la France en langue vulgaire; c'est encore un Champenois, le sire de Joinville, qui devait raconter l'histoire de saint Louis et la fin des croisades. Les seigneurs du nord de la France prirent la croix en foule, les comtes de Brienne, de Saint-Paul, de Boulogne, d'Amiens, les Dampierre, les Montmorency, le fameux Simon de Montfort. Le comte de Flandre, beau-frère du comte de Champagne, se trouva par la mort prématurée de celui-ci, le chef principal de la croisade. Le marquis de Montferrat, Boniface, se joignit à eux. Les rois de France et d'Angleterre avaient trop d'affaires; l'Empire était divisé entre deux empereurs.

4e Croisade. 1202.

On ne songeait plus à prendre la route de terre; pour avoir des vaisseaux on s'adressa aux Vénitiens. Ces marchands profitèrent du besoin des croisés, et n'accordèrent pas à moins de quatre-vingt-cinq mille marcs d'argent. De

Les croisés à Venise.

plus, ils voulurent être associés à la croisade, en fournissant cinquante galères. Avec cette petite mise, ils stipulaient la moitié des conquêtes. Le doge Dandolo, tout vieux et aveuglé qu'il était, fut dans la réalité le guide et le chef de l'expédition.

Il fallut d'abord que les croisés, pour acquitter le prix convenu, prissent pour les Vénitiens la ville de Zara, en Dalmatie, qui s'était soustraite au joug de Venise pour reconnaître le roi de Hongrie. Le légat du pape eut beau réclamer, le doge lui déclara que l'armée pouvait se passer de ses directions, prit la croix sur son bonnet ducal, et entraîna les croisés devant Zara, puis devant Trieste. Ils conquirent, pour leurs bons amis de Venise, presque toutes les villes de l'Istrie.

Alexis implore les croisés.

Pendant que ces braves et honnêtes chevaliers gagnent leur passage à cette guerre, « Voici venir, dit Villehardouin, une grande merveille, une aventure inespérée et la plus étrange du monde. » Un jeune prince grec, fils de l'empereur Isaac, alors dépossédé par son frère, vient embrasser les genoux des croisés, et leur promettre des avantages immenses, s'ils veulent rétablir son père sur le trône. Ils seront tous riches à jamais, l'église grecque se soumettra au pape, et l'empereur rétabli, les aidera de tout son pouvoir à reconquérir Jérusalem. Dandolo est le premier touché de l'infortune du prince. Il décida les croisés à *commencer la croisade par Constantinople*. En vain le pape lança l'interdit, en vain Simon de Montfort et plusieurs autres se séparèrent d'eux et cinglèrent vers Jérusalem. L'antipathie toujours croissante des Grecs et des Latins entraînait les croisés contre Constantinople ; depuis l'époque de la première croisade les haines nationales s'étaient ajoutées aux haines religieuses. Venise s'en servit habilement. Les croisés furent dans sa main une force aveugle et brutale qu'elle lança contre l'empire byzantin (1202-1204).

Prise de Constantinople. 1204.

La conquête fut d'abord facile. Il était convenu entre les Grecs, depuis qu'ils avaient repoussé les Arabes, que Constantinople était imprenable, et cette opinion faisait négliger

tous les moyens de la rendre telle. Venise y avait des intelligences. Dès que les croisés eurent forcé le port, dès qu'ils se présentèrent au pied des murs, l'étendard de Saint-Marc y apparut, planté par une main invisible, et le doge s'empara rapidement de vingt-cinq tours. La nuit même, l'empereur désespéra et s'enfuit; on tira de prison son prédécesseur, le vieil Isaac Comnène.

Il était impossible que la croisade se terminât ainsi. Le nouvel empereur ne pouvait satisfaire l'exigence de ses libérateurs qu'en ruinant ses sujets. Les Grecs se soulevèrent; il fut mis à mort et remplacé par un prince de la maison royale, Alexis Murzuphle, qui se montra digne des circonstances critiques où il acceptait l'empire. Toutefois il n'avait point d'armée : la ville fut prise encore et cette fois cruellement pillée; on précipita Murzuphle du haut d'une tour.

A qui devait revenir l'honneur de s'asseoir dans le trône de Justinien, et de fonder le nouvel empire? Le plus digne était le vieux Dandolo. Mais les Vénitiens eux-mêmes s'y opposèrent; il ne leur convenait pas de donner à une famille ce qui était à la république. Pour la gloire de restaurer l'Empire, elle les touchait peu; ce qu'ils voulaient, ces marchands, c'étaient des ports, des entrepôts, une longue chaîne de comptoirs, qui leur assurât toute la route de l'Orient. Ils prirent pour eux les rivages et les îles; de plus, trois des huit quartiers de Constantinople, avec le titre bizarre de *seigneurs d'un quart et demi de l'empire grec.*

Beaudoin, empereur.

L'Empire, réduit à un quart, fut déféré à Beaudoin, comte de Flandre, descendant de Charlemagne et parent du roi de France. Le marquis de Montferrat se contenta du royaume de Macédoine. La plus grande partie de l'Empire, celle même qui était échue aux Vénitiens, fut démembrée en fiefs. Notre Geoffroi de Villehardouin fut à la fois maréchal de Champagne et de Romanie. Long-temps encore après la chute de l'empire latin de Constantinople, vers 1300, le catalan Montaner nous assure que dans la principauté de Morée et le duché d'Athènes on parlait français aussi bien qu'à Paris.

CHAPITRE X.

Ruine du roi Jean et des Albigeois, 1199-1223.

Voilà le pape vainqueur des Grecs malgré lui. La réunion des deux Églises est opérée, Innocent est le seul chef spirituel du monde. L'Allemagne, la vieille ennemie des papes, est mise hors de combats ; elle est déchirée entre deux empereurs qui prennent le pape pour arbitre. Philippe-Auguste vient de se soumettre à ses ordres, et de reprendre une épouse qu'il hait. L'occident et le midi de la France ne sont pas si dociles. Les Vaudois résistent sur le Rhône, les Manichéens en Languedoc et aux Pyrénées. Tout le littoral de la France, sur les deux mers, semble prêt à se détacher de l'Église. Le rivage de la Méditerranée et celui de l'Océan obéissent à deux princes d'une foi douteuse, les rois d'Aragon et d'Angleterre, et entre eux se trouvent les foyers de l'hérésie, Béziers, Carcassonne, Toulouse, où le grand concile des Manichéens s'est assemblé.

Le premier frappé fut le roi d'Angleterre, duc de Guienne, voisin et aussi parent du comte de Toulouse, dont il élevait le fils. Le pape et le roi de France profitèrent de sa ruine.

Un plus habile que Jean y eût succombé. Il lui fallait recourir à des expédiens inouis pour tirer de l'argent d'un pays

tant de fois ruiné. Que restait-il après l'avide et prodigue Richard? Jean essaya d'arracher de l'argent aux barons, et ils lui firent signer la Grande-Charte. Il se rejeta sur l'Église : elle le déposa. Le pape et son protégé, le roi de France, profitèrent de sa ruine. Le roi d'Angleterre sentant son navire enfoncer, jeta à la mer la Normandie, la Bretagne. Le roi de France n'eut qu'à ramasser.

Arthur et Jean.

Ce déchirement infaillible et nécessaire de l'empire anglais se trouva provoqué d'abord par la rivalité de Jean et d'Arthur son neveu. La vieille Éléonore seule tenait contre son petit-fils pour Jean son fils; pour l'unité de l'empire anglais, que l'élévation d'Arthur aurait divisé. Arthur en effet faisait bon marché de cette unité : il offrait au roi de France de lui céder la Normandie, pourvu qu'il eût la Bretagne, le Maine, la Touraine, l'Anjou, le Poitou et l'Aquitaine. Jean eût été réduit à l'Angleterre.

Il l'emporta cette fois, défit Arthur, et le prit avec la plupart des grands seigneurs de son parti. Que devint le prisonnier? c'est ce qu'on n'a bien su jamais. Mathieu Pàris prétend que Jean, qui l'avait bien traité d'abord, fut alarmé des menaces et de l'obstination du jeune Breton; « Arthur disparut, dit-il, et Dieu veuille qu'il en ait été autrement que ne le rapporte la malveillante renommée (1203)! »

Confiscation de la Normandie, 1203.

Philippe se porta pour vengeur et pour juge du crime. Il assigna Jean à comparaître devant la cour des hauts barons de France, la Cour des pairs, comme on disait alors d'après les romans de Charlemagne. Jean leva une armée; les barons, une fois réunis à Portsmouth, lui déclarèrent qu'ils étaient décidés à ne point s'embarquer. Il s'adressa au pape; les légats ne décidèrent rien. Philippe s'empara de la Normandie. Jean lui-même avait déclaré aux Normands qu'ils n'avaient aucun secours à attendre.

Cependant, s'il n'agissait point lui-même, il négociait avec les ennemis de l'Église et du roi de France. Il payait des subsides à l'empereur Othon IV, son neveu; il s'entendait d'une part avec les Flamands, de l'autre avec les seigneurs du midi de la France. Le comte de Toulouse, le roi

d'Aragon et le roi d'Angleterre, suzerains de tout le Midi, semblaient réconciliés aux dépens de l'Église.

Le caractère de la réforme au douzième siècle fut le rationalisme dans les Alpes et sur le Rhône, le mysticisme sur le Rhin. En Flandre, elle fut mixte, et plus encore en Languedoc.

Ce Languedoc était le vrai mélange des peuples, la vraie, Babel. Placé au coude de la grande route de France, d'Espagne et d'Italie, il présentait une singulière fusion de sang ibérien, gallique et romain, sarrasin et gothique. Ces élémens divers y formaient de dures oppositions. Là devait avoir lieu le grand combat des croyances et des races. Quelles croyances? Je dirais volontiers toutes. Ceux mêmes qui les combattirent n'y surent rien distinguer, et ne trouvèrent d'autre moyen de désigner ces fils de la confusion, que par le nom d'une ville : *Albigeois*.

Le Midi. Un mot sur la situation politique du Midi. Nous en comprendrons d'autant mieux sa révolution religieuse.

Au centre, il y avait la grande cité de Toulouse, république sous un comte. Les domaines de celui-ci s'étendaient chaque jour. Dès la première croisade, c'était le plus riche prince de la chrétienté. Il avait manqué la royauté de Jérusalem, mais pris Tripoli. Cette grande puissance était, il est vrai, fort inquiétée. Au nord les comtes de Poitiers, devenus roi d'Angleterre, au midi la grande maison de Barcelone, maîtresse de la Basse-Provence et de l'Aragon, traitaient le comte de Toulouse d'usurpateur, malgré une possession de plusieurs siècles. Ces deux maisons de Poitiers et de Barcelone avaient la prétention de descendre de saint Guillaume, le tuteur de Louis-le-Débonnaire, le vainqueur des Maures, celui dont le fils Bernard avait été proscrit par Charles-le-Chauve. Les comtes de Roussillon, de Cerdagne, de Confolens, de Bézalu, réclamaient la même origine. Tous étaient ennemis du comte de Toulouse. Il n'était guère mieux avec les maisons de Béziers, Carcassonne, Albi et Nîmes. Aux Pyrénées, c'étaient des seigneurs pauvres et braves, singu-

lièrement entreprenans, gens à vendre, espèces de condottieri, que la fortune destinait aux plus grandes choses ; je parle des maisons de Foix, d'Albret et d'Armagnac. Armagnac, Comminges, Béziers, Toulouse, n'étaient jamais d'accord que pour faire la guerre aux églises. Les interdits ne les troublaient guère. Le comte de Comminges gardait paisiblement trois épouses à la fois. Le comte de Toulouse, Raimond VI, avait un sérail. Cette Judée de la France, comme on a appelé le Languedoc, ne rappelait pas l'autre seulement par ses bitumes et ses oliviers ; elle avait aussi Sodome et Gomorrhe, et il était à craindre que la vengeance de l'Église ne lui donnât sa mer Morte.

Les biens du clergé étaient partout envahis. Le nom même de prêtre était une injure. Les ecclésiastiques n'osaient laisser voir leur tonsure en public. Ceux qui se résignaient à porter la robe cléricale, c'étaient quelques serviteurs des nobles, auxquels ceux-ci la faisaient prendre, pour envahir sous leur nom quelque bénéfice. Dès qu'un missionnaire catholique se hasardait à prêcher, il s'élevait des cris de dérision. La sainteté, l'éloquence ne leur imposaient point. Ils avaient hué saint Bernard.

A côté de l'Église s'élevait une autre Église dont la Rome était Toulouse. Un Nicétas de Constantinople avait présidé, près de Toulouse, en 1167, comme pape, le concile des évêques manichéens. La Lombardie, la France du nord, Albi, Carcassonne, Aran, avaient été représentées par leurs pasteurs. Nicétas y avait exposé la pratique des Manichéens d'Asie, dont le peuple s'informait avec empressement. L'Orient, la Grèce byzantine envahissaient définitivement l'Église occidentale. Les Vaudois eux-mêmes, dont le rationalisme semble un fruit spontané de l'esprit humain, avait fait écrire leurs premiers livres par un certain Ydros, qui, à en juger par son nom, doit aussi être un Grec. L'Église nouvelle envoyait partout d'ardens missionnaires ; l'innovation éclatait dans les pays les plus éloignés, les moins soupçonnés, en Picardie, en Flandre, en Allemagne, en Angleterre, en Lombardie, en Toscane, aux portes de Rome, à Viterbe. Albigeois.

Mais l'étrangeté orientale du manichéisme avait révolté bien des esprits. D'autre part, les populations du Nord voyaient parmi elles les soldats mercenaires, les *routiers*, pour la plupart au service de l'Angleterre, réaliser tout ce qu'on racontait de l'impiété du Midi. Ils venaient, partie du Brabant, partie de l'Aquitaine. Dans la Marche, l'Auvergne, le Limousin, leurs ravages furent horribles. Le peuple finit par s'armer contre eux. Un charpentier, inspiré de la Vierge Marie, forma l'association des *capuchons* pour l'extermination de ces bandes. Philippe-Auguste encouragea le peuple, fournit des troupes, et, en une seule fois, on en égorgea dix mille.

L'Église du treizième siècle se fit une arme des antipathies de races pour retenir le Midi qui lui échappait. Elle transféra la croisade des infidèles aux hérétiques. Les prédicateurs furent les mêmes, les bénédictins de Citeaux.

Meurtre du légat.

Raimond était triomphant sur le Rhône à la tête de son armée, quand il reçut d'Innocent III une lettre terrible qui lui prédisait sa ruine. Le pape exigeait qu'il interrompît la guerre, souscrivît avec ses ennemis un projet de croisade contre ses sujets hérétiques, et ouvrît ses états aux croisés. Raimond refusa, fut excommunié, et se soumit; mais il cherchait à éluder l'exécution de ses promesses. Le moine Pierre de Castelnau osa lui reprocher en face ce qu'il appelait sa perfidie; ce prince, peu habitué à de telles paroles, laissa échapper des paroles de colère et de vengeance; des paroles telles peut-être que celles d'Henri II contre Thomas Becket. L'effet fut le même; le dévoûment féodal ne permettait pas que le moindre mot du seigneur tombât sans effet; ceux qu'il nourrissait à sa table croyaient lui appartenir corps et ame, sans réserve de leur salut éternel. Un chevalier de Raimond joignit Pierre de Castelnau sur le Rhône et le poignarda. L'assassin trouva retraite dans les Pyrénées, auprès du comte de Foix, alors ami du comte de Toulouse, et dont la mère et la sœur étaient hérétiques.

Croisade. 1208.

Tel fut le commencement de cette épouvantable tragédie (1208). Innocent III ne se contenta pas, comme Alexan-

dre III, des excuses et de la soumission du prince; il fit prêcher la croisade dans tout le nord de la France par les moines de Citeaux. Celle de Constantinople avait habitué les esprits à l'idée d'une guerre sainte contre les Chrétiens. Ici la proximité était tentante; il ne s'agissait point de traverser les mers: on offrait le paradis à celui qui aurait ici-bas pillé les riches campagnes, les cités opulentes du Languedoc. L'humanité aussi était mise en jeu pour rendre les ames cruelles; le sang du légat réclamait, disait-on, le sang des hérétiques. On commença par le Bas-Languedoc, Béziers, Carcassonne, etc., où les hérétiques étaient plus nombreux. Le pape eût risqué d'unir tout le Midi contre l'Église et de lui donner un chef, s'il eût frappé d'abord le comte de Toulouse. Il feignit d'accepter ses soumissions, il l'admit à la pénitence. Mais la plus horrible pénitence, c'est qu'il se chargeait de conduire lui-même l'armée des croisés à la poursuite des hérétiques, lui qui les aimait dans le cœur, de les mener sur les terres de son neveu, le vicomte de Béziers, qui osait persévérer dans la protection qu'il leur accordait.

La principale armée des croisés arriva par le Rhône, d'autres venaient par le Vélay, d'autres venaient par l'Agénois. A leur tête, les archevêques de Reims, de Sens, de Rouen; les évêques d'Autun, Clermont, Nevers, Bayeux, Lisieux et Chartres; les comtes de Nevers, de Saint-Pol, d'Auxerre, de Bar-sur-Seine, de Genève, de Forez, une foule de seigneurs. Le plus puissant était le duc de Bourgogne. Les Allemands, les Lorrains, voisins des Bourguignons, prirent aussi la croix en foule; mais aucune province ne fournit d'hommes plus habiles et plus vaillans que l'Ile-de-France. L'ingénieur de l'armée fut maître Théodise, archidiacre de Notre-Dame de Paris. Le principal chef de la croisade fut Simon de Montfort. C'était, disait-on, un Montfort qui avait donné à Louis-le-Gros, après la défaite de Brenneville, le conseil d'appeler à son secours les milices des communes sous leurs bannières paroissiales. Au treizième siècle, Simon de Montfort, dont nous allons parler, faillit être roi du Midi. Son second fils, cherchant en Angleterre la fortune qu'il avait manquée en

Simon de Montfort.

France, combattit pour les communes anglaises, et leur ouvrit le chemin du parlement.

Prise de Béziers, 1209.

Les croisés s'assemblèrent d'abord sur Béziers. Les habitans sortirent hardiment; ils ne connaissaient pas la supériorité militaire de leurs ennemis. Les piétons suffirent pour les repousser; avant que les chevaliers eussent pu prendre part à l'action, ils entrèrent dans la ville pêle-mêle avec les assiégés, et s'en trouvèrent maîtres. Le seul embarras était de distinguer les hérétiques des orthodoxes : « Tuez-les tous, dit l'abbé de Citeaux; le Seigneur connaîtra bien ceux qui sont à lui. »

L'effroi fut tel, que toutes les places furent abandonnées sans combat. Les habitans s'enfuirent dans les montagnes. Il ne resta que Carcassonne, où le vicomte de Béziers s'était enfermé. Cinquante prisonniers y furent pendus, quatre cents brûlés.

Tout ce sang eût été versé en vain, si quelqu'un ne s'était chargé de perpétuer la croisade, de veiller en armes sur les cadavres et les cendres. Tous les barons refusèrent l'héritage du vicomte. Simon de Montfort accepta, après s'être fait un peu prier. Le vicomte de Béziers, qui était entre ses mains, mourut bientôt, tout-à-fait à propos pour Montfort. Il ne lui resta plus qu'à se faire confirmer par le pape le don des légats; il mit sur chaque maison un tribut annuel de trois deniers au profit de l'église de Rome.

Son armée se débandant, il lui fallut attendre une nouvelle croisade, et amuser les comtes de Toulouse et de Foix qu'il avait d'abord menacés. Cependant sa femme Alix de Montmorency, lui avait amené une nouvelle armée de croisés. Les hérétiques n'osant plus se fier à aucune ville, après le désastre de Béziers et de Carcassonne, s'étaient réfugiés dans quelques châteaux forts, où une vaillante noblesse faisait cause commune avec eux; ils avaient beaucoup de nobles dans leur parti, comme les protestans du seizième siècle. Le château de Minerve, qui se trouvait à la porte de Narbonne, était une de leurs principales retraites. L'archevêque et les magistrats de Narbonne avaient espéré détourner la croisade

de leur pays, en faisant des lois terribles contre les hérétiques; mais ceux-ci, attaqués dans tous les anciens domaines du vicomte de Béziers, se réfugièrent en foule vers Narbonne. La multitude enfermée dans le château de Minerve ne pouvait subsister qu'en faisant des courses jusqu'aux portes de cette ville. Les Narbonnais appelèrent eux-mêmes Montfort, et l'aidèrent. Ce siége fut terrible. Les assiégés n'espéraient et ne voulaient aucune pitié. De là Montfort poussa au midi, et alla prendre le fort château des Termes avec les machines que lui construisait l'archidiacre de Paris.

Il était visible qu'après s'être emparé de tant de lieux forts dans les montagnes, Montfort reviendrait vers la plaine et attaquerait Toulouse. Le comte, dans son effroi, s'adressait à tout le monde, à l'Empereur, au roi d'Angleterre, au roi de France, au roi d'Aragon. Philippe-Auguste écrivit au pape; le roi d'Aragon en fit autant, et essaya de gagner Montfort lui-même. Tous les seigneurs des Pyrénées se déclarèrent ouvertement pour Raimond. Les comtes de Foix, de Béarn, de Comminges, l'aidèrent à forcer Simon de lever le siége de Toulouse. Le comte de Foix faillit l'accabler à Castelnaudary, mais les troupes plus exercées de Montfort ressaisirent la victoire. Le roi d'Aragon était occupé à repousser la terrible invasion des Almohades, qui s'avançaient au nombre de trois ou quatre cent mille. Mais dès qu'il en fut délivré par la victoire de Las Navas de Tolosa, il envoya défier Simon. Les deux armées se rencontrèrent à Muret près Toulouse; Montfort feignit de vouloir éluder le combat, se détourna, puis tombant sur les ennemis de tout le poids de sa lourde cavalerie, il les dispersa et en tua plus de quinze mille. D. Pedro périt en combattant (1213). Muret. 1213.

L'Église semblait avoir vaincu dans le midi de la France comme dans l'empire grec. Restaient ses ennemis du Nord, les hérétiques de Flandre, l'excomunié Jean, et l'anti-César, Othon.

En 1208, précisément à l'époque où le pontife commençait la croisade du Midi, il en fit une sous forme moins belliqueuse contre le roi d'Angleterre, en portant un de ses en- Jean excommunié, 1212.

remis à la primatie. Jean résista; on l'excommunia. Mais il ne se rencontra personne qui osât lui en donner signification. Cet état dura cinq ans, pendant lesquels Jean exerça la plus violente tyrannie. Il n'avait rien à craindre tant que la France et l'Europe étaient tournées tout entières vers la croisade des Albigeois. En 1212, Innocent III, rassuré du côté du Midi, prêcha la croisade contre Jean, et chargea le roi de France d'exécuter la sentence apostolique. Une flotte, une armée immense furent assemblées par Philippe. De son côté, Jean réunit, dit-on, à Douvres, jusqu'à soixante mille hommes. Mais dans cette multitude, il n'y avait guère de gens sur qui il pût compter. Le légat du pape, qui avait passé le détroit, lui fit comprendre son péril; la cour de Rome voulait abaisser Jean, mais non pas donner l'Angleterre au roi de France. Il se soumit et fit hommage au pape, s'engageant de lui payer un tribut de mille marcs sterlings d'or.

Philippe-Auguste n'en eût peut-être pas moins envahi l'Angleterre, si le comte de Flandre ne l'eût abandonné. La France et l'Angleterre avaient eu, de bonne heure, des liaisons commerciales; les ouvriers flamands avaient besoin des laines anglaises. Philippe, à l'instigation du légat, se rejeta sur la Flandre et la ravagea.

Bataille de Bouvines. 1214.

Cependant Jean achetait une nouvelle armée, il envoyait des subsides à son neveu Othon, et soulevait tous les princes de Belgique. Au cœur de l'hiver (1214), il passa la mer et débarqua à La Rochelle. Il devait attaquer Philippe par le Midi, tandis que les Allemands et les Flamands tomberaient sur lui du côté du Nord. Les seigneurs du Nord étaient alarmés des progrès de la puissance du roi. On prétend que les confédérés ne voulaient rien moins que diviser la France. Le comte de Flandre eût eu Paris; celui de Boulogne, Péronne et le Vermandois. Ils auraient donné des biens ecclésiastiques aux gens de guerre, à l'imitation de Jean.

Les deux armées se rencontrèrent entre Lille et Tournai, près du pont de Bouvines (1214). Nos milices furent d'abord mises en désordre, et le roi de France y courut risque de la vie, il fut tiré à terre par des fantassins armés de crochets.

L'empereur Othon eut un cheval blessé. Les chevaliers furent pris en grand nombre; cinq comtes tombèrent entre les mains de Philippe-Auguste, ceux de Flandre, de Boulogne, de Salisbury, de Tecklembourg et de Dortmund. Les deux premiers n'étant point rachetés par les leurs, restèrent prisonniers de Philippe.

Jean ne fut pas plus heureux dans le Midi qu'Othon dans le Nord. Il repassa en Angleterre, vaincu, ruiné, sans ressource. L'occasion était belle pour les barons. Ils la saisirent. Au mois de janvier 1215, et de nouveau le 15 juin, ils lui firent signer l'acte célèbre, connu sous le nom de *Grande-Charte*. Mais dès qu'ils furent dispersés, il rassembla de toutes parts des mercenaires; les barons effrayés appelèrent les rois d'Écosse et de France. Le fils de Philippe avait épousé Blanche de Castille, nièce de Jean. Jean se trouva encore une fois abandonné, seul, exilé dans son propre royaume. Alors il perdit tout espoir, prit la fièvre et mourut. C'était ce qui pouvait arriver de pis au Français. Le fils de Jean, Henri III, était innocent des crimes de son père. Louis vit bientôt tous les Anglais ralliés contre lui, et se tint heureux de repasser en France, en renonçant à la couronne d'Angleterre.

Grande-Charte, 1215.

Innocent III était mort deux mois avant le roi Jean, au milieu de son triomphe (1216). Toutefois, dans la dernière année de sa vie, il avait été étrangement troublé. Lorsque le comte de Toulouse, le comte de Foix et tous les autres seigneurs du Midi, vinrent se jeter à ses pieds, lorsqu'il entendit les plaintes, et qu'il vit les larmes, il voulut, dit-on, réparer, et ne le put pas. Ses agens ne lui permirent point une restitution qui les ruinait et les condamnait. Ce ne furent ni les Raimond, ni les Montfort qui recueillirent le patrimoine du comte de Toulouse. L'héritier légitime ne le recouvra que pour le céder bientôt. L'usurpateur, avec tout son courage et sa prodigieuse vigueur d'ame, était vaincu dans le cœur, quand une pierre, lancée des murs de Toulouse, vint le délivrer de la vie (1218). Son fils, Amauri de Montfort, céda au roi de France ses droits sur le Languedoc; tout le Midi, sauf quelques villes libres, se jeta dans les bras de Philippe-

Le roi de France hérite de la croisade des Albigeois.

Auguste. En 1222, le légat lui-même et les évêques du Midi le suppliaient à genoux d'accepter l'hommage de Montfort (mort de Philippe-Auguste, 1223).

Administrat. de Philippe II.

Philippe-Auguste avait, à vrai dire, fondé le royaume en réunissant la Normandie à la Picardie. Il avait en quelque sorte fondé Paris, en lui donnant sa cathédrale, sa halle, son pavé, des hôpitaux, des aqueducs, une nouvelle enceinte, de nouvelles armoiries, surtout en autorisant et soutenant son Université. Il avait fondé la juridiction royale en inaugurant l'assemblée des pairs par un acte populaire et humain, la condamnation de Jean et la punition du meurtre d'Arthur. Les grandes puissances féodales s'affaissaient; la Flandre, la Champagne, le Languedoc, étaient soumis à l'influence royale. Le roi s'était formé un grand parti dans la noblesse; il avait créé une démocratie dans l'aristocratie, si je puis dire; je parle des cadets; il fit consacrer en principe qu'ils ne dépendraient plus de leurs aînés[1].

---

[1] Philippe II, âgé de quinze ans, 1180, sous le régence du comte de Flandre. — 1182, Ordonnance contre les juifs. — 1183, Guerre avec le comte de Flandre pour le Vermandois, qui reste au roi (1185); 1184, guerre dans le Berri contre les Brabançons; 1187, guerre contre Henri II, qui refuse d'accomplir le mariage d'Alix, sœur de Philippe, avec son fils Richard. — 1188, Trève, prédication de la croisade. — Dîme Saladine. — 1189, Philippe secourt le comte de Toulouse contre Richard, et celui-ci contre Henri II, qui perd Tours et Le Mans. — 1190, Troisième croisade; 1191, prise d'Acre, retour de Philippe; 1194, retour de Richard. — 1194 — 1199, Alternative de guerres et de trèves. — 1199, Mort de Richard; 1202, Philippe, allié d'Arthur de Bretagne, fait des conquêtes en Normandie; 1203, meurtre d'Arthur. 1204, Prise de Rouen; 1204, Jean cité devant les pairs, 1205, abandonne par un traité toutes les possessions anglaises au nord de la Loire, et tout ce que Philippe II vient de lui enlever au midi de ce fleuve. — 1207, Raimond VI excommunié; 1208, meurtre du légat; 1209, prise de Béziers; 1211, siége de Toulouse; 1213, bataille de Muret. — 1213, Philippe II veut attaquer Jean excommunié depuis cinq ans, mais Jean se déclare feudataire du saint-siége, et le légat défend à Philippe de l'attaquer. Celui-ci tourne ses armes contre la Flandre. — 1214, Bou-

vines ; 1215, voyage du prince Louis dans le midi de la France ; 1216, son expédition en Angleterre ; 1217, il quitte l'Angleterre.—1217, Raimond VII rentre dans Toulouse pendant que Montfort est sur le Rhône ; 1218, Montfort est tué devant Toulouse qu'il assiègeait. — 1219, Croisade du prince Louis. — 1222, Amaury offre à Philippe toutes les conquêtes des croisés ; 1223, mort de Philippe.

CHAPITRE XI.

Louis VIII. Saint Louis. Dernière croisade. 1223-1270.

Louis VIII. 1223.

Le fils de Philippe-Auguste, le faible et maladif Louis VIII, nommé ridiculement Louis-le-Lion, ne joua pas moins le rôle d'un conquérant. Il échoua en Angleterre, il est vrai, mais il prit aux Anglais le Poitou. En Flandre, il maintint la comtesse Jeanne, lui rendant le service de garder son mari prisonnier à la tour du Louvre. Dans le Midi il termina la croisade des Albigeois. Il se mit en marche à la tête de toute la France du nord. Les républiques de Provence, Avignon, Aix, Marseille et Nice, espéraient pourtant que le torrent passerait à côté. Avignon offrit passage hors de ses murs; mais en même temps, elle s'entendait avec le comte de Toulouse pour détruire tous les fourrages, à l'approche de la cavalerie française. Louis assiégea la ville; il fallut qu'elle payât rançon; donnât des ôtages et abattît ses murailles. Nîmes, Albi, Carcassonne, se livrèrent d'elles-mêmes. Mais les chaleurs occasionèrent dans l'armée des croisés une épidémie meurtrière. Les barons abandonnèrent le roi; il mourut, empoisonné, dit-on, par l'amant de la reine, Thibaut de Champagne (1226).

La régence et la tutelle du jeune Louis IX eût appartenu, d'après les lois féodales, à son oncle Philippe-le-Hurepel (le grossier), comte de Boulogne. Le légat du pape et le comte de Champagne, amis de la reine-mère, Blanche de Castille, lui assurèrent la régence. Les seigneurs formèrent une ligue contre elle, à leur tête le duc de Bretagne, Pierre Mauclerc, descendu d'un fils de Louis-le-Gros. Cet homme remarquable avait entrepris bien des choses à la fois, et plus qu'il ne pouvait : en France, d'abaisser la royauté; en Bretagne, d'être absolu malgré les prêtres et les seigneurs. Cette lutte intérieure ne lui permit guère d'agir vigoureusement contre la France. Le roi d'Angleterre, Henri III, qui eût dû l'appuyer, lui manqua deux fois; Blanche soulevait les barons d'Henri, gagnait ses favoris. Elle eut encore l'adresse d'empêcher le comte de Champagne d'épouser la fille de Mauclerc.

Blanche régente. 1226

Pierre Mauclerc.

Cependant elle profitait de la faiblesse de la ligue du Nord pour achever d'accabler le Midi. Il fallut que Raimond VII reçût dans Toulouse garnison française, confirmât à la France la possession du bas Languedoc, promît Toulouse après sa mort, comme dot de sa fille Jeanne, qu'un des frères du roi devait épouser. Quant à la haute Provence, il la donnait à l'Église : c'est l'origine du droit des papes sur le comtat d'Avignon. Lui-même il vint à Paris, s'humilia, reçut la discipline dans l'église de Notre-Dame, et se constitua, pour six semaines, prisonnier à la tour du Louvre.

La régente osa alors défier le comte de Bretagne, et le somma de comparaître devant les pairs. Les Anglais l'abandonnèrent; les barons traitèrent séparément avec Blanche. Tout le mouvement qui avait troublé la France du nord s'écoula pour ainsi dire vers le midi et l'orient. Thibaut se trouva roi de Navarre par la mort du père de sa femme, et vendit à la regente Chartres, Blois, Sancerre et Châteaudun. Mauclerc laissa le comté de Bretagne à son fils, et partit pour la croisade.

Telle était la favorable situation du royaume à l'époque de la majorité de saint Louis (1236). Sa destinée fut d'hériter

Majorité de S. Louis. 1236.

des Albigeois et de tant d'autres ennemis de l'Église. Cette ame innocente et timorée, condamnée à posséder tant de biens d'origine douteuse, ne pouvait trouver de repos que dans la croisade.

Nécessité d'une croisade.

Jamais la croisade n'avait été plus nécessaire et plus légitime. Les Mongols s'étaient ébranlés du Nord, et peu à peu descendaient par toute l'Asie. Ces pasteurs, entraînant les nations, chassant devant eux l'humanité avec leurs troupeaux, semblaient décidés à effacer de la terre toute ville, toute construction, toute trace de culture, à refaire du globe un désert, une libre prairie, où l'on pût désormais errer sans obstacle. Tout l'Orient était réconcilié. Les princes mahométans, entre autre le Vieux de la montagne, avaient envoyé une ambassade suppliante au roi de France, et l'un des ambassadeurs passa en Angleterre. D'autre part, l'empereur latin de Constantinople venait exposer à saint Louis son danger, son dénûment et sa misère. Il en venait à n'avoir plus pour se chauffer que les poutres de son palais. Il offrit à saint Louis de lui céder à bon compte un inestimable trésor, la vraie couronne d'épines qui avait ceint le front du Sauveur.

Taillebourg. 1241.

La croisade de 1235 n'était pas faite pour rétablir les affaires d'Orient. Le jeune roi de France ne pouvait encore quitter son royaume; une vaste ligue se formait contre lui. Mais les confédérés agirent l'un après l'autre. La campagne des Anglais en France fut pitoyable. Louis les aurait tournés et pris au pont de Taillebourg, sur la Charente, si Henri III n'avait obtenu une trève. Il profita de ce répit pour décamper et se retirer vers Saintes. Louis le serra de près; un combat acharné eut lieu dans les vignes, le roi d'Angleterre finit par s'enfuir dans la ville, et de là vers Bordeaux (1241). Une épidémie, dont le roi et l'armée languirent également, empêcha Louis de poursuivre ses succès.

Prise de Jérusalem.

Cependant la catastrophe tant redoutée avait lieu en Orient. Les Mongols avaient pris Jérusalem. Saint Louis était malade, alité et presque mourant, quand ces tristes

nouvelles parvinrent en Europe; il fit mettre la croix rouge sur son lit et sur ses vêtemens. Sa mère eût autant aimé le voir mort.

On pensait alors, non sans vraisemblance, que, pour conquérir et posséder la Terre-Sainte, il fallait avoir l'Égypte pour point d'appui. Saint Louis fit creuser le port d'Aigues-Mortes, et cingla d'abord vers Chypre. Là il s'arrêta, et longtemps, soit pour attendre son frère Alphonse qui lui amenait sa réserve, soit peut-être pour s'orienter dans ce monde nouveau. Il y fut amusé par les ambassadeurs des princes d'Asie, qui venaient observer le grand roi des Francs. S. Louis en Égypte. 1249.

Il se décida enfin à partir pour l'Égypte. La forte ville de Damiette, qui pouvait résister, se rendit dans le premier effroi. De là le roi voulut marcher sur le Caire. Il s'engagea dans ce pays coupé de canaux, et suivit la route qui avait été si fatale à Jean de Brienne. La marche fut d'une singulière lenteur; les chrétiens, au lieu de jeter des ponts, faisaient une levée dans chaque canal. Ils mirent ainsi un mois pour franchir les dix lieues qui sont de Damiette à Mansourah. Robert d'Artois se lança dans la ville avec l'avant-garde; il y périt. Le roi, qui ne savait rien encore, passa et combattit vaillamment. Les mameluks revenant de tous côtés à la charge, les Français défendirent leurs retranchemens jusqu'à la fin de la journée. Il fallait retourner à Damiette; mais une épidémie s'était mise dans le camp; et le roi, malade lui-même, ne voulut jamais abandonner son peuple. Lorsqu'enfin il se décida à la retraite, il se vit bientôt arrêté par les Sarrasins. Un immense massacre commença, le roi prisonnier avec une foule de barons, étonna les infidèles de son héroïque résignation, et obtint la liberté en rendant Damiette avec une rançon de quatre cent mille besans d'or. Il resta pourtant un an à la Terre-Sainte pour aider à la défendre, au cas que les mameluks poursuivissent leur victoire hors de l'Égypte. Il releva les murs des villes, fortifia Césarée, Jaffa, Sidon, Saint-Jean-d'Acre. Mansourah.

Pendant son absence éclata en France l'insurrection des *Pastoureaux*. C'étaient les plus misérables habitans des cam- Pastoureaux.

pagnes, des bergers surtout, qui, entendant dire que le roi était prisonnier, s'armèrent, s'attroupèrent, formèrent une grande armée, déclarèrent qu'ils voulaient aller le délivrer. On parvint à les dissiper. — Saint Louis de retour, malgré ses frères, ses enfans, ses barons, ses sujets, restitua au roi d'Angleterre le Périgord, le Limousin, l'Agénois, et ce qu'il avait en Quercy et en Saintonge, à condition que Henri renonçât à ses droits sur la Normandie, la Touraine, l'Anjou, le Maine et le Poitou (1258).

Restitutions de S. Louis.

Cette préoccupation excessive des choses de la conscience aurait ôté à la France toute action extérieure. Mais la France n'était pas encore dans la main du roi. Le roi se resserrait, se retirait en soi. La France débordait au dehors.

D'une part, l'Angleterre gouvernée par des Poitevins, par des Français du Midi, s'affranchit d'eux par le secours d'un Français du Nord, Simon de Montfort, comte de Leicester, second fils du fameux Montfort, chef de la croisade des Albigeois. De l'autre côté, les Provençaux sous Charles d'Anjou, frère de saint Louis, conquirent le royaume des Deux-Siciles, et consommèrent en Italie la ruine de la maison de Souabe.

Au bout de six ans de guerres, Henri III et ses barons invoquèrent l'arbitrage de ~~saint~~ Louis. Le pieux roi, également inspiré de la Bible et du droit romain, décida qu'*il fallait obéir aux puissances*, et annula les statuts d'Oxford, déjà cassés par le pape. Le roi Henri devait rentrer en possession de toute sa puissance, sauf les chartes et louables coutumes du royaume d'Angleterre, antérieures aux statuts d'Oxford (1264). » Les confédérés ne prirent cette sentence arbitrale que comme un signal de guerre.

Arbitrage de S. Louis.

L'illustre et ancienne maison de Souabe était abattue; le pape mettait à l'encan ses dépouilles. Il les offrait à qui en voudrait, au roi d'Angleterre, au roi de France. Louis refusa d'abord pour lui-même, mais il permit à son frère Charles d'accepter. Ce frère de saint Louis, ce Charles d'Anjou, dont son admirateur Villani a laissé un portrait si terrible, cet *homme noir, qui dormait peu*, fut un démon ten-

Conquête du royaume de Naples. 1266.

tateur pour saint Louis. Il avait épousé Béatrix, la dernière des quatre filles du comte de Provence. Les trois aînées étaient reines et faisaient asseoir Béatrix sur un escabeau à leurs pieds. Celle-ci irritait encore l'ame violente et avide de son mari ; il lui fallait aussi un trône à elle, et n'importe à quel prix.

Frédéric II était mort en luttant contre le pape (1250). Son fils Conrad n'apparut dans l'Italie que pour mourir, aussi. Alors l'Empire échappa à cette maison ; le frère du roi d'Angleterre et le roi de Castille se crurent tous deux empereurs. Le fils de Conrad, le petit Conradin, n'était pas en âge de disputer rien à personne ; mais le royaume de Naples resta au bâtard Manfred, au vrai fils de Frédéric II, brillant, spirituel, débauché, impie comme son père, homme à part, que personne n'aima ni ne haït à demi. Tout son appui était dans les Sarrasins, qui lui gardaient les places et les trésors de son père. Il ne se fiait guère qu'à eux ; il en avait appelé neuf mille encore de Sicile, et dans sa dernière bataille, c'est à leur tête qu'il chargea l'ennemi. Manfred.

On prétend que Charles d'Anjou dut sa victoire à l'ordre déloyal qu'il donna aux siens, *de frapper aux chevaux* (1266). La tyrannie de Charles pesa bientôt sur toute l'Italie ; les plaintes retentissaient jusqu'au-delà des Alpes. Tout le parti gibelin de Naples, de Toscane, Pise surtout, implorait le secours du jeune Conradin. Il passa les Alpes avec une nombreuse chevalerie. Au premier choc, elle vainquit, et dissipa tout devant elle. Mais Charles, d'après le conseil d'un vieux chevalier, tenait à l'écart cinq cents de ses meilleurs hommes. Lorsque Conradin eut le dessus, et que Charles, voyant les siens dispersés, doutait déjà de sa fortune, le vieux conseiller lui dit : « Le moment est venu, chargez. » Les vainqueurs ne reconnurent cette réserve que lorsqu'elle fut sur eux, et qu'ils se trouvèrent foulés aux pieds des chevaux. L'infortuné Conradin fut décapité (1268). Ch. d'Anjou. Conradin. 1268.

Pendant que la France étendait ainsi son influence au dehors, saint Louis essayait de l'organiser au dedans. Dès l'an 1251, il avait créé un parlement ambulatoire, composé en Gouvernem. de S. Louis.

partie de conseillers-clercs ou chevaliers de justice. Ces légistes, imbus des maximes du droit romain, écrivirent dans les Établissemens de saint Louis une sorte de code féodal, modifié par l'esprit des Pandectes. Ils restreignirent les guerres privées par l'établissement de la *quarantaine le roi* et de l'*asseurement*. Ils empruntèrent aux tribunaux de l'Église les formes de la procédure, et substituèrent au duel judiciaire la preuve écrite et la preuve testimoniale. Le roi se réserva ce qu'on appela les *cas royaux*. Tout homme franc, dans le territoire d'un baron, put s'avouer du roi. Les légistes minaient ainsi l'autorité féodale, en même temps qu'ils opposaient la Pragmatique-Sanction au pouvoir pontifical (1269), et posaient les maximes sur lesquelles reposent les libertés de l'église gallicane.

Croisade en Afrique. 1270.

Les travaux pacifiques de saint Louis furent interrompus par une nouvelle croisade. Son frère, Charles d'Anjou, voulait envahir l'Afrique. Il abusa de la pieuse crédulité de son frère pour lui persuader que la conquête de Tunis faciliterait celle de l'Égypte, que le sultan n'attendait que l'arrivée des chrétiens pour embrasser leur religion. Saint Louis, qui préparait une nouvelle croisade d'Orient, se laissa entraîner à Tunis, et mourut de la peste dans cette vaine expédition (1270).

Avec lui mourut l'esprit des croisades. Quelque temps après (1327), nous voyons le vénitien Sanuto proposer au pape une croisade commerciale. Il ne suffisait pas, disait-il, d'envahir l'Égypte, il fallait la ruiner. Le moyen qu'il proposait, c'était de rouvrir au commerce de l'Inde la route de la Perse, de sorte que les marchandises ne passassent plus par Alexandrie et Damiette. Ainsi s'annonce de loin l'esprit moderne; le commerce, et non la religion, va devenir le mobile des expéditions lointaines.

Résumé chronologique du règne de Louis VIII et Louis IX. — 1224. Conquête du Poitou et de l'Aquitaine jusqu'à la Garonne; 1226, Louis se fait céder tous les droits de la maison de Montfort; siége d'Avignon; Louis

parcourt le Languedoc et meurt à Montpensier. — 1226. Régence de Blanche de Castille. — 1227. La soumission de Thibaut de Champagne à la régente déconcerte les plans des mécontens. — 1228. Blanche rattache Thibaut au parti royal et l'empêche d'épouser une fille du comte de Bretagne, qui, en 1229, défie le roi ; 1229, traité de Paris avec Raimond VII, qui assure le Languedoc à la France; 1230, expédition sans résultat de Henri III en France ; 1231, Blanche, dont les troupes sont entrées à plusieurs reprises en Bretagne, signe la trève de Saint-Aubin du Cormier qui met fin aux guerres civiles de la régence. — 1238. La Sainte-Chapelle fondée pour recevoir les reliques que Beaudoin envoie de Constantinople. — 1241. Ligue des barons contre le roi ; 1242, Taillebourg. Soumission du comte de la Marche ; 1244, saint Louis prend la croix ; 1246, Charles d'Anjou épouse la fille du comte de Provence ; 1248, départ d'Aigues-Mortes. — 1249. Prise de Damiette ; 1250, bataille de la Mansourah, séjour de saint Louis en Palestine ; 1251, Pastoureaux ; 1252, mort de Blanche (1er décembre). — 1254. Retour de saint Louis ; 1259, traité avec Henri III ; restitutions. — 1263. Arbitrage de saint Louis entre Henri III et ses barons ; 1266, conquête du royaume de Naples par Charles d'Anjou. — 1267. Saint Louis prend la croix ; 1269, publication de la pragmatique-sanction ; 1270, des Établissemens. — Croisade en Afrique ; mort du roi.

Administration de saint Louis.—Double caractère de l'administration de saint Louis : 1° Il respecte tous les droits acquis (voir le premier livre des Établissemens); 2° il croit qu'il a mission de faire observer la loi de Dieu dans son royaume : défense des guerres privées (1257).—(La quarantaine le roi, asseurement). — Défense des duels judiciaires (1260). — Le duel judiciaire n'est aboli que dans ses domaines. Il traite avec plusieurs grands vassaux, qui consentent à l'abolir aussi dans leurs fiefs. Au lieu des *batailles en justice*, il met les preuves par témoins. — L'appréciation des témoignages, la complication des causes, le nombre et la confusion des *preuves écrites* exigent qu'une classe d'hommes se voue au soin des procédures. Légistes, nouveaux clercs formés par l'étude du droit romain, et qui, comme les jurisconsultes de l'Empire, tendent à fonder l'égalité de tous sous un maître. La royauté grandissant les a pris pour ses conseillers ; ils attaquent à son profit la féodalité ; cherchent à introduire partout le droit romain (Voy. le deuxième livre des Établissemens); à multiplier les *appels* et *les cas royaux*; à se créer une position hors de la hiérarchie féodale : ils n'inventent ni dénominations ni formes nouvelles. — Parlement des barons. — Il juge les causes du roi et lui sert de conseil. — Les légistes y pénètrent, les affaires devenant plus nombreuses par la multiplicité des appels et des cas royaux ; une partie du conseil est destinée (1255) à juger toutes ces causes, et retient le nom de parlement. — Dès le règne de Philippe III les légistes et les barons y sont partagés en deux chambres qui donnent séparément leur avis ;

sous Philippe IV il n'y aura plus même égalité, les légistes expulseront les chevaliers.

Pour l'administration de ses domaines, saint Louis rend deux longues ordonnances, qui serviront de modèle aux ordonnances postérieures sur la réforme des abus. *Enquesteurs* renouvelés des *missi dominici.* — Il cherche à restreindre les interdits, refuse de forcer les excommmuniés à se faire absoudre. Pragmatique-sanction, première base des libertés gallicanes, 1269.

Les *Établissemens, selon l'usage de Paris et d'Orléans et de court de baronnie*, en deux livres. Le premier livre n'est souvent que la reconnaissance et la détermination des droits féodaux ; au second, le législateur s'appuie, dans presque tous les chapitres, sur les Pandectes.

Les *Établissemens des métiers de Paris*, par Étienne Boileau, prévôt des marchands, qui contiennent les statuts des cent cinquante métiers de Paris.

CHAPITRE XII.

Les Légistes. Philippe-le-Bel, etc. 1270-1328.

Le fils de saint Louis, Philippe-le-Hardi, revenant de la croisade, déposa cinq cercueils aux caveaux de Saint-Denis. Philippe III. 1270.
Il héritait à la fois de son père et de plusieurs de ses frères (Valois, Auvergne, Toulouse). La mort du comte de Champagne, roi de Navarre, qui ne laissait qu'une fille, mit encore la jeune héritière entre les mains du roi de France, qui lui fit épouser son fils.

Cette grande puissance regardait vers le Midi. Déjà maîtresse de la Navarre, la maison de France convoitait l'Aragon après Naples, l'Espagne après l'Italie. Cependant elle avait, à cette époque, rencontré la borne qu'elle ne devait passer de long-temps. De toutes parts elle excitait la défiance et la haine. Le règne du frère de saint Louis était à jamais souillé par le sang du jeune Conradin. Les Vêpres siciliennes commencèrent la vengeance. La Sicile échappa à Charles d'Anjou. Sa flotte fut détruite sous ses yeux, tandis qu'assis au rivage il rongeait son sceptre sans pouvoir la secourir. Son fils plus malheureux encore fut pris dans un combat naval, et forcé de renoncer à la Sicile. L'Aragon, allié des Siciliens, avait été donné par une bulle au frère du roi de

France. Philippe ne réussit point à mettre la bulle à exécution (1285). Il n'avait pas été plus heureux dans son intervention en Castille (1276). Il y soutenait les infans de la Cerda, princes d'origine française du côté maternel. Ils avait pour eux l'aveugle partialité de leur aïeul Alfonse X, l'astronome et le législateur. La nation ne voulut point des parens du roi de France. Elle préféra leur oncle, Sanche-le-Brave, le vainqueur des Maures.

Légistes. Les légistes, qui avaient gouverné les rois anglais dès le douzième siècle, au treizième saint Louis, Alfonse X et Frédéric II, furent, sous le petit-fils de saint Louis, les tyrans de la France. Ces *chevaliers en droit*, ces ames de plomb et de fer, les Plasian, les Nogaret, les Marigni, procédèrent avec une horrible froideur dans leur imitation servile du droit romain et de la fiscalité impériale. Les Pandectes étaient leur Bible, leur Évangile. Rien ne les troublait dès qu'ils pouvaient répondre à tort ou à droit : *Scriptum est*... Avec des textes, des citations, des falsifications, ils démolirent le moyen-âge, pontificat, féodalité, chevalerie. Ils allèrent hardiment *appréhender au corps* le pape Boniface VIII, ils brûlèrent la croisade elle-même dans la personne des Templiers.

Ces cruels démolisseurs du moyen-âge sont, il coûte de l'avouer, les fondateurs de l'ordre civil aux temps modernes. Ils organisent la centralisation monarchique. Ils jettent dans les provinces des baillis, des sénéchaux, des prévôts, des *auditeurs*, des tabellions, des procureurs du roi, des maî-

---

Philippe III, 1270.— 1272. Il va faire reconnaître son autorité dans le comté de Toulouse et emprisonne le comte de Foix. — 1272. Premières lettres d'anoblissement données à Raoul, argentier du roi. — 1274. Cession du comté Venaissin au pape. — 1275. L'ordonnance de 1275, sur les amortissemens, favorable aux gens de main-morte, règle long-temps la jurisprudence sur cette matière. — 1276. Mort du fils aîné du roi ; Pierre de la Brosse en accuse la reine, belle-mère du prince. Il est pendu à Montfaucon. — 1285. Guerre contre le roi d'Aragon ; prise de Perpignan et de Gironne ; le roi meurt au retour de cette expédition.

tres et peseurs de monnaie. Les forêts sont envahies par les verdiers, les gruiers royaux. Tous ces gens vont chicaner, décourager, détruire les juridictions féodales. Au centre de cette vaste toile d'araignée, siége le conseil des légistes sous le nom de Parlement fixé à Paris (1302). Là, tout viendra peu à peu se perdre, s'amortir sous l'autorité royale. Ce droit laïque est surtout ennemi du droit ecclésiastique. Au besoin les légistes appelleront à eux les bourgeois. Eux-mêmes ne sont pas autre chose, quoiqu'ils mendient tous les jours l'anoblissement, en persécutant la noblesse.

Fiscalité.

Cette création du gouvernement coûtait certainement fort cher. Nous n'avons pas ici de détails suffisans; mais nous savons que les sergens des prévôts, c'est-à-dire les exécuteurs, les agens de cette administration si tyrannique à sa naissance, avaient d'abord, le sergent à cheval trois sols parisis, et plus tard six sols; le sergent à pied dix-huit deniers, etc. Voilà une armée judiciaire et administrative. Tout-à-l'heure vont venir des troupes mercenaires. Philippe de Valois aura à la fois plusieurs milliers d'arbalétriers génois. D'où tirer les sommes énormes que tout cela doit coûter? L'industrie n'est pas née encore. Cette société nouvelle se trouve déjà atteinte du mal dont mourut la société antique. Elle consomme sans produire. L'industrie et la richesse doivent sortir à la longue de l'ordre et de la sécurité. Mais cet ordre est si coûteux à établir, qu'on peut douter pendant long-temps s'il n'augmente pas les misères qu'il devait guérir.

Une seule circonstance aggrave infiniment ces maux. Le seigneur du moyen-âge payait ses serviteurs en terres, en produits de la terre; grands et petits, ils avaient place à sa table. La solde, c'était le repas du jour. L'immense machine du gouvernement royal qui substitue son mouvement compliqué aux mille mouvemens naturels et simples du gouvernement féodal; cette machine, l'argent seul peut lui donner l'impulsion. Si cet élément vital manque à la nouvelle royauté, elle va périr, la monarchie se dissoudre, et toutes les parties retomberont dans l'isolement, dans la barbarie du gouvernement féodal.

Voilà le secret de la prodigieuse rapacité des gouvernemens du quatorzième et du quinzième siècle. Le sévère Philippe-le-Bel, comme le fastueux Philippe de Valois, l'économe Louis XI, comme le prodigue Jean, tous ont faim et soif d'argent. Tous saisissent à l'aveugle les premières ressources qui sont sous leurs mains, déshonorantes, éphémères, ruineuses même, n'importe. Vol, fausse monnaie, confiscation, meurtre, ils s'informent peu du moyen. Ajoutez que les besoins du luxe se font sentir, que les artistes italiens vont arriver, qu'il faut au prince des joyaux, des sceaux admirables, que dis-je? de précieux manuscrits, qui sont des joyaux encore. L'architecture civile va peu à peu commencer à côté de l'architecture religieuse. Ces charmans palais du quatorzième siècle, dont nous admirons encore quelques gracieuses ogives, quelque élégante tourelle, c'est de la sueur et du sang. Ainsi les progrès même de l'art et de la pensée contribuaient alors à aggraver le sort du peuple, qu'ils devaient plus tard adoucir.

Philippe IV, 1285.

Ceci simplifie l'histoire de Philippe-le-Bel, de ses fils, et des Valois. Un immense besoin, une avidité immense, voilà tout ce gouvernement. Son histoire se réduit à un seul acte, la confiscation. D'abord profitant des embarras d'Édouard Ier, occupé contre l'Écosse, Philippe lui achète le Quercy (1286); puis, au lieu de payer, il rompt avec lui, saisit le prétexte de quelques insultes faites par les matelots anglais aux Normands, et sans écouter Édouard, il confisque la Guienne (1293). Il frappe les négocians étrangers, les Lombards, les négocians indigènes, les juifs; chasse les uns et les autres, en retenant leurs biens; bat les Anglais en Guienne, les Flamands, alliés d'Édouard, à Furnes et signe une trève de deux ans avec Édouard, occupé contre Baillol en Écosse, 1297. Cependant, craignant que le comte de Flandre ne donne sa fille au fils du roi d'Angleterre, il attire la jeune comtesse, et la garde prisonnière à la Tour du Louvre, contre toute chevalerie. Le comte lui-même, poussé par une armée française, vient traiter à Paris, et s'y voit aussi retenu. Philippe va prendre possession de cette riche Flandre, et la

reine pleure de se voir effacée en parure par les marchandes de Bruges : « Ici, dit-elle avec dépit, je n'aperçois que des reines. »

Ces paroles exprimaient assez la haine des grands contre l'industrialisme, cette vieille jalousie des nobles, des guerriers contre les marchands, qui avait amené l'extermination des populations les plus laborieuses et les plus pacifiques de l'antiquité, qui récemment encore, au treizième siècle, avait contribué autant que le fanatisme à la ruine des municipes du Midi. C'était alors le tour des communes du Nord. Mais celles-ci ne laissèrent pas si aisément dompter. Elles trouvèrent dans l'Angleterre un secours plus efficace que les Languedociens ne l'avaient trouvé dans l'Aragon.

Guerre de Flandre.

D'abord le gouverneur français, Jacques de Châtillon, ayant poussé les Flamands à bout, ils se révoltent sous la conduite de Pierre Konig, consul des tisserands de Bruges. Toute la chevalerie de France vient châtier ces manans, et en reçoit la terrible leçon de Courtrai. Des princes du sang, un connétable, tout un monde de noblesse, vient à l'aveugle s'entasser, s'enterrer dans un canal où les Flamands les égorgent à plaisir. Ils en rapportèrent, pour orner leurs églises, quatre mille paires d'éperons dorés (1302). Philippe, accablé, se réconcilia avec Édouard, battu lui-même par les Ecossais, et lui rendit la Guienne (1303). Ils abandonnèrent leurs alliés. Cette paix honteuse fut couronnée par le triste mariage d'Isabelle de France et du jeune Édouard. La fille de Philippe-le-Bel apporta en dot la mort et la ruine.

Mal-tôte.

Cependant la guerre de Flandre avait forcé le roi de recourir aux derniers expédiens. Il n'avait plus de juifs ni de Lombards à pressurer; il arrache aux bourgeois, aux petits nobles leurs vaisselle d'argent. Il commença à falsifier la monnaie, payant en monnaie faible et recevant en monnaie forte, défendant aux seigneurs de frapper des pièces d'argent, se réservant ainsi d'être le seul faux-monnoyeur. Enfin il ne se contenta plus de cet impôt subreptice et frauduleux : il exigea le premier impôt déclaré, la *mal-tôte*. Ce nom expres-

sif, trouvé par le peuple, fut bientôt adopté hardiment par le roi.

Boniface VIII, 1296-1303.

Le clergé seul avait de grands biens : Philippe-le-Bel y porta la main, et de son autorité commença à lever des décimes. D'autre part, Boniface VIII avait institué un évêché à Pamiers sans la participation du roi; Philippe défendit de laisser sortir aucun argent du royaume. Boniface envoya un légat : il fut emprisonné; il lança une bulle : elle fut brûlée; pis que brûlée, mutilée, falsifiée par les scribes royaux : on la répandit sous cette forme. Voilà pourtant un premier appel à l'opinion. Philippe, appuyé de l'Université de Paris, fait procéder contre le pape. Il tient contre lui une assemblée générale, où les députés des villes sont appelés à côté des barons et des évêques (premiers États généraux, 1302). Guillaume de Nogaret, procureur du roi de France, informe contre le chef spirituel de la chrétienté, obtient sentence contre lui, et se charge de l'exécution. Le hardi procureur se rend à Anagni pour mettre la main sur le pape. L'un des ennemis personnels de Boniface VIII, Sciarra Colonna, qui accompagna Nogaret, frappa, dit-on, le vieillard de son gantelet de fer. Délivré par les gens d'Anagni, Boniface mourut de rage et de désespoir (1303).

États-généraux, 1302.

« Je le vois, s'écrie Dante, il entre dans Anagni, le fleur-delisé. Je vois le Christ captif en son vicaire; je le vois moqué une seconde fois; il est de nouveau abreuvé de fiel et de vinaigre; il est mis à mort entre des brigands. » Il y eut horreur dans la chrétienté, mais il y eut terreur aussi. Le prince qui avait fait ce coup hardi, avait comme jeté le gant à Dieu et au monde. Il acheta une flotte aux Génois, et détruisit celle des Flamands. Il marcha lui-même contre eux, et gagna la bataille de Mons-en-Puelle (1304). Toutefois, les voyant revenir le lendemain, il négocia, et obtint en gage la Flandre française.

Bataille de Mons-en-Puelle, 1304.

Clément V. 1305.

Un autre gage bien plus important qu'il mit bientôt en ses mains, ce fut le pape lui-même. Les pontifes avaient à leur insu préparé cet événement depuis un siècle, en nommant une foule de cardinaux français, en haine des empereurs. En

1305, Philippe se rend dans une forêt de Saintonge, près de Saint-Jean-d'Angeli. Le gascon Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux, l'y attendait. Là se fit le marché diabolique. Le roi lui promit de le faire pape; lui, il promit tout ce que le roi voulut, de venir se mettre à sa discrétion à Avignon, de condamner la papauté elle-même en Boniface VIII; pour la dernière condition, elle était telle, que Philippe exigea qu'il s'y soumît sans la connaître. Ce n'était pas moins que la suppression de l'ordre des templiers, la ruine de quinze mille chevaliers chrétiens. Bertrand jura, et fut pape.

Alors commença ce que les Italiens ont appelé la *Captivité de Babylone*. Le pontife vint s'établir dans la jolie petite Avignon. Ses gracieux remparts avec leurs petites tourelles ne pouvaient mettre le pape à l'abri ni de la tyrannie du roi, ni de l'insolence des bandes mercenaires, qui, sous un Duguesclin ou quelque autre chef, venaient parfois le rançonner. Cette humiliation ne finit que par un mal plus grand encore : Rome voulut aussi un pape, et le grand schisme commença.

Templiers. 1307-1314.

En 1307, Philippe exigea du pape l'exécution de sa dernière promesse. Cet ordre illustre, dont saint Bernard avait dressé les statuts, qui pendant long-temps avait continué la croisade presqu'à lui seul, on l'extermina d'un seul coup. Il est vrai que depuis qu'on avait perdu les dernières possessions d'outre-mer (1291), les templiers n'étaient plus formidables qu'aux chrétiens. Ces hommes farouches, habitués aux guerres sans quartier des Assassins de Syrie, en avaient, disait-on, adopté les mœurs et les croyances. Tout porte à croire cependant que les infamies dont on les accusa étaient le crime de quelques-uns et non de tous. Peut-être leurs juges accueillirent-ils trop facilement les ressemblances extérieures qui se trouvaient entre les templiers et les sectes musulmanes les plus odieuses. La procédure fut atroce. Les juges ecclésiastiques arrachèrent des aveux par la torture, et brûlèrent comme relaps ceux qui osèrent ensuite les rétracter. Le grand-maître, Jacques Molay, brûlé à Paris avec plus de soixante chevaliers, protesta jusqu'au bout de son inno-

cence, et ajourna le roi et le pape à comparaître devant Dieu avant une année. La prédiction s'accomplit (1314).

Louis X. 1314.

Les trois fils de Philippe-le-Bel, qui régnèrent l'un après l'autre, vécurent peu (1314-1328). Le premier, Louis-l'Étourdi (le Hutin), se laissa arracher par la noblesse une grande partie de ce que son père avait péniblement acquis. Ce grand œuvre de politique et de ruse sembla fondre d'un coup dans les mains de ce jeune homme. Dès les dernières années de Philippe-le-Bel, les réclamations avaient commencé. On avait été obligé d'abandonner la procédure romaine introduite par les derniers rois, et d'en revenir au combat judiciaire. Le premier cri partit de la Champagne et du Vermandois; les nobles élevèrent partout la voix au nom de leurs provinces. Des confédérations se formèrent, et chacune obtint une charte (Bourgogne, Auxerre et Tonnerre, Beauvoisis, Ponthieu, Champagne, Artois, Forez, Normandie). Tous les barons voulaient revenir *aux bonnes coutumes* du temps *de saint Louis*, c'est-à-dire au temps où ils avaient encore quelque indépendance. Louis-le-Hutin rendit les droits régaliens aux seigneurs du Nord, et accrut les libertés du Midi. Au lieu de résister à cette réaction, il aima mieux s'y associer, se liguer avec les ennemis de la royauté contre les conseillers de son père. Enguerrand de Marigni qui avait été sous Philippe-le-Bel *comme un maire du palais*, le chancelier Raoul de Presles, sont accusés, jugés, condamnés sans être entendus; Marigni est pendu à Monfaucon (1315). Leurs biens sont confisqués. Mais cette ressource dure peu. Le roi vend aux juifs le retour, aux serfs de ses domaines la liberté. Il les oblige tyranniquement de s'affranchir; il déclare *que dans le royaume des Francs, il ne peut y avoir de serfs*. Ce jeu de mots emphatique avec lequel le royal marchand faisait valoir sa marchandise, toucha médiocrement les pauvres gens : ils ne virent dans cette acquisition forcée d'une liberté illusoire qu'une nouvelle vexation.

Philippe V. 1316. Charles IV. 1322.

Louis finit par revenir aux légistes, aux amis de son père, et ses deux successeurs suivirent la même voie. Les grands furent persécutés à leur tour. Les deux partis s'accusèrent tour-

à-tour de sorcellerie, d'empoisonnement. C'est une époque sombre et sanglante, pleine d'horribles procès, de hideuses exécutions. La barbarie du moyen-âge subsiste à côté des premiers essais de l'ordre administratif et judiciaire; la chambre des comptes, l'administration des eaux et forêts, se forment; le Parlement achève de s'organiser : et en même temps l'on massacre les lépreux et les juifs. Des reines de France sont étranglées. En Angleterre, c'est au contraire la reine qui détrône et assassine son mari. L'efféminé Édouard II, livré à de jeunes favoris, était méprisé de sa femme Isabeau, fille de Philippe-le-Bel. Elle passe sur le continent avec son amant Mortimer, achète des troupes en Flandre et en France, obtient les secours de son frère, Charles-le-Bel, renverse son mari, et le fait périr. Pour qu'on n'aperçût aucune trace de violence sur son corps, elle lui fit plonger un fer rouge dans les intestins (1326). Elle expia plus tard ce crime. Son fils Édouard III devenu grand, la tint toute sa vie dans une forteresse.

Les morts rapides des trois fils de Philippe-le-Bel, qui se succédèrent coup sur coup, semblaient approcher du trône son petit-fils Édouard III. Mais dès la mort de l'aîné, Louis-le-Hutin, qui ne laissait qu'une fille, on avait reconnu, par une interprétation forcée de la loi salique, qu'un homme seul pouvait régner sur la France. Philippe-le-Long fit prononcer cette exclusion contre la fille de son frère Louis-le-Hutin (1316), Charles-le-Bel contre celle de Philippe-le-Long (1322). A la mort de Charles (1328), son cousin Philippe de Valois fit exclure de même les filles de ses trois prédécesseurs, ainsi que la fille de Philippe-le-Bel, Isabeau, et son fils Édouard III. Isabeau, qui gouvernait encore au nom de son fils, n'avait garde de réclamer la France, lorsque déjà elle se maintenait avec peine en Angleterre, et quand Édouard se fut affranchi de sa mère, la guerre d'Écosse ajourna ses réclamations [1].

---

[1] 1315. Louis X. Mort de Marigny ; — expédition malheureuse de Louis X en Flandre : les Flamands forcent cependant leur comte à faire la paix. —

Louis X meurt, 1316. La reine accouche cinq mois après d'un fils qui meurt au bout de quatre jours. — PHILIPPE V LE LONG, 1316, d'abord régent, puis roi. — Les Albigeois, les Vaudois, les Begards ou Fraticelli, sont vivement poursuivis par les inquisiteurs en Languedoc, 1319. — Supplice d'un grand nombre de lépreux et de juifs. Paix avec la Flandre, 1320. Le roi garde Orchies, Lille et Douai. Il meurt, 1322, laissant quatre filles. — CHARLES IV LE BEL, 1322, confisque les biens des Lombards, fait pendre le seigneur de Casaubon, parent du pape Jean XXII. 1324, Conquête de l'Agenois et de la Guienne sur Édouard II, qui tardait à venir rendre hommage. Ces deux provinces lui sont restituées à la paix de 1325. Charles IV meurt, 1328. — La reine, après deux mois, accouche d'une fille. — PHILIPPE VI DE VALOIS, d'abord régent, puis roi.

CHAPITRE XIII.

Les Valois. Première période de la guerre des Anglais. 1328-1380.

En excluant les femmes de la couronne, la France se proclamait une monarchie militaire. En effet, l'avénement de Philippe de Valois est l'époque d'une sorte de réaction du principe militaire et féodal (1328). Le nouveau roi, ambitieux et guerrier, a besoin de la noblesse. Ses ennemis naturels sont les marchands de Flandre, auxquels la noblesse de France, malgré sa revanche de Mons en Puelle, ne peut encore pardonner Courtray. Ces Flamands viennent de chasser leur comte français, Louis de Nevers. Toute la noblesse de France prend les armes. Les gens d'Ypres et de Bruges, quoique abandonnés des Gantais, vinrent bravement jusqu'à Cassel. Ils avaient un coq sur leurs étendards, et disaient : « Le roi Cassel prendra, quand ce coq chantera. » Pressés de retourner à leurs affaires, ils risquèrent la bataille. Les Français furent encore surpris à table, comme à Mons en Puelle. Mais ils eurent le temps de se remettre. Les Flamands succombaient sous le poids des armures dont ils étaient affublés; ils s'étaient avisés de porter à pied de lourdes cuirasses de cavaliers, à l'envi de la noblesse.

Philippe VI. 1328-1350.

B. de Cassel.

C'était certainement alors un grand roi que le roi de

France. Il venait de replacer la Flandre sous le joug français. Il avait reçu l'hommage du roi d'Angleterre pour ses provinces françaises. Ses cousins régnaient à Naples et en Hongrie. Il protégeait le roi d'Écosse. Il avait autour de lui comme une cour de rois, ceux de Navarre, de Majorque, de Bohême. Le dernier, le fameux Jean de Bohême, de la maison de Luxembourg, dont le fils fut empereur sous le nom de Charles IV, déclarait ne pouvoir vivre qu'à Paris, *le séjour le plus chevaleresque du monde*. Il voltigeait par toute l'Europe, mais revenait toujours à la cour du grand roi de France. Il y avait là une fête éternelle, toujours des joûtes, des tournois, la réalisation des romans de chevalerie, le roi Arthur et la table ronde.

Puissance de Philippe VI.

Rien pourtant n'était au fond moins chevaleresque que la politique de Philippe de Valois. Il avait commencé par dispenser les seigneurs de payer leurs dettes. Il avait essayé de s'emparer de la Bretagne, en donnant au duc l'Orléanais en échange; mais les Bretons ne se laissèrent pas donner. Philippe fit du moins épouser à son neveu, Charles de Blois, la jeune héritière de Bretagne. Il avait encore bien d'autres projets; il eût voulu chasser Édouard III de ses provinces de France, le détrôner en Angleterre, et ceindre la couronne impériale. Sa conduite à l'égard de l'Empereur était singulièrement machiavélique. Tout en négociant avec lui, il empêchait le pape de l'absoudre. Le pape était son sujet, son esclave, il le gouvernait par la crainte. Il avait menacé Jean XXII de le faire poursuivre comme hérétique par l'université de Paris. Benoît XII avoua en pleurant aux ambassadeurs impériaux que le roi de France l'avait menacé de le traiter plus mal que ne l'avait été Boniface VIII, s'il absolvait l'Empereur. Le même pape se défendit avec peine contre une nouvelle demande de Philippe, qui eût assuré sa toute-puissance et l'abaissement de la papauté. Il voulait que le pape lui donnât pour trois ans la disposition de tous les bénéfices de France, et pour dix le droit de lever des décimes de la croisade par toute la chrétienté. Devenu collecteur de cet impôt universel, Philippe eût partout envoyé ses agens, et

peut-être enveloppé l'Europe dans le réseau de l'administration et de la fiscalité française.

Le premier signal de la résistance contre cette puissance menaçante partit de la ville de Gand. Les Gantais, qui sans doute se repentaient de n'avoir pas soutenu ceux d'Ypres et de Bruges à la bataille de Cassel, se soulevèrent, et prirent pour chef un brasseur, nommé Jacquemart Arteveld. Soutenu par les corps des métiers, principalement par les foulons, Arteveld organisa dans la Flandre une vigoureuse tyrannie. Son allié naturel était Édouard III. Mais les Flamands hésitaient à se liguer avec l'ennemi du royaume, à déclarer la guerre à leur suzerain. Ils s'étaient même engagés à payer deux millions de florins au pape s'ils attaquaient le roi de France : ils craignaient de payer. Arteveld, pour les tirer de leur hésitation, décida Édouard à se porter lui-même pour roi de France (1339). Arteveld.

L'intérêt du roi d'Angleterre était de brusquer la guerre; celui du roi de France de la faire traîner en longueur. Plus riche et plus puissant, il voulait user, ruiner son ennemi. On le vit pendant six années refuser constamment la bataille à Édouard, même à ses moindres lieutenans, et cela, lorsqu'il avait une armée immense, où se trouvaient quatre rois, six ducs, trente-six comtes, quatre mille chevaliers. Cette guerre ignoble, qui mangeait les peuples et déshonorait la France, n'eut dans cet intervalle d'autre événement que la défaite de la flotte française à l'Écluse (1340), et la résistance de Tournai contre Édouard.

Les deux concurrens se faisaient en Bretagne une guerre moins directe, mais plus sérieuse. Ce que l'Écosse était pour Édouard, la Bretagne l'était pour Philippe, un obstacle, une guerre intérieure, un mal domestique. Il voulait y établir son neveu, Charles de Blois, qui avait épousé Jeanne, fille du dernier duc. Mais le candidat des Bretons était l'oncle de Jeanne, Jean de Montfort, descendu par sa mère de ces Montfort qui avaient exterminé les Albigeois, et introduit les communes anglaises dans le Parlement. Cette rude Bretagne fut comme un terrain mixte, une *marche*, un *border*, Guerre de Bretagne.

où les chevaliers des deux partis allaient aux aventures. Ce qu'il y eut de romanesque, c'est que les deux concurrens, Jean et Charles, furent tour-à-tour prisonniers, et que leurs femmes, Jeanne de Montfort et Jeanne de Blois, soutinrent des sièges et commandèrent les armées. Le parti français fut singulièrement affaibli par la barbarie impolitique de Philippe de Valois, qui attira à Paris les principaux seigneurs de Bretagne, et les fit décapiter sous prétexte de trahison (1344).

La prolongation de la guerre, et le besoin de nouvelles ressources donnèrent lieu en 1346 au premier signe de vie nationale. Les États obtinrent du roi le redressement de quelques abus. L'humiliation de ses armes le rendait plus docile. Cette année même, Édouard, qui voulait transporter une armée en Guyenne, fut poussé par le vent en Normandie. N'y trouvant aucun obstacle, il prit Caen, Louviers, et poussa ses ravages jusque dans l'Ile-de-France, jusqu'à Saint-Cloud, jusqu'à Boulogne, à la vue même de Paris.

Crécy. 1346. Il était impossible pour Philippe de se refuser au combat. Il rassembla en un instant huit mille cavaliers et soixante mille fantassins, entre autres six mille archers génois, et chaque jour il lui venait des renforts. Édouard eut beaucoup de peine à faire retraite au milieu d'un pays ennemi, à passer tant de rivières, lorsque partout les ponts étaient coupés ou gardés. Parvenu à Crécy, il se trouvait serré de si près, son armée souffrait tant dans cette retraite rapide, qu'il s'arrêta et fit face. Le roi de France, irrité de cette insolence, marche à lui, et ordonne l'attaque, sans vouloir entendre que la corde des arcs est trempée de pluie et ne peut faire aucun service. Les archers génois réclament, et le roi ordonne aux gens d'armes qu'on leur passe sur le ventre pour aller à l'ennemi.

Le roi d'Angleterre au contraire ne comptait point sur ses gens d'armes. Il n'avait presque que des fantassins, douze mille Gallois, six mille Irlandais, dix mille archers anglais. Cette armée, qui se composait en tout de trente-deux mille hommes, appartenait donc à ces races, si long-temps opprimées par les rois normands d'Angleterre. Les Anglais même

qui combattaient à pied avec l'arc, étaient certainement des gens du peuple, c'est-à-dire des descendans des vaincus, des hommes de race bretonne et saxonne. La bataille de Crécy ne fut point celle de l'Angleterre contre la France, mais du peuple anglais contre la noblesse française. Le peuple vainquit. Les Français laissèrent sur la place onze princes, quatre-vingts seigneurs bannerets, douze cents chevaliers. Édouard s'empara l'année suivante de Calais; Philippe n'amena une nouvelle armée devant cette ville que pour la voir prendre (1347). Édouard voulait la punir de sa résistance; elle fut sauvée par le dévoûment d'Eustache de Saint-Pierre et des bourgeois qui vinrent, la corde au cou, se mettre à la discrétion du vainqueur. Calais, repeuplé par les Anglais, fut pendant trois siècles une porte ouverte à l'étranger; l'Angleterre fut comme rejointe au continent; il n'y eut plus de détroit. La perte d'une ville si importante ne fut pas compensée par l'acquisition de Montpellier et du Dauphiné que fit peu après Philippe de Valois. L'effroyable peste de 1348 fit quelque temps surseoir à la guerre. Froissard en dit un seul mot : « Dans ce temps une maladie que l'on nomme épidémie courait, dont bien la tierce partie du monde mourut. »

Calais. 1347.

Le fils de Philippe de Valois, Jean-le-Bon (1350), suivit ses traces, se livra comme lui à la noblesse, fut battu comme lui. Plus l'esprit de la chevalerie s'effaçait, plus on s'efforçait d'en faire revivre la forme. Jean prit pour modèle le plus léger, le plus prodigue des souverains de cet âge, le roi Jean de Bohême. Ce roi aventurier avait eu du moins le mérite de se faire tuer pour la France à la bataille de Crécy. Jean de Bohême, aveugle et octogénaire, entendant dire que les choses allaient mal, fit attacher son cheval à ceux de deux de ses chevaliers; tous trois ensemble se lancèrent à travers les Anglais, et y trouvèrent la mort. Cet héroïsme aveugle fut imité de Jean-le-Bon; il institua l'ordre de l'Étoile, dont les chevaliers juraient de ne pas reculer de quatre arpens.

Jean. 1350-1364.

Le nouveau roi, dominé par un favori, Charles d'Espagne, fait tuer sur un soupçon, le connétable d'Eu, principal conseiller de son père. Le favori devient connétable, et obtient encore du

roi un comté qui appartenait au jeune roi de Navarre, Charles-le-Mauvais, que Jean avait déjà dépouillé de la Champagne. Ce prince, qui descendait d'une fille de Louis-le-Hutin, associa désormais sa cause à celle d'Édouard III, qui soutenait aussi le droit des femmes à la couronne de France. Il fit assassiner Charles d'Espagne, et conspira contre Jean, qui l'emprisonna et mit à mort ses complices (1354).

États-génér. 1355. Jean, voulant s'assurer d'une armée régulière, avait imaginé d'offrir une solde aux seigneurs; celle d'un chevalier bannèret était de quarante sols par jour. Ces fiers barons se ravalèrent ainsi au rang des soldats mercenaires. Pour soutenir cette dépense énorme, l'altération des monnaies, la vente des monopoles, la persécution des Lombards, tous les petits moyens ordinaires ne suffisent pas. Il fallut recourir aux États-généraux (1355). Sur les huit cents membres de ces États, il y eut quatre cents bourgeois. Ils établirent l'impôt du sel (gabelle), et la taxe sur les marchandises. Mais les nombreuses révoltes auxquelles les impôts donnèrent lieu, obligèrent d'y substituer bientôt l'impôt personnel. L'argent devait être versé entre les mains des trésoriers des États, qui se rassembleraient l'année suivante pour en examiner l'emploi. Avec cet argent, on devait lever cent cinquante mille hommes pour terminer la guerre d'un seul coup.

Poitiers. 1356. Elle fut terminée en effet, mais d'une manière déplorable. Le prince Noir, fils du roi d'Angleterre, se jeta en France par la Guyenne, avec la même étourderie que son père en 1346. Il s'en tira avec le même bonheur. Parvenu à Poitiers avec huit mille hommes, il se voit en face de Jean qui en avait cinquante mille. Il offre à Jean de céder tout ce qu'il a conquis. Jean veut le faire prisonnier, et tombe lui-même entre ses mains. Cette fois, la noblesse ne se fit pas tuer comme à Courtray et à Crécy; elle se laissa prendre, et elle ruina la France pour payer sa rançon (1356).

Marcel. Cette dégradation de la noblesse mit le pouvoir aux mains des bourgeois. Le prévôt de Paris, Étienne Marcel, fortifia la ville et arma le peuple. Le dauphin Charles, régent pendant la captivité de son père, assemble les États du nord de

la France (langue d'oil). Ces États s'emparent de l'administration. Ils ordonnent que tout homme soit armé, que les prévôts et vicomtes soient élus, qu'un conseil des notables soit créé au-dessus de tous les officiers du roi, etc. Le dauphin essaie d'éluder ces demandes, les bourgeois assiégent son palais, et Marcel fait massacrer ses favoris à ses pieds. Toute la noblesse se retire des États; les bourgeois seuls y restent. Marcel voulait, dit-on, transférer la couronne au roi de Navarre, et lui ouvrir les portes de Paris, lorsqu'il fut assassiné par les partisans du dauphin (1358). Arteveld venait de périr à Gand (1345), Rienzi à Rome. (1354).

Ainsi échoua la tentative des bourgeois pour gouverner la France. Les villes, si rapprochées en Flandre, étaient en France éloignées les unes des autres, et trop diverses d'esprit pour s'entendre et former corps. Quoique plusieurs eussent reçu de Marcel le chaperon bleu et blanc des Parisiens, elles ne s'unirent pas étroitement avec Paris. L'esprit communal dominait encore l'esprit national. C'est pour Calais, et non pour la France, qu'Eustache de Saint-Pierre se dévoua. Ce qui le prouve, c'est qu'il demanda et obtint d'Édouard la permission de rentrer dans la ville, et se fit Anglais.

Jaquerie.

Les États-généraux du quatorzième siècle n'étaient pas vraiment généraux. Les villes y étaient représentées, mais non les campagnes. Celles-ci se soulevèrent pendant l'insurrection parisienne, mais ces deux faits furent étrangers l'un à l'autre. Les bourgeois ne se souciaient pas plus que les nobles de la misère du paysan. Celui-ci, que la noblesse appelait *Jacques bonhomme*, prit les armes, et après d'horribles excès, il fut écrasé. La cavalerie des gentilshommes domina victorieusement les campagnes, battit les routes, affama les villes, les bourgeois furent obligés de se soumettre aussi bien que les paysans. Toutefois, cette horrible guerre avait rendu un service à la France. Elle avait éveillé la conscience nationale par l'excès des maux. Les villes avaient tenté un premier essai de liberté, et le peuple même des campagnes jusque-là muet, s'était révélé, au moins par un horrible cri de douleur (1358).

Charles V. 1364-1380.

L'Angleterre, en tenant le roi et les seigneurs, avait cru tenir la France. Elle s'aperçut qu'il ne lui manquait qu'une chose, la nation. Pour étreindre une telle nation, l'Anglais avait les bras trop courts. Ne pouvant l'embrasser, il essaya de la mutiler, de la ruiner. Il demanda d'abord la moitié, puis le tiers du royaume en toute souveraineté (Calais et toute l'Aquitaine); de plus, trois millions d'écus d'or, comme rançon du roi. Le régent, qui lui-même fut bientôt roi, ne refusa rien, promit, jura, paya (1360, traité de Bretigni; 1364, avénement de Charles V). Celui-ci était un jeune homme maladif, peu guerrier, mais grand clerc; il fonda la Bibliothèque royale, et s'enfuit le premier à la bataille de Poitiers. Ainsi, en Allemagne, au chevaleureux Jean de Bohême avait succédé le pacifique et politique Charles IV. Notre Charles V assoupit la France, qui ne demandait pas mieux après tant d'efforts. Il substitua des assemblées de notables aux États-généraux, les prévôtés royales au gouvernement des communes. Il se fia peu aux nobles, aux troupes féodales; il acheta plutôt des soldats mercenaires, mieux disciplinés et plus braves. Les meilleurs étaient les Bretons et leur fameux chef, Duguesclin. La guerre de Bretagne ayant fini à la bataille d'Auray par la mort de Charles de Blois et le triomphe de Montfort (1365), les Bretons ne savaient plus que faire chez eux, et se vendaient à bon marché.

Duguesclin.

Quant aux Anglais, Charles V observa et attendit. En 1368, lorsqu'ils étaient affaiblis par leurs succès mêmes, amollis et soûlés des délices du Midi, lorsque le vieil Édouard s'endormait avec ses maîtresses, que son fils Lionel mourait d'indigestion en Italie, et que à Bordeaux le prince Noir languissait, selon quelques-uns, des mêmes excès, alors le roi de France se moqua d'eux, et les envoya défier par un marmiton. Le prince Noir s'était engagé à soutenir le roi de Castille, don Pedro-le-Cruel, le meurtrier de tous ses parens, l'ami des juifs et des Maures. Duguesclin, emmenant avec lui les soldats mercenaires qui pillaient la France, réussit à établir sur le trône de don Pedro, son frère bâtard Henri de Transtamare (1370), qui devint le plus fidèle allié des

Français contre l'ennemi commun. En France, les Anglais, partout battus, finirent par ne plus avoir que Bordeaux, Bayonne et Calais. Par deux fois ils envoyèrent une forte armée, qui traversa tout le pays, de Calais en Bourgogne, et de là en Guyenne. Charles les laissa faire ; il défendit à ses généraux de hasarder aucune bataille. Les Anglais trouvaient partout les villes bien fermées, bien gardées, ne rencontraient rien, ni hommes, ni vivres, et périssaient de misère dans leur promenade triomphale ; ils arrivaient à Bordeaux, sans chevaux, sans habit, haves et affamés. Il est vrai que la désolation des campagnes était effroyable ; tous les villages étaient en feu. La fumée venait jusqu'à l'hôtel de Saint-Paul, où se tenait le roi clos et tranquille avec ses livres, ses clercs, et ses hommes de loi, qui lui écrivaient alors contre les papes le fameux *Songe du Vergier*. Quand on lui montrait l'incendie. « Laissez faire, disait-il, avec toutes ces fumées, ils ne m'ôteront pas mon héritage. »

Ce gouvernement froidement cruel finissait pourtant par mettre le peuple contre lui. La fin du règne de Charles V (1379-1380) fut marquée par trois grandes révoltes, celles du Languedoc, de la Flandre et de la Bretagne. Le roi avait confisqué cette dernière province sur Jean de Montfort, et y avait établi la gabelle. Son connétable Duguesclin y imposa vingt sols par feu, y rétablit la servitude de main-morte, et défendit les affranchissemens.

CHAPITRE XIV.

Seconde période de la guerre des Anglais. La Pucelle. 1380-1453.

Résultat de la guerre des Anglais.

L'APPARENTE restauration de la France par Charles V ne pouvait guérir aucun de ses maux. L'Angleterre s'était, il est vrai, détournée de la France vers l'Espagne; aux mercenaires on avait opposé des mercenaires; mais la guerre était toujours imminente. La disproportion des besoins et des ressources restait la même. On eut plus rarement recours à l'altération des monnaies : cette forme timide de banqueroute ne rapportait pas assez; on y substitua des impôts; impôts terribles, meurtriers, qui arrachaient au peuple le pain de la bouche; la famine du jour payait la fête du lendemain. Aussi, de grandes, de sanglantes révoltes, d'atroces justices du peuple.

Toutefois, au milieu de ces tragédies, la France commençait à se connaître, à prendre conscience de soi. Une guerre immense mêlait les populations de toutes les provinces. La nation ne pouvait encore être une; du moins elle ne fut plus guère divisée qu'en deux moitiés que séparait la Loire. La dualité du Midi et du Nord, qui s'était fait sentir au treizième siècle dans la guerre religieuse des Albigeois, se représenta sous la forme politique avec les Armagnacs et les Bourguignons.

Dans ces révolutions nouvelles, il n'y eut plus de vaines tentatives, plus de républiques communales, plus d'États soi-disant généraux. Au-dessus de l'esprit local s'éleva l'esprit national. La nationalité s'éveilla par la haine de l'étranger. La vie ne fut plus seulement dans les villes, les campagnes y participèrent. Le paysan comprit qu'il était Français, et il délivra la France. Ce que n'avaient pu faire ni les nobles, ni les bourgeois, ni les armées mercenaires, le paysan le fit. Le peuple des campagnes, qui, dans la jaquerie, avait apparu comme une bête sauvage, se fit homme, se transfigura, s'idéalisa dans la Pucelle d'Orléans. Elle prononça ce mot touchant, le premier peut-être où se soit produit le sentiment national : « Le cœur me saigne quand je vois le sang d'un Français. »

C'est l'Angleterre qui apprend à la France à se connaître elle-même. Elle est son guide impitoyable dans cette douloureuse initiation ; c'est le démon qui la tente et l'éprouve, qui la pousse l'aiguillon dans les reins, par les cercles de cet enfer de Dante qu'on appelle l'histoire du quatorzième siècle : l'épreuve n'est pas terminée au quinzième. Il faut descendre d'un degré encore pour frapper le fond, et remonter. Au moment où l'injustice est consommée, où l'Anglais se fait roi, alors la France se sent France ; elle proteste devant Dieu qu'elle n'a pas mérité de périr. Cette protestation ne peut sortir ni des grands, ni du roi, ni des villes : tous sont souillés ; elle sort du peuple, du peuple des campagnes, d'une femme, d'une vierge, de la Pucelle.

A la mort de Charles V, il y avait en France ce qui eût suffi pour perdre dix royaumes. D'abord, trois oncles, trois rois au nom d'un enfant : Anjou, Berry, Bourgogne. Bourgogne était comme un souverain indépendant ; Anjou voulait l'être, et pillait la France pour acheter l'Italie. Pendant que Charles V expirait, le duc d'Anjou volait son trésor. L'avènement du petit Charles VI (1380) fut inauguré par l'établissement d'un nouvel impôt. Mais on savait si bien que le peuple était déjà poussé au dernier terme de sa patience, qu'on n'osait faire proclamer cette taxe. Un homme monta à

Charles VI. 1380-1422.

cheval, sonna de la trompette, et quand les curieux s'assemblèrent, il dit le mot fatal, et s'enfuit à toute bride à travers les pierres qui volaient et les malédictions.

Maillotins.

On y revint deux fois sans tirer un sol du peuple. Ils avaient pillé l'arsenal, et s'étaient armés, faute de mieux, de maillets de plomb. On ménagea ces *maillotins*, en attendant qu'on pût les punir. La Flandre était en feu. Gand, dit-on, communiquait avec Paris. Reims, Châlons, Orléans, Blois, Beauvais, attendaient le succès des Flamands pour massacrer la noblesse. Liège et la Hollande étaient pour Gand. La Flandre française ne bougeait pas. Bruges était trop jalouse de Gand. Ypres l'abandonna au moment du danger. Mais les Gantais seuls étaient trente mille hommes armés; maillets, piques, chapeaux de fer, gants de cuir de baleine, rien ne manquait à leur équipement. Ils étaient conduits par Philippe Arteveld, qui était encore plus populaire que son père, qui rendait mieux ses comptes, et qui avait appelé les petites gens au conseil. Les siens l'obligèrent de combattre à Rosebecque (1382). L'énorme bataillon carré des fantassins flamands fut peu à peu refoulé sur lui-même à coups de lances par la gendarmerie française. Une foule d'hommes périrent étouffés; presque aucun d'eux ne pouvait se servir de ses armes. Paris aussi bien que Gand fut vaincu à Rosebecque. Au retour, les oncles du roi lui ôtèrent ses franchises, brisèrent les chaînes dont on barrait les rues, déclarèrent tous les biens des bourgeois confisqués, et les forcèrent de composer un à un.

Rosebecque. 1382.

État de l'Europe.

Sous cette tyrannie, la France semblait encore le premier État de l'Europe. Elle seule avait quelque ordre, quelque unité. Le grand schisme déchirait l'Église depuis 1377. L'Allemagne flottait au hasard sous un empereur ivre (Wenceslas). Naples était tour-à-tour prise et reprise par Duras et Anjou. L'Angleterre, sous les oncles de Richard II (1377), était ruinée par leurs folles entreprises sur l'Espagne. Richard eut ses maillotins, et bien plus terribles (1381). Comme son aïeul Édouard II, il épousa une princesse française (1395), et périt comme lui (1400). Son cousin, Henri de Lan-

castre, qu'il avait exilé, revint, le détrôna, le fit égorger.

Cette révolution devait amener tôt ou tard le renouvellement de la guerre; et le roi depuis quelques années était tombé en démence. Ce jeune prince avait montré, au milieu de son goût effréné pour la dépense et les plaisirs, un peu de douceur et d'humanité. Il venait d'éloigner ses oncles du gouvernement, et par le conseil de son frère, le duc d'Orléans, de rappeler les ministres de Charles V, Bureau de la Rivière, Jean de Noviant, Clisson, etc. Les oncles, les grands en général, haïssaient ces parvenus, ces *marmousets* (il les appelait ainsi). Le duc de Bretagne avait essayé de faire assassiner le connétable, et refusait de livrer l'assassin. Le roi marche contre lui; une apparition le trouble dans la forêt du Mans, il devient fou furieux, et retombe au pouvoir de ceux qui l'entourent. Désormais tout dépendra du hasard qui mettra la personne du roi entre les mains de tel ou tel. La France est jouée à pair ou non. Chacun va disposer à son tour de cette main royale, dont le seing est devenu depuis un siècle une arme si terrible. Quand il reviendra à lui, le roi déplorera, dans ces courts intervalles, son asservissement et les ordres qu'il aura signés, mais il retombera bientôt dans le même état de faiblesse et de dépendance.

Rivalité des ducs de Bourgogne et Orléans.

Les deux rivaux étaient alors le duc de Bourgogne et le duc d'Orléans, frère du roi. Le premier était le plus riche prince de la chrétienté; il possédait la Flandre. Il y joignit plus tard le Brabant; et son fils Jean-sans-Peur épousa l'héritière du Hainault et de la Hollande. A la puissance, ce fils joutа la gloire. Sa croisade, qui fut la dernière, l'illustra, [illegible]oique malheureuse. Les Turcs, sous Bajazet-l'*Éclair*, envahissaient l'Europe. Le sultan avait juré, dit-on, de faire manger l'avoine à son cheval sur l'autel de Saint-Pierre de Rome. L'Empereur, roi de Hongrie, Sigismond, implorait des secours. La noblesse de France partit sous les ordres de Jean-sans-Peur. Tous furent tués ou pris à Nicopolis (1396), et il en coûta d'énormes rançons. Ce fut une glorieuse défaite, dont on ne pouvait accuser qu'un excès de bravoure. Jean-sans-Peur succéda peu après à son père.

Son rival, Louis d'Orléans, était un beau jeune prince, galant, adoré des femmes, qui protégeait les doctes et encourageait les arts; le tout aux dépens du trésor public. Il avait épousé, pour son argent, la fille du riche duc de Milan, Valentine Visconti; aimable et vertueuse épouse, qui, par un doux ascendant, soumettait le furieux Charles VI, son beau-frère, aux volontés du duc d'Orléans. Le peuple accusait de magie et d'empoisonnement la pauvre Italienne, et son mari lui faisait de continuelles infidélités. Elle, douce et résignée, lui élevait son bâtard Dunois parmi ses enfans. Louis d'Orléans, tout entier aux plaisirs et aux fêtes, n'avait qu'un souci, l'argent. Il lui arriva de faire établir un impôt, et la nuit de forcer le trésor avec une bande de gens armés pour en enlever le produit. Il s'était arrangé avec les faux monnayeurs, et partageait avec eux.

Jean-sans Peur.

Jean-sans-Peur avait plus d'ambition. Il se voyait plus puissant encore que son père (mort en 1404). L'un de ses frères était duc de Limbourg et de Brabant, l'autre, comte de Nevers; de ses trois sœurs, la première était mariée au fils du comte de Hainaut, la seconde à Frédéric d'Autriche, la troisième au duc de Savoie. Toute cette puissance l'encourageait à la plus grande entreprise qu'on pût faire alors, reprendre Calais sur l'Anglais; c'est celle qui immortalisa le grand Guise. Le duc d'Orléans retint l'argent destiné aux frais de l'expédition; elle manqua (1406). Jean revint à Paris, la honte et la rage dans le cœur. Il y trouva son rival qui se vantait d'avoir obtenu les bonnes graces de la duchesse de Bourgogne. Alors Jean résolut sa mort. Un soir qu'il rentrait de chez la reine où il avait soupé, fort gai, chantant, se battant la cuisse de son gant (c'était Vieille-Rue-du-Temple, au coin de la porte Barbette), des hommes d'armes fondent sur lui, et le hachent en morceaux (1407).

Jean quitta d'abord Paris, mais revint en force; non content d'avouer le crime, il voulut qu'on lui en sût gré, et fit prononcer, par le docteur de Sorbonne, Jean Petit, en présence de toute la cour, une longue et pédantesque apologie qu'on parut goûter, mais qui fit horreur. Ce qui le releva

bien plus dans l'esprit du peuple, c'est qu'il remporta peu après sur les Liégeois une grande et sanglante victoire, où ils laissèrent vingt-cinq mille hommes sur le carreau. Ce fut la plus sanglante bataille du quinzième siècle (1408).

Les Armagnacs.

Malgré sa victoire sur Liége, le duc de Bourgogne était très populaire dans les villes de France du Nord; son père avait commencé cette popularité en refusant de prendre part dans un impôt oppressif. Le parti du jeune Charles d'Orléans fut en général celui de la noblesse. Il épousa la fille du comte d'Armagnac, le plus puissant seigneur des Pyrénées, tandis que le duc de Bourgogne unissait sa famille par des mariages avec les maisons d'Anjou et de Penthièvre. Le parti d'Orléans, recruté principalement dans le Midi, fut soutenu par les vieilles haines de races qui subsistaient depuis le treizième siècle. Les Méridionaux prirent la revanche de la guerre des Albigeois. Les soldats gascons rançonnaient et torturaient les paysans des environs de Paris; ils leur coupaient le nez et les oreilles, et les renvoyaient avec dérision en leur disant : « Allez vous plaindre à votre fainéant de roi; allez cherchez » votre captif, votre idiot. »

Toutefois, l'appui du Midi ne suffisait pas au parti d'Armagnac (ce nom est déjà plus exact que celui d'Orléans). Il eut recours à l'Angleterre (1411). Les deux partis courtisèrent à l'envi l'ennemi de la France. Les Armagnacs lui offraient de démembrer le royaume, de lui en donner la moitié pour gouverner l'autre. Le duc de Bourgogne finit aussi par faire des offres aux Anglais. Mais d'abord il essaya de s'appuyer sur le peuple, sur le petit peuple des villes. A Paris, il était soutenu par les bouchers, riches familles qui avaient à leurs ordres des centaines de valets, gens brutaux, féroces, habitués au sang. Le chef du parti fut l'écorcheur Caboche; orateur, Jean de Troyes, chirurgien ou barbier; c'était alors la même chose, les barbiers faisaient les saignées (1413). Ce parti sanguinaire, qui fraternisait avec Gand et autres grandes villes, fut d'abord l'instrument du duc de Bourgogne, plus tard son maître. Les gentilshommes du duc ne furent plus que des recors au service des Cabochiens : lui-même fut

Cabochiens.

obligé un jour de toucher dans la main au bourreau Capeluche. Ce qu'il y avait de bizarre, c'est que ces hommes féroces se piquaient de moralité. Ils firent solennellement des remontrances au dauphin sur la corruption de ses mœurs, après avoir égorgé ses favoris à ses pieds.

L'excès même des violences amenant la réaction, on opposa les charpentiers aux bouchers. Paris ouvrit ses portes aux Armagnacs, et ne s'en trouva pas mieux. Au lieu des violences du peuple, on eut l'insolence des seigneurs et les vexations des Méridionaux, dont on n'entendait pas même la langue. Les deux partis étaient donc également discrédités, la France ruinée, désarmée, sous un roi fou, lorsqu'on apprit que les Anglais recommençaient la guerre, et que le jeune Henri V était débarqué à Honfleur (1415).

La violence d'Henri V s'était annoncée de bonne heure dans les emportemens de sa folle jeunesse; puis la rage du plaisir s'était tournée en rage d'ambition et de guerre. Son père vivait encore qu'il enleva la couronne de son chevet; le mourant lui arrêta la main. Dès qu'il eut sur la tête cette couronne, il voulut encore y mettre celle de France. Il se fit immédiatement donner de l'argent par le Parlement, rassembla une petite armée, et se jeta sur le continent (1415). Arrêté d'abord cinq semaines au siége d'Harfleur, cette armée diminuait chaque jour; la gloutonnerie, l'abus des fruits surtout, ayant mis la dyssenterie dans le camp, il mourut une foule de soldats; plusieurs des grands se trouvèrent si malades, qu'ils retournèrent en Angleterre. Le reste devait périr, s'il y eût eu une seule tête d'homme dans tous les conseils de la France. La noblesse de tous les partis était accourue et s'était rangée sous les ordres du connétable d'Albret, l'un des chefs du parti Armagnac. Le duc de Bourgogne lui-même y laissa aller ses deux frères. Henri avait entrepris de passer d'Harfleur à Calais, mais les Français lui ayant coupé le chemin à Azincourt, il se trouva aussi embarrassé qu'Édouard III à Crécy, et le prince Noir à Poitiers. Il offrait de rendre Harfleur et de renoncer à toutes ses prétentions sur la France. Le sage connétable choisit pour développer une armée, dont

Azincourt. 1415.

la cavalerie faisait la force, une plaine étroite, un champ nouvellement labouré et profondément détrempé par la pluie. Les chevaux y restaient comme pris au piége, et ne pouvaient bouger. Les archers anglais n'eurent que la peine de bien viser ces masses immobiles; ils les criblèrent à leur aise. Tous les grands seigneurs de France appelaient eux-mêmes les Anglais pour se rendre, et passaient derrière leurs rangs la tête nue. Au milieu de cette triste manœuvre, Henri vit arriver un nouveau corps français; il s'effraya d'avoir tant de prisonniers derrière lui, et ordonna qu'on égorgeât ces hommes désarmés, à qui il avait promis la vie. Parmi ceux qui furent épargnés, se trouvait le jeune duc d'Orléans, qui vieillit captif en Angleterre.

Le comte d'Armagnac, resté seul des chefs de son parti, se fit connétable, grand-maître des finances, disons mieux, roi de France. Mais le peuple garda rancune à ce parti qui avait si mal défendu l'honneur du pays. Pendant qu'Armagnac régnait à Paris, on apprenait chaque jour quelque conquête d'Henri V. Cet Anglais faisait la guerre avec une barbarie inouie dans ce siècle barbare. A chaque prise de place, il fallait que quelques bourgeois vinssent, la corde au cou, implorer le vainqueur. Mais avec Henri, ce n'était pas une vaine cérémonie; il lui fallait du sang. L'impopularité des Armagnacs augmentant avec les malheurs de la guerre, les Bourguignons revinrent. Tous ceux de leur parti, qui avaient été bannis, rentrèrent dans Paris, altérés de vengeance. La populace se jeta avec eux dans les prisons, et fit un horrible massacre des Armagnacs prisonniers (1418). Le connétable, le chancelier, six évêques, y périrent avec plusieurs magistrats. L'année suivante, il y eut encore un semblable massacre sous les yeux de la reine; dénoncée, exilée pour ses déréglemens, par les Armagnacs, elle s'était livrée aux Bourguignons. Elle persista dans leur parti, même contre son fils. Massacres des Armagnacs.

Ces massacres firent horreur au duc de Bourgogne lui-même; il se vit à la merci de la populace qu'il semblait diriger. Il ne demandait pas mieux que de faire la paix; mais ce Meurtre de Jean-sans-Peur. 1419.

n'était pas le compte des Armagnacs, qui disposaient du dauphin. Cette réconciliation le leur eût enlevé. Ils attirèrent le duc de Bourgogne à l'entrevue du pont de Montereau, et l'y assassinèrent sous les yeux de leur jeune prince (1419).

Le fils de Jean-sans-Peur, Philippe-le-Bon, s'unit aux Anglais pour venger son père. En cela, il fit plus qu'il ne voulait. Henri V, maître du duc de Bourgogne, maître de Charles VI, se fit signer par le prince idiot un traité qui lui donnait la fille du roi, et la France après lui (1420). L'Anglais siégea royalement à l'hôtel de Saint-Paul et à Vincennes, il signa je ne sais combien d'actes, fit à son gré justice et grace. Sa mort, qui eut lieu deux mois avant celle de Charles VI (1422), sembla ne rien changer aux affaires des Anglais. Ses deux frères, Bedford et Glocester, régnèrent au nom d'Henri VI enfant. Bedfort était un homme de tête. Malgré les secours d'Écosse que reçut le nouveau roi de France, Charles VII, il maintint la supériorité des armes anglaises (batailles de Crevant et de Verneuil). Les Anglais, affermis dans le Nord, voulaient forcer la barrière de la Loire. Charles allait être attaqué dans son royaume du Midi. Promené par ses conseillers, loin du théâtre de la guerre, de Tours à Amboise et d'Amboise à Chinon, le jeune *roi de Bourges* semblait résigné au partage. Il avait son Parlement, son Université à Poitiers. Le connétable de Richemont venait de ramener la Bretagne dans son parti. Il avait de braves chefs, les Dunois, les La Hire, les Xaintrailles, les Barbazan. Cependant les Anglais venaient d'investir Orléans. Cette ville forcée, ils allaient déborder dans tout le Midi. Les meilleurs capitaines de Charles VII essayèrent en vain d'y introduire des vivres. Ils n'y gagnèrent qu'une défaite; ce fut l'ignoble *bataille des Harengs*.

Henri V, 1422.

Misère universelle.

A nulle époque certainement la France n'était descendue si bas. La misère, la dépopulation, étaient au comble; la férocité des soldats fabuleuse. Rappelons seulement cet orme de Vaurus, dont les branches, en guise de fruits, portaient des cadavres; et cette malheureuse femme grosse qu'ils y attachèrent pendant une nuit d'hiver pour être mangée des

loups. Les loups prenaient possession du pays. Hors des villes et bourgs fortifiés, il n'y avait plus de maison debout, de Laon jusqu'en Allemagne.

Ce qui était plus triste encore, s'il est possible, c'étaient les signes de langueur morale, d'épuisement, de découragement, que présentait partout la société. Le quatorzième siècle avait commencé par Dante, Bocace et Pétrarque, le quinzième devait finir par l'invention de l'imprimerie et la découverte de l'Amérique. Mais l'époque où nous sommes parvenus (1428) n'offrait nul avenir, nulle perspective, nulle grande idée qui consolât le genre humain au milieu de ses maux. L'art et la science semblaient atteints d'une même caducité. La littérature chevaleresque avait tari. Les poèmes avaient cédé la place aux fabliaux. Le gothique en décadence sacrifiait peu à peu la beauté au précieux des détails; l'architecture maniérée et subtile devenait une scholastique de pierres. La logique avait usé la théologie et la littérature. La triste victoire des universités sur la papauté n'avait rien produit. Le concile de Constance n'avait rien réformé, rien édifié. La France, l'humanité sans espoir, s'asseyait et croisait les bras dans ce profond découragement, qui paraît d'une manière si triste dans les livres de Jean Gerson.

Ce que Gerson entrevit dans son *Imitation de Jésus-Christ*, c'est que ni les savans, ni les puissans, n'étaient en état de donner au monde une vie nouvelle, de le remettre en train de marcher. Une telle vie ne recommence que par la simplicité du cœur, par l'héroïsme des ames simples : c'était là l'unique remède pour la patrie comme pour le monde, pour la société comme pour la science.

Jeanne d'Arc. 1429.

En 1429, lorsque rien ne semblait pouvoir soustraire Orléans aux Anglais, une jeune fille, Jeanne d'Arc, de Domremi, près Vaucouleurs (frontière de Champagne et Lorraine), se présente au roi à Chinon, et déclare qu'elle délivrera Orléans. Elle se fait croire et respecter de cette cour corrompue et moqueuse. On lui donne des armes, mais son arme, c'est le drapeau de Jésus-Christ. Elle entre dans Orléans aux chants des prêtres. Les Anglais n'osent l'arrêter. En un mois

elle les chasse de leurs forts et leur fait lever le siége (8 mai 1429). Elle leur enlève encore Baugency, fait prisonniers Suffolck et Talbot; puis elle prend le roi par la main, et, à travers toute la France anglaise, elle le mène à Reims où il est sacré.

Elle eût voulu retourner alors à son village; mais on ne le permit pas. Elle croyait elle-même que sa mission était finie. En défendant Compiègne, elle tomba entre les mains des Bourguignons qui la livrèrent aux Anglais. Ceux-ci crurent expliquer leurs défaites en la faisant brûler comme sorcière; leur diabolique orgueil le voulait ainsi. Ils la firent juger par une cour ecclésiastique qui, malgré sa bonne volonté, ne savait comment trouver en ses paroles de quoi la condamner. Elle répondait avec un sens et une douceur admirables. On lui demandait si elle ne disait pas aux chevaliers qui portaient des étendards semblables au sien, qu'ils seraient heureux à la guerre : « Non, répondit-elle; je disois : Entrez hardiment parmi les Angloys, et j'y entrois moi-même. » Cette monstrueuse procédure, ou les formes furent violées autant que l'équité, n'avait pu amener qu'une condamnation à la réclusion perpétuelle. Ce n'est pas là ce qu'il fallait aux Anglais. Ils trouvèrent moyen, par un infame guet-à-pens, de la faire brûler comme relapse (1431).

Expulsion des Anglais. 1453.

La sorcière brûlée, le charme devait être brisé; mais les affaires des Anglais n'en allèrent pas mieux. Glocester avait mis contre eux le duc de Bourgogne en épousant l'héritière de Hainaut et de Hollande, et lui disputant cette succession. L'insolence des Anglais allait jusqu'à dire « qu'on enverrait le duc boire de la bière en Angleterre. » Ce fut lui qui les y renvoya. Il se réconcilia à Arras avec le roi de France, se fit donner tout ce qu'il voulut, l'Auxerrois, le Boulonnais, les villes de la Somme, c'est-à-dire la barrière de la France du côté du nord (1435). La guerre traîna encore près de vingt ans. D'une part les oncles d'Henri se disputaient le pouvoir. Les Anglais s'accusaient les uns les autres, comme il arrive aux vaincus. (Voy. *le Précis d'Histoire moderne.*) De l'autre, les seigneurs français complotaient contre l'autorité royale,

avant même que le territoire fût délivré (Praguerie, 1440). Le dauphin, qui s'était d'abord lié avec eux, fut plus utile au royaume, en menant contre les Suisses les soldats d'aventure dont la France ne savait plus que faire; ces mercenaires périrent en grand nombre à la bataille de Saint-Jacques. La guerre d'Angleterre finissait vers la même époque par le mariage d'Henri VI avec Marguerite d'Anjou (1445). Le pacifique Henri, subjugué par sa brillante épouse, ne fit dès lors la guerre que malgré lui. La Normandie fut reprise (1449-1450). Bordeaux, toujours flottant entre les deux partis, fut la dernière place qui tint pour les Anglais (1451-1453). Le vieux Talbot, le héros de ces guerres, mourut la même année au combat de Castillon, et la guerre de cent ans finit avec lui.

Calais seul resta aux Anglais. Charles VII ne songea point à l'attaquer. D'après son malheureux traité avec le duc de Bourgogne, il n'eût pu reprendre cette place que pour la lui donner. Le duc de Bourgogne, établi dans la Picardie par le traité d'Arras, et récemment enrichi des successions de Hollande, Hainaut, Namur et Brabant qui unissaient dans sa main toute la Belgique, était désormais l'adversaire et le rival du roi de France [1].

---

[1] *Administration.*— De la fin du treizième au milieu du quinzième siècle, il y eut trois grands centres permanens d'administration :

1° Le grand Conseil; 2° le Parlement; 3° La Chambre des comptes.

Il y eut de plus des corps temporaires. 1° Les États-généraux prenant accidentellement la place du grand Conseil; 2° des Commissions judiciaires prenant accidentellement la place du Parlement.

1° Grand conseil. — Le grand Conseil réuni autour du roi, est le centre d'où part tout le mouvement administratif; il élit sénéchaux, baillis, juges, gardes des eaux et forêts, reçoit toutes les requêtes (vingt maîtres des requêtes, etc.), rend en certains cas des jugemens sans appel; enfin discute toutes les ordonnances royales.

États-généraux.— Sous saint Louis, bourgeois appelés au Conseil; sous Philippe IV, fréquent appel de bourgeois des bonnes villes. — 1302. États-généraux ou réunion des barons, des évêques et des députés des villes; ils ne durent qu'un jour; 1308, seconds États-généraux de Tours pour le procès des

templiers. Ces assemblées, fort courtes et accidentelles, sont sans influence sur le gouvernement général du royaume. États de 1328, consultés par Philippe VI sur les monnaies ; de 1345, sur les impositions, etc.

La décadence des communes, les priviléges accordés aux villes de bourgeoisies, les progrès du commerce et de l'industrie, augmentent le nombre et l'importance des bourgeois, qui s'organisent en corporations et s'habituent aux armes : sur eux pèsent tous les impôts; les falsifications des monnaies ruinent leur commerce. Sous les Valois, les souffrances de la bourgeoisie augmentent avec l'accroissement des dépenses ; ses plaintes éclatent aux états de 1355, et, pour la première fois, la royauté s'humilie devant ses réclamations. Aux États de 1356, il y a presque révolution; le gouvernement passe pour quelque temps aux mains des bourgeois; mais ces députés, appelés tout-à-coup aux affaires, ne peuvent trouver les remèdes : maîtres un moment de l'autorité, ils en usent sans prudence, et leurs violences attachent une idée défavorable au nom de ces grandes réunions. Charles réunit encore une fois les États-généraux pour leur faire rejeter le traité signé à Londres par le roi Jean ; mais dès lors il évite de les convoquer, et leur substitue des assemblées de notables désignés par ses propres officiers. La population trop isolée encore pour comprendre une représentation nationale, préfère elle-même des assemblées de provinces, de cités. Les États-généraux ne reparaîtront que sous la minorité de Charles VIII.

2° Parlement.—Dans chaque souveraineté féodale deux Cours de justice : 1° Cour de baronnie, présidée par le suzerain ; 2° Justice seigneuriale, administrée par un délégué du suzerain (præpositus, prévôt). La Cour de baronnie du roi est, ou la Cour des pairs (depuis Philippe-Auguste), ou son Conseil, composé de hauts seigneurs, laïcs et ecclésiastiques, et de légistes, qui y restent dans une position inférieure. Le domaine et l'autorité du roi s'étendant de jour en jour, les appels, les cas royaux se multiplient ; on peut venir *en la cort le roi par resort*, *par apel*, *defaute de droit*, *faus jugement*, *recreance vèe*, *grief*, *par veer le droit de sa cort*. Établiss., ch. XV, l. II. Le Conseil est contraint de se diviser. Une partie reste chargée de l'administration du royaume (Grand Conseil); l'autre, où se trouvent surtout les légistes, doit se réunir à la Toussaint, à la Chandeleur, à Pâques et à l'Ascension, pour juger les procès. Cette partie du Conseil retient le nom de Parlement, qui désignait jadis toute espèce de réunion. (Les registres du Parlement commencent à l'année 1255.) Le Parlement étant composé de membres du Conseil, délibère quelquefois sur des actes d'administration. — Le Parlement est réorganisé et fixé à Paris par Philippe IV, 1291-1302. Son importance croissante ; il remplace la haute Cour féodale du roi ; les pairs y sont jugés.

Au temps de la guerre contre les Anglais sous les Valois, l'ouvrage des légistes est achevé, la feodalité est vaincue ; les rois n'ont plus besoin des

légistes; le Parlement se renferme dans ses fonctions judiciaires. Au quatorzième siècle son importance politique est nulle. Jusqu'à Charles VI les juges étaient nommés pour chaque session; mais en 1379, on oublie cette formalité. — 1401. Les membres du Parlement seront élus par le Parlement lui-même; en 1467, ils seront inamovibles. — Sous Charles V, premières remontrances sur la réforme des abus dans l'administration de la justice; sous Charles VI, deux autres remontrances, étrangères à la politique. — 1482. Le Parlement s'oppose à un maximum des grains; il est tout prêt d'arriver à l'existence politique, car le duc d'Orléans lui demande la régence de Charles VIII; enfin, pendant la captivité de François Ier, il restreint les pouvoirs de la régente.

Commissions judiciaires. — Le Parlement, corps permanent, avec des formes de procédures lentes et régulières, présentait au moins quelque garantie aux accusés. Aussi, pour les procès politiques, nomme-t-on fréquemment des Commissions judiciaires. En 1278, Pierre de la Brosse; en 1301, Bernard Saisset; 1307, les templiers; sous Louis X, Raoul de Presles, Enguerrand de Marigny, sont cités devant des juges chargés à l'avance de les condamner. Sous Jean, la royauté a tellement grandi, qu'elle ne prend plus la peine de nommer des Commissions; le roi fait de sa propre autorité exécuter le connétable d'Eu, le comte d'Harcourt, etc., et emprisonner le roi de Navarre. Toutefois les Commissions reparaîtront plus tard.

3° Chambre des comptes. — Elle vérifie toutes les recettes et les dépenses, a autorité sur tous les gens de finance, contre lesquels elle peut rendre des arrêts. — Elle commence à se former sous Louis IX, son importance croît sous l'administration toute fiscale de Philippe IV, de ses fils et des premiers Valois. Philippe VI, partant pour la guerre de Flandre, lui donne pouvoir d'exercer, pendant son absence, presque toutes les prérogatives royales.

Cour des aides. — L'établissement de la Cour des Aides après la bataille de Poitiers, fut un démembrement de la Chambre des Comptes.

Au-dessous de ces trois grands centres d'action du gouvernement, sont les baillis qui réunissent les fonctions judiciaires, financières, administratives et quelquefois militaires. Jusqu'aux Valois, ils correspondent directement avec le grand Conseil, la Chambre des Comptes et le Parlement, mais quand on réunit plusieurs bailliages pour former une province, ils sont soumis au gouverneur de la province (officier royal ou prince apanagiste).

Les baillis transmettent leur autorité judiciaire à des prévôts, assistés de jugeurs, auditeurs et sergens. — Pour les impôts, ils les reçoivent des mains des receveurs des bourgs et villes, font les dépenses nécessaires, et transmettent le reste aux trésoriers de France. Comme chefs dans leurs bailliages de l'administration civile, ils ont une foule d'agens pour les gardes des

foires, des bois, des eaux, pour les péages et les douanes établies par Philippe VI.

Série chronologique des différentes acquisitions territoriales faites par les rois de France, depuis Hugues Capet jusqu'à la mort de Charles VII.—Hugues Capet était en 987 seigneur de l'Ile-de-France, comte de Paris et d'Orléans. —(Robert parvient, 1016, après plusieurs guerres, à faire reconnaître son fils Henri comme duc de Bourgogne). — 1055. Le comté de Sens fait échute à la couronne par la mort du dernier seigneur. — 1079. Donation faite par le comte d'Anjou du Gatinais. — 1082. Simon, dernier comte du Vexin, meurt sans postérité; son comté est réuni à la couronne. — 1100. Vicomté de Bourges vendue à Philip e Ier pour soixante mille sols d'or. — 1112. Louis VI tenant en prison le sire du Puiset, quand mourut son oncle le comte de Corbeil, la force de renoncer à cet héritage. — Après 1118, réunion de la châtellenie de Montlhéri (par défaut de postérité. — 1182. Cession par le comte de Flandre du comté d'Amiens. — 1185. Cession du Vermandois par le comte de Flandre. — 1200. Le comté d'Évreux cédé par Amaury III à Philippe II, est, en 1307, aliéné par Philippe IV.—Après 1203, réunion du comté de Meulent, le dernier seigneur étant mort sans héritier.—1204. Conquête de la Normandie, qui, en 1361, est réunie à perpétuité à la couronne; de l'Anjou et du Maine, qui, en 1246, sont donnés à Charles comte de Provence; du comté d'Alençon, cédé en 1268 à Pierre, cinquième fils de saint Louis. — 1205. Conquête du Berri et du Poitou. Le Poitou, donné à différentes époques en apanage, est réuni à la couronne par Charles VII, qui le possédait étant dauphin. — 1212. Confiscation du comté de Boulogne, aliéné en faveur de Philippe Hurepel. — 1226. Soumission à Louis VIII de Carcassonne et d'Alby cession, en 1247, du comté de Carcassonne. — 1226. Le comté du Perche, séquestré par Louis VIII, est cédé en toute propriété à saint Louis, qui le donne à son fils Pierre. — 1239. Alix, comtesse de Macon, vend ce comté à saint Louis pour dix mille livres; aliéné en 1339 en faveur de Jean, comte de Poitiers, réuni en 1416; cedé de nouveau à Philippe-le-Bon, en 1435, il fut définitivement réuni à la couronne à la mort de Charles-le-Téméraire, 1477.— 1271. Philippe III hérite de son frère Alphonse, le comté de Toulouse, réuni à la couronne en 1361. — 1292. La seigneurie de Beaugenci vendue à Philippe-le-Bel, réunie au domaine quelque temps après. — 1305. Louis-le-Hutin succède à sa mère dans les comtés de Brie et Champagne, définitivement unis à la couronne en 1361, et dans le royaume de Navarre, cédé en 1335 à Philippe d'Évreux.—1308. Réunion du comté de la Marche, qui entra plus tard dans la maison de Bourbon.—1313. Réunion par traité, de Lyon, jusque-là dépendante de l'Empire.—1336. Confiscation sur Édouard III du comté de Ponthieu, repris en 1369 sur les Anglais, avec promesse aux habi-

tans de ne pas l'aliéner. — 1344. Achat du comté de Viennois, pour cent vingt mille florins d'or, réuni à l'avénement de Louis XI. — 1349. Achat du Dauphiné et de la seigneurie de Montpellier, réunie en 1382. — 1351. Le comté de Dreux, aliéné par Louis VI en 1132, rentre définitivement dans le domaine, après 1351 par arrêt du Parlement. — 1404. Louis II de Châlons vend le comté d'Auxerre, pour trente-cinq mille sept cent cinquante liv. — 1424. Les comtés de Valentinois et de Diois, cédés par testament à Charles VII, sont incorporés au Dauphiné. — 1443. Réunion du comté de Comminges. — Charles VII reprend le comté de Guines aux Anglais. — Charles VII reprend la Guienne aux Anglais.

CHAPITRE XV.

Louis XI. Ruine des maisons de Bourgogne, Anjou et Bretagne. 1461-1494.

État de la France.

Lorsque la retraite des Anglais permit à la France de se reconnaître, les laboureurs descendant des châteaux et des villes fortes où la guerre les avait enfermés, retrouvaient leurs champs en friche et leurs villages en ruine. Les compagnies licenciées continuaient d'infester les routes et de rançonner le paysan. Les seigneurs féodaux, qui venaient d'aider Charles VII à chasser les Anglais, étaient rois sur leurs terres, et ne reconnaissaient aucune loi divine ni humaine. Un comte d'Armagnac s'intitulait *comte par la grace de Dieu*, faisait pendre les huissiers du Parlement, épousait sa propre sœur, *et battait son confesseur quand il refusait de l'absoudre*. L'on avait vu pendant trois ans le frère du duc de Bretagne demander du pain aux passans par les barreaux de sa prison, jusqu'à ce que son frère le fit étrangler.

Puissance des grands vassaux.

C'est vers le roi que se tournaient les espérances du pauvre peuple, c'est de lui qu'il attendait quelque soulagement à sa misère. Le système féodal qui, au dixième siècle, avait été le salut de l'Europe, en était devenu le fléau. Ce système semblait reprendre son ancienne force depuis les guerres des Anglais. Sans parler des comtes d'Albret, de Foix, d'Armagnac

et de tant d'autres seigneurs, les maisons de Bourgogne, de Bretagne et d'Anjou, le disputaient à la maison royale de splendeur et de puissance.

Le comté de Provence, héritage de la maison d'Anjou, était une espèce de centre pour les populations du Midi, comme la Flandre pour celles du Nord; elle joignait à ce riche comté l'Anjou, le Maine et la Lorraine, entourant ainsi de tous côtés les domaines du roi. L'esprit de l'antique chevalerie semblait s'être réfugié dans cette famille : le monde était plein des exploits et des malheurs du roi Réné et de ses enfans. Pendant que sa fille Marguerite d'Anjou soutenait dans dix batailles les droits de la Rose rouge, Jean de Calabre, son fils, prenait, perdait le royaume de Naples, et mourait au moment où l'enthousiasme des Catalans le portait au trône d'Aragon. Des espérances si vastes, des guerres si lointaines, annulaient en France la puissance de cette maison. Le caractère de son chef était d'ailleurs peu propre à soutenir une lutte opiniâtre contre le pouvoir royal. Le bon Réné, dans ses dernières années, ne s'occupait guère que de poésie pastorale, de peinture et d'astrologie. Lorsqu'on lui apprit que Louis XI lui avait pris l'Anjou, il peignait une belle perdix grise, et n'interrompit point son travail.

Le véritable chef de la féodalité était le duc de Bourgogne. Ce prince, plus riche qu'aucun roi de l'Europe, réunissait sous sa domination des provinces françaises et des états allemands, une noblesse innombrable, et les villes les plus commerçantes de l'Europe. Gand et Liége pouvaient mettre chacune quarante mille hommes sur pied. Mais les élémens qui composaient cette grande puissance étaient trop divers pour bien s'accorder. Les Hollandais ne voulaient point obéir aux Flamands, ni ceux-ci aux Bourguignons. Une implacable haine existait entre la noblesse des châteaux et le peuple des villes marchandes. Ces fières et opulentes cités mêlaient avec l'esprit industriel des temps modernes la violence des mœurs féodales. Dès que la moindre atteinte était portée aux priviléges de Gand, les doyens des métiers sonnaient la cloche de Roland, et plantaient leurs bannières dans le marché. Alors,

le duc montait à cheval avec sa noblesse, et il fallait des batailles et des torrens de sang.

Forces du roi. Le roi de France, au contraire, était soutenu par les villes. Dans ses domaines, les petits étaient bien mieux protégés contre les grands. C'était un bourgeois, Jacques Cœur, qui lui avait prêté l'argent nécessaire pour reconquérir la Normandie. Partout le roi réprimait la licence des gens de guerre. Dès 1441, il avait débarrassé le royaume des *compagnies*, en les envoyant contre les Suisses qui en firent justice à la bataille de Saint-Jacques. En même temps, il fondait le parlement de Toulouse, étendait le ressort du parlement de Paris, malgré les réclamations du duc de Bourgogne, et limitait toutes les justices féodales. En voyant un d'Armagnac exilé, un d'Alençon emprisonné, un bâtard de Bourbon jeté à la rivière, les grands apprenaient qu'aucun rang ne mettait au-dessus des lois. Une révolution si heureuse faisait accueillir avec confiance toutes les nouveautés favorables au pouvoir monarchique. Charles VII créa une armée permanente de quinze cents lances, institua la milice des francs-archers, qui devaient rester dans leurs foyers et s'exercer aux armes les dimanches; il mit sur les peuples une taille perpétuelle sans l'autorisation des États-généraux, et personne ne murmura (1445).

Les grands eux-mêmes concouraient à augmenter le pouvoir royal, dont ils disposaient tour-à-tour. Ceux qui ne gouvernaient point le roi se contentaient d'intriguer auprès du dauphin et de l'exciter contre son père. Tout changea de face lorsque Charles VII succomba aux inquiétudes que lui donnait son fils, retiré en Bourgogne (1461). Aux funérailles du roi, Dunois dit à toute la noblesse assemblée : « Le roi notre maître est mort; que chacun songe à se pourvoir. »

Louis XI. 1461. Louis XI n'avait rien de ce caractère chevaleresque en faveur duquel les Français pardonnaient tant de faiblesses à Charles VII. Il aimait les négociations plus que les combats, s'habillait pauvrement, et s'entourait de petites gens. Il prenait un laquais pour héraut, un barbier pour gentilhomme de la chambre, appelait le prévôt Tristan *son compère*. Dans

son impatience d'abaisser les grands, il renvoie, dès son arrivée, tous les ministres de Charles VII; il ôte aux seigneurs toute influence dans les élections ecclésiastiques, en abolissant la Pragmatique; irrite le duc de Bretagne, en essayant de lui ôter les droits régaliens; le comte de Charolais, fils du duc de Bourgogne, en rachetant à son père les villes de la Somme, et en voulant lui retirer le don de la Normandie; enfin il mécontente tous les nobles en ne tenant nul compte de leurs droits de chasse, l'offense la plus sensible peut-être pour un gentilhomme de ce temps.

Ligue du bien public.

Les grands n'éclatèrent pas avant que l'affaiblissement du duc de Bourgogne eût mis toute l'autorité entre les mains de son fils, le comte de Charolais, depuis si célèbre sous le nom de Charles-le-Téméraire. Alors le duc Jean de Calabre, le duc de Bourbon, le duc de Nemours, le comte d'Armagnac, le sire d'Albret, le comte de Dunois, et beaucoup d'autres seigneurs, se liguèrent *pour le bien public* avec le duc de Bretagne et le comte de Charolais. Ils s'entendirent, par leurs envoyés, dans l'église de Notre-Dame de Paris, et prirent pour signe de ralliement une aiguillette de soie rouge. A cette coalition presque universelle de la noblesse, le roi essaya d'opposer les villes, et surtout Paris. Il y abolit presque toutes les aides, se composa un conseil de bourgeois et de membres du Parlement et de l'Université; il confia la reine à la garde des Parisiens, et voulut qu'elle fît ses couches dans leur ville, *la ville du monde qu'il aimait le mieux*. Il y eut peu d'ensemble dans l'attaque des confédérés. Louis XI eut le temps d'accabler le duc de Bourbon. Le duc de Bretagne ne joignit l'armée principale qu'après la bataille de Montlhéri. On avait si bien oublié la guerre depuis l'expulsion des Anglais, qu'à l'exception d'un petit nombre de corps, chaque armée s'enfuit de son côté. Alors le roi entama des négociations insidieuses, et la dissolution imminente de la ligue décida les confédérés à traiter (à Conflans et à Saint-Maur, 1465). Le roi leur accorda toutes leurs demandes; à son frère, la Normandie, province qui faisait à elle seule le tiers des revenus du roi; au comte de Charolais, les villes de la Somme; à tous les autres,

des places fortes, des seigneuries et des pensions. Pour que le *bien public* ne parût pas entièrement oublié, on stipula, pour la forme, qu'une assemblée de notables y aviserait. La plupart des autres articles ne furent pas exécutés plus sérieusement que le dernier; le roi profita d'une révolte de Liége et de Dinant contre le duc de Bourgogne, pour reprendre la Normandie; fit annuler par les états du royaume (à Tours, 1466) les principaux articles du traité de Conflans, et força le duc de Bretagne à renoncer à l'alliance du comte de Charolais, devenu duc de Bourgogne.

Entrevue de Péronne, 1468.

Louis XI, qui espérait encore apaiser ce dernier à force d'adresse, alla lui-même le trouver à Péronne (1468). Il y était à peine, que le duc apprit la révolte des Liégeois soulevés contre lui par les agens du roi de France. Ils avaient emmené prisonnier Louis de Bourbon, leur évêque, massacré l'archidiacre, et, par un jeu horrible, s'étaient jeté ses membres les uns aux autres. La fureur du duc de Bourgogne fut telle, que le roi craignit un instant pour sa vie. Il voyait dans l'enceinte du château de Péronne la tour où le comte de Vermandois avait fait autrefois périr Charles-le-Simple. Il en fut quitte à meilleur marché. Le duc se contenta de lui faire confirmer le traité de Conflans, et de l'emmener devant Liége pour voir ruiner cette ville. Le roi, de retour, ne manqua pas de faire annuler encore par les États tout ce qu'il venait de jurer.

Mort du duc de Guienne. 1472.

Alors se forma contre lui une confédération plus redoutable que celle du *bien public*. Son frère, à qui il venait de donner la Guienne, et les ducs de Bretagne et de Bourgogne, y avaient attiré la plupart des seigneurs auparavant fidèles au roi. Ils appelaient le roi d'Aragon, Juan II, qui réclamait le Roussillon, et le roi d'Angleterre, Édouard IV, beau-frère du duc de Bourgogne, qui sentait le besoin d'affermir son règne en occupant au dehors l'esprit inquiet des Anglais. Le duc de Bretagne ne dissimulait point les vues des confédérés. « J'aime tant le bien du royaume de France, disait-il, qu'au » lieu d'un roi j'en voudrais six. » Louis XI n'avait pas à espérer d'être soutenu cette fois par les villes, qu'il écrasait

d'impôts. La mort de son frère pouvait seule rompre la ligue : son frère mourut. Le roi, qui se faisait instruire des progrès de la maladie, ordonnait des prières publiques pour la santé du duc de Guienne, et faisait avancer des troupes pour s'emparer de son apanage. Il étouffa la procédure commencée contre le moine qu'on soupçonnait d'avoir empoisonné le prince, et fit répandre que le diable l'avait étranglé dans sa prison.

Descente d'Édouard IV 1475.

Débarrassé de son frère, Louis XI repoussa Juan du Roussillon, Charles-le-Téméraire de la Picardie, et s'assura de tous les ennemis qu'il avait dans le royaume (trève de Senlis, 1472). Mais le plus grand danger n'était point passé. Le roi d'Angleterre débarqua à Calais, en réclamant, comme de coutume, *son royaume de France*. La nation anglaise avait fait de grands efforts pour cette guerre. *Le roi*, dit Comines, *avait dans son armée dix ou douze hommes, tant de Londres que d'autres villes, gros et gras, qui étaient les principaux entre les communes d'Angleterre, et qui avaient tenu la main à ce passage, et à lever cette puissante armée.* Au lieu de recevoir les Anglais à leur arrivée, et de les guider dans ce pays où tout était nouveau pour eux, le duc de Bourgogne s'en était allé guerroyer en Allemagne. Cependant, le temps était mauvais; quoique Édouard *eût soin de faire loger en bonne tente les hommes des communes qui l'avaient suivi, ce n'était point la vie qu'ils avaient accoutumée, ils en furent bientôt las ; ils avaient cru qu'ayant une fois passé la mer, ils auraient une bataille au bout de trois jours.* Louis trouva le moyen de faire accepter au roi et à ses favoris des présens et des pensions, traita tous les soldats à table ouverte, et se félicita de s'être ainsi défait, pour quelque argent, d'une armée qui venait conquérir la France.

Guerre de Charles-le-Téméraire contre l'Allemagne.

Dès cette époque, il n'eut plus rien à craindre de Charles-le-Téméraire. Ce prince orgueilleux avait conçu le dessein de rétablir dans de plus vastes proportions l'ancien royaume de Bourgogne, en réunissant à ses états la Lorraine, la Provence, le Dauphiné et la Suisse. Louis XI se garda bien de l'inquiéter ; il prolongea les trèves, et *le laissa s'aller heurter*

contre l'Allemagne. En effet, le duc ayant voulu forcer la ville de Neuss de recevoir un des deux prétendans à l'archevêché de Cologne, tous les princes de l'Empire vinrent l'observer avec une armée de cent mille hommes. Il s'obstina une année entière, et ne quitta ce malheureux siége que pour tourner ses armes contre les Suisses.

Ce peuple de bourgeois et de paysans, affranchis depuis deux siècles du joug de la maison d'Autriche, était toujours haï des princes et de la noblesse. Louis XI, encore dauphin, avait éprouvé la valeur des Suisses à la bataille de Saint-Jacques, où seize cents d'entre eux s'étaient fait tuer plutôt que de reculer devant vingt mille hommes. Néanmoins, le sire d'Hagenbach, gouverneur du duc de Bourgogne dans le comté de Ferrette, vexait leurs alliés et ne craignait pas de les insulter eux-mêmes. *Nous écorcherons l'ours de Berne*, disait-il, *et nous nous en ferons une fourrure.* La patience des Suisses se lassa; ils s'allièrent avec les Autrichiens, leurs anciens ennemis, firent décapiter Hagenbach, et battirent les Bourguignons à Néricourt. Ils essayèrent d'apaiser le duc de Bourgogne; ils lui exposaient qu'il n'avait rien à gagner contre eux : *Il y a plus d'or*, disaient-ils, *dans les éperons de vos chevaliers, que vous n'en trouverez dans tous nos cantons.* Le duc fut inflexible. Ayant envahi la Lorraine et la Suisse, il prit Granson, et fit noyer la garnison qui s'était rendue sur sa parole. Cependant, l'armée des Suisses avançait : le duc de Bourgogne eut l'imprudence d'aller à sa rencontre, et de perdre ainsi l'avantage que la plaine donnait à sa cavalerie. Placé sur la colline qui porte encore aujourd'hui son nom; il les vit fondre du haut des montagnes, en criant : *Granson! Granson!* En même temps on entendait dans toute la vallée ces deux trompes d'une monstrueuse grandeur, que les Suisses avaient, disaient-ils, reçues autrefois de Charlemagne, et qu'on nommait le taureau d'Uri et la vache d'Underwalden. Rien n'arrêta les confédérés. Les Bourguignons essayèrent toujours inutilement de plonger dans cette forêt de piques qui s'avançait au pas de course. La déroute fut bientôt complète. Le camp du duc, ses canons, ses trésors,

Défaite de Granson. 1476.

tombèrent entre les mains des vainqueurs. Mais ceux-ci ne savaient pas tout ce qu'ils avaient gagné. L'un d'eux vendit pour un écu le gros diamant du duc de Bourgogne; l'argent de son trésor fut partagé sans compter, et mesuré à pleins chapeaux. Cependant, le malheur n'avait point instruit Charles-le-Téméraire. Trois mois après il vint attaquer les Suisses à Morat, et éprouva une défaite bien plus sanglante. Les vainqueurs ne firent point de prisonniers, et élevèrent un monument avec les ossemens des Bourguignons. *Cruel comme à Morat*, fut long-temps un dicton populaire parmi les Suisses (1476).

Défaite de Morat.

Cette défaite fut la ruine de Charles-le-Téméraire. Il avait épuisé ses bonnes villes d'hommes et d'argent; depuis deux ans il tenait ses gentilshommes sous les armes. Il tomba dans une mélancolie qui approchait du délire, laissant croître sa barbe et ne changeant plus de vêtement. Il s'obstinait à vouloir chasser de Lorraine le jeune Réné qui venait d'y rentrer. Ce prince, qui avait combattu pour les Suisses, qui se plaisait à parler leur langue, qui prenait quelquefois leur costume, les vit bientôt venir à son secours. Le duc de Bourgogne, réduit à trois mille homme, ne voulut point fuir *devant un enfant*, mais il avait lui-même peu d'espérance; au moment de combattre, l'italien Campo-Basso, auprès duquel Louis XI marchandait depuis long-temps la vie de Charles-le-Téméraire, arracha la croix rouge, et commença ainsi la défaite des Bourguignons (1477). Quelques jours après, on retrouva le corps du prince; on l'apporta en grande pompe à Nanci; Réné vint lui jeter de l'eau bénite, en lui prenant la main : *Beau cousin*, lui dit-il, *Dieu aie votre ame! vous nous avez fait moult maux et douleurs*. Mais le peuple ne voulut pas croire à la mort d'un prince qui depuis si long-temps occupait la renommée. On assurait toujours qu'il ne tarderait pas à reparaître; et, dix ans après, des marchands livraient gratuitement des marchandises, sous condition qu'on les leur paierait le double au retour du grand duc de Bourgogne.

De Nanci. 1477.

La chute de la maison de Bourgogne affermit pour toujours celle de France. Les possesseurs des trois grands fiefs,

Bourgogne, Provence, Bretagne, étant morts sans enfans mâles, nos rois démembrèrent la première succession (1477), recueillirent la seconde en vertu d'un testament (1481), et la troisième par un mariage (1491).

Guerre contre Maximilien.

D'abord, Louis XI espérait acquérir tout l'héritage de Charles-le-Téméraire, en mariant le dauphin à sa fille, Marie de Bourgogne. Mais les états de Flandre, las d'obéir aux Français, donnèrent la main de leur souveraine à Maximilien d'Autriche, depuis empereur et grand-père de Charles-Quint. Ainsi commença la rivalité des maisons d'Autriche et de France. Malgré la défaite des Français à Guinegate, Louis XI resta du moins maître de l'Artois et de la Franche-Comté, qui, par le traité d'Arras (1481), devaient former la dot de Marguerite, fille de l'archiduc, promise au dauphin (Charles VIII).

Charles VIII.

Lorsque Louis XI laissa le trône à son fils encore enfant, (1483), la France, qui avait tant souffert en silence, éleva la voix. Les États, assemblés en 1484 par la régente, Anne de Beaujeu, voulaient donner à leurs délégués la principale influence dans le conseil de régence; ne voter l'impôt que pour deux ans, au bout desquels ils seraient de nouveau assemblés; enfin, régler eux-mêmes la répartition de l'impôt. Les six *nations* entre lesquelles les États étaient divisés commençaient à se rapprocher, et voulaient se former toutes en pays d'États, comme le Languedoc et la Normandie, lorsqu'on prononça la dissolution de l'assemblée. La régente continua le règne de Louis XI par sa fermeté à l'égard des grands. Elle accabla le duc d'Orléans qui lui disputait la régence (guerre folle, 1485), et réunit la Bregne à la couronne, en mariant son frère à l'héritière de ce duché (1491). Ainsi fut accompli l'ouvrage de l'abaissement des grands. La France atteignit cette unité qui allait la rendre redoutable à toute l'Europe. Aux vieux serviteurs de Louis XI succède une génération jeune et ardente comme son roi. Impatient de faire valoir les droits qu'il a hérités de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples, Charles VIII apaise, à force d'argent, la jalousie du roi d'Angleterre, rend le Roussillon à Ferdinand-le-Catholique, à Maximilien l'Artois et la

Franche-Comté : il n'hésite point à sacrifier trois des plus fortes barrières de la France. La perte de quelques provinces importe peu au conquérant futur du royaume de Naples et de l'empire d'Orient[1].

---

[1] *Situation de la France à l'avénement de Louis XI.*—Trois grandes puissances féodales subsistent encore : la maison d'Anjou qui possède la Provence, l'Anjou, le Maine et la Lorraine; mais ses domaines sont trop isolés les uns des autres pour former une puissance redoutable ; d'ailleurs elle tourne toutes ses vues vers l'Italie et l'Espagne.

Le duc de Bretagne, dont les états plus compactes sont moins riches ; enfin le duc de Bourgogne, le plus riche et le plus puissant. Le traité d'Arras lui a donné l'Auxerrois, le Boulonnais et les villes de la Somme : il vient d'ajouter à la Flandre la Hollande, le Hainaut, Namur et le Brabant ; enfin il est maître de la Bourgogne et de la Franche-Comté. Mais ses états ne sont ni continus, ni homogènes. C'est à la fois un prince français et allemand. La Champagne empêche ses états de Bourgogne de toucher à ceux des Pays-Bas. — Les ducs de Bourgogne et de Bretagne et les mécontens de Guienne ne cessent d'appeler les Anglais. S'ils obtiennent la Normandie, ils seront maîtres de toutes les côtes occidentales du royaume. Indépendamment de ces grandes puissances, entre lesquelles le roi se trouve comme enfermé, il trouve encore des ennemis du côté de la Flandre, dans Saint-Pol ; du côté de la Bretagne, dans le duc d'Alençon.. Au centre dans le duc de Bourbon, lié avec les mécontens du midi.

Dans la France du sud-ouest (autrefois espagnole et anglaise), Bordeaux et la plupart des villes restent favorables aux Anglais ; la plupart des seigneurs tiennent pour la France. Puissantes maisons de Foix, d'Albret et d'Armagnac. Les Armagnacs, qui ont contribué à assujettir la Guienne au roi de France, veulent en vain la ramener sous la domination anglaise ou la rendre indépendante sous un frère du roi. — Le roi d'Aragon possède encore le Roussillon de ce côté des Pyrénées.

Le roi de France a des domaines compactes, des troupes réglées, et la haine du peuple contre les Anglais. Les villes se défient des grands plus que du roi. Reconnu pour la source de toute justice, il doit attirer toutes les juridictions seigneuriales dans celles de ses parlemens. Il a pour alliés l'Écosse et le Danemark contre l'Angleterre : la Castille, Gênes et Florence contre la maison d'Aragon ; les Liégeois, les Suisses et la maison d'Autriche contre le duc de Bourgogne. En outre les ducs de Milan et de Savoie. Louis XI consomme la ruine de la haute féodalité en réunissant neuf provinces à la couronne (Roussillon et Cerdagne, 1462 ; Picardie, Bourgogne, 1477 ; Provence, Maine, Anjou, 1481, Perche, Artois, Franche-Comté, 1482). Il limite la juridiction des seigneurs, et fonde le pouvoir monarchique dans l'orient.

attirait dans l'Italie. Il fut lui-même saisi d'étonnement et de terreur, lorsqu'il vit descendre du mont Genèvre (septembre 1494) cette armée formidable, qui, par la variété des costumes, des armes et des langues, semblait à elle seule l'invasion de toutes les nations de l'Europe : Français, Basques, Bretons, Suisses, Allemands, et jusqu'aux Écossais ; et cette invincible gendarmerie, et ces pesans canons de bronze que les Français avaient rendus aussi mobiles que leurs armées. Une guerre toute nouvelle commençait pour l'Italie. L'ancienne tactique, qui faisait succéder dans les batailles un escadron à l'autre, était vaincue d'avance par l'impétuosité française, par la froide fureur des Suisses. La guerre n'était plus une affaire de tactique. Elle devait être terrible, inexorable; le vainqueur ne comprenait pas même la prière du vaincu. Les soldats de Charles VIII, pleins de défiance et de haine contre un pays où ils craignaient d'être empoisonnés à chaque pas, massacraient régulièrement tous les prisonniers.

Savonarole.

A l'approche des Français, les vieux gouvernemens d'Italie s'écroulent d'eux-mêmes. Pise se délivre des Florentins; Florence, des Médicis. Savonarole reçoit Charles VIII comme le *fléau de Dieu*, envoyé pour punir les péchés de l'Italie. Alexandre VI, qui, jusque-là, négociait à la fois avec les Français, avec les Aragonais, avec les Turcs, entend avec effroi les mots de concile et de déposition, et se cache dans le château de Saint-Ange. Il livre en tremblant le frère de Bajazet II, dont Charles VIII croit avoir besoin pour conquérir l'empire d'Orient; mais il le livre empoisonné. Cependant, le nouveau roi de Naples, Alphonse II, s'est sauvé dans un couvent de Sicile, laissant son royaume à défendre à un roi de dix-huit ans. Le jeune Ferdinand II est abandonné à San-Germano, et voit son palais pillé par la populace de Naples, toujours furieuse contre les vaincus. Les gens d'armes français, ne se fatiguant plus à porter d'armures, poursuivent cette conquête pacifique en habit du matin, sans autre peine que d'envoyer leurs fourriers devant eux pour marquer les logemens. Bientôt les Turcs voient flotter les

fleurs-de-lis à Otrante, et les Grecs achètent des armes.

Les partisans de la maison d'Anjou, dépouillés depuis soixante ans, avaient cru vaincre avec Charles VIII. Mais ce prince, qui se souciait peu des services qu'ils avaient pu rendre aux rois provençaux, n'exigea aucune restitution du parti opposé. Il mécontenta toute la noblesse, en annonçant l'intention de restreindre les juridictions féodales, à l'exemple de celles de France. Il nomma des Français pour gouverneurs de toutes les villes et les forteresses, et décida ainsi plusieurs villes à relever les bannières d'Aragon. Au bout de trois mois les Napolitains étaient las des Français, les Français étaient las de Naples; ils avaient oublié leurs projets sur l'Orient. Ils étaient impatiens de revenir conter aux dames leurs brillantes aventures.

Fornovo, 1495.

Cependant une ligue presque universelle s'était formée contre Charles VIII. Il fallait qu'il se hâtât de regagner la France, s'il ne voulait être enfermé dans le royaume qu'il était venu conquérir. En redescendant les Apennins, il rencontra à Fornovo l'armée des confédérés, forte de quarante mille hommes; les Français n'étaient que neuf mille. Après avoir demandé inutilement le passage, ils le forcèrent, et l'armée ennemie, qui essaya de les arrêter, fut mise en fuite par quelques charges de cavalerie. Ainsi le roi rentra glorieusement en France, ayant justifié toutes ses imprudences par une victoire.

Mort de Savonarole.

Les Italiens, se croyant délivrés, demandèrent compte à Savonarole de ses sinistres prédictions. Son parti, celui des *Piagnoni* (Pénitens), qui avait affranchi et réformé Florence, vit tomber tout son crédit. Les amis des Médicis, qu'ils avaient poursuivis avec acharnement, le pape Alexandre VI, dont Savonarole attaquait les excès avec une extrême liberté, saisirent l'occasion de perdre une faction qui avait lassé l'enthousiasme mobile des Florentins. Un moine franciscain, voulant, disait-il, prouver que Savonarole était un imposteur, et qu'il n'avait le don ni des prophéties ni des miracles, offrit de passer avec lui dans un bûcher ardent. Au jour marqué, lorsque le bûcher était dressé, et tout le peuple dans

l'attente, les deux partis firent des difficultés, et une grande pluie qui survint mit le comble à la mauvaise humeur du peuple. Savonarole fut arrêté, jugé par les commissaires du pape, et brûlé vif. Lorsqu'on lui lut la sentence par laquelle il était retranché de l'Église : *De la militante*, répondit-il, espérant appartenir dès lors à l'Église triomphante (1498).

L'Italie ne s'aperçut que trop de la vérité de ses prophéties.

Louis XII, 1498.

Le jour même de l'épreuve du bûcher, Charles VIII mourait à Amboise, et laissait le trône au duc d'Orléans, Louis XII, qui joignait aux prétentions de son prédécesseur sur Naples, celle que son aïeule, Valentine Visconti, lui donnait sur le Milanais. Dès que son mariage avec la veuve de Charles VIII eut assuré la réunion de la Bretagne, il envahit le Milanais de concert avec les Vénitiens. Les deux armées ennemies étaient en partie composées de Suisses; ceux de Ludovic ne voulurent point combattre contre la bannière de leur canton, qu'ils voyaient dans l'armée du roi de France, et livrèrent le duc de Milan. Mais en reprenant le chemin de leurs montagnes, ils s'emparèrent de Bellinzona, que Louis XII fut obligé de leur céder, et qui devint pour eux la clef de la Lombardie. Le Milanais conquis, Louis XII, qui n'espérait pas conquérir le royaume de Naples malgré les Espagnols, partagea ce royaume avec eux par un traité secret. L'infortuné don Frédéric, qui régnait alors, appelle les Espagnols à son secours, et lorsqu'il a introduit Gonsalve de Cordoue dans ses principales forteresses, le traité de partage lui est signifié (1501). Cette odieuse conquête n'engendra que la guerre. Les deux nations se disputèrent la gabelle qu'on levait sur les troupeaux voyageurs qui passent, au printemps, de la Pouille dans l'Abbruzze; c'était le revenu le plus net du royaume. Ferdinand amusa Louis XII par un traité, jusqu'à ce qu'il eût envoyé des forces suffisantes à Gonzalve bloqué dans Barlette. L'habileté du *grand capitaine* et la discipline de l'infanterie espagnole l'emportèrent partout sur le brillant courage des gens d'armes français. La vaillance de Louis d'Ars et de d'Aubigny,

Partage du royaume de Naples.

les exploits de Bayard qui, disait-on, avait défendu un pont contre une armée, n'empêchèrent pas les Français d'être battus à Séminara, à la Cérignola, et d'être chassés pour une seconde fois du royaume de Naples par leur défaite du Garigliano (déc. 1505).

Mort d'Alex. VI 1503.

Cependant Louis XII était encore maître d'une grande partie de l'Italie; souverain du Milanais et seigneur de Gênes, allié de Florence et du pape Alexandre VI, qui ne s'appuyaient que sur lui, il étendait son influence sur la Toscane, la Romagne et l'État de Rome. La mort d'Alexandre VI et la ruine de son fils ne lui furent guère moins funestes que la défaite du Garigliano. Cette puissance italienne des Borgia, qui s'élevait entre les possessions des Français et celles des Espagnols, était comme la garde avancée du Milanais.

César Borgia mérita d'être l'idéal de Machiavel, non pour s'être montré plus perfide que les autres princes de cette époque : Ferdinand-le-Catholique eût pu réclamer; non pour avoir été l'assassin de son frère et l'amant de sa sœur : il ne pouvait surpasser son père en dépravation et en cruauté; mais pour avoir fait une science du crime, pour en avoir tenu école et donné leçons. Cependant le héros même du système lui donna, par son mauvais succès, un éclatant démenti. Allié de Louis XII, et gonfalonier de l'Église, il déploya pendant six ans toutes les ressources de la ruse et de la valeur. Il croyait travailler pour lui; il avait tout prévu, disait-il à Machiavel; à la mort de son père, il espérait faire un pape au moyen de dix-huit cardinaux espagnols nommés par Alexandre VI; dans les États romains, il avait gagné la petite noblesse, écrasé la haute; il avait exterminé les tyrans de Romagne; il s'était attaché le peuple de cette province, qui respirait sous son administration ferme et habile. Il avait tout prévu, hors le cas où il se trouverait malade à la mort de son père, et ce cas arriva. Le père et le fils, qui avaient, dit-on, invité un cardinal pour s'en défaire, burent le poison qu'ils lui destinaient. « Cet homme si prudent semble avoir perdu la tête, » écrivait alors Machiavel (14 novembre 1503).

Il se laissa arracher par le nouveau pape, Jules II, l'abandon de toutes les forteresses qu'il occupait, et alla ensuite se livrer à Gonzalve de Cordoue, croyant *que la parole des autres vaudrait mieux que la sienne* (lettre du 4 novembre). Mais le général de Ferdinand-le-Catholique, qui disait « que la toile » d'honneur devait être d'un tissu lâche, » l'envoya en Espagne, où il fut enfermé dans la citadelle de Medina del Campo.

Jules II.

Jules II poursuivit les conquêtes de Borgia avec des vues moins personnelles. Il voulait faire de l'État pontifical l'État dominant de l'Italie, délivrer toute la péninsule des *barbares*, et constituer les Suisses gardiens de la liberté italienne. Employant tour-à-tour les armes spirituelles et temporelles, ce pontife intrépide consuma sa vie dans l'exécution de ce projet contradictoire; on ne pouvait chasser les barbares qu'au moyen de Venise, et il fallait abaisser Venise pour élever l'Église au rang de puissance prépondérante de l'Italie.

D'abord Jules II voulut affranchir les Génois ses compatriotes, et encouragea leur révolte contre Louis XII. Les nobles, favorisés par le gouvernement français, ne cessaient d'insulter le peuple; ils marchaient armés de poignards, sur lesquels ils avaient fait graver : *Castiga-villano*. Le peuple se révolta, et prit un teinturier pour doge. Louis XII parut bientôt sous les murs avec une brillante armée; le chevalier Bayard gravit sans peine les montagnes qui couvrent Gênes, et il leur criait : « Ores, marchands, défendez-vous avec » vos aulnes, et laissez les piques et lances, lesquelles vous » n'avez accoutumées. » Le roi ne voulant pas ruiner une ville si riche, fit seulement pendre le doge et quelques autres, brûla les priviléges de la ville, et fit construire à la Lanterne une forteresse qui commandait l'entrée du port (1507).

Ligue de Cambrai, 1508.

La même jalousie des monarchies contre les républiques, des peuples pauvres encore contre l'opulence industrieuse, arma bientôt la plupart des princes de l'Occident contre l'ancienne rivale de Gênes. Le gouvernement de Venise avait su profiter des fautes et des malheurs de toutes les autres puissances; il avait gagné à la chute de Ludovic-le-More, à l'ex-

pulsion des Français de Naples, à la ruine de César Borgia. Tant de succès excitaient la crainte et la jalousie des puissances italiennes elles-mêmes, qui auraient dû souhaiter la grandeur de Venise. « Vos seigneuries, écrivait Machiavel » aux Florentins, m'ont toujours dit que c'étaient les Vénitiens qui menaçaient la liberté de l'Italie. » Dès l'an 1503, M. de Chaumont, lieutenant du roi dans le Milanais, disait au même ambassadeur : « On fera en sorte que les Vénitiens » ne s'occupent plus que de la pêche; quant aux Suisses, on » en est sûr. » Cette conjuration contre Venise, qui existait dès 1504 (Traité de Blois), fut renouvelée en 1508 (Ligue de Cambrai), par l'imprudence de Jules II, qui voulait à tout prix recouvrer quelques villes de Romagne. Le pape, l'Empereur et le roi de France offrirent au roi de Hongrie d'entrer dans la confédération pour reprendre la Dalmatie et l'Esclavonie. Il n'y eut pas jusqu'aux ducs de Savoie et de Ferrare, jusqu'au marquis de Mantoue, qui ne voulussent aussi porter un coup à ceux qu'ils avaient craints si longtemps. Les Vénitiens furent défaits par Louis XII à la sanglante bataille d'Aignadel (1509), et les boulets des batteries françaises volèrent jusqu'aux lagunes. Dans ce danger, le sénat de Venise ne démentit pas sa réputation de sagesse. Il déclara qu'il voulait épargner aux provinces les maux de la guerre, les délia du serment de fidélité, et promit de les indemniser de leurs pertes au retour de la paix. Soit attachement à la République, soit haine des Allemands, les paysans du Véronais se laissaient pendre plutôt que d'abjurer Saint-Marc, et de crier vive l'Empereur. Les Vénitiens battirent le marquis de Mantoue, reprirent Padoue, et la défendirent contre Maximilien, qui l'assiégea avec cent mille hommes. Le roi de Naples et le pape, dont les prétentions étaient satisfaites, se reconcilièrent avec Venise, et Jules II, ne songeant plus qu'à chasser les *barbares* de l'Italie, tourna sa politique impétueuse contre les Français.

Sainte ligue.

Les projets du pape n'étaient que trop favorisés par l'économie mal entendue de Louis XII, qui avait réduit les pensions des Suisses, et qui ne leur permettait plus de s'appro-

visionner dans la Bourgogne et le Milanais. On sentit alors la faute de Louis XI, qui, en substituant aux francs archers l'infanterie mercenaire des Suisses, avait mis la France à la discrétion des étrangers. Il fallut remplacer les Suisses par des landsknechts allemands, qui furent rappelés par l'Empereur la veille de la bataille de Ravenne. Cependant le pape avait commencé la guerre; il appellait les Suisses en Italie, et faisait entrer dans la *sainte ligue* contre la France Ferdinand, Venise, Henri VIII et Maximilien (1511-1512). Tandis que Louis XII, ne sachant s'il peut sans péché se défendre contre le pape, consulte des docteurs, et assemble un concile à Pise. Jules II assiége la Mirandole en personne, se loge sous le feu de la place, au milieu de ses cardinaux tremblans, et y fait son entrée par la brèche.

Gaston de Foix.

L'ardeur de Jules II, la politique des alliés, furent un instant déconcertées par la courte apparition de Gaston de Foix, neveu de Louis XII, à la tête de l'armée française. Ce jeune homme de vingt-deux ans arrive en Lombardie, remporte trois victoires en trois mois, et meurt, laissant la mémoire du général le plus impétueux qu'ait vu l'Italie. D'abord il intimide ou gagne les Suisses et les fait rentrer dans leurs montagnes; il sauve Bologne assiégée, et s'y jette avec son armée à la faveur de la neige et de l'ouragan (7 février); le 18, il était devant Brescia, reprise par les Vénitiens; le 19, il l'avait forcée; le 11 avril, il périssait vainqueur à Ravenne. Dans l'effrayante rapidité de ses succès, il ne ménageait ni les siens, ni les vaincus. Brescia fut livrée pendant sept jours à la fureur du soldat; les vainqueurs massacrèrent quinze mille personnes, hommes, femmes et enfans. Le chevalier Bayard eut bien peu d'imitateurs.

Gaston, de retour en Romagne, attaqua Ravenne, pour forcer l'armée de l'Espagne et du pape à accepter la bataille. La canonnade ayant commencé, Pedro de Navarre, qui avait formé l'infanterie espagnole, et qui comptait sur elle pour la victoire, la tenait couchée à plat ventre, attendant de sang-froid que les boulets eussent haché la gendarmerie des deux partis. Les gens d'armes italiens perdirent patience et se firent

battre par les Français. L'infanterie espagnole, après avoir soutenu le combat avec une valeur opiniâtre, se retirait lentement. Gaston s'en indigna, se précipita sur elle avec une vingtaine d'hommes d'armes, pénétra dans les rangs et y trouva la mort (1512).

Dès lors, rien ne réussit plus à Louis XII. Les Sforza furent rétablis à Milan, les Médicis à Florence. L'armée du roi fut battue par les Suisses à Novarre, par les Anglais à Guinegate. La France, attaquée de front par les Espagnols et les Suisses, prise à dos par les Anglais, vit ses deux alliés d'Écosse et de Navarre vaincus ou dépouillés. La guerre n'avait plus d'objet. Les Suisses régnaient à Milan sous le nom de Maximilien Sforza; la France et Venise étaient abaissées, l'Empereur épuisé, Henri VIII découragé, Ferdinand satisfait par la conquête de la Navarre qui découvrait la frontière de France. Louis XII conclut une trève avec Ferdinand, abjura le concile de Pise, laissa le Milanais à Maximilien Sforza, et épousa la sœur de Henri VIII (1514). *Voyez* plus bas son administration.

Pendant que l'Europe croit la France abattue et comme vieillie avec Louis XII, elle déploie des ressources inattendues sous le jeune François Ier qui vient de lui succéder (1er janvier 1515). Les Suisses, qui pensent garder tous les passages des Alpes, apprennent avec étonnement que l'armée française a débouché par la vallée de l'Argentière. Deux mille cinq cents lances, dix mille Basques, vingt-deux mille landsknechts, ont passé par un défilé qui n'avait jamais été pratiqué que par les chasseurs de chamois. L'armée française avance en négociant jusqu'à Marignan : là, les Suisses, qu'on avait crus gagnés, viennent fondre sur les Français avec leurs piques de dix-huit pieds et leurs espadons à deux mains, sans artillerie, sans cavalerie, n'employant d'autre art militaire que la force du corps, marchant droit aux batteries, dont les décharges emportent des files entières, et soutenant plus de trente charges de ces grands chevaux de bataille couverts d'acier comme les gens d'armes qui les montaient. Le soir, ils étaient venus à bout de séparer les corps

François Ier, 1515.

Marignan.

de l'armée française. Le roi, qui avait combattu vaillamment, ne voyait plus autour de lui qu'une poignée de gens d'armes. Mais, pendant la nuit, les Français se rallièrent, et le combat recommença au jour, plus furieux que jamais. Enfin, les Suisses entendent le cri de guerre des Vénitiens, alliés de la France : *Marco! Marco!* Persuadés que toute l'armée italienne arrivait, ils serrèrent leurs rangs et se retirèrent avec une contenance si fière qu'on n'osa pas les poursuivre. Ayant obtenu de François Ier plus d'argent que Sforza ne pouvait leur en donner, ils ne reparurent plus en Italie. Le pape traita aussi avec le vainqueur, et obtint de lui le traité du Concordat qui abolissait la Pragmatique-Sanction. L'alliance du pape et de Venise semblait ouvrir à François Ier le chemin de Naples. Le jeune Charles d'Autriche, souverain des Pays-Bas, qui venait de succéder en Espagne à son aïeul, Ferdinand-le-Catholique, avait besoin de la paix pour recueillir ce vaste héritage. François Ier jouit de sa victoire au lieu de l'achever. Le traité de Noyon rendit un instant le repos à l'Europe, et donna au deux rivaux le temps de préparer une guerre plus terrible (1516).

CHAPITRE XVII.

Guerres de François Ier et de Charles-Quint. 1516-1545.

ne voir que la suite des guerres et des événemens poli-
s, le seizième siècle est un siècle de sang et de ruines. Il
re avec la dévastation de l'Italie par des troupes merce-
s de François Ier et de Charles-Quint, avec les affreux
ges de Soliman qui dépeuplent annuellement la Hongrie.
viennent ces luttes terribles des croyances religieuses, où
erre n'est plus seulement de peuple à peuple, mais de
à ville, d'homme à homme, où elle s'introduit jusqu'au
domestique; et jusque entre le fils et le père. Celui qui
rait l'histoire dans cette crise, croirait que l'Europe va
er dans une barbarie profonde. Et loin de là, la fleur dé-
des arts et de la civilisation grandit et se fortifie au mi-
les chocs violens qui semblent près de la détruire. Michel
peint la chapelle Sixtine l'année de la bataille de Ra-
e. Le jeune Tartaglia sort mutilé du sac de Brescia pour
nir le restaurateur des mathématiques. La grande époque
oit chez les modernes, l'âge de L'Hôpital et de Cujas,
lui de la Saint-Barthélemi.

caractère du seizième siècle, ce qui le distingue profon-

dément de ceux du moyen-âge, c'est la puissance de l'opinion; c'est alors qu'elle devient véritablement *la reine du monde*. Henri VIII n'ose point répudier Catherine d'Aragon avant d'avoir consulté les principales universités de l'Europe. Charles-Quint cherche à prouver sa foi par la persécution des Maures, pendant que ses armées prennent et rançonnent le pape. François Ier élève les premiers bûchers où soient montés les protestans de France, pour excuser, aux yeux de ses sujets et aux siens, ses liaisons avec Soliman et les luthériens d'Allemagne. Ces actes même d'intolérance étaient autant d'hommages rendus à l'opinion. Les princes courtisaient alors les plus indignes ministres de la renommée. Les rois de France et d'Espagne enchérissaient l'un sur l'autre pour obtenir la faveur de Paul Jove et de l'Arétin.

Pendant que la France suit de loin l'Italie dans les plus ingénieux développemens de l'intelligence, deux peuples, d'un caractère profondément sérieux, leur laissent les lettres et les arts, comme de vains jouets ou de profanes amusemens. Les Espagnols, peuple conquérant et politique, tirent leur force, ainsi qu'autrefois les Romains, de leur attachemens aux vieilles maximes, aux anciennes croyances. Occupés de vaincre et de gouverner l'Europe, ils se reposent en toute matière spéculative sur l'autorité de l'Église. Tandis que l'Espagne tend de plus en plus à l'unité politique et religieuse, l'Allemagne, avec sa constitution anarchique, se livre à toute l'audace des opinions et des systèmes. La France, placée entre l'une et l'autre, sera, au seizième siècle, le principal champ de bataille où lutteront ces deux esprits opposés. La lutte y sera d'autant plus violente et plus longue que les forces sont plus égales.

François Ier et Charles V.

Avec quelque sévérité qu'on doive juger François Ier et Léon X, il faut se garder de les comparer à cette ignoble génération de princes qui a fermé l'âge précédent (Alexandre VI, Louis XI, Ferdinand-le-Catholique, Jacques III, etc.). Dans leurs fautes même il y a au moins quelque gloire, quelque grandeur. Ils n'ont pas fait leur siècle, sans doute, mais ils

s'en sont montrés dignes; ils ont aimé les arts, et les arts parlent encore pour eux aujourd'hui, et demandent grace pour leur mémoire. Le prix des indulgences dont la vente souleva l'Allemagne, paya les peintures du Vatican et la construction de Saint-Pierre. Les exactions de Duprat sont oubliées : l'Imprimerie royale, le Collége de France subsistent.

Charles-Quint se présente à nous sous un aspect plus sévère, entouré de ses hommes d'état, de ses généraux; entre Lannoy, Pescaire, Antonio de Leyva, et tant d'autres guerriers illustres. On le voit traversant sans cesse l'Europe pour visiter les parties dispersées de son vaste empire, parlant à chaque peuple sa langue, combattant tour-à-tour François Ier et les protestans d'Allemagne, Soliman et les Barbaresques; c'est le véritable successeur de Charlemagne, le défenseur du monde chrétien. Cependant l'homme d'état domine en lui le guerrier. Il nous offre le premier modèle des souverains des temps modernes; François Ier n'est qu'un héros du moyen-âge.

Lorsque l'Empire était vacant par la mort de Maximilien Ier (1519), et que les rois de France, d'Espagne et d'Angleterre, demandaient la couronne impériale, les électeurs, craignant de se donner un maître, l'offrirent à l'un d'entre eux, à Frédéric *le Sage*, électeur de Saxe. Ce prince la fit donner au roi d'Espagne et mérita son surnom. Charles-Quint était des trois candidats celui qui pouvait menacer le plus la liberté de l'Allemagne, mais c'était aussi le plus capable de la défendre contre les Turcs. Sélim et Soliman renouvelaient alors les craintes que l'Europe avait éprouvées du temps de Mahomet II. Le maître de l'Espagne, du royaume de Naples et de l'Autriche, pouvait seul fermer le monde civilisé aux barbares de l'Afrique et de l'Asie.

Ainsi éclata, avec leur concurrence pour la couronne impériale, la sanglante rivalité de François Ier et de Charles-Quint. Le premier réclamait Naples pour lui, la Navarre pour Henri d'Albret; l'Empereur revendiquait le fief impé-

rial du Milanais et le duché de Bourgogne. Leurs ressources pouvaient passer pour égales. Si l'empire de Charles était plus vaste, il n'était point arrondi comme la France. Ses sujets étaient plus riches, mais son autorité plus limitée. La gendarmerie française n'avait pas moins de réputation que l'infanterie espagnole. La victoire devait appartenir à celui qui mettrait le roi d'Angleterre dans son parti. Henri VIII avait raison de prendre pour devise : *Qui je défends est maître.* Tous deux font des pensions au cardinal Wolsey, son premier ministre; tous deux demandent Marie sa fille, l'un pour le dauphin, l'autre pour lui-même. François Ier obtient de lui une entrevue près de Calais, et, ne se souvenant plus qu'il a besoin de le gagner, il l'éclipse par sa grace et sa magnificence. Charles-Quint, plus adroit, avait prévenu cette entrevue en visitant lui-même Henri VIII en Angleterre. Il avait gagné Wolsey en lui faisant espérer la tiare. La négociation était d'ailleurs bien plus facile pour lui que pour François Ier. Henri VIII en voulait déjà au roi de France, qui gouvernait l'Écosse par le duc d'Albani, son protégé et son sujet, au préjudice de Marguerite, veuve de Jacques IV et sœur du roi d'Angleterre. En s'unissant à Charles-Quint, il avait la chance de recouvrer quelque chose des domaines que ses ancêtres avaient autrefois possédés en France.

Tout réussit à l'Empereur. Il mit Léon X de son côté, et eut ensuite le crédit de faire élever à la papauté son précepteur, Adrien d'Utrecht. Les Français, qui pénétrèrent en Espagne, arrivèrent trop tard pour donner la main aux insurgés (1521). Le gouverneur du Milanais, Lautrec, qui, disait-on, avait exilé de Milan près de la moitié des habitans, fut chassé de la Lombardie. Il le fut encore l'année suivante; les Suisses, mal payés, demandèrent *congé ou bataille*, et se firent battre à La Bicoque. L'argent destiné aux troupes avait été détourné par la reine-mère, en haine du général.

Au moment où François Ier songeait à rentrer en Italie, un ennemi intérieur mettait la France dans le plus grand

danger. Il avait fait un passe-droit au connétable de Bourbon, l'un de ceux qui avaient le plus contribué à la victoire de Marignan. Charles, comte de Montpensier et dauphin d'Auvergne, tenait de son épouse, petite-fille de Louis XI, le duché de Bourbon, les comtés de Clermont, de la Marche et d'autres domaines, qui faisaient de lui le plus grand seigneur du royaume. A la mort de sa femme, la reine-mère, Louise de Savoie, qui avait voulu se marier au connétable, et qui en avait éprouvé un refus, voulut le ruiner, ne pouvant l'épouser. Elle lui disputa cette riche succession, et obtint de son fils que provisoirement les biens seraient mis en séquestre. Bourbon, désespéré, prit la résolution de passer à l'Empereur (1523). Un demi-siècle auparavant, la révolte n'emportait aucune idée de déloyauté. Les chevaliers les plus accomplis de France, Dunois et Jean de Calabre, étaient entrés dans la *ligue du bien public*. Récemment encore, on avait vu en Espagne don Pedro de Giron, mécontent de Charles-Quint, lui déclarer en face qu'il renonçait à son obéissance, et prendre le commandement des *communeros*. Mais ici il ne s'agissait point d'une révolte contre le roi; en France, elle était impossible à cette époque. C'était une conspiration contre l'existence même de la France que Bourbon tramait avec les étrangers. Il avait promis à Charles-Quint d'attaquer la Bourgogne dès que François Ier aurait passé les Alpes, de soulever cinq provinces, où il se croyait le maître; le royaume de Provence devait être rétabli en faveur du connétable, et la France, partagée entre l'Espagne et l'Angleterre, eût cessé d'exister comme nation. Il put jouir bientôt des malheurs de sa patrie. Devenu général des armées de l'Empereur, il vit fuir les Français devant lui à la Biagrasse; il vit le chevalier Bayard frappé d'un coup mortel et couché au pied d'un arbre, « le visage devers l'en-
» nemi, et dit audit Bayard qu'il avoit grand pitié de lui,
» le voyant en cest estat, pour avoir esté si vertueux che-
» valier. Le capitaine Bayard lui fit response : Monsieur,
» il n'y a point de pitié en moy, car je meurs en homme
» de bien. Mais j'ai pitié de vous, de vous veoir servir

Le connétable de Bourbon.

» contre vostre prince et vostre patrie et vostre ser-
» ment. »

Bourbon croyait qu'à sa première apparition en France, ses vassaux viendraient se ranger avec lui sous les drapeaux de l'étranger. Personne ne remua. Les impériaux furent repoussés au siége de Marseille; et ils ne sauvèrent leur armée épuisée que par une retraite qui ressemblait à une fuite. Au lieu d'accabler les impériaux en Provence, le roi aima mieux les devancer en Italie.

Pavie. 1525. A une époque de science militaire et de tactique, François Ier se croyait toujours au temps de la chevalerie. Il mettait son honneur à ne point reculer, même pour vaincre. Il s'obstina au siége de Pavie (1525). Il ne donna point le temps aux impériaux, mal payés, de se disperser d'eux-mêmes. Il s'affaiblit en détachant douze mille hommes vers le royaume de Naples. Sa supériorité était dans l'artillerie; il voulut décider la victoire par la gendarmerie, comme à Marignan, se précipita devant son artillerie et la rendit inutile. Les Suisses s'enfuirent; les landsknechts furent écrasés, avec la *Rose blanche*, leur colonel. Alors tout le poids de la bataille tomba sur le roi et sa gendarmerie. Les vieux héros des guerres d'Italie, La Palisse et la Trémouille, furent portés par terre; le roi de Navarre, Montmorency, l'*Adventureux*, une foule d'autres furent faits prisonniers. François Ier se défendait à pied : son cheval avait été tué sous lui; son armure, que nous avons encore, était toute faussée de coups de feu et de coups de piques. Heureusement, un des gentilshommes français, qui avaient suivi Bourbon, l'aperçut et le sauva; mais il ne voulut point se rendre à un traître, et fit appeler le vice-roi de Naples, qui reçut son épée à genoux. Il écrivit le soir, selon la tradition, un seul mot à sa mère : *Madame, tout est perdu, fors l'honneur.*

Captivité du roi. Charles-Quint savait bien que *tout n'était point perdu*; il ne s'exagéra point son succès, il sentit que la France était entière et forte, malgré la perte d'une armée. Il ne songea qu'à tirer de son prisonnier un traité avantageux. François Ier était arrivé en Espagne, croyant, d'après son cœur, qu'il lui

suffirait de voir *son bon frère* pour être renvoyé honorablement dans son royaume. Il n'en fut pas ainsi. L'Empereur maltraita son prisonnier pour en tirer une plus riche rançon. Cependant l'Europe témoignait le plus vif intérêt pour ce *roi soldat*. Érasme, sujet de Charles-Quint, osa lui écrire en faveur de son captif. Les nobles espagnols demandèrent qu'il fût prisonnier sur parole, s'offrant eux-mêmes pour caution. Ce ne fut qu'au bout d'un an, lorsque Charles craignait que son prisonnier ne lui échappât par la mort, lorsque François Ier eut abdiqué en faveur du dauphin, qu'il se décida à le relâcher, en lui faisant signer un traité honteux. Le roi de France renonçait à ses prétentions sur l'Italie, promettait de faire droit à celle de Bourbon, de céder la Bourgogne, de donner ses deux fils en ôtage, et de s'allier par un double mariage à la famille de Charles-Quint (1526).

Traité de Madrid. 1526.

A ce prix il fut libre. Mais il ne sortit pas tout entier de cette fatale prison; il y laissa cette bonne foi, cette confiance héroïque, qui, jusque-là, avaient fait sa gloire. A Madrid même, il avait protesté secrètement contre le traité. Redevenu roi, il ne lui fut pas difficile de l'éluder. Henri VIII, alarmé de la victoire de Charles-Quint, s'était allié à la France. Le pape, Venise, Florence, Gênes, le duc même de Milan, qui, depuis la bataille de Pavie, se trouvaient à la merci des armées impériales, ne voyaient plus dans les Français que des libérateurs. François Ier fit déclarer, par les états de Bourgogne, qu'il n'avait point le droit de céder aucune partie de la France, et lorsque Charles-Quint réclama l'exécution du traité, en l'accusant de perfidie, il répondit qu'il en avait *menti par la gorge!* le somma d'*assurer le champ*, et lui laissa le choix des armes.

Pendant que l'Europe s'attendait à une guerre terrible, François Ier ne songeait qu'à compromettre ses alliés pour effrayer Charles-Quint, et améliorer les conditions du traité de Madrid. L'Italie restait en proie à la guerre la plus hideuse qui pût déshonorer l'humanité; c'était moins une guerre qu'un long supplice infligé par une soldatesque féroce à un peuple désarmé. Les troupes mal payées de Charles-

Prise de Rome. 1527.

Quint n'étaient point à lui, n'étaient à personne; elles commandaient à leurs généraux. Dix mois entiers, Milan fut abandonné à la froide barbarie des Espagnols. Dès qu'on sut dans l'Allemagne que l'Italie était ainsi livrée au pillage, treize ou quatorze mille Allemands passèrent les Alpes sous Georges Frondsberg, luthérien furieux, qui portait à son cou une chaîne d'or destinée, disait-il, à étrangler le pape. Bourbon et Leyva conduisaient, ou plutôt suivaient, cette armée de brigands. Elle se grossissait, sur sa route, d'une foule d'Italiens qui imitaient les vices des barbares, ne pouvant imiter leur valeur. L'armée prit son chemin par Ferrare et Bologne; elle fut sur le point d'entrer en Toscane, et les Espagnols ne juraient que *par le sac glorieux de Florence;* mais une impulsion plus forte entraînait les Allemands vers Rome, comme autrefois les Goths leurs aïeux. Clément VII, qui avait traité avec le vice-roi de Naples, et qui voyait pourtant approcher l'armée de Bourbon, cherchait à s'aveugler lui-même, et semblait comme fasciné par la grandeur même du péril. Il licencia ses meilleures troupes à l'approche des impériaux, croyant peut-être que Rome désarmée leur inspirerait quelque respect. Dès le matin du 6 mai, Bourbon donna l'assaut (1527). Il avait mis une cotte-d'armes blanche pour être mieux vu des siens et des ennemis. Dans une si odieuse entreprise, le succès pouvait seul le relever à ses propres yeux; s'apercevant que ses fantassins allemands le secondaient mollement, il saisit une échelle, et il y montait lorsqu'une balle l'atteignit dans les reins; il sentit bien qu'il était mort, et ordonna aux siens de couvrir son corps de son manteau et de cacher ainsi sa chute. Ses soldats ne le vengèrent que trop. Sept à huit mille Romains furent massacrés le premier jour; rien ne fut épargné, ni les couvens, ni les églises, ni Saint-Pierre même : les places étaient jonchées de reliques, d'ornemens d'autels, que les Allemands jetaient, après en avoir arraché l'or et l'argent. Les Espagnols, plus avides et plus cruels encore, renouvelèrent tous les jours pendant près d'une année les plus affreux abus de la victoire; on n'entendait que les cris des malheureux qu'ils fai-

saient périr dans les tortures pour leur faire avouer où ils avaient caché leur argent. Ils les liaient dans leur maison, afin de les retrouver quand ils voulaient recommencer leur supplice.

Lautrec. Doria.

L'indignation fut au comble dans l'Europe, quand on apprit le sac de Rome et la captivité du pape. Charles-Quint ordonna des prières pour la délivrance du pontife, prisonnier de l'armée impériale plus que de l'Empereur. François Ier crut le moment favorable pour faire entrer en Italie les troupes qui, quelques mois plus tôt, auraient sauvé Rome et Milan. Lautrec marcha sur Naples, pendant que les généraux impériaux négociaient avec leurs soldats pour les faire sortir de Rome; mais on le laissa manquer d'argent, comme dans les premières guerres. La peste consuma son armée. Cependant rien n'était perdu, tant que l'on conservait des communications par mer avec la France. François Ier eut l'imprudence de mécontenter le génois Doria, le premier marin de l'époque. Il *sembloit*, dit Montluc, *que la mer redoutast cet homme*. On lui avait retenu la rançon du prince d'Orange, on ne payait point la solde de ses galères, on avait nommé à son préjudice un amiral du Levant; ce qui l'irritait encore davantage, c'est que François Ier ne respectait point les priviléges de Gênes, et voulait transporter à Savone le commerce de cette ville. Au lieu de le satisfaire sur ces divers griefs, le roi donna ordre de l'arrêter. Doria, dont l'engagement avec la France venait d'expirer, se donna à l'Empereur, à condition que sa patrie serait indépendante, et dominerait de nouveau dans la Ligurie. Charles-Quint lui offrit de le reconnaître pour prince de Gênes, mais il aima mieux être le premier citoyen d'une ville libre.

Traité de Cambrai. 1528.

Cependant les deux partis souhaitaient la paix. Charles-Quint était alarmé par les progrès de la Réforme, et par l'invasion du terrible Soliman, qui vint camper devant Vienne. François Ier, épuisé, ne songeait plus qu'à s'arranger aux dépens de ses alliés. Il voulait retirer ses enfans, et garder la Bourgogne. Jusqu'à la veille du traité, il protesta à ses alliés d'Italie qu'il ne séparerait point ses intérêts des leurs. Il re-

fusa aux Florentins la permission de faire une paix particulière avec l'Empereur, et il signa le traité de Cambrai, par lequel il les abandonnait, eux, et les Vénitiens, et tous ses partisans, à la vengeance de Charles-Quint (1528). Cet odieux traité bannit pour toujours les Français de l'Italie. Dès lors, le principal théâtre de la guerre sera partout ailleurs, en Savoie, en Picardie, aux Pays-Bas, en Lorraine.

Charles V en Afrique. 1535.

Tandis que la chrétienté espérait quelque repos, un fléau jusque-là ignoré, dépeuplait les rivages de l'Italie et de l'Espagne. Les Barbaresques commencèrent vers cette époque à faire la *traite des blancs*. Les Turcs dévastaient d'abord les contrées qu'ils voulaient envahir; c'est ainsi qu'ils firent presque un désert de la Hongrie méridionale et des provinces occidentales de l'ancien empire grec. Les Tartares et les Barbaresques, ces enfans perdus de la puissance ottomane, la secondaient, les uns à l'Orient, les autres au Midi, dans ce système de dépopulation. Les chevaliers de Rhodes, que Charles-Quint avait établis dans l'île de Malte, étaient trop faibles pour purger la mer des vaisseaux innombrables dont la couvrait Barberousse, dey de Tunis et amiral de Soliman. Charles-Quint résolut d'attaquer le pirate dans son repaire (1535). Cinq cents vaisseaux transportèrent en Afrique une armée de trente mille hommes, composée en grande partie des vieilles bandes qui avaient fait les guerres d'Italie. Le pape et le roi de Portugal avaient grossi cette flotte. Doria y avait joint ses galères, et l'Empereur y était monté lui-même avec l'élite de la noblesse espagnole. Barberousse n'avait point de force capable de résister à l'armement le plus formidable que la chrétienté eût fait contre les infidèles depuis les croisades. La Goulette fut prise d'assaut, Tunis se rendit, et vingt mille chrétiens, délivrés de l'esclavage et ramenés dans leur patrie aux frais de l'Empereur, firent bénir dans toute l'Europe le nom de Charles-Quint.

Alliance de François Ier avec Soliman.

La conduite de François Ier présentait une triste opposition. Il venait de déclarer son alliance avec Soliman (1534). Il négociait avec les protestans d'Allemagne, avec Henri VIII, qui avait répudié la tante de Charles-Quint et abandonné

l'Église. Il ne tira d'aucun d'eux les secours qu'il en attendait. Soliman alla perdre ses janissaires dans les plaines sans bornes de l'Asie. Henri VIII était trop occupé chez lui par la révolution religieuse qu'il opérait avec tant de violence. Les confédérés de Smalkalde ne pouvaient se fier en un prince qui caressait les protestans à Dresde et les faisait brûler à Paris. François Ier n'en renouvela pas moins la guerre en faisant envahir la Savoie et menaçant le Milanais (1536). Le duc de Savoie, alarmé des prétentions de la mère du roi de France, (Louise de Savoie), avait épousé la belle-sœur de Charles-Quint. Le duc de Milan, accusé par l'Empereur de traiter avec les Français, avait essayé de s'en disculper en faisant décapiter sous un vain prétexte l'ambassadeur de François Ier. Charles-Quint annonça dans Rome, en présence des envoyés de toute la chrétienté, qu'il comptait sur la victoire, et déclara que, « s'il n'avait pas plus de ressources que son rival, il irait » à l'instant, les bras liés, la corde au cou, se jeter à ses pieds » et implorer sa pitié. » Avant d'entrer en campagne, il partagea à ses officiers les domaines et les grandes charges de la couronne de France.

Légions provinciales.

En effet, tout le monde croyait que François Ier était perdu. On ne savait pas quelles ressources la France avait en elle-même. Depuis 1533, le Roi s'était enfin décidé à placer la force militaire de la France dans l'infanterie, et dans une infanterie nationale. Il se souvenait que les Suisses avaient fait perdre la bataille de la Bicoque, et peut-être celle de Pavie; que les landsknechts avaient été rappelés par l'Empereur la veille de la bataille de Ravennes. Mais donner ainsi des armes au peuple, c'était, disait-on, courir un grand risque. Dans une ordonnance sur la chasse, rendue en 1517, François Ier avait défendu le port d'armes sous des peines terribles. Néanmoins, il se décida à créer sept légions provinciales, fortes chacune de six mille hommes, et tirées des provinces frontières. Ces troupes étaient encore peu aguerries lorsque les armées de Charles-Quint entrèrent à la fois en Provence, en Champagne et en Picardie. Aussi François Ier, ne se reposant pas sur leur valeur, résolut d'arrêter l'ennemi en lui opposant un désert.

Toute la Provence, des Alpes à Marseille, et de la mer au Dauphiné, fut dévastée avec une inflexible sévérité par le maréchal de Montmorency : villages, fermes, moulins, tout fut brûlé, toute apparence de culture détruite. Le maréchal, établi dans un camp inattaquable entre le Rhône et la Durance, attendit patiemment que l'armée de l'Empereur se fût consumée devant Marseille. Charles-Quint fut contraint à la retraite, et obligé de consentir à une trève dont le pape se fit le médiateur (trève de Nice, 1538). Un mois après, Charles et François se virent à Aigues-Mortes, et ces princes, qui s'étaient traités d'une manière si outrageante, dont l'un accusait l'autre d'avoir empoisonné le dauphin, se donnèrent toutes les assurances d'une amitié fraternelle.

Épuisement de Charles-Quint,

L'épuisement des deux rivaux était pourtant l'unique cause de la trève. Quoique Charles-Quint eût tâché de gagner les cortès de Castille, en autorisant la députation permanente imitée de celle d'Aragon, et en renouvelant la loi qui excluait les étrangers des emplois, il n'avait pu obtenir d'argent ni en 1527, ni en 1533, ni en 1538. Gand avait pris les armes plutôt que de payer un nouvel impôt. L'administration du Mexique n'était pas encore organisée; le Pérou n'appartenait encore qu'à ceux qui l'avaient conquis, et qui le désolaient par leurs guerres civiles. L'Empereur avait été obligé de vendre une grande partie des domaines royaux, avait contracté une dette de sept millions de ducats, et ne trouvait plus à emprunter dans aucune banque à 13 ni à 14. Cette pénurie excita, vers 1539, une révolte presque universelle dans les armées de Charles-Quint. Elles se soulevèrent en Sicile, pillèrent la Lombardie, et menacèrent de livrer la Goulette à Barberousse. Il fallut trouver à tout prix de quoi payer leur solde arriérée, et en licencier la plus grande partie.

et de François Ier.

Le roi de France n'était guère moins embarrassé. Depuis l'avénement de Charles VIII, la richesse nationale avait pris un développement rapide par l'effet du repos intérieur; mais les dépenses surpassaient de beaucoup les ressources. Charles VII avait eu dix-sept cents hommes d'armes. François Ier

en eut jusqu'à trois mille, sans compter six mille chevau-légers, et souvent douze ou quinze mille Suisses. Charles VII levait moins de deux millions d'impôts; Louis XI en leva cinq; François Ier près de neuf. Pour subvenir à ces dépenses, les rois ne convoquaient point les États-généraux, depuis 1484. Ils leur substituaient des assemblées de notables (1526), et le plus souvent levaient de l'argent par des ordonnances qu'ils faisaient enregistrer au parlement de Paris; Louis XII, *le Père du Peuple*, diminua d'abord les impôts, et vendit les offices de finances (1498); mais il fut contraint, vers la fin de son règne, d'augmenter les impôts, de faire des emprunts, et d'aliéner les domaines royaux (1511, 1514). François Ier établit de nouvelles taxes (particulièrement en 1523), vendit et multiplia les charges de judicature (1515, 1522, 1524), fonda les premières rentes perpétuelles sur l'hôtel-de-ville, aliéna les domaines royaux (1532, 1544), enfin institua la loterie royale (1539).

Il avait une sorte d'avantage sur Charles-Quint dans cette facilité de se ruiner. Il en profita, lorsque l'Empereur eut échoué dans sa grande expédition contre Alger (1541-42). Deux ans auparavant, Charles-Quint, passant par la France pour réprimer la révolte de Gand, avait amusé le roi de la promesse de donner au duc d'Orléans, son second fils, l'investiture du Milanais. La duchesse d'Étampes, qui gouvernait le roi, le voyant s'affaiblir, et craignant la haine de Diane de Poitiers, maîtresse du Dauphin, s'efforçait de procurer au duc d'Orléans un établissement indépendant, où elle pût trouver un asile à la mort de François Ier. Joignez à cette cause principale de la guerre l'assassinat de deux envoyés français qui, traversant l'Italie pour aller à la cour de Soliman, furent tués dans le Milanais par l'ordre du gouverneur impérial, qui voulait se saisir de leurs papiers. François Ier comptait sur l'alliance des Turcs et sur ses liaisons avec les princes protestans d'Allemagne, de Danemark et de Suède; il s'était attaché particulièrement Guillaume, duc de Clèves, en lui faisant épouser sa nièce, Jeanne d'Albret, qui fut depuis mère de notre Henri IV. Il envahit presque en

même temps le Roussillon, le Piémont, le Luxembourg, le Brabant et la Flandre. Soliman joignit sa flotte à celle de France; elles bombardèrent inutilement le château de Nice. Mais l'odieux spectacle du Croissant uni aux fleurs-de-lis indisposa toute la chrétienté contre le roi de France. Ceux même qui jusqu'ici l'avaient favorisé, fermèrent les yeux sur l'intérêt de l'Europe pour s'unir à Charles-Quint. L'Empire se déclara contre l'allié des Turcs. Le roi d'Angleterre, réconcilié avec Charles depuis la mort de Catherine d'Aragon, prit parti contre François Ier, qui avait donné sa fille au roi d'Écosse. Henri VIII défit Jacques V (1543), Charles-Quint accabla le duc de Clèves (1543), et tous deux, n'ayant plus rien à craindre derrière eux, se concertèrent pour envahir les États de François Ier. La France, seule contre tous, déploya une vigueur inattendue; elle combattit avec cinq armées, et étonna les confédérés par la brillante victoire de Cérisoles; l'infanterie gagna cette bataille, perdue par la gendarmerie. Charles-Quint, mal secondé par Henri VIII, et rappelé par les progrès de Soliman en Hongrie, signa, à treize lieues de Paris, un traité par lequel François renonçait à Naples, Charles à la Bourgogne; le duc d'Orléans devait être investi du Milanais (traité de Crépy 1544). Les rois de France et d'Angleterre ne tardèrent pas à faire la paix, et moururent tous deux la même année (1547).

La longue lutte des deux grandes puissances de l'Europe est loin d'être terminée; mais elle se complique désormais d'intérêts religieux qu'on ne peut comprendre sans connaître les progrès de la Réforme en Allemagne. Nous nous arrêterons ici pour regarder derrière nous, et pour examiner quelle avait été la situation intérieure de la France pendant la rivalité de François Ier et de Charles-Quint.

Administration.

Le règne de François Ier est l'apogée du pouvoir royal en France avant le ministère du cardinal de Richelieu. Il commença par concentrer dans ses mains le pouvoir ecclésiastique par le traité du Concordat (1515), restreignit les juridictions ecclésiastiques (1539), organisa un système de police, et imposa silence aux parlemens. Celui de Paris avait été affaibli

sous Charles VII et Louis XI, par la création des parlemens de Grenoble, Bordeaux et Dijon (1451, 1462, 1477); sous Louis XII, par celle des parlemens de Rouen et d'Aix (1499, 1501). Pendant la captivité de François Ier, il essaya de reprendre quelque importance, et commença des poursuites contre le chancelier Duprat. Mais le roi, de retour, lui défendit de s'occuper désormais d'affaires politiques, et lui ôta encore de son influence en rendant les charges vénales et en les multipliant.

Progrès de la Réforme.

François Ier s'était vanté d'avoir mis désormais les rois *hors de pages*. Mais l'agitation croissante des esprits, qu'on remarquait sous son règne, annonçait de nouveaux troubles. L'esprit de liberté se plaçait dans la religion, pour rentrer un jour, avec des forces doublées, dans les institutions politiques. D'abord les réformateurs s'en tinrent à des attaques contre les mœurs du clergé: les *Colloquia* d'Érasme, tirés à vingt-quatre mille exemplaires, furent épuisés rapidement. Les Psaumes, traduits par Marot, furent bientôt chantés sur des airs de romances par les gentilshommes et par les dames, tandis que l'ordonnance en vertu de laquelle les lois devaient être désormais rédigées en français, mettait tout le monde à même de connaître et de discuter les matières politiques (1538). La cour de Marguerite de Navarre et celle de la duchesse de Ferrare Renée de France, étaient le rendez-vous de tous les partisans des nouvelles opinions. La plus grande légèreté d'esprit et le plus profond fanatisme, Marot et Calvin se rencontraient à Nérac. François Ier avait d'abord vu sans inquiétude ce mouvement des esprits. Il avait protégé contre le clergé les premiers protestans de France (1523-1524). En (1524), lorsqu'il resserrait ses liaisons avec les protestans d'Allemagne, il invita Mélanchton à présenter une profession de foi conciliante. Il favorisa la révolution de Genève qui devint le foyer du calvinisme (1535). Cependant, depuis son retour de Madrid, il était plus sévère pour les protestans de France. En 1527 et en 1534 la fermentation des nouvelles doctrines s'étant manifestée par des outrages aux images saintes, et par des placards affichés au Louvre, plusieurs protestans furent

brûlés à petit feu, en présence du roi et de toute la cour. En 1535, il ordonna la suppression des imprimeries sous peine de la hart, et sur les réclamations du Parlement, révoqua la même année cette ordonnance pour établir la censure.

Vaudois. 1545.

La fin du règne de François Ier fut marquée par un événement affreux. Les Vaudois, habitans de quelques vallées inaccessibles de la Provence et du Dauphiné, avaient conservé d'anciennes hérésies et semblaient près d'adopter celles de Calvin. La force des positions qu'ils occupaient au milieu des Alpes inspirait des inquiétudes. Le parlement d'Aix ordonna, en 1540, que Cabrière et Mérindol, leurs principaux points de réunion, fussent incendiés. Après la retraite de Charles-Quint (1545), l'arrêt fut exécuté, malgré les réclamations de Sadolet, évêque de Carpentras. Le président d'Oppède, l'avocat du roi Guérin et le capitaine Paulin, l'ancien agent du roi chez les Turcs, pénétrèrent dans les vallées, en exterminèrent les habitans avec une cruauté inouie, et changèrent toute la contrée en désert. Cette effroyable exécution peut être considérée comme l'une des premières causes de nos guerres civiles.

Abdication de Charles V.

Le luthéranisme fit peu de progrès chez nous, mais il fut utile à la France en provoquant l'abaissement de l'Empereur. Henri II s'était institué le protecteur des princes de l'Empire, tandis que Maurice de Saxe marchait sur Inspruck (1552), pour y saisir Charles-Quint. L'Empereur échoua au siége de Metz défendue par le grand Guise. Abandonné de la fortune, *qui n'aime point les vieillards*, il laissa l'Empire à son frère, ses royaumes à son fils, et alla cacher ses derniers jours dans la solitude de Saint-Just. Les funérailles qu'il se fit faire de son vivant, n'étaient qu'une image trop fidèle de cette gloire éclipsée à laquelle il survivait.

Des lettres, des sciences et des arts sous François Ier. — Au seizième siècle la France suit de loin l'Italie. François Ier fonde le Collége de France et l'Imprimerie Royale. Il encourage le poète Marot (1544) et les frères du Bellay (1543-1560), négociateurs et historiens. Sa sœur, Marguerite de Navarre (1549), cultive elle-même les lettres. François Ier honore le Titien,

X voir le tome 16 de l'hist. des f[illegible] de [illegible] : le 21 janvier 1535 : la

attire en France le Primatice et Léonard de Vinci. Il bâtit ou agrandit Fontainebleau, Saint-Germain, Chambord, et commence le Louvre. A cette époque fleurissent Jean Cousin (1589), dessinateur et peintre, Germain Pilon, Philibert de l'Orme, Jean Goujon (1572), sculpteurs et architectes ; les érudits, Guillaume Budée (1540), Turnèbe (1565), Muret (1585), Henri Étienne (1598), célèbre imprimeur ; enfin les illustres jurisconsultes Dumoulin (1566), et Cujas (1590). Après François Ier, le poète Ronsard jouit d'une estime peu durable, Rabelais (1553) commence une chaîne de libres penseurs qui se continue par Montaigne (1592) et ses amis la Boétie (1563) et Charron (1603).

CHAPITRE XVIII.

Calvin. La Réforme, jusqu'à la Saint-Barthélemi. 1555-1572 [1].

La Réforme, à son premier âge, n'avait guère fait que détruire; dans le second, elle essaya de fonder. A son début, elle avait composé avec la puissance civile; la réforme luthérienne avait, sous plusieurs rapports, été l'ouvrage des princes auxquels elle soumettait l'Église. Les peuples attendaient

[1] *État intérieur de la France depuis le milieu du quinzième siècle*, 1450-1459. — *Troubles de religion*. — *Guerres civiles et étrangères*, 1559-1610.

Le pouvoir royal, relevé par Charles VII et par Louis XI, après les guerres des Anglais, devient absolu entre les mains de leurs quatre successeurs, et se dissout dans les guerres de religion, jusqu'à ce que, relevé de nouveau par Henri IV et par Richelieu, il triomphe et s'affermisse sous Louis XIV. — Développement rapide de la richesse nationale, après les périodes des troubles : sous Louis XII, sous Henri IV, sous Louis XIV. — Augmentation des dépenses, nécessitées surtout par celle des forces militaires. — *Augmentation des forces militaires*. Charles VII, mille sept cents hommes d'armes, *francs archers*. François Ier, trois mille *lances*, six mille chevau-légers, et souvent de douze à quinze mille Suisses. — Louis XI a substitué l'infanterie mercenaire des Suisses à l'infanterie nationale des francs-archers. François Ier substitue les landsknechts aux Suisses, et lorsque les landskpechts ont été détruits à Pavie, il forme une infanterie nationale, sous le nom de

une réforme qui fût à eux; elle leur fut donné par Jean Calvin, protestant français réfugié à Genève. La première avait conquis l'Allemagne du nord, la seconde bouleversa la France, les Pays-Bas, l'Angleterre et l'Écosse. Partout elle rencontra un opiniâtre adversaire dans la puissance espagnole, que partout elle vainquit.

Lorsque Calvin passa de Nérac à Genève (1535); il trouva cette ville affranchie de son évêque et des ducs de Savoie, mais entretenue dans la plus violente fermentation par les Calvin.

---

légions provinciales (1534).— *Augmentation des impôts.* Charles VII, moins de deux millions. — Louis XI, cinq millions. — François Ier, presque neuf millions. (Dépense : neuf millions et demi.) — Les ressources ont considérablement augmenté, mais non pas en proportion des dépenses. — *Moyens et ressources.* — Pour subvenir à ces dépenses, les rois ne convoquent point les États-généraux, depuis 1484 (assemblés une seule fois à Tours, en 1506, et seulement pour annuler le traité de Blois). Ils leur substituent des assemblées de notables (1526, 1558), et le plus souvent lèvent de l'argent par des ordonnances qu'ils font enregistrer au parlement de Paris. — Le parlement de Paris, affaibli sous Charles VII et Louis XI par la création des parlemens de Grenoble, Bordeaux et Dijon (1451, 1462, 1477); sous Louis XII, par celle des parlemens de Rouen et d'Aix (1499, 1501). Il reçoit de François Ier la défense de s'occuper d'affaires politiques (1527). D'ailleurs, la vénalité et la multiplication des charges lui ôtent de son influence. — Quatre moyens d'obtenir de l'argent : augmentation des impôts, emprunts, aliénation du domaine royal, vente des charges de finances et de judicature. — Louis XII, *le Père du peuple*, diminue d'abord les impôts et vend les offices de finances (1499); mais il est forcé, vers la fin de son règne, d'augmenter les impôts, de faire des emprunts et d'aliéner les domaines royaux (1511, 1514). — Le règne de François Ier est l'apogée du pouvoir royal, avant Richelieu. — 1515, Concordat. 1539, Ordonnance qui restreint les juridictions ecclésiastiques. — Police organisée. 1517, Ordonnance sur la chasse. — Nouveaux impôts (particulièrement en 1523). Vente et multiplication des charges de judicature (1515, 1522, 1544). Premières rentes perpétuelles sur l'Hôtel-de-Ville. 1532, 1544, Aliénation des domaines royaux. Loterie royale. — Henri II, forcé d'abolir la gabelle dans les provinces au-delà de la Loire, impose les églises, aliène les domaines (1552, 1559), crée un grand nombre de tribunaux (1552, 1555, 1559), double toutes les charges du Parlement, tous les offices de finances (1553), et fait des emprunts aux villes. Dette de quarante-trois millions. La dépense excède la recette de deux millions et demi par an — Les progrès du calvinisme sont une cause de révolution encore plus active que

complots des *mamelus* (serviles), et par les insultes continuelles des gentilshommes de la *Confrérie de la Cuiller*. Il en devint l'apôtre et le législateur (1541-64), se portant pour juge entre *le paganisme de Zwingle et le papisme de Luther*. L'Église fut une démocratie, et l'État s'y absorba. Le calvinisme eut, comme la religion catholique, un terrain indépendant de toute puissance temporelle. L'alliance de Berne et de Fribourg permettait au réformateur de prêcher à l'aise derrière les lances des Suisses. Posté entre l'Italie, la Suisse et

---

l'embarras des finances. 1535, Premières persécutions. 1545. Massacre des Vaudois. 1551, Édit de Châteaubriant. 1552, Arrêt du Parlement contre les *écoles buissonnières*. Établissement de l'Inquisition. 1558, Les protestans font une procession publique dans Paris. 1559, le roi saisit lui-même dans le Parlement plusieurs conseillers.

Troubles de religion. Ire période. 1559-1570, Crise religieuse et financière; rivalité de puissance entre les Guise, les Bourbons et Catherine de Médicis. II. 1570-1577, Lutte des deux religions; elle est moins mêlée, dans cette période, d'intérêts politiques. III. 1577-1594. Faction anarchique de la Ligue. Philippe II porte son ambition sur la couronne de France. La monarchie française est sur le point de se dissoudre ou de dépendre de l'Espagne. Henri IV la sauve de ce double danger. IV. 1594-1610, Henri IV réunit la France, la rend de nouveau formidable, et se prépare à achever l'abaissement de la maison d'Autriche, lorsqu'il est assassiné. — François II. 1559. Les Guises gouvernent par l'ascendant de leur nièce Marie-Stuart sur le jeune roi. Leurs intelligences avec Philippe II. Opposition des Bourbons (le roi de Navarre et le prince de Condé), appuyés des Châtillons (Coligni et Dandelot), de la petite noblesse et des protestans. Versatilité de Catherine de Médicis, modération de L'Hôpital, également impuissantes. Embarras des Guises. Ils reprennent les domaines aliénés, mais sont forcés de supprimer l'impôt qui entretenait les cinquante mille hommes, c'est-à-dire de désarmer le gouvernement au moment où la révolution éclate. — Conjuration d'Amboise. L'Hôpital, chancelier. Il adoucit l'édit de Châteaubriant par celui de Romorantin. Arrestation du prince de Condé. — 1560-1574, Charles IX. Régence de Catherine de Médicis. États-généraux d'Orléans. Colloque de Poissy. Édit de janvier (favorable aux protestans). Guise, profitant de l'indignation des catholiques, ressaisit, comme chef de parti, le pouvoir qu'il a perdu, comme ministre, à la mort de François II; le parti opposé a perdu son unité par l'abjuration du roi de Navarre et la défection de Montmorenci, Massacre de Vassi. *Première guerre civile*, 1562-1563. — *Force des deux partis*. La cour domine dans l'Ile-de-France, la Picardie, la Champagne, la Bretagne, la Bourgogne, la Guyenne. Les protestans dominent

la France, Calvin ébranla tout l'Occident. Il n'avait ni l'impétuosité, ni la bonhomie, ni les facéties de Luther. Son style était triste et amer, mais fort, serré, pénétrant. Conséquent dans ses écrits plus que dans sa conduite, il commença par réclamer la tolérance auprès de François Ier, et finit par faire brûler Servet.

Progrès de ses doctrines.

D'abord les Vaudois, et toutes les populations ingénieuses et inquiètes du midi de la France, qui avaient les premières essayé de secouer le joug au moyen-âge, se rallièrent à la

---

dans l'Occident et le Midi, surtout dans les villes de Rouen, Orléans, Blois, Tours, Angers, Le Mans, Poitiers, Bourges, Angoulême, La Rochelle, Montauban et Lyon. Ainsi isolés, ils ne peuvent facilement donner la main aux protestans de l'Allemagne et des Pays-Bas. Les catholiques reçoivent des secours de Philippe II et du pape, des ducs de Savoie, de Ferrare, de Mantoue, de Toscane. Ils louent des troupes allemandes ; mais l'Empire favorise les protestans, dans l'espoir qu'ils livreront les Trois-Évêchés, comme ils livrent le Hâvre aux Anglais. Les protestans reçoivent des troupes de la reine d'Angleterre, du landgrave de Hesse, surtout de l'Électeur palatin. — 1562, Siége de Rouen, bataille de Dreux. — 1563, Assassinat de Guise. La reine ne craint plus que les protestans, et conclut avec eux la Convention d'Amboise. — 1563-1567, les catholiques de la Guyenne et du Languedoc forment, sous l'inspection du parlement de Toulouse, une association qui sera le premier modèle de la Ligue. Détresse de la cour, qui vend pour cent mille écus de rente de biens ecclésiastiques. — Dépense, dix-huit millions ; recette, dix millions. — La paix est troublée par les poursuites des Guise contre Coligni, par l'augmentation des gardes-suisses et la création des gardes-françaises, par l'ambassade du pape, de Philippe II et du duc de Savoie, par le complot tramé pour livrer à Philippe II Jeanne d'Albret et son fils ; enfin par l'Édit de Roussillon, qui modifie la Convention d'Amboise, 1564. Voyage du roi et de sa mère dans les provinces méridionales, 1564-1565. Entrevue de Catherine de Médicis avec le duc d'Albe à Bayonne. — 1567, 1568, la cour lève des troupes et appelle six mille Suisses. *Seconde guerre.* 1567, Les protestans veulent s'emparer du roi, perdent Orléans ; ils sont défaits à Saint-Denis, ne peuvent prendre Chartres, et la cour les amuse par la paix de Longjumeau, qui confirme celle d'Amboise. 1568, Elle ne renvoie point les troupes étrangères, et les protestans ne rendent point les places dont ils sont maîtres. La tentative de faire payer aux chefs des protestans les frais de la guerre, et de saisir en Bourgogne Condé et Coligni, décide la *troisième guerre*, 1568-1570. L'Hôpital rend les sceaux. L'armée protestante paie elle-même ses auxiliaires allemands. La Rochelle devient leur point d'appui. — 1569, Les protestans vaincus à Jarnac (mort de Condé), et à Moncon-

nouvelle doctrine. De Genève et de la Navarre, elle s'étendit jusqu'à la ville commerçante de La Rochelle, jusqu'aux cités alors savantes de l'intérieur, Poitiers, Bourges, Orléans ; elle pénétra jusqu'aux Pays-Bas, et s'associa à ces bandes de *Rederikers* qui couraient le pays en déclamant contre les abus. De là, passant la mer, elle vint troubler la victoire de Henri VIII sur le pape, elle s'assit sur le trône d'Angleterre avec Édouard VI (1547), tandis qu'elle était portée par Knox dans la sauvage Écosse, et ne s'arrêtait qu'à l'entrée

---

tour (blessure de Coligni). Henri de Béarn à la tête du parti protestant, dont Coligni est le véritable chef. — Le roi abandonné par les troupes italiennes et espagnoles, les protestans sur le point de l'être par les troupes allemandes, concluent la paix à Saint-Germain, 1570. Conditions avantageuses pour les protestans : culte libre dans deux villes par province, places de sûreté (La Rochelle, Montauban, Cognac et La Charité); mariage projeté du roi de Navarre; espérance donnée à Coligni de commander les troupes que la cour enverrait au secours des protestans des Pays-Bas.—1570-1577. Les protestans attirés à Paris par le mariage du roi de Navarre. 1572, Saint-Barthélemi. La cour laisse aux protestans le temps de reprendre courage, et constate sa faiblesse en assiégeant inutilement La Rochelle, 1573. Création du parti des *Politiques*, qui devient bientôt l'auxiliaire des protestans. Des deux frères du roi, l'aîné est éloigné pour un an de la France (par la royauté de Pologne); le plus jeune se met à la tête des *politiques*. 1574, mort de Charles IX.—1574-1589, Henri III. Fuite de Henri de Navarre et du duc d'Alençon. — La versatilité de Henri III, la conduite du duc d'Alençon, qui se met à la tête des protestans de France, et ensuite de ceux des Pays-Bas, décident le parti catholique à chercher un chef hors de la famille royale. Le traité de 1576 détermine la formation de la Ligue. Par ce traité le roi cède à son frère l'Anjou, la Touraine et le Berri; liberté du culte partout, excepté à Paris; chambre mi-partie dans chaque parlement; villes de sûreté, Angoulême; Niort, La Charité, Bourges, Saumur et Mézières, où les protestans mettront des garnisons payées par le roi. (Pour tout ce qui suit, voyez mes Tableaux synchroniques, nos XII et XIII).—1577-1594. 1577, Formation de la *Ligue*. Henri de Guise *le Balafré*. Politique de Philippe II. États de Blois. Henri III se déclare chef de la Ligue.— 1577-1579, *cinquième et sixième guerre*. Prise de Cahors. — 1580, *septième guerre*. — 1584, mort du duc d'Anjou (auparavant duc d'Alençon). Prétentions du cardinal de Bourbon, Espérances secrètes de Henri de Guise et de Philippe II. 1585, Traité de Henri III avec les ligueurs, conclu à Nemours. — 1586-1598, *Huitième guerre*. 1587, bataille de Coutras. Succès de Henri de Guise. Organisation de la Ligue. Conseil des *Seize*. 1588, journée des *Barricades*. États de

des montagnes, où les *Highlanders* conservèrent la foi de leurs ancêtres avec la haine des *Saxons* hérétiques.

Assemblées de Paris. 1550.

Les assemblées furent d'abord secrètes. Les premières qui eurent lieu en France se tinrent à Paris, rue Saint-Jacques (vers 1550); bientôt elles se multiplièrent. Les bûchers n'y faisaient rien ; c'était pour le peuple une trop grande douceur d'entendre la parole de Dieu dans sa langue. Plusieurs étaient attirés par la curiosité, d'autres par la compassion, quelques-uns tentés par le danger même. En 1550, il n'y avait

---

Blois. Assassinat de Henri de Guise. 1589, Alliance de Henri III et du roi de Navarre. Siége de Paris. Assassinat de Henri III. Extinction de la branche de Valois (1328-1589.) Dissolution imminente de la monarchie. — 1589-1610, Henri IV, roi de France et de Navarre, premier roi de la maison de Bourbon. Charles X, roi de la Ligue. Mayenne. Combat d'Arques.— 1590-1592, Bataille d'Ivri. Siéges de Paris, de Rouen. Savantes campagnes du prince de Parme, qui sauve ces deux places. Combat d'Aumale. — 1593, États de Paris. Philippe II demande le trône de France pour sa fille. Abjuration de Henri IV. 1594, Il entre à Paris. — 1594-1610. Soumission de la Normandie, de la Picardie, de la Champagne, de la Bourgogne, de la Provence et de la Bretagne; des ducs de Guise, de Mayenne et de Mercœur. 1594-1598, Henri IV reconnu par le pape. — 1595, 1598, Guerre contre les Espagnols. Ils prennent Cambrai, Calais, Amiens. 1598, *paix de Vervins* (malgré Élisabeth et les Hollandais). Philippe II perd ses conquêtes, excepté le comté de Charolais. — Édit de Nantes; les réformés obtiennent l'exercice public de leur culte, et tous les droits civils; ils conservent leur importance, comme parti politique. — 1600-1610. — 1600-1601, Conquêtes sur le duc de Savoie. Mariage du roi avec Marie de Médicis. 1602, Conspiration de Biron. 1604, Conspiration de la famille d'Entragues. — Médiation du roi entre le pape et Venise, 1607; entre l'Espagne et les Provinces-Unies, 1609. Ses projets pour l'abaissement de la maison d'Autriche, et pour l'organisation de la république européenne. 1610, Assassinat de Henri IV. — *Administration de Henri IV.* État des finances à son avénement. Tentative de réforme. — 1596, Assemblée des notables à Rouen. Le roi confie les finances à Sully. Ordre et économie. Agriculture protégée. (Olivier de Serres). Manufactures nouvelles. Encouragemens donnés au commerce et aux arts. 1604, Traité de commerce avec le sultan. Canal de Briare. Embellissemens de Paris. — Réforme de la justice. 1603, Édit contre les duels. 1604, Institution de la *Paulette.* Colonies (1557, au Brésil; 1564, dans la Floride); à Cayenne, au Canada. Fondation de Québec, en 1608. — Prospérité de la France, et son état formidable à la fin du règne de Henri IV.

qu'une Église réformée en France; en 1561, il y en eut plus de deux mille. Quelquefois ils s'assemblaient en plein champ au nombre de huit ou dix mille personnes; le ministre montait sur une charrette ou sur des arbres amoncelés, le peuple se plaçait sous le vent pour mieux recueillir la parole, et ensuite tous ensemble, hommes, femmes et enfans, entonnaient des psaumes. Ceux qui avaient des armes veillaient alentour, la main sur l'épée. Puis venaient les colporteurs qui déballaient des catéchismes, des petits livres et des images contre les évêques et le pape.

Ils ne s'en tinrent pas long-temps à ces assemblées. Non moins intolérans que leurs persécuteurs, ils voulurent exterminer ce qu'ils appelaient l'*idolâtrie*. Ils commencèrent à renverser les autels, à brûler les tableaux, à démolir les églises. Dès 1561, ils sommèrent le roi de France d'abattre les images de Jésus-Christ et des saints.

Philippe II. 1556.

Tels étaient les adversaires que Philippe II entreprit de combattre et d'anéantir. Partout il les rencontrait sur son chemin; en Angleterre, pour l'empêcher d'épouser Élisabeth (1558); en France, pour balancer la puissance des Guises ses alliés (1561); aux Pays-Bas, pour appuyer de leur fanatisme la cause de la liberté publique.

Au caractère cosmopolite de Charles-Quint avait succédé un prince tout castillan, qui dédaignait tout autre langue, qui avait en horreur toute croyance étrangère à la sienne, qui voulait établir partout les formes régulières de l'administration, de la législation, de la religion espagnole. D'abord il s'était contraint pour épouser Marie, reine d'Angleterre (1555), mais il n'avait pas trompé les Anglais. Le verre de bière qu'il but solennellement à son débarquement, les sermons de son confesseur sur la tolérance, ne lui donnèrent aucune popularité. On en crut plutôt les bûchers élevés par sa femme. Après la mort de Marie (1558), il ne dissimula plus, il introduisit des troupes espagnoles aux Pays-Bas, y maintint l'Inquisition, et à son départ déclara en quelque sorte la guerre aux défenseurs des libertés du pays dans la personne du prince d'Orange. Enfin il s'unit avec Henri II

contre les ennemis intérieurs, qui les menaçaient également, en épousant sa fille, Élisabeth de France (paix de Cateau-Cambresis, 1559). Les fêtes de cette paix menaçante furent marquées d'un caractère funèbre. Un tournoi fut donné au pied même de la Bastille, où le protestant Anne Dubourg attendait la mort. Le roi fut blessé, et le mariage se fit la nuit à Saint-Paul pendant son agonie. Philippe II, revenu dans ses états pour n'en plus sortir, fit construire, en mémoire de sa victoire de Saint-Quentin, le monastère de l'Escurial, et y consacra cinquante millions de piastres. De sept lieues on découvre le sombre édifice, tout bâti de granit. Nulle sculpture n'en pare les murailles. La hardiesse des voûtes en fait toute la beauté. La disposition des bâtimens présente la forme d'un gril.

A cette époque, les esprits étaient parvenus en Espagne au dernier degré d'exaltation religieuse. Le progrès rapide des hérétiques dans toute l'Europe, la victoire du traité d'Augsbourg qu'ils avaient remportée sur Charles-Quint, leurs violences contre les images, leurs outrages aux saintes hosties, que les prédicateurs retraçaient aux Espagnols épouvantés, avaient produit un redoublement de ferveur. Ignace de Loyola avait fondé l'ordre des Jésuites, tout dévoué au saint-siége (1534-40). Sainte Thérèse de Jésus réformait les Carmélites, et embrasait toutes les ames des feux d'un amour mystique. Les Carmes, les ordres Mendians, suivirent bientôt la même réforme. La constitution de l'Inquision fut fixée en 1561. Si l'on excepte les Mauresques, l'Espagne se trouva unie, comme un seul homme, dans un violent accès d'horreur contre les mécréans et les hérétiques. Étroitement liée avec le Portugal, que les Jésuites gouvernaient, disposant des veilles bandes de Charles-Quint et des trésors des deux mondes, elle entreprit de soumettre l'Europe à son empire et à sa foi. Jésuites.

Les protestans dispersés se rallièrent au nom de la reine Élisabeth, qui leur offrit asile et protection. Partout elle encouragea leur résistance contre Philippe II et les catholiques. Absolus dans leurs États, ces deux monarques agirent Élisabeth. 1559.

au dehors avec la violence de deux chefs de parti. La dévotion fastueuse de Philippe, l'esprit chevaleresque de la cour d'Élisabeth se concilièrent avec un système d'intrigue et de corruption; mais la victoire devait rester à Élisabeth : le temps était de son parti. Elle ennoblissait le despotisme par l'enthousiasme qu'elle inspirait à la nation. Ceux même qu'elle persécutait étaient pour elle, en dépit de tout. Un puritain condamné à perdre la main, l'eut à peine coupée, qu'il prit son chapeau de l'autre, et le faisant tourner en l'air, il s'écria : *Vive la reine!*

Il fallut trente ans avant que les deux adversaires se prissent corps à corps. La lutte eut lieu d'abord en Écosse, en France et aux Pays-Bas.

Marie Stuart.

Elle ne fut pas longue en Écosse (1559-1567). La rivale d'Élisabeth, la séduisante Marie-Stuart, veuve à dix-huit ans de François II, se voyait comme étrangère au milieu de ses sujets, qui détestaient en elle les Guises, ses oncles, chefs du parti catholique en France. Ses barons, soutenus par l'Angleterre, s'unirent avec Darnley, son époux, et poignardèrent sous ses yeux le musicien italien Riccio, son favori. Peu après, la maison qu'habitait Darnley, près d'Holyrood, sauta en l'air; il fut enseveli sous ses ruines, et Marie, enlevée par le principal auteur du crime, l'épousa de gré ou de force. La reine et le parti des barons se renvoyèrent mutuellement l'accusation. Mais Marie fut la moins forte. Elle ne trouva de refuge que dans les états de sa mortelle ennemie, qui la retint prisonnière, donna à qui elle voulut la tutelle du jeune fils de Marie, régna sous son nom en Écosse, et put dès lors lutter avec moins d'inégalité contre Philippe II.

Guillaume d'Orange.

Mais c'était surtout dans la France et dans les Pays-Bas qu'Élisabeth et Philippe se faisaient une guerre secrète. L'ame du parti protestant était dans ces deux contrées le prince d'Orange, Guillaume-le-Taciturne, et son beau-père l'amiral Coligni, généraux malheureux, mais politiques profonds, génies tristes, opiniâtres, animés de l'instinct démocratique du calvinisme, malgré le sang de Nassau et

de Montmorenci. Colonel de l'infanterie sous Henri II, Coligni rallia à lui toute la petite noblesse; il donna à La Rochelle une organisation républicaine, tandis que le prince d'Orange encourageait la confédération des *Gueux*, et jetait les fondemens d'une république plus durable.

Le grand Guise et son frère, le cardinal de Lorraine, gouvernaient la France sous François II, époux de leur nièce Marie Stuart (1559-60). Guise était l'idole du peuple depuis qu'il avait pris Calais en huit jours sur les Anglais. Mais il avait trouvé la France ruinée. Il s'était vu obligé de reprendre les domaines aliénés et de supprimer l'impôt des *cinquante mille hommes*, c'est-à-dire de désarmer le gouvernement au moment où la révolution éclatait. Des milliers de solliciteurs assiégeaient Fontainebleau, et le cardinal de Lorraine, ne sachant que leur répondre, faisait afficher que l'on pendrait ceux qui n'auraient pas vidé la ville dans les vingt-quatre heures. Fr. de Guise.

Les Bourbons (Antoine, roi de Navarre, et Louis, prince de Condé), qui ne voyaient pas volontiers la chose publique entre les mains de deux cadets de la maison de Lorraine, profitèrent du mécontentement général. Ils s'associèrent aux calvinistes, à Coligni, aux Anglais qui venaient la nuit négocier avec eux à Saint-Denis. Les protestans marchèrent en armes sur Amboise pour s'emparer de la personne du roi. Mais ils furent dénoncés aux Guises, et massacrés sur les chemins. Quelques-uns, qu'on avait réservés pour les exécuter devant le roi et toute la cour, trempèrent leurs mains dans le sang de leurs frères déjà décapités, et les levèrent au ciel contre ceux qui les avaient trahis. Cette scène funèbre sembla porter malheur à tous ceux qui en avaient été témoins, à François II, à Marie Stuart, au grand Guise, au chancelier Olivier, protestant dans le cœur, qui les avait condamnés et qui en mourut de remords. Conspiration d'Amboise. 1560.

A l'avénement du petit Charles (IXe du nom, 1560), le pouvoir appartenait à sa mère, Catherine de Médicis, si elle eût su le garder; elle ne fit que l'ôter aux Guises, chefs des catholiques, et le gouvernement resta isolé entre les deux Charles IX.

partis. Ce n'était pas une Italienne, avec la vieille politique des Borgia, qui pouvait tenir la balance entre les hommes énergiques qui la méprisaient : elle n'était pas digne de cette époque de conviction, et l'époque elle-même ne l'était pas du chancelier L'Hôpital, noble image de la froide sagesse, impuissante entre les passions. Guise ressaisit, comme chef de parti, le pouvoir qu'il avait perdu. La cour lui fournit un prétexte, en adoucissant les édits contre les réformés par ceux de Saint-Germain et de Janvier, et en admettant leurs docteurs à une discussion solennelle dans le colloque de Poissy. En même temps que les Calvinistes se soulevaient à Nîmes, le duc de Guise, passant par Vassi en Champagne, ses gens se prirent de querelle avec quelques huguenots qui étaient au prêche, et les massacrèrent (1562). La guerre civile commença. *César* disait le prince de Condé, *a passé le Rubicon.*

L'Hôpital.

Première guerre civile 1562-1563.

A l'approche d'une lutte si terrible, les deux partis n'hésitèrent pas d'appeler l'étranger. Les vieilles barrières politiques qui séparaient les peuples tombèrent devant l'intérêt religieux. Les protestans demandèrent secours à leurs frères d'Allemagne; ils livrèrent le Hâvre aux Anglais, tandis que les Guises entraient dans un vaste plan formé, disait-on, par le roi d'Espagne pour écraser Genève et la Navarre, les deux siéges de l'hérésie, pour exterminer les calvinistes de France, et dompter ensuite les luthériens dans l'Empire. De tous côtés les partis s'assemblaient, avec un farouche enthousiasme. Dans ces premières armées, ni jeu de hasard, ni blasphême, ni débauche; les prières se faisaient en commun le matin et le soir. Mais sous cette sainteté extérieure, les cœurs n'étaient pas moins cruels. Montluc, gouverneur de Guienne, parcourait sa province avec des bourreaux : *On pouvoit cognoistre*, dit-il lui-même, *par où il étoit passé, car par les arbres sur les chemins on en trouvoit les enseignes.* Dans le Dauphiné c'était un protestant, le baron des Adrets, qui précipitait ses prisonniers du haut d'une tour sur la pointe des piques.

Mort de Fr. de Guise. 1563.

Guise fut d'abord vainqueur à Dreux : il fit prisonnier

Condé, le général des protestans, partagea son lit avec lui, et dormit profondément à côté de son ennemi mortel. Orléans, la place principale des religionnaires, ne fut sauvée que par l'assassinat du duc de Guise, qu'un protestant blessa par derrière d'un coup de pistolet (1 563). Quelles qu'aient été son ambition et ses liaisons avec Philippe II, la postérité pardonnera beaucoup à l'homme qui disait à son assassin : « Or çà, je veux vous montrer combien la religion que je » tiens est plus douce que celle de quoi vous faites profession : » la vôtre vous a conseillé de me tuer sans m'ouïr, n'ayant » reçu de moi aucune offense ; et la mienne me commande » que je vous pardonne, tout convaincu que vous êtes de » m'avoir voulu tuer sans raison. »

La reine-mère, délivrée d'un maître, traita avec les protestans (à Amboise, 1563), et se vit obligée, par l'indignation des catholiques, de violer peu à peu tous les articles du traité. Condé et Coligni essayèrent en vain de s'emparer du jeune roi ; défaits à Saint-Denis, mais toujours redoutables, ils imposèrent à la cour la paix de Longumeau (1 568), *surnommée boîteuse et malassise*, laquelle confirma celle d'Amboise. Une tentative de la cour pour saisir les deux chefs décida une troisième guerre. Toute modération sortit des conseils du roi avec le chancelier L'Hôpital. Les protestans prirent La Rochelle pour place d'armes, au lieu d'Orléans ; ils se cotisèrent pour payer leurs auxiliaires allemands, que le duc de Deux-Ponts et le prince d'Orange leur amenaient à travers toute la France. Malgré leur défaite de Jarnac et de Moncontour (1569), malgré la mort de Condé et la blessure de Coligni, la cour n'en fut pas moins obligée de leur accorder une troisième paix (Saint-Germain, 1570) Leur culte devait être libre dans deux villes par province ; on leur laissait pour places de sûreté La Rochelle, Montauban, Cognac et La Charité. Le jeune roi de Navarre devait épouser la sœur de Charles IX (Marguerite de Valois). On faisait même espérer à Coligni de commander les secours que le roi voulait, disait-on, envoyer aux protestans des Pays-Bas. Les catholiques frémirent d'un traité si humiliant après quatre victoires ; les

Traités d'Amboise. 1563.

de Longjumeau, 1568.

de S. Germ. 1570.

protestans eux-mêmes, y croyant à peine, ne l'acceptèrent que par lassitude, et les gens sages attendaient de cette paix hostile quelque épouvantable malheur.

Persécution en Flandre.

La situation des Pays-Bas n'était pas moins effrayante. Philippe II ne comprenait ni la liberté, ni l'esprit du Nord, ni l'intérêt du commerce; tous ses sujets, belges et bataves, se tournèrent contre lui, et les calvinistes, persécutés par l'Inquisition; et les nobles, désormais sans espoir de rétablir leur fortune ruinée au service de Charles-Quint; et les moines, qui craignaient les réformes ordonnées par le concile de Trente, ainsi que l'établissement de nouveaux évêchés dotés à leurs dépens; enfin, les bons citoyens, qui voyaient avec indignation l'introduction des troupes espagnoles et le renversement des vieilles libertés du pays. D'abord l'opposition des Flamands force le roi de rappeler son vieux ministre, le cardinal Granvelle (1563); les plus grands seigneurs forment la confédération *des Gueux* et pendent à leur cou des écuelles de bois, s'associant ainsi au petit peuple (1566). Les calvinistes lèvent la tête de tous côtés; impriment plus de cinq mille ouvrages contre l'ancien culte, et, dans les seules provinces du Brabant et de la Flandre, pillent et profanent quatre cents églises.

Ce dernier excès combla la mesure. L'ame barbare de Philippe II couvait déjà les pensées les plus sinistres : il résolut de poursuivre et d'exterminer ces ennemis terribles, qu'il rencontrait partout, et jusque dans sa famille. Il enveloppa dans la même haine et l'opposition légale des nobles flamands, et les fureurs iconoclastes des calvinistes, et l'opiniâtre attachement des pauvres Mauresques à la religion, à la langue et au costume de leurs pères.

Saint-Barthél. mi. 1572.

Le faible et honteux gouvernement de la France ne voulut pas rester en arrière. L'exaspération des catholiques était devenue extrême, lorsqu'aux noces du roi de Navarre et de Marguerite de Valois, ils virent arriver dans Paris ces hommes sombres et sévères qu'ils avaient souvent rencontrés sur les champs de bataille, et dont ils regardaient la présence comme leur honte. Ils se comptèrent, et commencèrent à jeter des regards sinistres sur leurs ennemis. Sans faire honneur à la

reine-mère ni à ses fils d'une dissimulation si longue et d'un plan si fortement conçu, on peut croire que la possibilité d'un tel événement avait été pour quelque chose dans les motifs de la paix de Saint-Germain. Cependant un crime si hardi ne serait pas entré dans leur résolution s'ils n'eussent craint un instant l'ascendant de Coligni sur le jeune Charles IX. Sa mère et son frère, le duc d'Anjou, qu'il commençait à menacer, ramenèrent à eux par la peur cette ame faible et capricieuse, où tout se tournait en fureur, et lui firent résoudre le massacre des protestans aussi facilement qu'il aurait ordonné celui des principaux catholiques. Le 24 août 1572, sur les deux ou trois heures de la nuit, la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois sonna, et le jeune Henri de Guise, croyant venger son père, commença le massacre en égorgeant Coligni. Alors on n'entendit plus qu'un cri : *Tue! Tue!* La plupart des protestans furent surpris dans leurs lits. Un gentilhomme fut poursuivi la hallebarde dans les reins jusque dans la chambre et dans la ruelle de la reine de Navarre. Un catholique se vanta d'avoir racheté des *massacreurs* plus de trente huguenots pour les torturer à plaisir. Charles IX fit venir son beau-frère et le prince de Condé, et leur dit : *La messe ou la mort!* On assure que, d'une fenêtre du Louvre, il tira avec une arquebuse sur les protestans qui fuyaient de l'autre côté de l'eau. Le lendemain une aubépine ayant refleuri dans le cimetière des Innocens, le fanatisme fut ranimé par ce prétendu miracle, et le massacre recommença. Le roi, la reine-mère et toute la cour, allèrent à Montfaucon voir *ce qui restait du corps de l'amiral.* Il faut ajouter L'Hôpital aux victimes de la Saint-Barthélemi, lorsqu'il apprit l'exécrable nouvelle, il voulait qu'on ouvrît les portes de sa maison aux *massacreurs* qui viendraient; il n'y survécut que six mois, répétant toujours : *Excidat illa dies ævo!*

Une chose aussi horrible que la Saint-Barthélemi, c'est la joie qu'elle excita. On en frappa des médailles à Rome. Philippe II félicita la cour de France. Il croyait le protestantisme vaincu. Il associait la Saint-Barthélemi et les massacres ordonnés par le duc d'Albe au glorieux événement de la ba-

taille de Lépante, dans laquelle les flottes de l'Espagne, du pape et de Venise, commandées par don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, avaient, l'année précédente, anéanti la marine ottomane. Les Turcs vaincus sur mer, les Mauresques réduits, les hérétiques exterminés en France et aux Pays-Bas, semblaient frayer la route au roi d'Espagne vers cette monarchie universelle à laquelle son père avait en vain aspiré.

CHAPITRE XIX.

Suite des guerres de religion. Henri IV. 1572-1610.

« Le roi Charles, oyant le soir du même jour et tout le » lendemain, conter les meurtres et tueries qui s'y étoient » faits des vieillards, femmes et enfans, tira à part maître » Ambroise Paré, son premier chirurgien, qu'il aimoit infi- » niment quoiqu'il fust de la religion, et lui dit : Ambroise, » je ne sçay ce qui m'est survenu depuis deux ou trois jours, » mais je me trouve l'esprit et le corps grandement esmeus, » voire tout ainsi que si j'avois la fièvre, me semblant à tout » moment, aussi bien veillant que dormant, que ces corps » massacrez se présentent à moy les faces hydeuses et cou- » vertes de sang; je voudrois que l'on n'y eust pas compris les » imbécilles et innocens. » Dès lors il ne fit plus que lan- guir, et dix-huit mois après un flux de sang l'emporta (1574). Mort de Charles IX. 1574.

Le crime avait été inutile. Dans plusieurs villes les gouverneurs refusèrent de l'exécuter. Les calvinistes, se jetant dans La Rochelle, dans Sancerre, et d'autres places du Midi, y défendirent en désespérés. L'horreur qu'inspirait la Saint-Barthélemi leur donna des auxiliaires en créant parmi les catholiques le parti modéré, qu'on appelait celui des *politiques*. Le nouveau roi, Henri III, qui revint de Pologne pour Henri III.

succéder à son frère, était connu pour un des auteurs du massacre. Son propre frère, le duc d'Alençon, s'enfuit de la cour avec le jeune roi de Navarre, et réunit ainsi les *politiques* et les calvinistes.

Philippe perd la moitié des Pays-Bas.

Aux Pays-Bas, la tyrannie du duc d'Albe n'avait pas mieux réussi. Tant qu'il se contenta de dresser des échafauds, le peuple resta tranquille; il vit, sans se révolter, tomber les têtes les plus illustres de la noblesse. Il n'existait qu'un moyen de rendre le mécontentement commun aux catholiques et aux protestans, aux nobles et aux bourgeois, aux Belges et aux Bataves, c'était d'établir des impôts vexatoires, et de laisser le soldat mal payé rançonner les habitans : le duc d'Albe fit l'un et l'autre. Les *gueux marins* (c'est ainsi qu'on désignait les fugitifs qui vivaient de piraterie), chassés des ports de l'Angleterre sur la réclamation de Philippe II, s'emparèrent du fort de Brielle en Hollande (1572), et commencèrent la guerre dans ce pays coupé par tant de bras de mer, de fleuves et de canaux. La licence des troupes espagnoles, qui pillèrent Anvers, força les provinces vallones de s'unir dans la révolte à celles du nord (1576); mais cette alliance ne pouvait être durable. La révolution se consolida en se concentrant dans le Nord par l'union d'Utrecht, fondement de la république des Provinces-Unies (1579). Les insurgés avaient offert successivement de se soumettre à la branche allemande de la maison d'Autriche, à la France, à l'Angleterre. L'archiduc Mathias ne leur amena aucun secours. Don Juan, frère et général de Philippe II, le duc d'Anjou, frère de Henri III, Leicester, favori d'Élisabeth, qui voulurent successivement se faire souverains des Pays-Bas, se montrèrent également perfides (1577, 1582, 1587). La Hollande, regardée comme une proie par tous ceux à qui elle s'adressait, se décida enfin, faute d'un souverain, à rester en république. Le génie de cet état naissant fut le prince d'Orange, qui, abandonnant les provinces méridionales à l'invincible duc de Parme, lutta contre lui par la politique, jusqu'à ce qu'un fanatique armé par l'Espagne l'eût assassiné (1584).

Pendant que Philippe perdait la moitié des Pays-Bas, il gagnait le royaume de Portugal (1580). En France tout lui réussissait. La versatilité d'Henri III, celle du duc d'Alençon, qui se mit à la tête des protestans français et ensuite de ceux des Pays-Bas, avait décidé le parti catholique à chercher un chef hors de la famille royale. Par le traité de 1576, le roi avait accordé aux calvinistes la liberté du culte dans tout le royaume, excepté Paris : il leur donnait une chambre mi-partie dans chaque parlement, et plusieurs villes de sûreté (Angoulême, Niort, La Charité, Bourges, Saumur et Mézières), où ils devaient tenir des garnisons payées par le roi. Ce traité détermina la formation de la Ligue (1577). Les associés juraient de défendre la religion, *de remettre les provinces aux mêmes droits, franchises et libertés, qu'elles avaient au temps de Clovis, de procéder contre ceux qui persécuteraient l'Union, sans acception de personne*, enfin *de rendre prompte obéissance et fidèle service au chef qui serait nommé*. Le roi crut devenir maître de l'association en s'en déclarant le chef. Il commençait à entrevoir les desseins du duc de Guise; on avait trouvé dans les papiers d'un avocat, mort à Lyon en revenant de Rome, une pièce dans laquelle il disait que les descendans de Hugues Capet avaient régné jusque-là illégitimement et par une usurpation maudite de Dieu; que le trône appartenait aux princes lorrains, vraie postérité de Charlemagne. La mort du frère du roi encouragea ces prétentions (1584). Henri n'ayant point d'enfant, et la plupart des catholiques repoussant du trône le prince hérétique auquel revenait la couronne, le duc de Guise et le roi d'Espagne, beau-frère de Henri III, s'unirent pour détrôner le roi, sauf ensuite à se disputer ses dépouilles. Ils n'eurent que trop de facilité pour le rendre odieux. Les revers de ses armées semblaient autant de trahisons : le faible prince était à la fois battu par les protestans et accusé par les catholiques. La victoire de Coutras, où le roi de Navarre s'illustra par sa valeur et par sa clémence envers les vaincus (1587), mit le comble à l'irritation des catholiques. Pendant que la Ligue s'organisait dans la capitale, Henri III, partagé entre

La Ligue. 1577.

Bataille de Coutras. 1587.

les soins d'une dévotion monastique et les excès d'une débauche dégoûtante, donnait à tout Paris le spectacle de sa prodigalité scandaleuse et de ses goûts puérils. Il dépensait douze cent mille francs aux noces de Joyeuse, son favori, et n'avait pas de quoi payer un messager pour envoyer au duc de Guise une lettre de laquelle dépendait le salut du royaume. Il passait le temps à arranger les collets de la reine et à friser lui-même ses cheveux. Il s'était fait prieur de la confrérie des pénitens blancs. « Au commencement de no-
» vembre, le roy fit mettre sus par les églises de Paris, les
» oratoires, autrement dits les paradis, où il allait tous les
» jours faire ses aumônes et prières en grande dévotion, lais-
» sant ses chemises à grands godrons, dont il était aupara-
» vant si curieux, pour en prendre à collet renversé à l'ita-
» lienne. Il allait ordinairement en coche avec la reine sa
» femme, par les rues et maisons de Paris, prendre les petits
» chiens damerets, se faisait lire la grammaire et apprenait
» à décliner. »

Ainsi la crise devenait imminente en France et dans tout l'Occident (1485-1588). Elle semblait devoir être favorable à l'Espagne : la prise d'Anvers par le prince de Parme, le plus mémorable fait d'armes du seizième siècle, complétait la réduction de la Belgique (1585). Le roi de France avait été obligé de se mettre à la discrétion des Guises (même année), et la Ligue prenait pour foyer une ville immense, où le fanatisme religieux se fortifiait du fanatisme démocratique (1588).

Mais le roi de Navarre résista, contre toute vraisemblance, aux forces réunies des catholiques (1586-87); Élisabeth donna une armée aux Provinces-Unies (1585), de l'argent au roi de Navarre (1585) : elle déjoua toutes les conspirations (1584-5-6); et frappa l'Espagne et les Guises dans la personne de Marie-Stuart.

Mort de Marie Stuart. 1587.

Long-temps Élisabeth avait répondu aux instances de ses conseillers : *Puis-je tuer l'oiseau qui s'est réfugié dans mon sein?* Elle avait accepté des broderies et des robes de Paris que lui offrait sa captive. Mais l'irritation croissante de la grande lutte européenne, les craintes qu'on inspirait sans cesse à

Élisabeth pour sa propre vie, la puissance mystérieuse du jésuite Persons, qui, du continent, remuait l'Angleterre, portèrent la reine aux dernières extrémités. Malgré l'intervention des rois de France et d'Écosse, Marie fut condamnée à mort par une commission, comme coupable d'avoir conspiré avec les étrangers pour l'invasion de l'Angleterre et la mort d'Élisabeth. Une salle avait été tendue de noir dans le château de Fotheringay; la reine d'Écosse y parut couverte de ses plus riches habillemens; elle consola ses domestiques en pleurs, protesta de son innocence et pardonna à ses ennemis. Élisabeth aggrava l'horreur de cette résolution cruelle par des regrets affectés et des dénégations hypocrites (1587).

La mort de Marie ne fut nulle part plus ressentie qu'en France. Mais qui l'aurait vengée? son beau-frère, Henri III, tombait du trône; son cousin, Henri de Guise, croyait y monter. *La France était folle de cet homme-là, car c'est trop peu dire amoureuse.* Depuis ses succès sur les Allemands, alliés du roi de Navarre, le peuple ne l'appelait plus que *le nouveau Gédéon, le nouveau Machabée*; les nobles le nommaient *notre grand.* Il n'avait qu'à venir à Paris pour en être le maître; le roi le lui défend, et il arrive : toute la ville court au-devant de lui en criant : *Vive le duc de Guise! Hosannah filio David!* Il brave le roi dans son Louvre, à la tête de quatre cents gentilshommes. Dès lors les Lorrains croient avoir cause gagnée : le roi sera jeté dans un couvent; la duchesse de Montpensier, sœur du duc de Guise, montre les ciseaux d'or avec lesquels elle doit tondre *le Valois.* Le peuple élève partout des barricades, désarme les Suisses que le roi venait de faire entrer dans Paris, et les eût tous massacrés sans le duc de Guise. Un moment d'irrésolution lui fit tout perdre : pendant qu'il diffère d'attaquer le Louvre, la vieille Catherine de Médicis l'amuse par des propositions, et le roi se sauve à Chartres. Guise essaya en vain de se rattacher au Parlement. *C'est grand pitié, Monsieur*, lui dit le président Achille de Harlai, *quand le valet chasse le maître; au reste, mon ame est à Dieu, mon cœur au roi, mon corps entre les mains des méchans.*

Barricades. 1588.

États de Blois

Le roi délivré, mais abandonné de tout le monde, fut obligé de céder : il approuva tout ce qui s'était fait, livra au duc un grand nombre de villes, le nomma généralissime des armées du royaume, et convoqua les États-généraux à Blois. Le duc de Guise voulait un plus haut titre : il abreuva le roi de tant d'outrages, qu'il arracha au plus timide des hommes une résolution hardie, celle de l'assassiner.

« Le jeudi, 22 décembre 1588, le duc de Guise se mettant à table pour dîner, trouva sous sa serviette un billet dans lequel était écrit : « Donnez-vous de garde, on est sur » le point de vous jouer un mauvais tour. » L'ayant lu, il écrivit au bas : *On n'oserait*, et il le rejeta sous la table. « Voilà, dit-il, le neuvième d'aujourd'hui. » Malgré ces avertissemens, il persista à se rendre au conseil ; et comme il traversait la chambre où se tenaient *les quarante-cinq gentilshommes ordinaires*, il fut égorgé.

Destruction de l'Armada.

Pendant cette tragédie, qui favorisait plutôt qu'elle ne contrariait les desseins de l'Espagne, Philippe II entreprenait la conquête de l'Angleterre et la vengeance de Marie Stuart. Le 3 juin 1588, sortit de l'embouchure du Tage le plus formidable armement qui eût jamais effrayé la chrétienté : cent trente-cinq vaisseaux d'une grandeur jusque-là inouie, huit mille matelots, dix-neuf mille soldats, la fleur de la noblesse espagnole, et Lope de Vega sur la flotte pour chanter la victoire. Les Espagnols, ivres de ce spectacle, décorèrent cette flotte du nom d'*invincible armada*. Elle devait rejoindre aux Pays-Bas le prince de Parme, et protéger le passage de trente-deux mille vieux soldats ; la forêt de Waes en Flandre s'était changée en bâtimens de transport. L'alarme était extrême en Angleterre : on montrait aux portes des églises les instrumens de torture que les inquisiteurs apportaient sur la flotte espagnole. La reine parut à cheval devant les milices rassemblées à Teukesbury, et promit de mourir pour son peuple. Mais la force de l'Angleterre était dans sa marine. Sous l'amiral Howard servaient les plus grands hommes de mer du siècle, Drake, Hawkins, Forbisher. Les petits vaisseaux anglais harcelèrent la flotte espagnole, déjà

maltraitée par les élémens ; ils la troublèrent par leurs brûlots; le prince de Parme ne put sortir des ports de Flandre, et les restes de cet armement formidable, poursuivis par la tempête sur les rivages d'Écosse et d'Irlande, vinrent se cacher dans les ports de l'Espagne.

Le reste de la vie d'Élisabeth ne fut qu'un triomphe : elle rendit inutiles les entreprises de Philippe II sur l'Irlande, et poursuivit sa victoire sur toutes les mers. L'enthousiame de l'Europe, exalté par de tels succès, prit la forme la plus flatteuse pour une femme, celle d'une ingénieuse galanterie. On oublia l'âge de la reine (55 ans). Henri IV déclarait à l'ambassadeur d'Angleterre qu'il la trouvait plus belle que sa Gabrielle. Shakspeare la proclamait *la belle vestale assise sur le trône d'Occident.*

Philippe II, repoussé de la Hollande et de l'Angleterre, tournait toutes ses forces contre la France; le duc de Mayenne, frère de Guise, non moins habile, mais moins populaire, ne pouvait balancer l'or et les intrigues de l'Espagne.

Assassinat de Henri III. 1589.

Dès que la nouvelle de la mort de Guise parvint à Paris, le peuple prit le deuil, les prédicateurs tonnèrent; on tendait de noir les églises; on plaçait sur les autels les images du roi en cire, et on les perçait d'aiguilles. Mayenne fut créé chef de la Ligue, les États nommèrent quarante personnes pour gouverner. Bussi-Leclerc, devenu, de maître d'armes et de procureur, gouverneur de la Bastille, y conduisit la moitié du Parlement. Henri III n'eut d'autre ressource que de se jeter dans les bras du roi de Navarre : tous deux vinrent assiéger Paris. Ils campaient à Saint-Cloud, lorsqu'un jeune moine, nommé Clément, assassina Henri III d'un coup de couteau dans le bas-ventre. La duchesse de Montpensier, sœur du duc de Guise, qui attendait la nouvelle sur la route, l'apporta la première, presque folle de joie. On offrit dans les églises l'image de Clément à l'adoration du peuple; sa mère, pauvre paysanne de Bourgogne, étant venue à Paris, la foule se porta au-devant d'elle en criant : *Heureux le sein qui vous a porté et les mamelles qui vous ont allaité !* (1589.)

Henri IV.

Henri IV, abandonné de la plupart des Catholiques, fut

bientôt serré de près par Mayenne, qui se faisait fort de l'amener aux Parisiens pieds et poings liés. Déjà on louait des fenêtres pour le voir passer. Mais Mayenne avait affaire à un adversaire qui ne dormait pas, et *qui usait*, comme disait le prince de Parme, *plus de bottes que de souliers* : il attendit Mayenne près d'Arques en Normandie, et combattit avec trois mille hommes contre trente mille. Henri, fortifié d'une foule de gentilshommes, vint à son tour attaquer Paris et pilla le faubourg Saint-Germain. L'année suivante (1590), nouvelle victoire à Ivri sur l'Eure, où il battit Mayenne et les Espagnols. On sait les paroles qu'il adressa à ses troupes avant la bataille : *Mes compagnons, si vous courez ma fortune, je cours aussi la vôtre. Je veux vaincre ou mourir avec vous..... Gardez bien vos rangs, je vous prie, et si vous perdez vos enseignes, cornettes ou guidons, ne perdez point de vue mon panache blanc, vous le trouverez toujours au chemin de l'honneur et de la victoire* (Péréfixe). D'Ivri, il vint bloquer la capitale : cette malheureuse ville, en proie aux fureurs des Seize et à la tyrannie des soldats espagnols, fut réduite aux dernières extrémités de la famine : on y fit du pain avec les ossemens des morts; des mères y mangèrent leurs enfans; les Parisiens, opprimés par leurs défenseurs, ne trouvaient de pitié que dans le prince qui les assiégeait. Il laissa passer une grande partie des bouches inutiles : *Faudra-t-il donc*, disait-il, *que ce soit moi qui les nourrisse? Il ne faut point que Paris soit un cimetière; je ne veux point régner sur des morts.* Et encore : *Je ressemble à la vraie mère de Salomon; j'aimerais mieux n'avoir point de Paris, que de l'avoir déchiré en lambeaux.* Paris ne fut délivré que par l'arrivée du prince de Parme, qui, par ses savantes manœuvres, força Henri de lever le siége, et retourna ensuite aux Pays-Bas.

Arques.

Ivri.

Quid ?

Cependant le parti de la Ligue s'affaiblissait de jour en jour. Le lien de ce parti était la haine du roi : il avait préparé sa propre dissolution en assassinant Henri III. Il s'était divisé alors en deux factions principales, celle des Guises, appuyée surtout par la noblesse et le Parlement, et celle de l'Espagne, soutenue par d'obscurs démagogues. La seconde, concentrée

dans les grandes villes, et sans esprit militaire, se caractérisa par la persécution des magistrats (1589-91); Mayenne la réprima (1591), mais en ôtant à la Ligue son énergie démocratique. Cependant les Guises, deux fois battus, deux fois bloqués dans Paris, ne pouvaient se soutenir sans l'appui de ces mêmes Espagnols dont ils proscrivaient les agens. Les divisions éclatèrent aux États de Paris (1593); Mayenne y fit échouer les prétentions de Philippe II, mais non pas à son profit. La Ligue, véritablement dissoute dès ce moment, perdit son prétexte par l'abjuration et surtout par l'absolution de Henri IV (1593-95), son principal point d'appui par l'entrée du roi dans la capitale (1594). Il pardonna à tout le monde, et fit, le soir même du jour de son entrée, la partie de madame de Montpensier. Dès lors, la Ligue ne fut plus que ridicule, et la satire Ménippée lui porta le coup de grace. Henri racheta son royaume pièce à pièce des mains des grands qui se le partageaient.

Abjuration de Henri IV. 1594.

En 1595, la guerre civile fit place à la guerre étrangère. Le roi tourna contre les Espagnols l'ardeur militaire de la nation. Dans la mémorable année 1598, Philippe II fléchit enfin; tous ses projets avaient échoué, ses trésors étaient épuisés, sa marine presque ruinée. Il renonça à ses prétentions sur la France (2 mai), et transféra les Pays-Bas à sa fille (6 mai). Élisabeth et les Provinces-Unies s'alarmèrent de la paix de Vervins et resserrèrent leur alliance; Henri IV avait mieux vu que rien n'était plus à craindre de Philippe II (mort le 13 septembre). Le roi de France termina les troubles intérieurs en même temps que la guerre étrangère, en accordant la tolérance religieuse et des garanties politiques aux protestans (Édit de Nantes, avril).

Paix de Vervins. 1598.

La situation des puissances belligérantes, après ces longues guerres, présente un contraste frappant. C'est le maître des deux Indes qui est ruiné. L'épuisement de l'Espagne ne fait que s'accroître sous le règne du cardinal de Lerma et du comte-duc d'Olivarès, favori de Philippe III et de Philippe IV. L'Espagne ne produisant plus de quoi acheter les métaux de l'Amérique, ils cessent de l'enrichir. De tout ce qu'on importe

Épuisement de l'Espagne.

en Amérique, un vingtième au plus est manufacturé en Espagne. A Séville, les seize cents métiers qui travaillaient la laine et la soie en 1536 sont réduits à quatre cents, vers 1621. Dans une même année (1609), l'Espagne chasse un million de sujets industrieux (les Maures de Valence), et se voit forcé d'accorder une trève de douze ans aux Provinces-Unies.

Prospérité de l'Angleterre, des Pays-Bas, et de la France.

Au contraire, la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies, prennent un accroissement rapide de population, de richesse et de grandeur.

Dès 1595, Philippe II, en fermant aux Hollandais le port de Lisbonne, les avait forcés de chercher aux Indes les denrées de l'Orient, et d'y fonder un empire sur les ruines de celui des Portugais. La république fut troublée au dedans par les querelles du stathouder et du syndic (Maurice d'Orange et Barnevelt), par la lutte du pouvoir militaire et de la liberté civile, du parti de la guerre et de celui de la paix (Gomaristes et Arminiens); mais le besoin de la défense nationale assura la victoire au premier de ces deux partis. Il en coûta la vie au vénérable Barnevelt, décapité à soixante-dix ans (1619).

A l'expiration de la trève de douze ans, ce ne fut plus une guerre civile, mais une guerre régulière, une guerre savante, une école pour tous les militaires de l'Europe. L'habileté du général des Espagnols, le célèbre Spinola, fut balancée par celle du prince Frédéric Henri, frère et successeur de Maurice.

Cependant la France était sortie de ses ruines sous Henri IV. Malgré les faiblesses de ce grand roi, malgré les fautes même qu'un examen attentif peut faire découvrir dans son règne, il n'en mérita pas moins le titre auquel il aspirait, celui de restaurateur de la France. « Il mit tous ses soins à policer, à faire fleurir ce royaume qu'il avait conquis : les troupes inutiles sont licenciées; l'ordre dans les finances succède au plus odieux brigandage; il paie peu à peu toutes les dettes de la couronne sans fouler les peuples. Les paysans répètent encore aujourd'hui qu'il voulait qu'*ils eussent une poule au pot tous*

les dimanches, expressions triviales, mais sentiment paternel. Ce fut une chose bien admirable que, malgré l'épuisement et le brigandage, il eût, en moins de quinze ans, diminué le fardeau des tailles de quatre millions de son temps; que tous les autres droits fussent réduits à la moitié; qu'il eût payé cent millions de dettes. Il acheta pour plus de cinquante millions de domaines; toutes les places furent réparées, les magasins, les arsenaux remplis, les grands chemins entretenus : c'est la gloire éternelle de Sully et celle du roi, qui osa choisir un homme de guerre pour rétablir les finances de l'État, et qui travailla avec son ministre.

« La justice est réformée [1], et ce qui était beaucoup plus difficile, les deux religions vivent en paix, au moins en apparence. L'agriculture est encouragée; *le labourage et le pâturage*, disait Sully, *voilà les deux mamelles dont la France est alimentée, les vraies mines et trésors du Pérou.* Le commerce et les arts, moins protégés par Sully, furent cependant en honneur; les étoffes d'or et d'argent enrichissent Lyon et la France. Henri établit des manufactures de tapisseries de haute lice en laine et en soie rehaussée d'or : on commence à faire de petites glaces dans le goût de Venise. C'est à lui seul qu'on doit les vers à soie, les plantations de mûriers, malgré les oppositions de Sully. Henri fait creuser le canal de Briare, par lequel on a joint la Seine et la Loire. Paris est agrandi et embelli : il forme la Place-Royale; il

Administrat.

[1] Sous les règnes déplorables de François II, Charles IX et Henri III, d'importantes réformes furent faites dans la législation par le chancelier Oliviér, et surtout par L'Hôpital.—Ordonnance de Moulins, 1566, qui sert de base à la législation française jusqu'à la Révolution. Elle consacre le droit de remontrance des parlemens, rétablit l'inspection des tribunaux supérieurs sur les tribunaux inférieurs, règle la nomination aux offices vacans, l'âge des juges, les examens de capacité, les ressorts et les attributions des présidiaux, baillis, prévots, etc., prescrit des règles uniformes de procédures, enlève toute juridiction en matière civile aux magistrats municipaux, contient enfin plusieurs dispositions sur les créanciers, les mineurs, les substitutions qu'elle ne permet pas d'étendre au quatrième dégré, les donations qu'elle soumet à l'enregistrement et à la publicité. Code du roi Henri III, premier essai d'une codification générale.

restaure tous les ponts. Le faubourg Saint-Germain ne tenait point à la ville, il n'était point pavé, le roi se charge de tout. Il fait construire ce beau pont où les peuples regardent aujourd'hui sa statue avec tendresse. Saint-Germain, Monceaux, Fontainebleau et surtout le Louvre, sont augmentés et presque entièrement bâtis. Il donne des logemens dans le Louvre, sous cette longue galerie qui est son ouvrage, à des artistes en tout genre, qu'il encourageait souvent de ses regards comme par des récompenses. Il est enfin le vrai fondateur de la Bibliothèque royale. Quand don Pèdre de Tolède fut envoyé par Philippe III en ambassade auprès de Henri, il ne reconnut plus cette ville qu'il avait vue autrefois si malheureuse et si languissante : *C'est qu'alors le père de la famille n'y était pas*, lui dit Henri; *et aujourd'hui qu'il a soin de ses enfans, ils prospèrent.* » (Voltaire.)

Copié dans livre

Projets du roi.

La France était devenue l'arbitre de l'Europe. Grace à sa médiation puissante, le pape et Venise avaient été réconciliés (1607); l'Espagne et les Provinces-Unies avaient enfin interrompu leur longue lutte (1609-1621; Henri IV allait abaisser la maison d'Autriche; si nous en croyons son ministre, il prétendait fonder une paix perpétuelle, et substituer un état légal à l'état de nature qui existe encore entre les membres de la grande famille européenne. Tout était prêt, une nombreuse armée, des approvisionnemens de tout genre, la plus formidable artillerie du monde, et trente millions dans les caves de la Bastille. Un coup de poignard sauva l'Autriche. Le peuple soupçonna l'Empereur, le roi d'Espagne, la reine de France, le duc d'Épernon, les jésuites : tous profitètent du crime; mais il suffit, pour l'expliquer, du fanatisme qui poursuivit pendant tout son règne, un prince que l'on soupçonnait d'être toujours protestant dans le cœur, et de vouloir faire triompher sa religion dans l'Europe. Le coup avait été tenté dix-sept fois avant Ravaillac.

Sa mort. 1610.

« Le vendredi 14 du mois de may 1610, jour triste et fatal pour la France, le roy, sur les dix heures du matin, fut entendre la messe aux Feuillans : au retour, il se retira dans

son cabinet, où le duc de Vendôme, son fils naturel, qu'il aimoit fort, vint lui dire qu'un nommé La Brosse, qui faisoit profession d'astrologie, lui avoit dit que la constellation sous laquelle sa Majesté étoit née le menaçoit d'un grand danger ce jour-là : ainsi, qu'il l'avertit de se bien garder. A quoi le roy répondit en riant à M. de Vendôme : « La Brosse est un » vieil matois qui a envie d'avoir de votre argent, et vous » un jeune fol de le croire. Nos jours sont comptez devant » Dieu. » Et sur ce le duc de Vendôme fut avertir la reine qui pria le roy de ne pas sortir du Louvre le reste du jour. A quoi il fit la même réponse.

» Après diné, le roy s'est mis sur son lit pour dormir; mais ne pouvant recevoir de sommeil, il s'est levé triste, inquiet et rêveur, et a promené dans sa chambre quelque temps, et s'est jeté de rechef sur le lit. Mais ne pouvant dormir encore, il s'est levé, et a demandé à l'exempt des gardes quelle heure il étoit. L'exempt des gardes lui a répondu qu'il étoit quatre heures, et a dit : « Sire, je vois » votre Majesté triste et toute pensive; il vaudroit mieux » prendre un peu l'air : cela la réjouiroit. — C'est bien dit. » Hé bien, faites apprêter mon carosse; j'irai à l'Arsenal » voir le duc de Sully, qui est indisposé, et qui se baigne » aujourd'hui. »

» Le carosse étant prêt, il est sorti du Louvre, accompagné du duc de Montbazon, du duc d'Espernon, du maréchal de Lavardin, Roquelaure, La Force, Mirebeau et Liancourt, premier écuyer. En même temps il chargea le sieur de Vitry, capitaine de ses gardes, d'aller au palais faire diligenter les apprêts qui s'y faisoient pour l'entrée de la reine, et fit demeurer ses gardes au Louvre. De façon que le roy ne fut suivi que d'un petit nombre de gentilshommes à cheval, et quelques valets de pieds. Le carosse étoit malheureusement ouvert de chaque portière, parce qu'il faisoit beau temps, et que le roy vouloit voir en passant les préparatifs qu'on faisoit dans la ville. Son carosse entrant de la rue Saint-Honoré dans celle de la Ferronnerie, trouva d'un côté un chariot chargé de vin, et de l'autre côté un autre chargé

de foin, lesquels faisoient embarras; il fut contraint de s'arrêter, à cause que la rue est fort étroite, par les boutiques qui sont bâties contre la muraille du cimetière des Saints-Innocens.

» Dans cet embarras, une grande partie des valets de pied passa dans le cimetière pour courir plus à l'aise, et devancer le carrosse du roy au bout de ladite rue. De deux seuls valets de pieds qui avaient suivi le carrosse, l'un s'avança pour détourner cet embarras, et l'autre s'abaissa pour renouer sa jarretière, lorsqu'un scélérat sorti des enfers, appelé François Ravaillac, natif d'Angoulême, qui avoit eu le temps, pendant cet embarras, de remarquer le côté où étoit le roy, monte sur la roue dudit carrosse, et d'un couteau tranchant de deux côtez, lui porte un coup entre la seconde et la troisième côte, un peu au-dessus du cœur, qui a fait que le roy s'est écrié : « Je suis blessé ! » Mais le scélérat, sans s'effrayer, a redoublé et l'a frappé d'un second coup dans le cœur, dont le roy est mort, sans avoir pu jeter qu'un grand soupir. Ce second a été suivi d'un troisième, tant le parricide étoit animé contre son roy, mais qui n'a porté que dans la manche du duc de Montbazon.

» Chose surprenante ! nul des seigneurs qui étoient dans le carrosse n'a vu frapper le roy : et si le monstre d'enfer eût jeté son couteau, on n'eût sçu à qui s'en prendre. Mais il s'est tenu là comme pour se faire voir, et pour se glorifier du plus grand des assassinats. »

CHAPITRE XX.

Troubles des commencemens du règne de Louis XIII. — Richelieu. 1610-1643.

Le caractère général du dix-septième siècle, c'est le progrès commun de la royauté et du tiers-état. Le progrès de la royauté n'est suspendu que deux fois par les minorités de Louis XIII et de Louis XIV. Celui du tiers-état ne s'arrête que vers la fin du règne de Louis XIV. A cette époque, le roi n'ayant depuis long-temps rien à craindre de la noblesse, lui livre l'administration. Jusque-là tous les ministres, Concini, Luynes, Richelieu, Mazarin, Colbert, Louvois, sortaient de la roture, tout au plus de la petite noblesse. Quelques-uns des amiraux et des officiers supérieurs des armées de Louis XIV appartenaient aux derniers rang du peuple.

Dans la première partie de ce siècle l'action politique est pour ainsi dire négative. Il s'agit d'annuler ce qui fait obstacle à la centralisation monarchique, les grands et les protestans; c'est l'œuvre de Richelieu. Dans la seconde moitié, il y a sous Colbert, une tentative d'organisation législative, et surtout administrative; la production industrielle prend l'essor. La France agit puissamment au-dedans et au dehors; elle produit, elle combat. Mais la production ne marche point du même pas que la consommation. La France s'épuise

à compléter son territoire par des conquêtes nécessaires et glorieuses. Le cours de sa prospérité intérieure est aussi retardé par la grandeur des guerres et des conquêtes; elle l'est par la réaction aristocratique. La noblesse s'empare du pouvoir monarchique, se place partout entre le roi et le peuple, et communique à la royauté sa propre décrépitude.

Louis XIII. Marie de Médicis régente.

Henri IV avait eu grand'peine à se tenir entre les protestans et les catholiques. Lorsqu'il mourut, cette indécision ne pouvait plus continuer; il allait se jeter d'un côté, et c'eût été du côté protestant. La grande guerre d'Allemagne qui commençait, lui offrait le rôle magnifique de chef de l'opposition européenne contre la maison d'Autriche, le rôle que prit vingt ans plus tard Gustave-Adolphe. Le roi mort, un enfant, Louis XIII, une régente italienne, Marie de Médicis, son ministre italien, Concini, ne pouvaient continuer Henri IV. Cet enfant, cette femme ne pouvaient monter à cheval pour aller guerroyer l'Autriche. Ne pouvant combattre l'Autriche, il fallait l'avoir pour amie. Ne pouvant mener les grands et les protestans en Allemagne à une croisade protestante, il fallait, s'il était possible, gagner les grands et affaiblir les protestans. Cette politique de Concini, tant blâmée des historiens, reçoit sa justification du premier juge en cette matière, de Richelieu lui-même dans un de ses écrits. Les grands à qui Henri IV n'avait pu ôter leurs places fortes, un Condé, un d'Épernon, un Bouillon, un Longueville, se trouvaient tout armés à sa mort; ils exigèrent de l'argent, et il fallut, pour éviter la guerre civile, leur livrer le trésor d'Henri IV (douze millions, et non trente, selon Richelieu). Puis ils demandent les États-généraux (1614). Ces États qui du reste ne firent rien, répondirent peu à l'attente des grands; ils se montrèrent dévoués à la couronne, le Tiers réclama une déclaration de l'indépendance de la couronne à l'égard du pape. Les grands n'ayant pu rien tirer des États, eurent recours à la force, et s'allièrent aux protestans (1615); bizarre alliance du vieux parti féodal avec la réforme religieuse du seizième siècle. Concini, lassé des moyens termes, fit arrêter le prince de Condé, chef de la coalition; cette démarche

Concini.

hardie annonçait une nouvelle politique ; il venait de s'attacher le jeune Richelieu (1616).

De Luynes

Une intrigue de cour renversa Concini, au profit du jeune Luynes, domestique favori du petit roi ; qui lui persuada de s'affranchir de son ministre et de sa mère (1617). Concini fut assassiné, sa veuve Léonora Caligaï exécutée comme sorcière. Leur vrai crime était le brigandage et la vénalité. Luynes ne fit guère que continuer le ministère de Concini. Il avait un ennemi de plus, la mère du roi, qui par deux fois fit craindre une guerre civile. Les protestans se montraient chaque jour plus menaçans. Ils réclamaient les armes à la main l'exécution de ce dangereux édit de Nantes qui laissait subsister une république dans le royaume. Luynes les poussa à bout en réunissant le Béarn à la couronne, et déclarant que dans cette province les biens ecclésiastiques seraient rendus aux catholiques. C'est précisément ce que l'Empereur voulait faire en Allemagne, et ce qui fut la cause principale de la guerre de Trente ans. Richelieu s'y prit mieux plus tard. Il n'inquiéta point les protestans pour les biens usurpés, il ne toucha qu'à leurs places fortes. Leur assemblée de La Rochelle en 1621 publia une déclaration d'indépendance, partagea en huit cercles les sept cents églises réformées de France, régla les levées d'argent et d'hommes, en un mot organisa la république protestante. Ils offraient cent mille écus par mois à Lesdiguières pour qu'il se mît à leur tête et organisât leur armée. Mais le vieux soldat ne voulut point à quatre-vingts ans quitter sa petite royauté du Dauphiné pour accepter la conduite de ce parti indisciplinable. Luynes, qui avait prit le commandement des armées, et le titre de connétable, échoua honteusement devant Montauban où il avait conduit le roi. Il mourut dans cette campagne (1621).

Richelieu. 1624.

Ce ne fut que trois ans après que la reine-mère parvint à introduire au conseil sa créature, Richelieu (1624). Le roi avait de l'antipathie pour cet homme, dans lequel il semblait pressentir un maître. La première pensée de Richelieu fut de neutraliser l'Angleterre, seule alliée des protestans de France. Cela fut fait de deux manières. D'une part, on soutint la

Hollande, on lui prêta de l'argent, pour en obtenir des vaisseaux ; de l'autre, le mariage du roi d'Angleterre avec la belle Henriette de France, fille d'Henri IV, augmenta l'indécision naturelle de Charles Ier et la défiance des Anglais pour son gouvernement. Le cardinal commence par une alliance avec les Anglais et les Hollandais hérétiques, et une guerre contre le pape ; on put juger d'après cela quelle liberté d'esprit il portait dans la politique. Le pape, livré aux Espagnols, occupait pour eux le petit canton suisse de la Valteline, leur gardant ainsi la porte des Alpes, par où leurs possessions d'Italie communiquaient avec l'Autriche. Richelieu achète des troupes suisses, les envoie contre celles du pape, et rend la Valteline aux Grisons, non sans s'être assuré par une décision de la Sorbonne qu'il peut le faire en sûreté de conscience. Après avoir battu le pape, il bat l'année suivante (1625) les protestans qui ont repris les armes ; il les bat et les ménage, ne pouvant encore les écraser. Il était entravé dans l'exécution de ses grands projets par les plus méprisables intrigues. Des femmes excitaient des jeunes gens, les domestiques de Gaston, duc d'Orléans, aiguillonnaient sa paresseuse ambition. Ils voulaient lui donner un appui au-dehors en lui faisant épouser une princesse étrangère. Richelieu essaya d'abord de les gagner. Il donna le bâton de maréchal à d'Ornano, gouverneur de Gaston. Ils s'enhardirent par là, et complotèrent sa mort. Richelieu fit encore venir leur principal complice, le jeune Chalais, et n'obtint rien. Alors, changeant de moyens, il livra Chalais à une commission du parlement de Bretagne, et le fit décapiter (1626). Gaston, pendant qu'on coupait la tête à son ami, épousa, sans mot dire, mademoiselle de Montpensier. D'Ornano, enfermé à la Bastille, y mourut bientôt, sans doute empoisonné. Les favoris de Gaston étaient sujets à mourir à la Bastille (Puylaurens en 1635). Telle était la politique du temps, telle nous la lisons dans le Machiavel du XVIIe siècle, Gabriel Naudé, bibliothécaire de Mazarin. La devise de ces politiques, telle que la donne Naudé, c'est : *Salus populi suprema lex esto.* Du reste, ils s'accordent sur le choix des moyens. C'est cette doctrine atroce qui inspira nos

Guerre contre le pape et les protestans.

Intrigues de Gaston.

terroristes de 93. Elle semble n'avoir laissé à Richelieu ni doutes ni remords. Comme il expirait, le prêtre lui demanda s'il pardonnait à ses ennemis : « Je n'en ai jamais eu d'autres, répondit-il, que ceux de l'État. » Il avait dit à une autre époque ces paroles qui font frémir : « Je n'ose rien entreprendre sans y avoir bien pensé ; mais, quand une fois j'ai pris ma résolution, je vais droit à mon but, je renverse tout, je fauche tout, et ensuite je couvre tout de ma robe rouge. »

Prise de La Rochelle. 1628.

Effectivement, il marcha en ligne droite, avec une inflexibilité terrible. Il supprima la charge de connétable. Celle d'amiral de France, il la prit pour lui sous le titre de surintendant-général de la navigation. Ce titre voulait dire d'avancé : destructeur de La Rochelle. Sous prétexte d'économie, il ordonna la réduction des pensions et la démolition des forteresses. La forteresse du protestantisme, La Rochelle fut enfin attaquée. Un fat qui gouvernait le roi d'Angleterre, le beau Buckingham, s'était déclaré solennellement amoureux de la reine de France ; on lui ferma l'entrée du royaume, et il fit déclarer la guerre à la France. L'Anglais promit des secours à La Rochelle, elle se souleva, et tomba sous la serre de Richelieu (1627-8). Buckingham vint avec quelques mille hommes se faire battre dans l'île de Rhé. Charles Ier eut ensuite bien d'autres affaires. Avec la fameuse *pétition des droits* (1628) commença la révolution d'Angleterre ; Richelieu n'y fut rien moins qu'étranger. Cependant La Rochelle, abandonnée des Anglais, se vit isolée de la mer par une prodigieuse digue de quinze cents toises ; on en distingue encore les restes à la mer basse. Le travail dura plus d'un an, la mer emporta plus d'une fois la digue. Richelieu ne lâcha pas prise. L'Amsterdam française, dont Coligni avait cru se faire le Guillaume d'Orange, fut saisie dans ses eaux, et méditerranisée ; isolée de son élément, elle ne fit plus que languir. Le protestantisme fut tué du même coup, au moins comme parti politique. La guerre traîna encore dans le Midi. Le fameux duc de Rohan lui-même finit par s'arranger pour cent mille écus.

Guerre d'Italie. 1629-30.

Après avoir brisé le parti protestant en France, Richelieu

battit le parti catholique en Europe; il força les Espagnols dans leur Italie où ils régnaient depuis Charles-Quint. Il trancha par une vive et courte guerre le nœud de la succession de Mantoue et de Montferrat, petites possessions, mais grandes positions militaires. Le dernier duc les avait léguées à un prince français, au duc de Nevers. Les Savoyards, fortifiés au pas de Suze, se croyaient inexpugnables; Richelieu lui-même le pensait ainsi. Le roi emporta de sa personne cette terrible barrière; le duc de Nevers fut affermi, la France eut un avant-poste en Italie, et le duc de Savoie sut que les Français passaient chez lui quand ils voulaient (1630).

Journée des dupes.

Pendant cette belle guerre, la mère du roi, les courtisans, les ministres mêmes, en faisaient une sourde et lâche à Richelieu. Ils crurent l'avoir détrôné. Il revit Louis, lui parla un quart d'heure, et se retrouva roi. Cette journée fut appelée la *journée des dupes*. Ce fut une comédie. Le cardinal fit ses paquets le matin, et ses ennemis en firent autant le soir. Mais la pièce eut son côté tragique. Le cardinal fit prendre les deux Marillac, le maréchal et le surintendant, tous deux ses créatures, qui avaient tourné contre lui. Sans parler du crime de péculat et de concussion, si commun à cette époque, ils étaient coupables d'avoir essayé de faire manquer la guerre d'Italie, en retenant les sommes qui y étaient destinées. L'un d'eux eut la tête tranchée. Ce qu'il y eut d'odieux, c'est qu'il fut jugé par une commission, par ses ennemis personnels, dans une maison particulière, dans le palais même du cardinal, à Ruel.

Révolte de Gaston.

La reine-mère, plus embarrassante, avait été arrêtée, intimidée. On l'avait décidée à s'enfuir à Bruxelles avec son fils Gaston. Celui-ci, aidé par le duc de Lorraine dont il avait épousé la fille en secondes noces, rassemble quelques troupes de vagabonds, et se jette en France. Il y était appelé par les grands, entre autres par Montmorency, gouverneur du Languedoc. Les grands voulaient cette fois jouer quitte ou double. Pour aller joindre Montmorency, il fallait traverser le royaume. Les soldats mal payés de Gaston se payèrent de leurs mains sur la route. Partout les villes fermèrent leurs portes à ses

brigands. La jonction eut lieu à Castelnaudary, et ils n'en furent pas moins battus (1632). Gaston jeta les armes et fit encore la paix en livrant ses amis; il jura expressément *d'aimer les ministres du roi, en particulier M. le cardinal.* Montmorenci, blessé et pris, fut impitoyablement décapité à Toulouse. On plaignit ce dernier représentant du monde chevaleresque et féodal. Déjà son parent le duc de Bouteville, père du célèbre Luxembourg, avait eu la tête tranchée en 1627 pour s'être battu en duel. Lorsque de pareilles têtes tombaient, les grands commençaient à comprendre qu'il ne fallait plus se jouer de l'État et de la loi.

Montmorenci décapité.

C'était alors le plus fort de la guerre de Trente ans. Richelieu ne pouvait y intervenir directement, tant qu'il avait les grands sur les bras. L'Empereur avait alors frappé le parti protestant; le Palatin était ruiné (1623), le roi de Danemark quittait la partie (1629). Les armées catholiques avaient alors à leur tête les plus grands généraux, le tacticien Tilly et ce démon de la guerre, Wallenstein. Pour relever les protestans, pour remuer cette lourde Allemagne, il fallait un mouvement du dehors. Richelieu fouilla le Nord au-delà du Danemark, et de Suède il tira Gustave-Adolphe. Il le débarrassa d'abord de la guerre de Pologne; il lui donna de l'argent, lui ménagea l'alliance des Provinces-Unies et du roi d'Angleterre. En même temps, il fut assez adroit pour décider l'Empereur à désarmer. Le Suédois, pauvre prince qui avait plus à gagner qu'à perdre, sa lança dans l'Allemagne, fit une guerre à coups de foudre, déconcerta les fameux tacticiens, les battit à son aise pendant qu'ils étudiaient ses coups; il leur enleva d'un revers tout le Rhin, tout l'occident de l'Allemagne. Richelieu n'avait pas prévu qu'il irait si vite. Heureusement, Gustave périt à Lutzen, heureusement pour ses ennemis, pour ses alliés, pour sa gloire. Il mourut pur et invaincu (1632).

Guerre de Trente ans.

Richelieu continue les subsides aux Suédois, ferme la France du côté de l'Allemagne en confisquant la Lorraine, et déclare la guerre aux Espagnols (1635). Il croyait la maison d'Autriche assez matée pour pouvoir entrer en partage de ses dépouilles. Il avait acheté le meilleur élève de Gustave-Adolphe, Bernard de Saxe-Weimar. Cependant cette

Période française. 1635-48.

guerre fut d'abord difficile. Les impériaux entrèrent par la Bourgogne et les Espagnols par la Picardie. Ils n'étaient plus qu'à trente lieues de Paris. On déménageait, le ministre lui-même semblait avoir perdu la tête. Les Espagnols furent repoussés (1636). Bernard de Weimar gagna, au profit de la France, ses belles batailles de Rhinfeld et de Brisach; Brisach, Fribourg, ces places imprenables, furent prises pourtant. La tentation devenait forte pour Bernard; il souhaitait, avec l'argent de la France, se former une petite souveraineté sur le Rhin; son maître, le grand Gustave, n'en avait pas eu le temps; Bernard ne l'eut pas davantage. Il mourut à trente-six ans, fort à propos pour la France et pour Richelieu (1639).

Bernard de Weimar.

L'année suivante (1640), le cardinal trouva moyen de simplifier la guerre. Ce fut d'en créer une à l'Espagne chez elle, et plus d'une. L'est et l'ouest, la Catalogne et le Portugal, prirent feu en même temps. Les Catalans se mirent sous la protection de la France. L'Espagne voulait faire comme Richelieu, lui ménager chez lui une bonne guerre intérieure. Elle traitait avec Gaston, avec les grands. Le comte de Soissons, qui fit feu avant l'ordre, fut obligé de se sauver chez les Espagnols, et fut tué en combattant pour eux près de Sedan (1641). La faction ne se découragea pas; un nouveau complot fut tramé, de concert avec l'Espagne. Le jeune Cinq-Mars, grand écuyer et favori de Louis XIII, s'y jeta avec l'étourderie qui avait perdu Chalais. Le discret de Thou, fils de l'historien, sut l'affaire et ne dit mot. Le roi lui-même n'ignorait pas qu'on tramait la perte du ministre. Celui-ci, qui était alors bien malade, semblait perdu sans ressource. Ayant pourtant réussi à se procurer une copie de leur traité avec l'étranger, il eut encore le temps de faire le procès à ses ennemis avant de mourir. Il fit couper la tête à Cinq-Mars et à de Thou; le duc de Bouillon, qui avait déjà le couteau sur la gorge, se racheta en rendant sa ville de Sedan, le foyer de toutes les intrigues. A l'autre bout de la France, Richelieu prenait en même temps Perpignan aux Espagnols. Ces deux places furent un legs du cardinal à la France, qu'elles couvrent au nord et au midi. La même année mourut le grand homme (1642).

Catalogne et Portugal. 1640.

Cinq-Mars.

CHAPITRE XXI.

Troubles sous Mazarin. Commencement de Colbert. Louis XIV.
1643-1661.

La mort de Richelieu fut une délivrance pour tout le monde. On respira. Le peuple fit des chansons. Le roi les chanta lui-même, tout mourant qu'il était. Sa veuve, Anne d'Autriche, fut régente au nom du nouveau roi, Louis XIV, alors âgé de six ans. La France après Richelieu, et Lous XIII se trouvait, comme après Henri IV, sous une molle main de femme qui ne savait résister ni retenir. Il n'y avait plus, dit un contemporain, que trois petits mots dans la langue française : « La reine est si bonne ! » Le Concini de cette nouvelle Marie de Médicis, fut un Italien de beaucoup d'esprit, le cardinal Mazarin. Son administration, aussi déplorable au-dedans que glorieuse au-dehors, fut troublée par la ridicule révolution de la Fronde, et couronnée par les deux traités de Westphalie et des Pyrénées ; le premier est resté la charte diplomatique de l'Europe jusqu'à la révolution française. Le bien, le mal, c'était également l'héritage de Richelieu. Richelieu avait tendu à l'excès le ressort du gouvernement ; il se détendit tout naturellement sous Mazarin. Richelieu, ayant à rendre chaque jour quelque combat à mort, avait vécu en finances d'expédiens tyranniques. Il avait mangé le présent,

Louis XIV. 1643.

Mazarin.

l'avenir même, en tuant le crédit. Mazarin, recevant les choses en cet état, augmenta le désordre, laissa prendre et prit lui-même. Il laissait à sa mort deux cent millions de biens. Il avait toutefois trop d'esprit pour ne pas sentir le prix de l'ordre. Au lit de la mort, il dit à Louis XIV, qu'il croyait s'acquitter de tout envers lui, en lui donnant Colbert. Du reste, une partie de cet argent volé fut employé honorablement. Il envoya Gabriel Naudé par toute l'Europe pour acheter à tout prix des livres précieux; il forma ainsi son admirable *bibliothèque Mazarine*, et il l'ouvrit au public. Ce fut la première bibliothèque publique à Paris. En même temps il faisait donner à Descartes, retiré en Hollande, une pension de mille écus, qu'il lui fit payer exactement.

Le nouveau règne fut inauguré par des victoires. L'infanterie française prit pour la première fois sa place dans le monde par la bataille de Rocroy (1643). Cet événement est bien autre chose qu'une bataille, c'est un grand fait social. La cavalerie est l'arme aristocratique, l'infanterie l'arme plébéienne. L'apparition de l'infanterie est celle du peuple. Chaque fois qu'une nationalité surgit, l'infanterie apparaît. Tel peuple, telle infanterie. Depuis un siècle et demi que l'Espagne était une nation, le fantassin espagnol régnait sur les champs de bataille, brave sous le feu, se respectant lui-même, quelque déguenillé qu'il fût, et faisant partout respecter le *senor soldado*; du reste, sombre, avare et avide, mal payé, mais sujet à patienter en attendant le pillage de quelque bonne ville d'Allemagne ou de Flandre. Ils avaient juré au temps de Charles-Quint : « Par le sac de Florence »; ils avaient pillé Rome, puis Anvers, puis je ne sais combien de villes des Pays-Bas. Parmi les Espagnols, il y avait des hommes de toutes nations; surtout des Italiens. Le caractère national disparaissait. L'esprit de corps, et le vieil honneur de l'armée les soutenait encore, lorsqu'ils furent portés par terre à la bataille de Rocroy. Le soldat qui prit leur place, fut le soldat français, l'idéal du soldat, la fougue disciplinée. Celui-ci, loin encore à cette époque de comprendre la patrie, avait du moins un vif sentiment du pays. C'était une gaillarde

Rocroy. 1643.

population de fils de laboureurs, dont les grands-pères avaient fait les dernières guerres de religion. Ces guerres de partisans, ces escarmouches à coups de pistolet firent tout une nation de soldats; il y eut dans les familles des traditions d'honneur et de bravoure. Les petits-fils, enrôlés, conduits par un jeune homme de vingt ans, le grand Condé, forcèrent à Rocroy les lignes espagnoles, enfoncèrent les vieilles bandes aussi gaîment que leurs descendans franchirent, sous la conduite d'un autre jeune homme, les ponts d'Arcole et de Lodi.

Depuis Gustave-Adolphe, la guerre s'était inspirée d'un plus libre génie. On croyait moins à la force matérielle, davantage à la force morale. La tactique était, si je puis dire, devenue spiritualiste. Dès qu'on sentait le dieu en soi, on marchait, sans compter l'ennemi. Il fallait en tête un homme audacieux, un jeune homme qui crût au succès. Condé à Fribourg jeta son bâton dans les rangs ennemis; tous les Français coururent le ramasser.

Traité de Westphalie 1648.

La victoire engendre la victoire. Les lignes de Rocroy forcées, la barrière de l'honneur espagnol et impérial fut forcée pour jamais. L'année suivante (1644), l'habile et vieux Mercy laisse emporter les lignes de Thionville, Condé prend Philisbourg et Mayence, la position centrale du Rhin. Mercy est de nouveau battu, et complètement, à Nordlingue (1645). En 1646, Condé prend Dunkerque, la clé de la Flandre et du détroit. Enfin, le 20 août 1648, il gagne dans l'Artois la bataille de Lens. Le 24 octobre fut signée la paix de Westphalie. Condé avait simplifié les négociations.

Condé.

Ces cinq années de succès inouïs furent fatales au bon sens de Condé. Il ne se douta pas du peuple qui avait gagné ses victoires; il les prit pour lui-même, et tout le monde, il est vrai, pensait comme lui. Voilà ce qui lui fit jouer dans la Fronde le rôle de matamore, de héros de théâtre; puis trompé, désappointé, impuissant et ridicule, il se fâcha, passa à l'ennemi; mais il fut battu, dès qu'il ne commanda plus à des Français.

L'année même de ce glorieux traité de Westphalie, qui

terminait la guerre européenne et donnait l'Alsace à la France, éclata la plus ridicule des révolutions. La *Fronde* (cette guerre d'enfans, nommée fort bien du nom d'un jeu d'enfant) fut sans doute comique dans ses événemens, mais bien plus dans son principe : c'était au fond, la révolte des légistes contre la loi. Le Parlement s'arma contre l'autorité royale, dont il procédait. Il prit pour lui le pouvoir des États-généraux, et se prétendit le délégué de la nation qui n'en savait rien. C'était le temps où le parlement d'Angleterre, véritable parlement dans le sens politique du mot, coupait la tête à son roi (1649). En récompense la populace de Naples se faisait un roi d'un pêcheur (Mazaniello, 1648). Notre Parlement composé de gens de loi qui achetaient leur charge, n'en voulait pas à la dynastie, à la royauté, mais seulement au pouvoir royal. Leur conduite depuis deux siècles ne faisait prévoir rien de semblable. Ils avaient montré pendant les guerres de religion beaucoup de frayeur et de docilité. Favorables pour la plupart aux idées nouvelles, ils avaient pourtant enregistré la Saint-Barthélemi. Sous Richelieu, même docilité; les parlemens lui avaient fourni des commissions pour ses justices sanguinaires, et n'en avaient pas moins été maltraités, violentés, interdits (Paris 1635, Rouen 1640). Ils portaient alors la tête bien basse. Quand ils la relevèrent, qu'ils la sentirent encore sur leurs épaules, et virent que le maître était bien mort, ils se sentirent braves, ils parlèrent haut. Ce fut une gaie et vive échappée d'écoliers entre deux maîtres sévères, entre Richelieu et Louis XIV, entre la violence et la force.

La Fronde.

Dans cette tragi-comédie, les plus amusantes figures après celles du *Mars français*, comme on appelait Condé, ce sont les chefs opposés des deux partis du Parlement : l'immobile président Molé, simple barre de fer, qui ne mollissait contre aucun homme, ni aucune idée; d'autre part, la mobilité elle-même personnifiée dans le coadjuteur, le fameux cardinal de Retz. Ce pétulant jeune homme avait commencé par écrire à dix-sept ans une histoire de conjuration de Fiesque; puis, pour joindre la pratique à la théorie, il était entré dans une conjuration contre le cardinal de Richelieu. Sa joie était de

Molé.

Retz.

s'entendre appelé le petit Catilina. Quand il entrait au sénat parisien, il laissait passer un poignard de sa poche. Ayant lu que César avait eu des dettes, il eut des dettes. Comme César, il a laissé des commentaires. Il ne lui manquait que Pharsale.

L'extrême misère du peuple ne permettant guère de nouvel impôt, Mazarin vivait de ressources fortuites, de vexations. Son surintendant des finances, Émery, autre Italien, ayant retranché quatre années de traitement aux compagnies souveraines en compensation d'un droit onéreux, il exempta le Parlement. Le Parlement ne voulut pas être exempté seul; et refusa l'enregistrement des édits. Il déclara son *union* avec les compagnies souveraines, en invitant les autres parlemens à y accéder (13 mai, 15 juin 1648). Mazarin crut frapper un grand coup en faisant arrêter quatre conseillers, pendant qu'on apportait dans Notre-Dame les drapeaux pris à la bataille de Lens, et qu'on chantait le *Te Deum*. Ce fut le commencement de l'insurrection. Des quatre prisonniers, le plus cher au peuple était un vieux conseiller imbécille, qui plaisait par sa rudesse et ses beaux cheveux blancs. Il s'appelait Broussel. Le peuple s'ameute devant sa porte. Une vieille servante pérore. Peu à peu le bruit gagne. Cent mille ames se mettent à crier : « Liberté et Broussel ! »

La cour à S.-Germain.

Les princes, les grands, le Parlement, le petit peuple, tout le monde se trouve d'accord contre le Mazarin. La reine est obligée de sortir de Paris avec son fils enfant. Ils couchent à Saint-Germain sur la paille. C'était un mauvais temps pour les rois. La reine d'Angleterre réfugiée à Paris, restait l'hiver au lit, faute de bois. Cependant le Parlement lève des troupes, les procureurs montent à cheval, chaque porte cochère fournit un laquais armé, Le vicomte de Turenne, qui était de cette intrigante maison de Bouillon, croit le moment venu de recouvrer Sedan, et se fait un instant le général de la Fronde. Cet homme, froid et grave, faisait aussi en cela sa cour à madame de Longueville; tout général, tout chef de parti, tout vrai héros de roman ou d'histoire, devait alors nécessairement avoir une dame de ses pensées, et être amoureux.

Arrestation des princes. 1650.

Les Espagnols, qui entrèrent en France pour profiter de cette crise (1649), réconcilièrent un moment les deux partis par la crainte. Condé, jusque-là resté fidèle à la cour, sentit qu'on ne pouvait se passer de lui, et devint d'une exigence insupportable. C'est alors que fut créé pour lui et les jeunes gens qui l'environnaient le nom de *petits maîtres*. Il se faisait marchander par les deux partis en même temps; il fallut l'arrêter (1650). Ce fut un prétexte pour Turenne, qui venait de passer aux Espagnols, et qui déclara combattre pour sa délivrance. Le parti des princes, celui des frondeurs, se trouvant unis et soutenus de l'Espagne, Mazarin dut céder. Il se mit de côté, laissa passer l'orage; l'année suivante il revint, gagna Turenne, et essaya en vain de ramener le roi dans Paris (combat de la Porte Saint-Antoine, 1652). Un an de plus, et la lassitude des partis étant devenue complète, ce furent les Parisiens eux-mêmes qui pressèrent le roi de revenir (1653). Les frondeurs s'étouffaient dans les antichambres de Mazarin. Condé et les Espagnols furent battus par l'armée royale, alors commandée par Turenne. Mazarin, s'alliant sans scrupule avec la république d'Angleterre, avec Cromwell, accabla les Espagnols. Turenne gagna sur eux la bataille des Dunes (1658), qui donna Dunkerque à l'Anglais, et à la France la paix des Pyrénées (1659). Le traité de Westphalie lui avait garanti ses barrières de l'Artois, de l'Alsace et du Roussillon; celui des Pyrénées lui donna de plus Gravelines, Landrecy, Thionville, Montmédy. Le jeune roi de France épousa l'infante avec cinq cent mille écus de dot qui ne furent point payés. L'infante renonçait à toute succession aux états d'Espagne. Mazarin ne disputa pas; il prévit ce que vaudraient les renonciations (1659).

Traité des Pyrénées. 1659.

Il y eut alors le plus complet triomphe de la royauté, le plus parfait accord du peuple en un homme qui se soit trouvé jamais. Richelieu avait brisé les grands et les protestans; la Fronde avait ruiné le Parlement en le faisant connaître. Il ne resta debout sur la France qu'un peuple et un roi. Le premier vécut dans le second; il ne pouvait vivre encore de sa

vie propre. Quand Louis XIV dit : « L'État, c'est moi, » il n'y eut dans cette parole ni enflure, ni vanterie, mais la simple énonciation d'un fait.

Le jeune Louis était tout-à-fait propre à jouer ce rôle magnifique. Sa froide et solennelle figure plana cinquante ans sur la France avec la même majesté. Dans les trente premières années, il siégeait huit heures par jour aux conseils, conciliant les affaires avec les plaisirs, écoutant, consultant, mais jugeant lui-même. Ses ministres changeaient, mouraient; lui, toujours le même, il accomplissait les devoirs, les cérémonies, les fêtes de la royauté, avec la régularité du soleil qu'il avait choisi pour emblême. Louis XIV.

L'une des gloires de Louis XIV, c'est d'avoir gardé vingt-deux ans pour ministre, l'un des hommes qui ont fait le plus pour la gloire de la France; je parle de Colbert. C'était le petit-fils d'un marchand de laine de Reims, à l'enseigne du *Long-vêtu*; un esprit quelque peu pesant et dur, mais solide, actif, invincible au travail. Il réunissait les attributions de l'intérieur, du commerce, des finances, celles même de la marine qu'il plaça entre les mains de son fils; il ne lui manquait que les ministères de la guerre et de la justice pour être roi de France. La guerre était dirigée (depuis 1666) par Louvois, exact, violent, farouche administrateur, dont l'influence balança celle de Colbert. Louis XIV semblait placé entre eux, comme entre son bon et son mauvais génie; et toutefois, l'un et l'autre étaient nécessaires; à eux deux, ils formèrent l'équilibre du grand règne. Colbert.

Lorsque Colbert entra aux affaires, en 1661, les impôts étaient de quatre-vingt-quatre millions, et le roi en touchait à peine trente-deux. En 1670, malgré les guerres, il avait élevé le revenu net à soixante-dix millions, et réduit les charges à vingt-cinq. Sa première opération financière, la réduction des rentes, porta une grave atteinte au crédit. Ses réglemens industriels furent singulièrement vexatoires et tyranniques. Mais il porta sur le commerce le regard le plus éclairé. Il créa des comités consultatifs de marchands, établit des entrepôts francs, fit des routes, assura le commerce de

mer par la destruction des pirates. En même temps il portait dans l'administration politique une main hardie. Il défendait de rien vendre ou léguer à fonds perdu aux communautés (1661). Il restreignit les exemptions d'impôts que les ecclésiastiques, les nobles et les bourgeois des villes franches, étendaient à leurs fermiers, en les présentant commes simples valets. Il révoqua en 1664 toutes les lettres de noblesse expédiées depuis 1630. Il déclara casuels tous les offices comptables, afin de les supprimer peu à peu. On reproche à Colbert d'avoir encouragé le commerce plus que l'agriculture. Cependant il défendit de saisir pour paiement de la taille les lits, habits, chevaux, bœufs et outils des laboureurs, et seulement le cinquième du bétail. Il maintint le blé à bas prix en défendant l'exportation. Il faut considérer que la plus grande partie des terres étant alors entre les mains des grands et de la noblesse, les encouragemens donnés à l'agriculture auraient moins profité au peuple qu'à l'aristocratie. Au contraire le commerce était entre les mains de la classe moyenne qui commençait à s'élever.

Cet homme sorti d'un comptoir avait le sentiment de la grandeur de la France. Il oubliait son économie pour toutes les dépenses glorieuses. « Il faut, écrivait-il à Louis XIV, épargner cinq sols aux choses non nécessaires, et jeter les millions quand il est question de votre gloire. Un repas inutile de 3000 livres me fait une peine incroyable, et lorsqu'il est question de millions d'or pour la Pologne, je vendrais tout mon bien, j'engagerais ma femme et mes enfans, et j'irais à pied toute ma vie pour y fournir. » Les principaux monumens de Louis XIV, ses plus beaux établissemens, Observatoire, Bibliothèque, Académies, tout cela revient à Colbert. Il fit donner des pensions aux gens de lettres, aux artistes de France et même des pays étrangers. « Il n'y avait point de savant distingué, dit un contemporain, quelque éloigné qu'il fût de la France, que les gratifications n'allassent trouver chez lui. — « Quoique le roi ne soit pas votre souverain, écrivait-il à l'hollandais Isaac Vossius, il veut néanmoins être votre bienfaiteur. »

Quelques reproches qu'on puisse faire à Louis XIV, ce sont de belles justifications que de telles lettres. Joignez-y les Invalides, Dunkerque, et le canal des deux mers. Joignez-y encore Versailles. Ce prodigieux monument auquel aucun pays du monde n'a rien à opposer, exprime dignement cette grandeur de la France, unifiée pour la première fois au dix-septième siècle.

un second lui avait enlevé le Portugal et découvert son flanc, un troisième avait détaché les Indes orientales. Ce qui restait, vaste et imposant, mais inerte, immobile, attendait sa ruine avec dignité.

Hollande. D'autre part, il y avait la Hollande, ce petit peuple dur, avare, taciturne, qui fit tant de grandes choses sans grandeur. D'abord ils vécurent, malgré l'Océan, ce fut le premier miracle; puis ils salèrent le hareng et le fromage, et transmutèrent leurs tonnes infectes en tonnes d'or; puis ils rendirent cet or fécond par la banque, leurs pièces d'or *firent des petits*. Au milieu du dix-septième siècle, ils avaient recueilli à plaisir les dépouilles de l'Espagne, lui avaient pris la mer, et les Indes par-dessus. Les Pays-Bas espagnols étaient tenus en état de siége, en vertu d'un traité. L'Espagne avait signé la fermeture de l'Escaut, et la ruine d'Anvers (1648). Il était défendu aux Belges de vendre les produits de leur sol. La Hollande était déjà un vampire couché sur la Belgique, suçant sa vie, engraissant de sa maigreur.

---

l'aisance et de la sécurité; c'est à ce caractère que la littérature française doit sa supériorité dans la poésie dramatique et dans tous les genres de peinture de mœurs. — Une capitale, une cour, sont l'arbitre du mérite littéraire; il y a moins d'originalité, mais l'on atteint la perfection du goût. Le dix-septième siècle présente deux périodes distinctes. En France, la première s'étend jusqu'en 1661, époque à laquelle Louis XIV commence à régner par lui-même, et à exercer quelque influence sur les lettres. Les écrivains qui ont vécu ou qui se sont formés dans cette période ont encore pour la plupart quelque chose de l'âpreté du seizième siècle; la pensée est plus hardie et souvent plus profonde. Le goût est encore le privilége de quelques hommes de génie. A cette période appartiennent (outre les peintres Le Poussin et Le Sueur) un grand nombre d'écrivains : Malherbe, Racan, Bréboeuf, Rotrou et le grand Corneille; Balzac et Voiture; Sarrazin et Mézerai; Descartes et Pascal. La Rochefoucauld, le cardinal de Retz et Molière, marquent le passage de la première période à la seconde.

La France, au siècle de Louis XIV, ne produisit pas d'épopée; son grand poème est écrit en prose. — éclat de la poésie dramatique. La tragédie atteint d'abord la noblesse, la force et le sublime; elle y joint ensuite la grace et le pathétique. — La comédie de caractère, sans rivale chez les autres nations. Trois âges de la comédie française : philosophie profonde et gaité naïve, gaité sans philosophie, intérêt sans gaité. — L'opéra s'élève au rang des ouvrages

Telle était la situation de l'Occident, quand la France atteignit le point de sa force. La terre était encore à l'Espagne, la mer à la Hollande. L'œuvre de la France au dix-septième siècle devait être le démembrement de l'une, l'affaiblissement de l'autre. La première chose était plus facile que la seconde. La France avait des armées, pas encore de vaisseaux. On commença donc par l'Espagne. D'abord la France s'allia en apparence avec la Hollande contre l'Espagne et l'Angleterre, qui se battirent pour la domination des mers. La France promet secours aux Hollandais, mais elle laisse les trois puissances heurter leurs vaisseaux, user leur marine dans les batailles navales les plus obstinées qui se fussent encore livrées. Puis, Philippe IV étant mort (1667), Louis XIV, alléguant la loi civile des Pays-Bas, prétendit que sa femme, fille aînée du défunt, devait succéder de préférence au fils cadet (droit de dévolution). Elle avait, il est vrai, renoncé à la succession, mais la dot promise n'avait pas été payée. L'armée française entre en Flandre dans toute la pompe du

Conquête de la Flandre.

XIV.

---

littéraires. — Élégance et sagesse de la poésie didactique. — La satire attaque les ridicules plus que les vices, et surtout les ridicules littéraires. — L'apologue devient un petit poème dramatique. — La poésie lyrique ne fleurit que tard, et déploie plus d'art que d'enthousiasme. — La pastorale reste faible ou trop spirituelle. — La poésie légère est plus gracieuse que piquante.

POÈTES DRAMATIQUES.

Rotrou, mort en	1630	Thomas Corneille, mort en	1709
Molière	1673	Regnard	1709
Pierre Corneille	1684	Brueys	1723
Quinault	1688	Campistron	1723
Racine	1699	Dancourt	1726
Boursault	1708	Crébillon	1762

AUTRES POÈTES.

Malherbe	1628	Segrais	1701
Brébœuf	1661	Boileau	1711
Racan	1670	La Fare	[illegible]
Benserade	1691	Chaulieu	[illegible]
Mme Deshoulières	1694	J.-B. Rousseau	1741
La Fontaine	1695		

L'éloquence du barreau ne peut prendre l'essor (Le Maistre, 1658;

nouveau règne : Turenne en tête, puis le roi, les ministres, les dames dans les carrosses dorés de la cour; puis Vauban, qui, à mesure qu'on avance, s'établit dans les places et les fortifie. La Flandre fut prise en deux mois, et nous l'avons gardée. L'hiver même, quand on croyait la guerre suspendue (janvier 1668), les troupes filent par la Champagne en Bourgogne, et tombent sur la Franche-Comté. L'Espagne ne s'attendait à rien. Les autorités du pays étaient achetées d'avance. Tout fut fini en dix-sept jours. La cour d'Espagne indignée écrivait au gouverneur « que le roi de France aurait dû envoyer ses laquais prendre possession de la province au lieu d'y venir lui-même. »

Paix d'Aix-la-Chapelle, 1668.

Ces succès rapides réconcilient l'Espagne et la Hollande. Celle-ci ne se souciait pas d'avoir pour voisin le grand roi. Voilà les Hollandais qui s'intéressent à l'Espagne, qui la défendent, qui s'unissent en sa faveur avec l'Angleterre et la Suède; les Hollandais ont l'adresse de se faire demander cette union par l'Angleterre. Trois états protestans s'arment

---

Patru, 1681; Pélisson, 1693). — L'éloquence de la chaire surpasse tous les modèles de l'antiquité. L'oraison funèbre reparaît sous une forme inconnue aux anciens.

ORATEURS.

Cheminais	1689	Fléchier	1710
Mascaron	1703	Fénélon	1715
Bourdaloue	1704	Massillon	1743
Bossuet	1704		

L'histoire peu fidèle et froidement élégante, ou bien de pure érudition. Le *Discours sur l'Histoire universelle* ouvre à l'histoire une route nouvelle. — D'abondans matériaux sont déposés dans d'admirables mémoires et dans les correspondances des négociateurs. — Une foule d'autres genres sont cultivés avec succès. — Le roman de caractère rivalise avec la comédie. — Les femmes rencontrent, dans la négligence d'une correspondance intime, la perfection du style familier. — La traduction fait quelques progrès. — Enfin la critique littéraire prend naissance.

HISTORIENS.

Sarrasin	1654	Mézerai	1683
Péréfixe	1670	Le P. Maimbourg	1686
Le cardinal de Retz	1679	Mme de Motteville	1689

pour défendre l'Espagne catholique contre la France catholique. Ce curieux événement montre à quelle distance nous sommes déjà du seizième siècle et des guerres de religion (triple alliance de La Haye, 1668). Il fallut que Louis XIV se contentât de la Frandre française et rendît la Franche-Comté.

La Hollande avait protégé l'Espagne, et fait reculer la France. Un bourgeois, un échevin d'Amsterdam était venu signifier au roi au milieu de toute sa gloire qu'il n'irait pas plus loin. Des médailles outrageantes avaient été frappées. On prétendait que l'échevin d'Amsterdam s'était fait représenter avec un soleil, et cette devise : « *In conspectu meo stetit sol.* »

Le débat était dès lors en Europe entre la France et la Hollande. La première ne pouvait plus avancer d'un pas sans rencontrer la seconde. D'abord, le roi achète argent comptant l'alliance de l'Angleterre et de la Suède. Charles II, qui avait déjà trahi l'Angleterre en vendant Mardick et Dun-

---

Saint-Réal	1692	Rapin de Thoiras	1752
Varillas	1696	Daniel	1728
Le P. d'Orléans	1698	Vertot	1735
Amelot de la Houssaie	1706	Dubos	1742
Boulainvilliers	1722	Saint-Simon	1755
Fleuri	1723		

HISTORIENS-ÉRUDITS.

Th. Godefroi	1646	Herbelot	1695
Sirmond	1651	Tillemont	1698
Pétau	1652	Cousin	1707
Labbe	1667	Mabillon	1707
Valois	1676	Ruinard	1709
Moréri	1680	Baluze	1718
Godefroi	1681	Basnage	1723
Ducange	1688	Le Clerc	1736
Pagi	1695	Montfaucon	1741

LITTÉRATEURS EN DIVERS GENRES.

Voiture	1648	Du Ryer	1656
Vangelas	1649	Scarron	1660
Balzac	1654	D'Ablancourt	1664

kerque à la France, vend encore une fois l'intérêt du pays. On promet à la nation quelques-unes des îles hollandaises, au roi de l'argent pour ses fêtes et ses maîtresses. La jeune et séduisante duchesse d'Orléans, belle-sœur de Louis XIV, sœur de Charles II, négocia dans un voyage triomphal la honte de son frère. C'est celle qui mourut si jeune, si regrettée, pour qui Corneille et Racine firent chacun une Bérénice, et Bossuet la fameuse oraison funèbre.

Création d'une marine.

Cependant l'armée de Louis XIV avait été portée à cent quatre-vingt mille hommes. Elle recevait de Louvois la plus formidable organisation. Pour la première fois la baïonnette, cette arme si terrible entre des mains françaises, fut mise au bout du fusil. L'infatigable génie de Colbert avait créé une marine. La France, obligée naguère d'emprunter des vaisseaux à la Hollande, en eut cent en 1672. Cinq arsenaux de marine furent bâtis, Brest, Rochefort, Toulon, Dunkerque, le Hâvre. Dunkerque est malheureusement ruiné, mais Toulon, mais Brest avec ses vastes constructions, avec ses

---

Arnault d'Andilly	1674	Fénélon	1715
Le Bossu	1680	Tourreil	1715
De Saci	1684	Mme de Maintenon	1719
Chapelle	1686	Hamilton	1720
Ant. Arnaud	1694	Dufresni	1724
Lancelot	1695	La Motte-Houdart	1731
Mme de Sévigné	1696	Mme de Lambert	1753
Mlle de la Fayette	1699	Dubos	1742
Bachaumont	1702	Mongault	1747
Bouhours	1702	Le Sage	1747
Perrault	1703	Fontenelle	1757
Saint-Évremont	1703		

La métahysique donne une impulsion nouvelle à l'esprit humain. — Les moralistes accumulent les observations sans essayer de donner à la morale un ensemble, une forme scientifique. — On commence à porter l'esprit philosophique dans les sciences naturelles. — Quelques sceptiques, isolés dans ce siècle, forment la liaison du seizième siècle avec le dix-huitième.

PHILOSOPHES.

Descartes	1650	La Rochefoucauld	1680
Gassendi	1655	Nicole	1695

montagnes écartées pour faire place aux vaisseaux, témoignent encore de l'effort herculéen que fit alors la France, de l'immortel défi qu'elle porta à la Hollande pour la domination des mers.

La Hollande tenait la mer, et croyait tout tenir. Le parti de la mer gouvernait, les de Witt au conseil, et Ruyter sur flottes; les de Witt, hommes d'état, géomètres, pilotes, ennemis jurés du parti de la terre, de la maison d'Orange, du stathoudérat. Ils semblaient oublier que la Hollande tient au continent; ils n'y voyaient qu'une île. Les forteresses tombaient en ruines, la Hollande avait vingt-cinq mille mauvais soldats, et cela lorsque la frontière française s'avançait et touchait presque la leur.

Conquête de la Hollande. 1672.

Tout-à-coup cent mille hommes s'ébranlèrent de la Flandre vers la Hollande (1672). « Ce fut, dit Temple, un coup de foudre dans un ciel serein ». Ils laissent derrière eux Maëstricht sans s'amuser à la prendre, s'emparent de la Gueldre, d'Utrecht, d'Over-Yssel; les voilà à quatre lieues d'Amster-

---

La Bruyère	1696	Huet	1721
Bayle	1706	Buffier	1737
Malebranche	1715	L'abbé de Saint-Pierre	1743
Pascal	1662	Fontenelle	1757
La Motte le Vayer	1672		

Les sciences ne sont pas négligées. — Essor des mathématiques. — Naissance de la géographie. — Commencement des Voyages scientifiques.

SAVANS ET MATHÉMATICIENS.

Descartes	1650	L'Hôpital	1704
Fermat	1652	Jacq. Bernouilli	1705
Pascal	1662	Nicolas Bernouilli	1726
Pecquet	1674	Jean Bernouilli	1748
Rohault	1675		

GÉOGRAPHES ET VOYAGEURS.

Samson	1667	Tournefort	1708
Bochard	1669	Chardin	1713
Bernier	1688	De L'Isle	1726
Vaillant	1706		

dam. Rien ne pouvait sauver la Hollande. Ses alliés d'Espagne et de Brandebourg, les seuls qu'elle eut, n'auraient pas fait lâcher prise à Louis XIV. Le vainqueur seul pouvait la sauver par ses fautes, et il le fit. Condé et Turenne voulaient qu'on démantelât les places, Louvois qu'on y mît des garnisons, c'est-à-dire qu'on dispersât l'armée. Le roi crut Louvois. On se fia aux murailles; on crut prendre la Hollande en mettant la main sur des pierres; la Hollande échappa. Dans le premier moment, la république amphibie voulut se jeter à la mer, et s'embarquer pour Batavia avec son or. Puis la guerre se rallentissant, elle reprit l'espoir de résister sur terre, le peuple se jeta furieux sur les chefs du parti de la mer, les de Witt; ils furent mis en pièces; Ruyter pensa être traité de même. On confia toutes les forces de la république au jeune Guillaume d'Orange.

Guillaume d'Orange.

Ce général de vingt-deux ans, qui, pour son coup d'essai, entreprit, presque sans armée, de faire tête au plus grand roi de la terre, avait dans un corps faible et comme mourant,

---

L'érudition classique n'est pas moins cultivée qu'au seizième siècle; mais elle est moins remarquée.

ÉRUDITS ET POÈTES LATINS.

Saumaise	1653	Jouvenci	1716
Lefèvre	1672	Mme Dacier	1722
Rapin	1687	Dacier	1722
Furetière	1688	De la Rue	1725
Ménage	1691	De la Monnaie	1728
Santeuil	1697	Le cardinal de Polignac	1741
Commire	1702	Brumoi	1742
Danet	1709		

Quoique la culture des arts du dessin ne fasse pas le caractère principal du siècle de Louis XIV, ils contribuent aussi à la splendeur de cette brillante époque. L'architecture y jette le plus grand éclat. La peinture, cultivée d'abord avec génie, éprouve une décadence qui doit s'accélérer dans le siècle suivant.

PEINTRES.

Le Sueur	1655	Mignard	1695
Le Poussin	1665	Jouvenet	1717
Le Brun	1690	Rigaud	1744

la froide et dure obstination de son aïeul le Taciturne, l'adversaire de Philippe II. C'était un homme de bronze, étranger à tout sentiment de nature et d'humanité. Élevé par les de Witt, il fit leur ruine; Stuart par sa mère, il renversa les Stuarts; gendre de Jacques II, il le détrôna, et cette Angleterre qu'il avait prise aux siens, il la laissa à ceux qu'il haïssait, aux princes de la maison de Hanovre. Il n'eut qu'une passion, mais atroce, la haine de la France; on assure qu'à la paix de Nimègue, quand il essaya de surprendre Luxembourg, il avait déjà connaissance du traité, mais il avait encore soif du sang français. Il n'y gagna pas plus qu'à l'ordinaire. Chose remarquable, ce grand et intrépide général fit presque toujours la guerre à reculons; mais ses retraites admirables valaient des victoires.

L'Europe liguée contre Louis XIV. 1674.

D'abord pour défendre la Hollande, il la noya, il ouvrit les écluses, pendant que Ruyter assurait la mer en battant les Français et les Anglais, et venait ranger sa flotte triomphante dans la plaine inondée d'Amsterdam. Puis Guillaume arma contre la France, l'Espagne et l'Autriche. Il détacha l'Angleterre de Louis XIV, Charles II fut forcé par son parlement de signer la paix. Les voisins catholiques de la Hollande, l'évêque de Munster, l'électeur de Cologne, puis le Brandebourg, puis le Danemarck, puis l'Empire, l'Europe entière, se déclarèrent contre Louis XIV (1674).

SCULPTEURS.

Puget	1695	Coysevox	1720
Girardon	1715	Boustou	1733

ARCHITECTES.

Fr. Mansard	1666	Claude Perrault	1703
Le Nôtre	1700	H. Mansard	1708

GRAVEURS.

Callot	1635	Audran	1703
Nanteuil	1678		

MUSICIEN.

Lulli	1687

Il fallut bien alors abandonner les places de Hollande, il fallut reculer. Les dédommagemens furent pris, comme à l'ordinaire, aux dépens de l'Espagne. Louis XIV s'empara de la Franche-Comté, qui depuis est restée à la France. Aux Pays-Bas, Condé plus faible de vingt mille hommes, livrait au prince cette furieuse bataille de Senef. Condé vainquit, mais c'était une victoire pour le prince d'Orange d'avoir, à perte égale, tenu devant Co[illegible] le Rhin, Turenne, qui selon Bonaparte, crût toujou[illegible] audace en vieillissant, tenait en échec tout l'Empire. Deux fois il sauva l'Alsace, deux fois il pénétra en Allemagne. C'est alors que, sur un ordre de Louvois, le Palatinat fut incendié. Le Palatin était secrètement allié avec l'Empereur; on voulut ne laisser qu'un désert aux impériaux.

Mort de Turenne. 1678.

Turenne, rentrant en Allemagne, allait porter un coup décisif, lorsqu'il fut tué à Saltzbach (1675). Condé malade se retira la même année.

Duquesne. 1677.

On vit alors que le destin de la France ne tenait point à un homme. Les alliés qui la croyaient désarmée par la retraite des deux grands généraux, ne purent entamer la frontière du Rhin, et perdirent dans les Pays-Bas les places de Condé, Bouchain, Aire, Valenciennes, Cambrai, Gand, Ypres, Duquesne envoyé au secours de Messine, révoltée contre l'Espagne, livra à Ruyter une terrible bataille navale en vue de l'Etna; les alliés seuls y perdirent douze vaisseaux, six galères, sept mille hommes, sept cents pièces de canon, et ce qui valait plus que tout cela, Ruyter. Duquesne anéantit leur flotte dans une seconde bataille (1677).

Paix de Nimègue. 1678.

Les alliés souhaitèrent la paix alors; la France et la Hollande étaient également épuisées. Colbert voulait se retirer, si la guerre ne finissait point. Cette paix de Nimègue fut encore avantageuse pour la France. Elle garda la Franche-Comté et douze places des Pays-Bas, elle eut Fribourg pour Philipsbourg. Le Danemark et le Brandebourg restituèrent ce qu'ils avaient pris à la Suède alliée de la France. La Hollande seule ne perdit rien, et la grande question européenne resta tout entière (1678).

C'est ici l'apogée du règne de Louis XIV. L'Europe s'était armée contre lui, et il avait résisté, il avait grandi encore. Alors il se laissa donner le nom de *grand*. Le duc de La Feuillade alla plus loin. Il entretint un luminaire devant sa statue, comme devant un autel. On croit lire l'histoire des empereurs romains.

Littérature.

La brillante littérature de cette époque n'est autre chose qu'un hymne à la royauté. La voix qui couvre les autres, est celle de Bossuet. C'est ainsi que Bossuet lui-même, dans son *Discours sur l'Histoire Universelle*, représente les rois d'Égypte loué par le prêtre dans les temples en présence des dieux. La première époque du grand règne, celle de Descartes, de Port-Royal, de Pascal et de Corneille, n'avait pas présenté cette unanimité; la littérature y était animée encore d'une verve plus rude et plus libre. Au moment où nous sommes parvenus, Molière vient de mourir (1673), Racine a donné Phèdre (1677), La Fontaine publie les six derniers livres de ses Fables (1678), madame de Sévigné écrit ses Lettres, Bossuet médite la Connaissance de Dieu et de soi-même, et prépare le Discours sur l'Histoire Universelle (1681). L'abbé de Fénélon, jeune encore, simple directeur d'un couvent de filles, vit sous le patronage de Bossuet, qui le croit son disciple. Bossuet mène le chœur triomphal du grand siècle, en pleine sécurité du passé et de l'avenir, entre le jansénisme éclipsé et le quiétisme imminent, entre le sombre Pascal et le mystique Fénélon. Cependant le cartésianisme est poussé à ses conséquences les plus formidables; Malebranche fait rentrer l'intelligence humaine en Dieu, et tout-à-l'heure, dans cette Hollande protestante en lutte avec la France catholique, va s'ouvrir pour l'absorption commune du catholicisme, du protestantisme, de la liberté, de la morale, de Dieu et du monde, le gouffre sans fond de Spinosa.

Chambre de réunions.

En attendant, Louis XIV règne en Europe. Le signe de la royauté, c'est la juridiction. Il veut que les puissances reconnaissent les décisions de ses parlemens. Les chambres de *réunions* interprètent le traité de Nimègue et *réunissent les dépendances* des places qui lui ont été cédées. L'une de ces

dépendances n'était rien moins que Strasbourg (1681). On hésite à obéir; il bombarde Luxembourg (1684). Il bombarde Alger (1683), Tripoli (1685); il bombarde Gênes; il l'aurait écrasée dans ses palais de marbre, si le doge n'était venu demander grace à Versailles (1684). Il achète Casal, la porte de l'Italie; il bâtit Huningue, celle de la Suisse. Il intervient dans l'Empire; il veut faire un électeur de Cologne (1689). Il réclame au nom de sa belle-sœur, la duchesse d'Orléans, une partie du Palatinat, invoquant dans cette affaire, comme dans celle de la Flandre, le droit civil contre le droit féodal. Les décisions de droit étaient soutenues par la force, l'Europe avait désarmé, et Louis XIV restait armé; il portait sa marine à deux cent trente vaisseaux; vers la fin de son règne, ses armées montèrent à plus de quatre cent mille hommes.

Déclaration du clergé. 1682.

A la même époque, la monarchie atteignait la plus haute centralisation. Les deux obstacles furent brisés : la puissance pontificale et l'opposition protestante. Dès 1673, un édit avait déclaré tous les évêchés du royaume sujets à la régale. En 1682, une assemblée de trente-cinq évêques, dont Bossuet était l'ame, décida « que le pape n'a autorité que dans les choses spirituelles, que dans ces choses mêmes les conciles généraux lui sont supérieurs, et que ses décisions ne sont infaillibles qu'après que l'Église les a acceptées. » Le pape refusa dès lors des bulles à tous les évêques et abbés que le roi nomma, de sorte qu'en 1689 il y eut vingt-neuf diocèses en France dépourvus d'évêques. On parlait de faire un patriarche. En 1687, le pape ayant voulu abolir le droit d'asile dont les ambassadeurs jouissaient à Rome pour leurs hôtels et leurs quartiers, Louis XIV refusa seul; l'ambassadeur français entra à Rome à la tête de huit cents hommes et maintint son privilége à main armée.

Révocation de l'édit de Nantes. 1685.

Ce qui rassurait en cette affaire la conscience religieuse de Louis XIV, c'est que pendant qu'il humiliait le pape, il écrasait les protestans. Richelieu les avait anéantis comme parti politique; mais il leur avait laissé leurs voix dans les parlemens, leurs synodes, enfin une partie de leur organisation

intérieure. Il se flattait vainement de les ramener par la persuasion. Louis XIV y employa l'argent, et crut avoir fort avancé l'ouvrage : on lui annonçait chaque matin qu'un canton, une ville, s'étaient convertis; il ne fallait plus, disait-on, qu'agir avec un peu de vigueur, et il allait accomplir l'unité de l'Église et de la France (Révocation de l'édit de Nantes, 1685). C'était la pensée des plus grands hommes du temps, en particulier de Bossuet. L'emploi de la violence en matière de foi, l'application d'un mal temporel pour procurer un bien éternel, ne répugnait alors à personne. Il faut dire encore qu'à cette époque, il y avait une grande exaspération contre les protestans. La France, bornée dans ses succès par la Hollande, sentait une autre Hollande en son sein, qui se réjouissait des succès de l'autre. Tant que Colbert vécut, il les défendit; exclus des charges, ils avaient tourné leur activité du côté de l'industrie et du commerce; ils ne troublaient plus la France, ils l'enrichissaient. Après Colbert, Louis XIV fut gouverné par Louvois, l'ennemi de Colbert, et par madame de Maintenon qu'il épousa secrètement vers 1685. Née calviniste et petite-fille du fameux Théodore Agrippa d'Aubigné, l'un des chefs de l'opposition protestante contre Henri IV, cette discrète et judicieuse personne avait abjuré elle-même et aurait voulu faire abjurer ses co-religionnaires; ame froide, que la misère de ses premières années semblait avoir endurcie et séchée, elle avait été la femme de l'auteur de l'*Énéide travestie*, de Scarron le *cul-de-jatte*, avant d'être femme de Louis-le-Grand. Elle n'eut point d'enfans, elle ne connut point l'amour maternel. C'est elle qui conseilla la plus odieuse mesure de cette persécution, d'enlever les enfans à leurs parens pour les convertir. Les cris des mères ont monté au ciel.

Madame de Maintenon

La puissance de Louis XIV avait rencontré sa limite au-dehors dans l'opposition protestante de la Hollande. Au-dedans il la trouva dans la résistance des calvinistes. Désobéi pour la première fois, le gouvernement montra une violence farouche, qui n'était point dans l'ame de Louis XIV. Les vexations de tout genre, les confiscations, les galères, le

roues, les gibets, tout fut employé. Les dragons mis à discrétion chez les calvinistes aidaient les missionnaires à leur manière. Le roi ne sut que la moindre partie des excès qui furent commis. Aussi l'on eut beau fermer le royaume, confisquer les biens des fugitifs, envoyer aux galères ceux qui favorisaient leur évasion, l'État perdit deux cent mille sujets, selon d'autres cinq cent mille. Ils échappèrent en foule, ils s'établirent en Angleterre, en Hollande, en Allemagne, surtout en Prusse. Ils furent désormais pour la France des ennemis acharnés. Guillaume chargea plus d'une fois les Français à la tête d'un régiment français. Il dut en grande partie le succès de la guerre d'Irlande au vieux maréchal de Schomberg, qui avait préféré sa croyance à sa patrie. La machine infernale qui faillit faire sauter Saint-Malo en 1693, avait été inventée par un réfugié.

Expulsion de Jacques II. 1688.

C'est précisément à ce moment que la plupart des puissances européennes formèrent la ligue d'Augsbourg (1686). Catholiques et protestans, Guillaume et Innocent XI, Suède et Savoie, Danemark et Autriche, Bavière, Saxe, Brandebourg, tout le monde était d'accord contre Louis XIV. On l'accusait, entre autres choses, d'avoir, par ses intelligences avec les Hongrois révoltés, ouvert l'Allemagne aux Turcs, et amené cette effroyable invasion, dont Vienne fut sauvé par Jean Sobieski. Louis XIV n'avait pour lui que le roi d'Angleterre, Jacques II; une révolution imprévue renversa Jacques, et mit l'Angleterre entre les mains de Guillaume. La seconde et définitive catastrophe des Stuarts, préparée depuis si long-temps par l'indigne gouvernement de Charles II, éclata sous son frère. Celui-ci n'imita pas les tergiversations hypocrites de Charles; Jacques était un homme de cœur, brave, borné, opiniâtre; il se déclara catholique et jésuite (ceci était littéralement exact), il fit tout ce qu'il fallait pour tomber, et tomba. Son gendre Guillaume, appelé de Hollande, prit sa place sans coup férir (1688).

Louis XIV accueillit magnifiquement Jacques II, et prit sa cause en main; il jeta le gant à l'Europe, il déclara la guerre à l'Angleterre, à la Hollande, à l'Empire, à l'Es-

pagne, au pape. Pendant que les calvinistes français fortifiaient les armées de la Ligue, une foule d'hommes de toutes nations vinrent prendre parti dans les armées de Louis XIV. Il eut des régimens de Hongrois, d'Irlandais. Un jour qu'on le complimentait sur les succès de l'armée française : « Dites plutôt, répliqua-t-il, l'armée de France. »

Cette seconde période du règne de Louis XIV va être remplie par deux guerres de succession : la succession d'Angleterre, la succession d'Espagne. La première guerre se termine honorablement pour la France, par le traité de Ryswick (1698), et cependant, le résultat est contre elle, elle reconnaît Guillaume. Dans la seconde, (terminée par les traités d'Utrecht et de Rastadt, 1712-4, elle éprouve les plus humilians revers, et le résultat lui est favorable. L'Espagne, assurée à un petit-fils de Louis XIV, est désormais ouverte à l'influence française. L'Angleterre, l'Espagne, gagnent à cette double révolution. L'ère de la liberté anglaise est l'avénement de Guillaume (1688); depuis celui de Philippe V (1701), la population, décroissante en Espagne, y a toujours augmenté.

Ajoutez à ces résultats l'élévation de deux états secondaires désormais indispensables à l'équilibre européen : la Prusse et le Piémont, qu'on peut définir la résistance allemande et la résistance italienne. La Prusse, allemande et slave à la fois, agglomère peu à peu l'Allemagne du Nord et contrebalance l'Autriche. Le royaume de Savoie-Piémont gardera les Alpes et les fermera, italien contre la France, français contre l'Italie.

On a besoin de marquer d'avance ces beaux et utiles résultats pour se consoler de tant de revers de la France qui restent à raconter.

En 1689, elle porte à l'Allemagne un cruel défi. Elle met un désert entre elle et ses ennemis. Tout le Palatinat est brûlé pour la seconde fois; Spire, Worms, plus de quarante villes et villages sont incendiés. Deux généraux font tête en Flandre et aux Alpes, Luxembourg et Catinat; c'est encore Condé et Turenne. Luxembourg, général d'inspiration et de

Luxembourg.

mouvemens soudains, faisant la guerre en grand seigneur, souvent surpris, jamais vaincu. Après ses belles batailles de Fleurus, Steinkerque et Nerwinden (1680-92-95), d'où il remporta tant de drapeaux, on l'appelait le *Tapissier de Notre-Dame*. Ce brillant général était disgracié de la nature. Guillaume disait toujours : « Ne pourrai-je donc battre ce petit bossu ? »

Catinat.

Catinat prenait la guerre comme science. C'était un officier de fortune, sorti d'une famille de robe, d'abord avocat, premier exemple du général plébéien. Il y avait en cet homme quelque chose d'antique. Il fit son chemin lentement, à force de mérite; il commanda tard et ne fut jamais en faveur. Il ne demandait rien, recevait peu, souvent refusait. Les soldats, qui aimaient sa simplicité et sa bonhommie, l'appelait le Père la Pensée. La cour s'en servait à regret. Quand il eut battu le duc de Savoie à Staffarde, pris Saluces et forcé l'ennemi à Suze (1690), Louvois lui écrivait : « Quoique vous ayez fort mal servi le roi cette campagne, sa majesté veut bien vous conserver votre gratification ordinaire. » Catinat ne se rebutait de rien; il endurait, avec la même patience, les rudesses de Louvois et les difficultés de cette dure guerre des Alpes.

La Hogue. 1692.

Les plus grands coups se portèrent en Irlande et sur mer. Louis XIV voulait ramener l'Angleterre sous l'influence française. Il fit passer Jacques en Irlande; il lui envoya renfort sur renfort, flotte sur flotte. Jacques échoua. Le secours odieux des Français et des Irlandais confirma les Anglais dans leur haine contre lui. Au lieu de soulever l'Écosse qui l'attendait, il resta en Irlande, il s'amusa aux siéges, et fut battu à la Boyne. Louis XIV ne se rebuta pas; il lui donna de quoi armer et équiper trente mille hommes, et il tenta d'en envoyer vingt mille; Tourville et d'Etrées devaient les escorter avec soixante-quinze vaisseaux. Le vent arrêtant d'Etrées, Tourville se trouva avec quarante-quatre vaisseaux contre quatre-vingts. Il demanda des ordres à la cour. Louis XIV crut à sa fortune, et ordonna de forcer le passage. Cette terrible bataille de la Hogue ne nous coûta que dix-sept vaisseaux, mais l'assurance, la fierté de notre marine y périt.

Elle était réduite, en 1707, à trente-cinq vaisseaux; elle ne s'est relevée qu'un instant sous Louis XVI. La bataille de la Hogue est pour les Anglais l'ère de la domination des mers (1692). Louis XIV avait mis sur une de ses médailles un Neptune menaçant, avec le mot du poète : *Quos ego...* » Les Hollandais en frappèrent une qui portait pour légende : « *Maturate fugam, regique hæc dicite vestro : Non illi imperium pelagi...* »

Paix de Ryswick. 1698.

Les ravages terribles de nos corsaires, des Jean Bart, des Duguay-Trouin, la sanglante bataille de Nerwinden gagnée par Luxembourg, celle de Catinat à la Marsaille (1693), devaient peu à peu rendre les alliés plus traitables. Le duc de Savoie céda le premier. La guerre était finie pour lui : toutes ses places fortes étaient entre les mains des Français. On lui offrait restitution, et pour sa fille l'expectative du trône de France; elle devait épouser le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV, héritier de la monarchie. La défection de la Savoie (1696) décida peu à peu les autres. La France garda le Roussillon, l'Artois, la Franche-Comté et Strasbourg; mais elle reconnut Guillaume. Au fond, c'était être vaincu (paix de Ryswick, 1696).

Testament de Charles II. 1700.

Cette paix n'était qu'une trève accordée aux souffrances du peuple. Une grande affaire occupait l'Europe. Il ne s'agissait plus de telle ou telle province d'Espagne, mais de la monarchie espagnole tout entière, avec Naples, les Pays-Bas, les Indes. On sait que Charles-Quint s'était couché vivant dans son cercueil, et qu'il avait assisté à ses funérailles; Charles II, le dernier de ses descendans, assistait à celles de la monarchie. Ce vieillard de trente-neuf ans, gouverné par sa femme, par sa mère, par son confesseur, influencé par tout le monde, faisait et défaisait son testament. Le roi de France, l'Empereur, le prince électoral de Bavière et le duc de Savoie, tous sortis de princesses espagnoles, se disputaient d'avance ses dépouilles. On s'accordait tantôt pour le Bavarois, tantôt pour l'Autrichien, on parlait aussi de démembrement. Le pauvre roi voyait vivant tout cela; il en était indigné. Tout ce qu'il savait, ignorant et incertain qu'il

était, c'est qu'il voulait garantir l'unité de la monarchie espagnole. Il s'arrêta au prince le plus capable de maintenir cette unité; il choisit un petit-fils de Louis XIV; puis faisant ouvrir les tombeaux de l'Escurial, il exhuma son père, sa mère, sa première femme, et baisa leurs os. Il ne tarda pas à les rejoindre (1700).

Louis XIV accepta le legs et le péril. Il envoya en Espagne le second de ses petit-fils, le duc d'Anjou, qui fut Philippe V; il lui adressa au départ cette noble parole, qui de siècle en siècle semblera plus vraie et plus profonde : « Il n'y a plus de Pyrénées. » La conséquence immédiate était une guerre européenne. Aussi, malgré l'avis de son conseil, se décida-t-il à reconnaître le fils de Jacques II comme prince de Galles, et à soutenir à la fois la succession d'Espagne et celle d'Angleterre.

Affaiblissem. de la France.

Il était pourtant bien tard pour commencer une telle guerre. Il y avait cinquante-sept ans qu'il régnait. Il avait vieilli, tout avait vieilli. La France semblait pâlie de la vieillesse de son roi. Toutes ses gloires finissaient peu à peu. Colbert était mort, Louvois était mort 1682, (1691), Arnaud aussi et Boileau, et Racine, et La Fontaine, et madame de Sévigné; tout-à-l'heure va tomber et s'éteindre la grande voix du siècle, Bossuet (1704). La France, au lieu de Colbert et Louvois, avait Chamillart, qui cumulait leurs ministères; Chamillart était dirigé par madame de Maintenon, madame de Maintenon par Babbien, sa vieille servante. Chose bizarre, une autre femme gouvernait l'Angleterre après le roi Guillaume; je parle de la reine Anne, fille de Jacques II et petite-fille par sa mère de l'historien Clarendon, comme madame de Maintenon l'était d'Agrippa d'Aubigné.

Pour être placé entre les mains de bourgeois anoblis (Chamillart, le Tellier, Pontchartrain, etc.), le gouvernement n'en était que plus favorable à la noblesse. Prodigieusement multipliée dans les derniers temps, étrangère au commerce et à l'industrie, dédaigneuse et incapable, elle avait envahi l'antichambre, l'armée, et surtout les bureaux. Les petits nobles étaient à leur choix officiers ou commis. Il y

avait bientôt autant d'officiers que de soldats, autant de commis que d'administrés. Les grands-seigneurs achetaient des régimens pour leurs enfans en bas-âge, commandaient les armées, et se faisaient prendre à Crémone, à Hochstedt,

Marlborough et Eugène.

Il y avait alors à la tête des armées alliées, deux hommes capables de profiter de tout cela. Un Anglais et un Français, Marlborough et Eugène. Ce dernier, cadet de la maison de Savoie, mais fils du comte de Soissons et d'une nièce de Mazarin, peut être appelé français. Marlborough, le *bel Anglais*, était un esprit froid et fin, qui avait étudié sous Turenne, et qui nous rendait nos propres leçons. Eugène, quoique Vendôme l'appelât un *mauvais finassier*, était un homme d'un tact extraordinaire, qui s'inquiétait médiocrement des règles, mais qui savait à fond les lieux, les choses et les personnes, connaissait le fort et le faible, et profitait du faible. Ses plus éclatans et plus faciles succès furent sur la barbarie ottomane. Cet homme d'esprit, qui vint toujours à point, alterna ses victoires, aux deux bouts de l'Europe, sur le grand roi et sur les Turcs, et eut l'air d'avoir sauvé la liberté et la chretienté.

Ces deux généraux avaient une chose commode pour la guerre, c'est qu'ils étaient rois dans leurs pays; ils combattaient l'été, et l'hiver gouvernaient, négociaient. Ils avaient carte blanche, et n'avaient pas besoin la veille d'une bataille d'envoyer à Versailles pour obtenir l'autorisation de vaincre.

Villeroi.

En 1701, Catinat cède l'armée au magnifique Villeroi, que le prince Eugène prend dans son lit à Crémone. Eugène n'y gagna pas. Villeroi fut remplacé par Vendôme, petit-fils de Henri IV, et vrai soldat, avec les mœurs d'une femme.

Vendôme.

Vendôme, comme son frère le grand-prieur, restait couché jusqu'à quatre heures après midi. C'était l'un des plus jeunes généraux de Louis XIV; il n'avait que cinquante ans. Les soldats l'adoraient, aussi pour ses mauvaises qualités. Il y avait peu d'ordre, de prévoyance, de discipline, dans cette armée; mais beaucoup d'audace et de gaîté. On réparait tout à force de courage.

Catinat commandait du côté de l'Allemagne, et sous lui Villars. Celui-ci, impatient de la prudence de son chef, gagne témérairement la bataille de Fridlingen (1702); puis, perçant dans l'Allemagne, il gagne encore, malgré l'électeur de Bavière, allié de Louis XIV, la bataille de Hochstedt (1703). Villars excitait l'enthousiasme des soldats par sa bravoure, ses vanteries, sa belle figure militaire. A Fridlingen, ils le proclamèrent maréchal de France sur le champ de bataille.

Villars.

La route de l'Autriche était ouverte, lorsqu'on apprit que le duc de Savoie venait de prendre parti contre la France et l'Espagne, contre ses deux gendres (1703). Jusqu'à cette époque, les alliés n'avaient eu aucun avantage signalé sur la France. Elle combattait pourtant sur toutes ses frontières et au-dedans, contre tout le monde et contre elle-même. Les calvinistes des Cévennes, exaspérés par les rigueurs de l'intendant Basville, étaient en armes depuis 1702. On envoya contre eux, entre autres généraux, Villars et Berwick. Ce dernier était un Stuart, un fils naturel de Jacques II, qui devint un des premiers tacticiens du siècle.

Défaite de Hochstedt, 1704;

Villars était éloigné en Languedoc, Catinat retiré lorsque l'armée d'Allemagne, confiée à MM. de Marsin et Tallard, éprouva à Hochstedt, sur le théâtre même de la victoire de Villars, une des plus cruelles défaites qu'ait essuyées la France. Ils s'étaient jetés à l'aveugle dans l'Allemagne, sur la route de Vienne, lorsque Marlborough et Eugène leur coupèrent le chemin. Les dispositions étaient faites de sorte qu'indépendamment des morts, il y eut quatorze mille hommes qui se rendirent sans avoir pu combattre (1704). Villars accourut à temps pour couvrir la Lorraine, tandis que Vendôme gagnait l'avantage sur Eugène à la sanglante affaire de Cassano (1705). En 1706, Vendôme est remplacé par La Feuillade en Italie. La France éprouve deux grandes défaites. Par celle de Turin, Eugène lui enlève l'Italie entière; par celle de Ramillies, Marlborough l'expulse des Pays-Bas espagnols.

de Turin, de Ramillies. 1705-1706.

En 1707, les alliés pénétrèrent en France par la Provence,

en 1708 par la Flandre (défaite d'Oudenarde). 1709 fut une année terrible; d'abord un hiver meurtrier, puis la famine. La misère se fit sentir à tous. Les laquais du roi mendièrent à la porte de Versailles, madame de Maintenon mangea du pain bis. Des compagnies de cavalerie tout entières désertaient enseignes déployées, pour gagner leur vie par la contrebande. Les recruteurs faisaient la chasse aux hommes. L'impôt prenant toutes les formes pour atteindre le peuple, les actes de l'état civil furent taxés; on paya pour naître et mourir. Les paysans, poursuivis dans les bois par les traitans, s'armèrent et prirent d'assaut la ville de Castres. Le roi ne trouvait plus à emprunter à quatre cent pour cent; la dette monta, avant la mort de Louis XIV, à près de trois millards.

Défaite d'Oudenarde. 1708. Misère de la France.

Les alliés souffraient aussi. L'Angleterre se ruinait pour ruiner la France. Mais l'Europe était conduite par deux hommes qui voulaient la guerre, et c'était d'ailleurs un trop doux spectacle que l'humiliation de Louis XIV. Ses ambassadeurs ne recevaient pour réponse que des propositions dérisoires. Il fallait, dit-on, qu'il défît lui-même son ouvrage, qu'il détrônât Philippe V. Il descendit jusqu'à offrir de l'argent aux alliés pour entretenir la guerre contre son petit-fils. Mais non, ils voulaient qu'il le chassât lui-même, qu'une armée française combattît un prince français.

Le vieux roi déclara alors qu'il se mettrait à la tête de sa noblesse, et qu'il irait mourir à la frontière. Il s'adressa pour la première fois à son peuple, il le prit pour juge, et se releva par son humiliation même. La manière dont les Français combattirent cette année (1709), indique assez combien la guerre était devenue nationale. C'était le 9 septembre près du village de Malplaquet; le soldat qui avait manqué de vivres un jour entier, venait de recevoir son pain, il le jeta pour combattre. Villars, grièvement blessé, est emporté du champ de bataille; l'armée se retire en bon ordre, n'ayant pas perdu huit mille hommes; les alliés en laissaient sur la place quinze ou vingt mille.

Victoire de Malplaquet. 1709.

En Espagne, le trône de Philippe V, fondé par Berwick à

Almanza (1707), fut affermi à Villaviciosa par Vendôme (1710); il fit coucher le jeune roi sur un lit de drapeaux. Cependant l'élévation de l'archiduc Charles à l'Empire (1711) faisait craindre à l'Europe la réunion de l'Empire et de l'Espagne. Ce n'était pas la peine d'abaisser Louis XIV pour élever un Charles-Quint. L'Angleterre se lassait de payer; elle voyait Marlborough, gagné par les Hollandais, faire la guerre à leur profit. Enfin la victoire surprise par Villars à Denain, faisait tort à la réputation du prince Eugène (1712). Cette guerre terrible, dans laquelle les alliés avaient cru démembrer la France, ne lui ôta pas une province. (Traités d'Utrecht et de Rastadt, 1712; de la Barrière, 1715.)

Victoire de Denain. 1712.

Traité d'Utrecht. 1712.

Elle ne céda que quelques colonies. Elle maintint le petit-fils de Louis XIV sur le trône d'Espagne. La monarchie espagnole perdit, il est vrai, ses possessions en Italie et aux Pays-Bas; elle céda la Sicile au duc de Savoie, les Pays-Bas espagnols, Naples et le Milanais à l'Autriche; mais elle gagnait à se resserrer en soi, à perdre l'embarras de ces possessions lointaines qu'elle ne pouvait ni défendre ni gouverner; les Deux-Siciles devaient d'ailleurs bientôt revenir à une branche des Bourbons d'Espagne. La Hollande eut plusieurs places des Pays-Bas pour les défendre à frais communs avec l'Autriche. L'Angleterre fit reconnaître sa nouvelle dynastie; elle prit pied à Gibraltar et à Minorque, à la porte de l'Espagne et dans la Méditerranée. Elle obtint pour elle et pour la Hollande un traité de commerce désavantageux pour la France. Elle exigea la démolition de Dunkerque, et empêcha la France d'y suppléer par le canal de Mardick. Elle entretint, et ce fut là le plus honteux, un commissaire anglais pour s'assurer par ses yeux, si la France ne relevait pas les ruines de la ville de Jean Bart. « On va travailler, dit un contemporain à la démolition de Dunkerque; on demande huit cent mille livres pour en démolir le tiers seulement » Aujourd'hui encore on ne peut lire sans douleur et indignation la triste supplique adressée par les habitans de Dunkerque à la reine d'Angleterre elle-même.

Telle fut la fin du grand règne. Louis XIV survécut peu au traité d'Utrecht (mort en 1715). Il avait vu presque tous ses enfans mourir en quelques années, le dauphin, le duc, la duchesse de Bourgogne, et un de leurs fils. Il ne restait dans ce palais désert qu'un vieillard presque octogénaire, et un enfant de cinq ans. Tous les grands hommes du règne avaient précédé, un nouvel âge commençait. Dans la littérature, comme dans la société, les ressorts allaient se détendre. Cette époque de relâchement et de mollesse s'annonce de loin par le doux quiétisme de madame Guyon, qui réduit la religion à l'amour. Dans ses discours, l'habile et éloquent Massillon effleure le dogme, et s'attache à la morale. Les hardiesses politiques de Fénélon appartiennent déjà aux dix-huitième siècle.

Mort de Louis XIV. 1715.

CHAPITRE XXIII.

Dissolution de la monarchie. 1715-1789.

Entre Louis-le-Grand et Napoléon-le-Grand, la France descendit sur une pente rapide, au terme de laquelle la vieille monarchie rencontrant le peuple, se brisa, et fit place à l'ordre nouveau qui prévaut encore. L'unité du dix-huitième siècle est dans la préparation de ce grand événement. D'abord la guerre littéraire et philosophique pour la liberté religieuse, puis la grande et sanglante bataille de la liberté politique, une victoire ruineuse sur l'Europe, et malgré une réaction passagère, l'affermissement définitif de l'ordre constitutionnel et de l'égalité civile.

Au point de départ, au terme, apparaît la maison d'Orléans.

Le Régent.

Pendant que le feu roi s'en va tout seul et sans pompe à Saint-Denis, le duc d'Orléans fait casser son testament par le Parlement. La politique du régent, sa vie, ses mœurs, toute sa personne, étaient un démenti pour le règne précédent. Toutes les vieilles barrières tombent; le régent invite les particuliers à donner leur avis sur les affaires, il proclame les maximes de Fénélon, il fait imprimer le Télémaque à ses frais, il ouvre au public la bibliothèque du roi. Les traitans,

qui, sous le dernier règne, se sont engraissés des maux de la France, sont jugés par une Chambre Ardente, rançonnés, condamnés à tort et à travers; cette terreur contre les financiers ne fait qu'ajouter à la popularité du prince. Cependant il ne suffit pas de les condamner, il faut les remplacer par d'autres moyens, faire face à cette dette de trois milliards que laisse Louis XIV. Alors une grande chose est tentée; un banquier écossais, nommé Law, disciple, à ce qu'il dit, de Locke et de Newton, vient faire en France la première épreuve des ressources du crédit. Il ouvre une banque, substitue les billets à l'argent, hypothèque ses billets sur l'entreprise immense de la perception des impôts du royaume, sur les richesses coloniales d'un monde inconnu. Il crée la compagnie du Mississipi. L'on voit, pour la première fois, les hommes repousser l'or; la valeur des billets croît d'heure en heure. On s'étouffe dans la rue Quincampoix, aux portes des bureaux où l'on échange pour du papier ce métal incommode. Le régent devient un des directeurs de l'entreprise, et se fait banquier. Cependant la confiance s'ébranle, cette religion du papier a ses incrédules : il tombe rapidement. Malheur aux derniers possesseurs; d'étranges bouleversemens s'opèrent, le riche devient pauvre, le pauvre riche. La fortune qui jusque-là tenait au sol et s'immobilisait dans les familles, s'est, pour la première fois, volatilisée; elle suivra désormais les besoins du commerce et de l'industrie. Un mouvement analogue a lieu par toute l'Europe; les esprits sont, pour ainsi dire, détachés de la glèbe. Law, s'enfuyant au milieu des malédictions, a du moins laissé ce bienfait (1717-1721). Law.

Le régent, dans sa facilité pour les idées nouvelles, dans sa curiosité scientifique, dans ses mœurs effrénées, est un des types du dix-huitième siècle. Il impose la Bulle par égard pour le pape, mais n'en est pas moins impie. Ses *roués* sont des nobles; mais son homme, son ministre, le vrai roi de la France, est ce drôle de cardinal Dubois, fils d'un apothicaire de Brives-la-Gaillarde. Le régent est naturellement uni avec l'Angleterre, qui, sous la maison de Hanovre, représente aussi le principe moderne, comme en Allemagne la jeune Alberoni.

royauté de Prusse, dans le nord la Russie créée par Pierre-le-Grand. L'ennemi commun est l'Espagne, aux dépens de laquelle s'est faite la paix d'Utrecht. L'Espagne et la France, d'autant plus ennemies qu'elles sont parentes, se regardent d'un œil hostile. Le ministre espagnol, l'intrigant Alberoni entreprend de relever le vieux principe par toute l'Europe. Il veut rendre à l'Espagne tout ce qu'elle a perdu, et donner la régence de France à Philippe V; il veut rétablir le prétendant en Angleterre. Pour cela Alberoni compte louer la meilleure épée du temps, prendre à sa solde le suédois Charles XII; ce roi aventurier sera payé par l'Espagne, comme Gustave-Adolphe le fut par la France. Cet immense projet manqua partout : Charles XII fut tué, le prétendant échoua, l'ambassadeur espagnol en France fut pris en flagrant délit de conspiration avec la duchesse du Maine, femme d'un fils légitimé de Louis XIV; la petite et spirituelle princesse avait cru, de son académie de Sceaux, changer la face de l'Europe. Les Mémoires de la Fronde qui venaient de paraître lui avaient donné de l'émulation. Le régent et Dubois, qui n'avaient ni haine ni amitié, trouvèrent cela si ridicule qu'ils ne punirent personne, sauf quelques pauvres gentilshommes bretons qui s'étaient mis en avant (1718). La France, l'Angleterre, la Hollande et l'Empereur, unis contre Alberoni, forment la Quadruple alliance. Cependant, en 1720, l'Espagne obtient pour consolation la Toscane, Parme et Plaisance, et l'Empereur en lui donnant l'investiture de ces états, force le duc de Savoie de prendre la Sardaigne en échange de la Sicile. L'Europe était obstinée à la paix, et l'on s'arrangeait à tout prix.

Ministères du duc de Bourbon et de Fleury. 1723-45.

Le dur et maladroit ministère du duc de Bourbon qui gouverna après la mort du régent (1723-1726), fut bientôt remplacé par celui du prudent et circonspect Fleury, ex-précepteur du jeune roi, qui, sans bruit, s'empara et du roi et du royaume (1726-1745). Louis XV, qui, jusqu'à sept ans, marchait à la lisière, qui, jusqu'à douze, porta un corps de baleine, devait être mené toute sa vie. Sous le gouvernement économe et timide du vieux prêtre, la France ne fut troublée

que par l'affaire de la Bulle, les *convulsions* du jansénisme, et les réclamations des parlemens. La France, endormie sous Fleury, était unie à l'Angleterre endormie sous Walpole; union inégale, où la France n'avait l'avantage en aucun sens. L'Angleterre était alors l'admiration des Français; ils allaient étudier auprès des *libres-penseurs* de la Grande-Bretagne, comme autrefois les philosophes grecs auprès des prêtres égyptiens. Voltaire y allait chercher quatre mots de Locke, de Newton, et sa tragédie de *Brutus* (1730). Le président de Montesquieu, devenu plus circonspect, après le brillant scandale des *Lettres Persanes* (publiées en 1721), prenait en Angleterre le type qu'il devait proposer à l'imitation de tous les peuples. Personne ne songeait à l'Allemagne, où Leibnitz était mort, ni à l'Italie, où vivait Vico.

Il y avait tant de causes de guerre au milieu de ce grand calme, qu'une étincelle partie du Nord mit l'Europe en flammes.

La France soutient Stanislas.

Sous le duc de Bourbon, une intrigue de cour avait par hasard marié le roi de France à la fille d'un prince sans état, Stanislas Leczinski, ce palatin, que Charles XII avait fait un instant roi de Pologne, et qui s'était retiré en France. A la mort d'Auguste II (1733), le parti de Stanislas se réveilla, en opposition à celui d'Auguste III, électeur de Saxe, fils du feu roi. Stanislas réunit jusqu'à soixante mille suffrages. Villars et les vieux généraux poussaient à la guerre; ils prétendaient qu'on ne pouvait se dispenser de soutenir le beau-père du roi de France. Fleury se laissa forcer la main. Il en fit trop peu pour réussir, assez pour compromettre le nom français. Il envoya trois millions et quinze cents hommes contre cinquante mille Russes. Un Français, qui se trouvait par hasard à l'arrivée de nos troupes, le comte de Plélo, ambassadeur en Danemark, rougit pour la France, se mit à leur tête et se fit tuer.

Stanislas obtient la Lorraine.

L'Espagne s'était déclarée pour Stanislas contre l'Autriche, qui soutenait Auguste. Cette guerre lointaine de Pologne était pour elle un prétexte pour recouvrer ses possessions d'Italie; elle y réussit en partie par le secours de la France. Pendant

que Villars envahissait le Milanais, les Espagnols reprenaient les Deux-Siciles et y établissaient l'infant D. Carlos (1734-5). Ils gardèrent cette conquête au traité de Vienne (1738). Stanislas, en dédommagement du trône de Pologne, reçut la Lorraine, qui, à sa mort, dut passer à la France; le duc de Lorraine, François, gendre de l'empereur, époux de la fameuse Marie-Thérèse, eut en échange la Toscane, comme fief de l'Empire. Le dernier des Médicis étant mort sans postérité, Fleury s'empressa de traiter pour assurer les Deux-Siciles aux Bourbons d'Espagne, malgré la jalousie des Anglais. Ajoutez que dix mille Russes étaient parvenus jusqu'au Rhin. On s'aperçut, pour la première fois, que cette Asie européenne pouvait, par-dessus l'Allemagne, étendre ses longs bras jusqu'à la France.

Ainsi, la France décrépite avec Fleury et Villars, sous un ministre octogénaire et un général octogénaire, avait pourtant gagné la Lorraine. L'Espagne, renouvelée par la maison de Bourbon, avait gagné deux royaumes sur l'Autriche. Celle-ci, encore sous la maison de Charles-Quint, représentait le vieux principe européen, destiné à périr pour faire place au principe moderne. L'empereur Charles VI, inquiet comme Charles II d'Espagne en 1700, avait, au prix des plus grands sacrifices, essayé de faire garantir ses états à sa fille Marie-Thérèse, épouse du duc de Lorraine, devenu duc de Toscane.

Force croiss. de la Prusse.

En face de la vieille Autriche, s'élevait la jeune Prusse, état allemand, slave, français, au milieu de l'Allemagne; aucun n'avait reçu plus de réfugiés après la révocation de l'édit de Nantes. La Prusse était destinée à renouveler l'ancienne opposition saxonne contre les empereurs. Cet état, pauvre et sans barrière naturelle, qui n'opposait à l'ennemi ni les canaux de la Hollande ni les montagnes de la Savoie, n'en a pas moins cru et grandi, pure création de la politique, de la guerre, c'est-à-dire de la volonté, de la liberté humaine triomphant de la nature. Le premier roi, Guillaume, dur et brutal soldat, avait passé trente ans à amasser de l'argent et à discipliner ses troupes à coups de cannes; ce fonda-

teur de la Prusse conçut l'État comme un régiment. Il craignait que son fils ne continuât pas sur le même plan; et il eut la tentation de lui faire couper la tête, comme fit le czar Pierre pour son fils Alexis. Ce fils, qui fut Frédéric II, plaisait peu à un père qui n'estimait que la taille et la force, qui faisait enlever partout des hommes de six pieds pour composer des régimens de géans. Le jeune Frédéric était petit, avec de grosses épaules, un gros œil dur et perçant, quelque chose de bizarre. C'était un bel esprit, un musicien, un philosophe avec des goûts immoraux et ridicules; grand faiseur de petits vers français, il ne savait pas le latin, et méprisait l'allemand; pur logicien qui ne pouvait saisir ni la beauté de l'art antique, ni la profondeur de la science moderne. Il avait pourtant une chose, par quoi il a mérité d'être appelé le Grand : *il voulait*. Il voulut être brave; il voulut faire de sa Prusse l'un des premiers états de l'Europe, il voulut être législateur; il voulut que ses déserts de Prusse se peuplassent. Il vint à bout de tout. Il fut l'un des fondateurs de l'art militaire, entre Turenne et Napoléon. Quand celui-ci entra à Berlin, il ne voulut voir que le tombeau de Frédéric, prit pour lui son épée, et dit : « Ceci est à moi. »

Frédéric II.

La Prusse, état nouveau, qui devait ses plus industrieux citoyens à la révocation de l'édit de Nantes, devait tôt ou tard devenir le centre du philosophisme moderne. Frédéric II comprit ce rôle; il se déclara en poésie, en philosophie, disciple de Voltaire; c'était faire sa cour à l'opinion : les goûts futiles de Frédéric servirent en cela ses projets les plus sérieux. L'empereur Julien avait été le singe de Marc-Aurèle, Frédéric fut celui de Julien. D'abord, en l'honneur des Antonins que Voltaire lui proposait pour modèle, il écrit un livre sentimental et vertueux contre Machiavel. Il ne régnait pas encore. Voltaire, dans son naïf enthousiasme, revoit les épreuves, exalte le royal auteur, et promet au monde un Titus. A son avénement, Frédéric voulut faire détruire l'édition.

La même année, l'empereur Charles VI meurt, et Frédéric devient roi (1740). Tous les états qui ont garanti sa

M.-Thérèse. et Fréd. 1740.

succession à sa fille Marie-Thérèse, prennent les armes contre elle. Le moment semble venu de dépécer le grand corps de l'Autriche ; tous accourent à cette curée. Les droits les plus surannés sont ravivés. L'Espagne réclame la Bohême et la Hongrie ; le roi de Sardaigne, le Milanais ; Frédéric, la Silésie ; la France, ne demande rien, sinon l'Empire même pour l'électeur de Bavière, client de nos rois depuis plus d'un demi-siècle. L'électeur, élu empereur sans difficulté, est nommé en même temps généralissime du roi de France.

Les frères Belle-Isle, petits-fils de Fouquet, remuent la France de leurs projets chimériques. Fleury fait pour la seconde fois la guerre malgré lui, et comme la première, il la fait manquer. L'armée française, mal payée, mal nourrie, se disperse après de faciles succès partout où elle peut vivre. Elle laisse Vienne de côté et s'enfonce en Bohême. D'autre part, Frédéric, vainqueur à Molwitz, met la main sur la Silésie (1741).

Marie-Thérèse était seule ; sa cause semblait perdue. Enceinte alors, elle croyait « qu'il ne lui resterait pas une ville pour y faire ses couches. » Mais l'Angleterre et la Hollande ne pouvaient voir de sang-froid le triomphe de la France. Le pacifique Walpole tombe, des subsides sont donnés à Marie-Thérèse, une escadre anglaise force le roi de Naples à la neutralité. Le roi de Prusse, qui a ce qu'il veut, fait la paix. Les Français se morfondent en Bohême, perdent Prague et reviennent à grand'peine à travers les neiges. Belle-Isle en fut quitte pour se comparer à Xénophon (1742).

Les Anglais descendus sur le continent, se mettent à Dettingen entre les mains de l'armée française qui les lâche et se laisse battre (1743). Voilà nos troupes rejetées en deçà du Rhin, et notre pauvre empereur de Bavière abandonné à la vengeance de l'Autriche.

Ce n'était pas là le compte du roi de Prusse. Marie-Thérèse, redevenue si forte, n'aurait pas manqué de lui reprendre la Silésie. Il se met du côté de la France et de la Bavière, revient à la charge, entre en Bohême, s'assure de la Silésie par trois victoires, envahit la Saxe, et force l'impératrice et les

Saxons de signer le traité de Dresde. Le Bavarois étant mort, l'autrichienne avait fait son époux empereur (François Ier, 1745).

Cependant les Français avaient l'avantage en Italie. Secondés par les Espagnols, le roi de Naples et les Génois, ils établissent l'infant don Philippe dans les duchés de Milan et de Parme. Aux Pays-Bas, sous le maréchal de Saxe, ils gagnent les batailles de Fontenoi (1745) et de Raucoux (1746). La première, tant célébrée, était perdue sans remède, si l'irlandais Lally, inspiré par sa haine contre les Anglais, n'eût proposé de rompre leur colonne avec quatre pièces de canon. Un courtisan adroit, le duc de Richelieu, s'appropria l'idée et la gloire du succès. L'Irlandais entra le premier dans la colonne anglaise, l'épée à la main. La même année, la France lançait sur l'Angleterre son plus formidable ennemi, le prétendant. Les Highlanders de l'Écosse l'accueillirent, fondirent des montagnes avec un irrésistible élan, enlevant les canons à la course, et démolissant les escadrons à coups de poignards. Il eût fallu que ces succès fussent soutenus par la France. Notre marine était réduite à rien. Lally obtint quelques vaisseaux, mais les Anglais gardaient la mer, ils empêchèrent les Écossais de recevoir aucun secours. Ils avaient sur les Écossais l'avantage du nombre, de la richesse, une bonne cavalerie, une bonne artillerie. Ils vainquirent à Culloden (1745-6).

Paix d'Aix-la-Chapelle. 1748.

Cependant les Espagnols se retirent de l'Italie. Les Français en sont chassés. Ils avancent dans les Pays-Bas. L'Angleterre craint pour la Hollande et y rétablit le stathoudérat. Les succès de la France contre la Hollande servirent du moins à décider la paix. Elle avait perdu sa marine, ses colonies; les Russes paraissaient pour la seconde fois sur le Rhin. La paix d'Aix-la-Chapelle rendit à la France ses colonies, assura la Silésie à la Prusse, Parme et Plaisance aux Bourbons d'Espagne. Contre toute espérance, l'Autriche subsista (1748).

philosophique et littéraire.

La France avait fait une dure expérience de sa faiblesse, mais elle n'en pouvait profiter. Au gouvernement du vieux prêtre avait succédé celui des maîtresses. Mlle Poisson,

marquise de Pompadour, régna vingt années. Née bourgeoise, elle eut quelques velléités de patriotisme. Sa créature, le contrôleur Machaut, voulait imposer le clergé; d'Argenson organisait l'administration de la guerre avec le talent et la sévérité de Louvois. Au milieu de la petite guerre du Parlement et du clergé, le philosophisme gagnait. A la cour même, il avait des partisans; le roi, tout ennemi qu'il était des idées nouvelles, avait sa petite imprimerie, et imprimait lui-même les théories économiques de son médecin, Quesnay, qui proposait un impôt unique, portant sur la terre; la noblesse et le clergé qui étaient les principaux propriétaires du sol, eussent enfin contribué. Tous ces projets aboutissaient en vaines conversations; les vieilles corporations résistaient; la royauté, caressée par les philosophes qui auraient voulu l'armer contre le clergé, éprouvait un vague effroi à l'aspect de leurs progrès. Voltaire préparait une histoire générale anti-chrétienne (Essai sur les Mœurs, 1756). Peu à peu la philosophie nouvelle sortait de cette forme polémique à quoi Voltaire la réduisait. Dès 1748, le président de Montesquieu, fondateur de l'Académie des Sciences naturelles à Bordeaux, donna, sous forme, il est vrai, décousue et timide, une théorie matérialiste de la législation, déduite de l'influence des climats; telle est du moins l'idée dominante de l'Esprit des lois, ce livre si ingénieux, si brillant, quelquefois si profond. En 1749, apparut la colossale Histoire Naturelle du comte de Buffon; en 1751, les premiers volumes de l'*Encyclopédie*, monument gigantesque où devait entrer tout le dix-huitième siècle, polémique et dogmatique, économie et mathématiques, irréligion et philantropie, athéisme et panthéisme, d'Alembert et Diderot. Le tout fut dit par Condillac en un mot, qui contient le siècle : Traité des Sensations, 1754. Cependant la guerre religieuse était continuée par Voltaire, qui venait de se poster en observation au point central de l'Europe, entre la France, la Suisse et l'Allemagne, aux portes de Genève, au chef-lieu des anciens Vaudois, d'Arnaldo de Brescia, de Zwingle et de Calvin.

C'était l'apogée de la puissance de Frédéric. Depuis sa

conquête de Silésie, il avait perdu tout ménagement. Dans son étrange cour de Postdam, ce bel esprit guerrier se moquait de Dieu, des philosophes et des souverains, ses confrères; il avait maltraité Voltaire, le principal organe de l'opinion; il désolait de ses épigrammes les rois et les reines; il ne croyait ni à la beauté de madame de Pompadour, ni au génie poétique de l'abbé Bernis, principal ministre de France. L'occasion parut favorable à l'impératrice pour recouvrer la Silésie; elle ameuta l'Europe, les reines surtout; elle entraîna celle de Pologne et l'impératrice de Russie; elle fit sa cour à la maîtresse de Louis XV. La monstrueuse alliance de la France avec cette vieille Autriche contre un souverain qui maintenait l'équilibre de l'allemagne, réunit contre lui toute l'Europe. L'Angleterre seule l'aida et lui donna des subsides. Elle était gouvernée alors par un avocat goutteux, le fameux William Pitt, depuis lord Chatam, qui s'éleva à force d'éloquence, à force de haine contre les Français. L'Angleterre voulait deux choses : le maintien de l'équilibre européen, et la ruine des colonies françaises et espagnoles. Ses griefs étaient graves : les Espagnols avaient maltraité ses contrebandiers, et les Français voulaient l'empêcher au Canada de bâtir sur leur territoire. Aux Indes, La Bourdonnaie, et son successeur Dupleix, menaçaient de fonder une grande puissance, en face de la puissance anglaise. Les Anglais, pour déclaration de guerre, nous confisquèrent trois cents navires (1756).

Guerre de Sept ans. 1756.

Ce fut une merveille dans cette guerre, de voir l'imperceptible Prusse, entre les masses de l'Autriche, de la France et de la Russie, courir de l'une à l'autre et faire face de tous côtés. C'est la seconde époque de l'art militaire. Les ineptes adversaires de Frédéric crurent qu'il devait tous ses succès à la précision des manœuvres des soldats prussiens, à leur habileté à faire l'exercice et à tirer cinq coups par minutes. Frédéric avait certainement perfectionné la machine-soldat. Cela pouvait s'imiter : le czar Pierre III, et le comte de Saint-Germain formèrent des automates-guerriers à coups de bâton. Ce qu'on n'imita pas, c'est la célérité de ses manœuvres,

quelle que soit la variété de ses événemens, est une guerre de politique et de stratégie; elle n'a pas l'intérêt des guerres d'idée, des guerres de la religion et de la liberté au seizième siècle et au nôtre.

La defaite de Rosbach renouvelée à Crevelt, de grands revers balancés par de petits avantages, la ruine totale de notre marine et de nos colonies, les Anglais maîtres des mers et conquérans de l'Inde, l'épuisement, l'humiliation de toute la vieille Europe en face de la jeune Prusse, voilà la guerre de Sept ans. Elle se termina sous le ministère de M. de Choiseul. Ce ministre, homme d'esprit, crut frapper un grand coup en ménageant le *pacte de famille* entre les diverses branches de la maison de Bourbon (1761).

Pacte de famille. 1761.

Au milieu des humiliations de la guerre de Sept ans et par ces humiliations mêmes, le drame du siècle s'acheminait rapidement vers sa péripétie. Qui avait été vaincu dans cette guerre et dans la précédente? la France? Non, mais la noblesse, qui seule fournissait les officiers, les généraux. Les ennemis de la France ne pouvaient nier la bravoure française après Chevert et d'Assas. N'avait-on pas vu au combat d'Exiles nos soldats, escaladant les Alpes sous la mitraille, s'élancer aux canons ennemis par les embrasures, pendant que les pièces reculaient. Quant aux généraux, les seuls qu'on ose nommer à cette époque, Saxe, Broglie, étaient des étrangers. Celui qui s'appropria la gloire de Fontenoi, le grand général du siècle, au dire des femmes et des courtisans, le *vainqueur de Mahon*, le vieil Alcibiade du vieux Voltaire, Richelieu, avait suffisamment prouvé, pendant cinq campagnes de la dernière guerre, ce qu'on devait penser de cette réputation si habilement ménagée. Ces campagnes furent du moins lucratives; il en rapporta de quoi bâtir sur nos boulevarts l'élégant pavillon de Hanovre.

J.-J. Rouss.

Vers la fin de cette ignoble guerre de Sept ans, où l'aristocratie était tombée si bas, éclata la grande pensée plébéienne. C'était comme si la France eût crié à l'Europe : Ce n'est pas moi qui suis vaincue. Dès 1750, le fils d'un horloger de Genève, Jean-Jacques Rousseau, vagabond, scribe, laquais tour-

Le tacticien seul peut suivre le roi de Prusse dans cette série de belles et savantes batatailles[1]. La guerre de Sept ans,

---

[1] 1756, le roi de Prusse prévient ses ennemis en attaquant la Saxe ; il occupe Dresde, bat les Autrichiens à Lowositz, et fait poser les armes aux Saxons à Pirna. — La France s'empare de Minorque, et fait passer des troupes dans la Corse ; mais bientôt elle néglige la guerre maritime pour attaquer l'Angleterre dans le Hanovre. 1757, succès des Français. Victoire de Hastenbech. Convention de Closter-Seven. La Suède, la Russie et l'Empire accèdent à la ligue contre le roi de Prusse. — Frédéric entre en Bohème, gagne la bataille de Prague ; il est repoussé et défait à Kolin. Un de ses lieutenans est battu par les Russes à Jœgerndorf. Danger de sa situation. Il évacue la Bohème, passe en Saxe, et bat les Français et les Impériaux à Rosbach.

Frédéric retourne en Silésie, et répare la défaite de Breslaw par la victoire de Lissa. Il envahit successivement la Moravie, la Bohème, empêche la jonction des Autrichiens avec les Russes. 1758, il remporte sur ceux-ci la victoire long-temps disputée de Zorndorf. Il est surpris à Hochkirchen par les Autrichiens. 1759, les Prussiens battus par les Russes à Palzig ; par les Russes et les Autrichiens à Kunersdorff ; par les Autrichiens à Maxen. Les vainqueurs ne profitent pas de leurs succès. Les Prussiens, battus de nouveau à Landshut, sont vainqueurs à Liegnitz et à Torgau, 1760. Ils reprennent la Silésie, et envahissent de nouveau la Saxe.

1758-1762, Campagnes malheureuses des Français. 1758, Ferdinand de Brunswik, les ayant chassés de Hanovre, passe le Rhin, et gagne la bataille de Crevelt. Les Français occupent la Hesse, et Ferdinand repasse le Rhin. 1759, victoire de Broglie à Berghen. Défaite des Français à Minden. 1760, victoire des Français à Corbach et à Clostercamp ; dévoûment du chevalier d'Assas. 1761, les Français vainqueurs à Grunberg, vaincus à Fillingshausen.

1759, Mort du roi d'Espagne Ferdinand VI ; il a pour successeurs son frère, le roi de Naples, Charles III, qui laisse le trône de Naples à son troisième fils, Ferdinand IV. 1761, *Pacte de famille*, négocié par le duc de Choiseul entre les diverses branches de la maison de Bourbon (France, Espagne, Naples, Parme). L'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre et au Portugal. — 1760, Mort du roi d'Angleterre, George II. George III. 1762, Démission de Pitt. — 1762, Mort d'Elisabeth, impératrice de Russie. Pierre III. Catherine II rappelle les troupes russes de la Silésie, et se déclare neutre.

1762, *Paix d'Hambourg* entre la Prusse et la Suède. *Paix de Paris* entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. Le roi de Prusse, par la victoire de Freyberg et la prise de Schweidnitz, décide l'impératrice et le roi de Pologne, électeur de Saxe, à signer la *Paix à Hubertsbourg*. Le premier et le dernier traité rétablissent les choses en Allemagne dans l'état où elles étaient avant la guerre.

quelle que soit la variété de ses événemens, est une guerre de politique et de stratégie; elle n'a pas l'intérêt des guerres d'idée, des guerres de la religion et de la liberté au seizième siècle et au nôtre.

La defaite de Rosbach renouvelée à Crevelt, de grands revers balancés par de petits avantages, la ruine totale de notre marine et de nos colonies, les Anglais maîtres des mers et conquérans de l'Inde, l'épuisement, l'humiliation de toute la vieille Europe en face de la jeune Prusse, voilà la guerre de Sept ans. Elle se termina sous le ministère de M. de Choiseul. Ce ministre, homme d'esprit, crut frapper un grand coup en ménageant le *pacte de famille* entre les diverses branches de la maison de Bourbon (1761).

Pacte de famille. 1761.

Au milieu des humiliations de la guerre de Sept ans et par ces humiliations mêmes, le drame du siècle s'acheminait rapidement vers sa péripétie. Qui avait été vaincu dans cette guerre et dans la précédente? la France? Non, mais la noblesse, qui seule fournissait les officiers, les généraux. Les ennemis de la France ne pouvaient nier la bravoure française après Chevert et d'Assas. N'avait-on pas vu au combat d'Exiles nos soldats, escaladant les Alpes sous la mitraille, s'élancer aux canons ennemis par les embrasures, pendant que les pièces reculaient. Quant aux généraux, les seuls qu'on ose nommer à cette époque, Saxe, Broglie, étaient des étrangers. Celui qui s'appropria la gloire de Fontenoi, le grand général du siècle, au dire des femmes et des courtisans, le *vainqueur de Mahon*, le vieil Alcibiade du vieux Voltaire, Richelieu, avait suffisamment prouvé, pendant cinq campagnes de la dernière guerre, ce qu'on devait penser de cette réputation si habilement ménagée. Ces campagnes furent du moins lucratives; il en rapporta de quoi bâtir sur nos boulevarts l'élégant pavillon de Hanovre.

J.-J. Rouss.

Vers la fin de cette ignoble guerre de Sept ans, où l'aristocratie était tombée si bas, éclata la grande pensée plébéienne. C'était comme si la France eût crié à l'Europe : Ce n'est pas moi qui suis vaincue. Dès 1750, le fils d'un horloger de Genève, Jean-Jacques Rousseau, vagabond, scribe, laquais tour-

à-tour, avait maudit la science, en haine du philosophisme et de la caste des gens de lettres ; puis maudit l'inégalité, en haine d'une noblesse dégénérée (1754). Cette fièvre de dissolution niveleuse coula par torrens dans les lettres de la Nouvelle Héloïse (1759). Le naturalisme fut posé dans l'Émile, le déisme dans la Profession de foi du vicaire savoyard (1762). Enfin, dans le Contrat social apparurent les trois mots de la Révolution, tracés d'une main de feu.

La Révolution, elle s'avançait, tellement irrésistible, que le roi qui l'entrevoyait avec épouvante, travaillait pour elle en dépit de lui, et lui frayait la voie. En 1763, il lui fonda son temple, *le Panthéon*, qui devait recevoir Rousseau et Voltaire. En 1764, il abolit les jésuites ; en 1771, le Parlement. Instrument docile de la nécessité, il abattait d'une main indifférente ce qui restait encore debout des ruines du moyen-âge.

La société des jésuites, qu'on croyait si profondément enracinée, fut anéantie sans coup férir dans toute l'Europe. Ainsi avaient péri les templiers au quatorzième siècle, quand le système auquel ils appartenaient eut fait son temps. On livra les jésuites aux parlemens, leurs ennemis acharnés. Mais de même que les pierres du Port-Royal étaient tombées sur la tête des jésuites, la chute de ceux-ci fut fatale aux parlemens. Ces corporations, entraînées par leur popularité croissante et par leur récente victoire, voulaient sortir de leurs anciennes voies. L'imparfaite balance de la vieille monarchie tenait à l'élastique opposition des parlemens qui remontraient, ajournaient, et finissaient par céder respectueusement. Quelques têtes hardies et dures, entre autres le breton La Chalotais, entreprirent de les mener plus loin. Dans le procès du duc d'Aiguillon, ils tinrent ferme, ils furent brisés (1771). Ce n'était pas aux juges de Lally, de Calas, de Sirven et de Labarre, qu'il appartenait de faire la Révolution, encore moins à la coterie qui les renversa. Le spirituel abbé Terray et le facétieux chancelier Maupeou, alliés du duc d'Aiguillon et de madame du Barry, n'étaient pas assez honnêtes gens pour avoir droit de faire le bien. Terray, qui eut les finances,

remédia un peu au désordre, mais par la banqueroute. Maupeou abolit la vénalité des charges, rendit la justice gratuite; mais personne ne voulut croire qu'elle fût gratuite entre les mains des créatures de Maupeou. Tout le monde se moqua de leur réforme, personne plus qu'eux-mêmes. Un rire inextinguible éclata à l'apparition des Mémoires de Beaumarchais. Louis XV les lut comme tout le monde, et y prit plaisir. L'égoïste monarque distinguait mieux que personne le péril croissant de la royauté, mais il jugeait avec raison qu'après tout, elle durerait encore plus que lui (mort en 1774).

Louis XVI, 1774.

Son infortuné successeur, Louis XVI, héritait de tout cela. Beaucoup de gens avaient conçu de tristes présages à l'occasion des fêtes de son mariage, où plusieurs centaines de personnes furent étouffées. Cependant l'avénement de l'honnête jeune roi, s'asseyant avec sa gracieuse épouse sur le trône purifié de Louis XV, avait rendu au pays un immense espoir. Ce fut pour cette vieille société une époque de bonheur et de naïf attendrissement; elle pleurait, s'admirait dans ses larmes, et se croyait rajeunie. Le genre à la mode était l'idylle; d'abord, les fadeurs de Florian, l'innocence de Gessner, puis l'immortelle églogue de Paul et Virginie. La reine se bâtissait dans Trianon un hameau, une ferme. Les philosophes conduisaient la charrue, par écrit. « Choiseul est agricole et Voltaire est fermier. » Tout le monde s'intéressait au peuple, aimait le peuple, écrivait pour le peuple; la bienfaisance était de bon ton, on faisait de petites aumônes et de grandes fêtes.

Pendant que la haute société jouait sincèrement cette comédie sentimentale, continuait le grand mouvement du monde, qui dans un moment allait tout emporter. le vrai confident du public, le Figaro de Beaumarchais devenait plus âcre chaque jour; il tournait de la comédie à la satire, de la satire au drame tragique. Royauté, Parlement, noblesse, tout chancelait de faiblesse; le monde était comme ivre. Le philosophisme lui-même était malade, de la morsure de Rousseau et de Gilbert. On ne croyait plus ni à la religion, ni à l'irréligion; on aurait voulu croire pourtant: les esprits-fo

allaient incognito chercher des croyances dans la fantasmagorie de Cagliostro et dans le baquet de Mesmer. Cependant continuait autour de la France et à son insu, l'éternel dialogue du scepticisme rationnel : au nihilisme d'Hume répondait le dogmatisme apparent de Kant, et par dessus, la grande voix poétique de Goëthe, harmonieuse, immorale et indifférente. La France, émue et préoccupée, n'entendait rien de tout cela. L'Allemagne poursuivait l'épopée scientifique; la France accomplissait le drame social.

Ce qui fait le triste comique de ces derniers jours de la vieille société, c'est le contraste des grandes promesses et de la complète impuissance. L'impuissance est le trait commun de tous les ministères d'alors. Tous promettent, et ne peuvent rien. M. de Choiseul voulait défendre la Pologne, abaisser l'Angleterre, relever la France par une guerre européenne, et il ne pouvait suffire aux dépenses de la journée; s'il eût voulu exécuter ses projets, les parlemens qui le soutenaient l'auraient abandonné. Maupeou et Terray ôtent les parlemens, et ne peuvent rien mettre à la place; ils veulent réformer les finances, et ils ne s'appuient que sur les voleurs du trésor public. Sous Louis XVI, le grand, l'honnête, le confiant Turgot (1774-1776) propose le vrai remède : l'économie et l'abolition du privilège. A qui les propose-t-il? aux privilégiés qui le renversent. Cependant la nécessité les oblige d'appeler à leur aide un habile banquier, un éloquent étranger, un second Law, mais plus honnête. Necker promet merveille, il rassure tout le monde, il n'annonce point de réforme fondamentale, il va procéder tout doucement. Il inspire confiance, il s'adresse au crédit, il trouve de l'argent, il emprunte. La confiance, la bonne administration vont étendre le commerce, le commerce va créer des ressources. De rapides emprunts sont hypothéqués sur des ressources fortuites, lentes, lointaines. Necker finit par jeter les cartes sur la table, et revenir aux moyens proposés par Turgot, l'économie, l'égalité d'impôt. Son compte-rendu est un aveu triomphant de son impuissance (1781).

Turgot.

Necker.

Necker avait eu, il faut l'avouer, à soutenir un double

quelle que soit la variété de ses événemens, est une guerre de politique et de stratégie; elle n'a pas l'intérêt des guerres d'idée, des guerres de la religion et de la liberté au seizième siècle et au nôtre.

La defaite de Rosbach renouvelée à Crevelt, de grands revers balancés par de petits avantages, la ruine totale de notre marine et de nos colonies, les Anglais maîtres des mers et conquérans de l'Inde, l'épuisement, l'humiliation de toute la vieille Europe en face de la jeune Prusse, voilà la guerre de Sept ans. Elle se termina sous le ministère de M. de Choiseul. Ce ministre, homme d'esprit, crut frapper un grand coup en ménageant le *pacte de famille* entre les diverses branches de la maison de Bourbon (1761).

Pacte de famille. 1761.

Au milieu des humiliations de la guerre de Sept ans et par ces humiliations mêmes, le drame du siècle s'acheminait rapidement vers sa péripétie. Qui avait été vaincu dans cette guerre et dans la précédente? la France? Non, mais la noblesse, qui seule fournissait les officiers, les généraux. Les ennemis de la France ne pouvaient nier la bravoure française après Chevert et d'Assas. N'avait-on pas vu au combat d'Exiles nos soldats, escaladant les Alpes sous la mitraille, s'élancer aux canons ennemis par les embrasures, pendant que les pièces reculaient. Quant aux généraux, les seuls qu'on ose nommer à cette époque, Saxe, Broglie, étaient des étrangers. Celui qui s'appropria la gloire de Fontenoi, le grand général du siècle, au dire des femmes et des courtisans, le *vainqueur de Mahon*, le vieil Alcibiade du vieux Voltaire, Richelieu, avait suffisamment prouvé, pendant cinq campagnes de la dernière guerre, ce qu'on devait penser de cette réputation si habilement ménagée. Ces campagnes furent du moins lucratives; il en rapporta de quoi bâtir sur nos boulevarts l'élégant pavillon de Hanovre.

J.-J. Rouss.

Vers la fin de cette ignoble guerre de Sept ans, où l'aristocratie était tombée si bas, éclata la grande pensée plébéienne. C'était comme si la France eût crié à l'Europe : Ce n'est pas moi qui suis vaincue. Dès 1750, le fils d'un horloger de Genève, Jean-Jacques Rousseau, vagabond, scribe, laquais tour-

Le roi, ayant essayé en vain des ministres patriotes, de Turgot et de Necker, il crut la reine et la Cour, il essaya des ministres courtisans. On ne pouvait trouver un ministre plus agréable que M. de Calonne, un guide plus rassurant pour s'enfoncer gaîment dans la ruine. Quand il eut épuisé le crédit que la sage conduite de Necker avait créé, il ne sut que devenir et assembla les Notables (1787). Il fallut leur avouer

Notables. 1787.

Antilles et les Indes orientales, où la chute de l'empire du Mogol ouvre un vaste champ aux Européens. La France succombe d'abord dans l'Amérique septentrionale. Mais les colonies anglaises, n'ayant plus à craindre le voisinage des Français ni des Espagnols, s'affranchissent, avec le secours des premiers, du joug de l'Angleterre. Celle-ci trouve une compensation dans les établissemens indiens des Hollandais auxquels elle succède, et dans la conquête du continent de l'Inde.

Division : I. 1713-1739. Histoire des colonies, depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la première guerre. — II. 1739-1765, Guerres des métropoles, à l'occasion de leurs colonies. — III. 1765-1783, Première guerre des colonies contre leurs métropoles. — IV. 1739-1789, Fin de l'histoire des colonies, dans le dix-huitième siècle.

I. 1713-1739, Histoire des colonies, depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la première guerre. — Commerce de contrebande des Français, et surtout des Anglais, entre eux, et avec les colonies espagnoles. — Nouvelle liberté de commerce accordée aux colonies, par l'Angleterre. 1739, 1752; et par la France, 1717. — Introduction de la culture du café, à Surinam, 1718; à la Martinique, 1728; dans l'île de France et dans l'île de Bourbon, vers 1736; dans les colonies anglaises d'Amérique septentrionale, 1732.

1711, Compagnie *anglaise* de la mer du Sud. 1732, Formation de la province de Géorgie. — Nouvelle importance des Antilles *françaises*. 1717, Compagnie française du Mississipi et d'Afrique, à laquelle on réunit celle des Indes orientales. 1720, Les Français acquièrent l'île de France et l'île de Bourbon. 1736, La Bourdonnaie en est nommé gouverneur. 1722-1733, Différens entre les Français et les Anglais, au sujet des îles *neutres*. — Décadence des colonies orientales des *Hollandais*. — Prospérité de Surinam. — Riches produits de la colonie *portugaise* du Brésil. — 1719, 1733, Agrandissement des possessions *danoises* dans les Antilles. — 1734, Fondation d'une compagnie danoise des Indes occidentales. — 1731, Commerce de la *Suède* avec la Chine.

II. 1739-1765, Premières guerres des métropoles à l'occasion des colonies. — 1739, Guerre entre l'Espagne et l'Angleterre, à l'occasion du commerce de contrebande que faisait cette dernière puissance avec les colonies espagnoles. Les Anglais prennent Porto-Bello, et assiégent Carthagène,

que les emprunts s'étaient élevés en peu d'années à un milliard six cent quarante-six millions, et qu'il existait dans le revenu un déficit annuel de cent quarante millions. Les Notables, qui appartenaient eux-mêmes aux classes privilégiées, donnèrent, au lieu d'argent, des avis et des accusations. Brienne, élevé par eux à la place de Calonne, eut recours aux impôts; le Parlement refusa de les enregistrer, et demanda

---

Cette guerre se mêle à celle de la succession d'Autriche. 1740, Expédition de l'amiral Anson. 1745, Prise de Louisbourg. — 1746-1748, Succès des Français aux Indes. La Bourdonnaie prend Madras aux Anglais ; Dupleix les repousse de Pondichéri. 1748, Restitution mutuelle des conquêtes au traité d'Aix-la-Chapelle. — Nouvelles conquêtes de Dupleix.

Différens qui subsistent au sujet des limites de l'Acadie et du Canada, et relativement aux îles *neutres*. 1754, Assassinat de Jumonville, et prise du fort de la Nécessité. 1758, Bataille de Québec ; mort de Wolf et de Montcalm. Perte du Canada, des Antilles, des possessions dans les Indes orientales. 1762, par le traité de Paris, la France recouvre ses colonies, excepté le Canada et ses dépendances, le Sénégal, et quelques-unes des Antilles ; elle s'engage à ne plus entretenir de troupes au Bengale ; l'Espagne cède la Floride à l'Angleterre, et la France dédommage l'Espagne par la cession de la Louisiane.

1757-1765, Conquêtes de lord Clive, dans les Indes orientales. Acquisition du Bengale, et fondation de l'empire anglais dans les Indes.

III. 1765-1783, Première guerre des colonies contre leurs métropoles. — Étendue, population et richesses des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale. Leurs constitutions démocratiques. Elles sentent moins le besoin de la protection de la métropole, depuis que le Canada n'appartient plus aux Français, ni la Floride aux Espagnols. Leur assujettissement au monopole britannique. Le gouvernement anglais entreprend d'introduire des taxes dans ces colonies.

1765, Acte du timbre. 1766, *Bill déclaratoire*. 1757, 1770, Impôt sur le thé. 1773, Insurrection de Boston. Acte coercitif. 1774, Congrès de Philadelphie. 1775, Commencement des hostilités. Washington, général en chef des troupes américaines. 1776, Déclaration d'indépendance. Etablissement du gouvernement fédératif des *Etats-Unis d'Amérique*. 1777, Capitulation de Saratoga.

Ambassade de Franklin. 1778, la France s'allie aux américains ; guerre entre la France et l'Angleterre. La France met dans ses intérêts l'Espagne et la Hollande. 1780, *Neutralité armée*. L'Angleterre déclare la guerre à la Hollande. — 1778, Combat d'Ouessant. Les Français s'emparent de plusieurs des Antilles anglaises et du Sénégal ; les Anglais, de plusieurs des Antilles.

les États-généraux, c'est-à-dire, sa propre ruine et celle de la vieille monarchie,

Les philosophes avaient échoué avec Turgot, les banquiers avec Necker, les courtisans avec Calonne et Brienne. Les privilégiés ne voulaient point payer, et le peuple ne le pouvait plus. Les États-généraux, comme l'a dit un éminent historien, ne firent que décréter une révolution déjà faite. 1789. (ouverture des États-généraux, 5 mai 1789).

---

françaises et hollandaises, et des possessions hollandaises à la Guyane. 1779-1782, L'Espagne prend Minorque et la Floride occidentale; mais assiége inutilement Gibraltar. 1782, Victoire de Rodney sur le comte de Grasse, dans les Antilles. 1779-1783, Les Anglais s'emparent des possessions françaises et hollandaises, sur le continent de l'Inde. Victoires de Suffren.

1777-1781, Campagnes peu décisives des Anglais et des Américains, secourus par les Français. 1781, Capitulation de Cornwallis, dans Yorck-Town. (1782, Ministère de Fox, en Angleterre.) 1783-1784, *Traités de Versailles et de Paris*; l'indépendance des États-Unis d'Amérique est reconnue par l'Angleterre; la France et l'Espagne recouvrent leurs colonies, et gardent, la première le Sénégal, et les iles de Tabago, Sainte-Lucie, Saint-Pierre et Miquelon; la seconde Minorque et les Florides. La Hollande cède aux Anglais Négapatnam, et leur assure la libre navigation dans les mers de l'Inde.

Acquisitions territoriales faites par les rois de France, depuis Louis XI. Après Louis XI les réunions à l'intérieur sont presque sans importance politique, l'autorité royale ne rencontrant aucune résistance dans les domaines non-réunis.

1491, Réunion de la Bretagne. 1552, Conquête sur l'empire des trois-évêchés, Metz, Toul et Verdun. 1558, Conquête de Calais. Réunion de l'Alsace, 1648; de Philipsbourg et de Pignerol rendu en 1696 (traité de Westphalie). 1659, Le Roussillon, l'Artois (rendus par Charles VIII à Ferdinand et à Maximilien) le Hainaut et le Luxembourg. 1668, la Flandre (traité d'Aix-la-Chapelle). 1679, La Franche-Comté (Fribourg à la place de Philipsbourg. — Paix de Nimègue). 1698, Strasbourg (Paix de Riswick). 1768, La Corse cédée par Gênes.

FIN.

Unification de la France ? c'est bien. Mais au profit de qui ? ou de quoi ? et comment cela ? Où la révolution

Vitès fantomeuse que par la publicité
cyste. La nation assise à une conscience
de plus en plus nette de son action
elle sent qu'elle marche. qu'elle appelle
maintenant, vers quel but!

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE Ier. *Celtes. — Ibères. — Romains. Conquête de César.* . . . . . Page 9

Celtes (Gaëls) et Ibères. . . . . ibid.
Établissemens des Phéniciens et des Ioniens. Invasion des Kymrys. 9
Expéditions des Gaulois en Italie et en Grèce. 10
222. Rome réduit les Boïes et les Insubres. 11
218. Guerre d'Hannibal. Rome triomphe des Gaulois en Asie, en Italie, en Gaule, 201-119. . . . . ibid.
112-101. Invasion des Cimbres et des Teutons. Marius. . . . 12
58-51. Conquête de la Gaule, par César. 13

CHAPITRE II. *Gaule romaine et chrétienne* (jusqu'au cinquième siècle de notre ère). 18

La Gaule devient romaine. . . . . ibid.
Révolte sous Tibère. . . . . ibid.
Caligula, Claude, Néron, favorables à la Gaule. . . . 19
Empereurs Gaulois. 21
260-71. Essai d'un Empire Gallo-romain. . . . . ibid.
Misère de l'Empire. Vice radical de la société antique. . 22
Bagaudes. 23
Gaule chrétienne. 24
Pélagianisme, sortie de la Bretagne. Semi-pélagianisme de la Provence. 25
État politique, civil, religieux et intellectuel de la Gaule, à la fin du quatrième siècle et au commencement du cinquième. 26

CHAPITRE III. *Monde germanique. — Invasion. — Mérovingiens* (481-751). 28

Monde germanique. — Suèves. — Goths, Saxons. . . ibid.

375. Première migration des barbares dans l'Empire. Établissement des Goths et des Burgundes dans la Gaule. 29
451. Invasion des Huns dans la Gaule. 30
Invasion des Francs. 31
481. Clovis. Défaite de Syagrius en 486, des Allemands 496, des Burgundes 500, des Wisigoths 507. 32
511. Partage de la Gaule entre les quatre fils de Clovis 34
Theuderic, Tbeudebert. Expéditions en Italie 36
558-61. Clotaire Ier, seul roi. Partage entre ses quatre fils. . 37
Influence des Gaulois-Romains. . . . . ibid.
Frédégonde et Brunehaut, la Neustrie et l'Ostrasie. . . ibid.
Le midi de la Gaule essaye de former un royaume indépendant. Gondovald 38
Traité d'Andelot. 39
613. Revers et supplice de Brunehaut. 40
Victoire de la Neustrie, soumise à l'influence ecclésiastique. Clotaire II, seul roi. 41
628-38. Dagobert. Faiblesse de la Neustrie. . . . . ibid.
650-56. Clovis II. Puissance des maires du Palais. 42
660-81. Lutte d'Ébroin contre les grands, contre la Bourgogne et l'Ostrasie. Saint-Léger. 43
687. Victoire de l'Ostrasie à Testry. Dégénération des Mérovingiens 44
Histoire du gouvernement, de la législation et de la littérature, depuis le commencement de la domination des Francs jusqu'à la chute des Mérovingiens. . . . 34

CHAPITRE IV. *Carlovingiens* (687-752) 45

Origine ecclésiastique des Carlovingiens . . . . . ibid.
715-32. Charles-Martel. Il repousse les Sarrasins à Poitiers, 732, Il repousse les Saxons et Frisons. Il dépouille le clergé . 46
Mission de saint Boniface en Allemagne 47

CHAPITRE V. *Carlovingiens, jusqu'à la mort de Charlemagne* (752-814) 48

752-55. Pépin-le-Bref. Guerre contre les Saxons et les Lombards 49
Guerre d'Aquitaine . . . . . ibid.
768-71. Charlemagne et Carloman. 51

771. Charlemagne. Guerre contre les Lombards 51
772. Guerre contre les Saxons . . . . . ibid.
778. Guerre d'Espagne. Roncevaux. 52
779. Reprise de la guerre de Saxe. Organisation ecclésiastique du pays conquis . . . . . ibid.
782. Défaite des Francs à Sonnethal. Massacres de Verden. . 53
787. Ligue des Bavarois et des Lombards. — Guerre contre les Slaves. . . . . ibid.
791-96. Révolte et défaite des Saxons. Guerre contre les Avares. 54
800. Charlemagne couronné par le pape. 55
Faiblesse réelle de l'Empire franc. Invasions des Northmans. . 57
Gouvernement de Charlemagne . . . . . 57.

CHAPITRE VI. *Décadence des Carlovingiens* (814-987). . 59

814. Louis-le-Débonnaire. . . . . ibid.
Révolte et supplice de Bernard, roi d'Italie. 60
822. Pénitence de Louis. Révolte de ses fils, 830. 61
832. Les Germains le délivrent des mains de Lothaire. Seconde révolte, 833. 62
840. Mort de Louis. 63
Guerres des fils de Louis-le-Débonnaire, Pépin et Lothaire, Charles et Louis. . . . . ibid.
841. Bataille de Fontenai. . . . . ibid.
L'appui de l'Église fait prévaloir Charles et Louis. 64
Gouvernement ecclésiastique de la Neustrie sous Charles-le-Chauve. . . . . ibid.
Invasions des Northmans. 65
877. Impuissance de Charles. Il meurt Empereur. 66
Impuissance de ses successeurs. 67
885. Charles-le-Gros. . . . . ibid.
Dégénération des Carlovingiens. Dissolution de l'Empire. . 68
Fondation des puissances locales. . . . . ibid.
Familles populaires des Capets et des Plantagenêts. 70
887. Division de l'Empire, Eudes, roi de France. . . . . ibid.
898. Charles-le-Simple ; il s'appuie sur la Germanie. . . . . ibid.
936. Louis d'Outremer. 71
954. Puissance de l'empereur Othon. 72
987. Avénement de la dynastie des Capets. . . . . ibid.
Résumé 74

CHAPITRE VII. *Avénement des Capets* (987). *L'an* 1000. *—Conquête des Deux-Siciles et de l'Angleterre au onzième siècle*. 75

Croyance universelle à la fin du monde. Puissance de l'Église. ibid.
Les Capets s'appuient sur l'Église et sur les Normands. . 76
ROBERT et Gerbert. 77
1031-1108. HENRI Ier, PHILIPPE Ier. 79
1000-53. Expéditions et conquêtes des Normands en Italie. . . ibid.
1066. Le duc de Normandie, Guillaume envahit l'Angleterre. . 81
Le saint-siége gagne aux victoires des Normands. . . . 83
Formation du régime féodal. . . . . ibid.
La féodalité constituée. 84

CHAPITRE VIII. *La Croisade* (1195-1199). 86

Pélerinage en Palestine. . . . . ibid.
Premiers essais de croisade. 87
1095. Pierre l'Hermite. Urbain II. Croisade prêchée à Clermont. 88
Départ du peuple. . . . . ibid.
Départ des chefs. 89
Constantinople. L'Asie-Mineure. . . . . ibid.
1099. Prise de Jérusalem. Royaume de Jérusalem. Féodalité. . 90
Théologie et littérature. 91

CHAPITRE IX. *Douzième siècle. — Le roi, les communes. — Abailard et saint Bernard. — Henri II d'Angleterre et saint Thomas de Kenterbury*. 92

Résultats de la croisade. — Établissement et progrès des communes. . . . . ibid.
1108. LOUIS-LE-GROS. Ses premières guerres pour l'Église. . . 94
La liberté dans la philosophie. Abailard, etc. 96
Résumé chronologique du règne de Louis VI. 97
1137. LOUIS VII. Seconde croisade, 1147-1149. . . . . ibid.
Grandeur du roi d'Angleterre, Henri II. 98
Thomas Becket. Il lutte contre le roi pour les libertés de l'Église. 99
1170. Meurtre de Becket. Revers d'Henri II. 101
Révolte de ses fils. Il meurt, 1189. . . . . ibid.

Grandeur croissante du roi de France, allié de l'Église. . 102
Résumé chronologique du règne de Louis VII. . . . ibid.
1180. Philippe-Auguste. Richard Cœur-de-Lion. 103
1189. Troisième croisade. 105
Philippe revient en France, et profite de l'absence de Richard. 106
1202. Quatrième croisade. 107
1204. Prise de Constantinople. Empire latin de Constantinople. ibid.

Chapitre X. *Ruine du roi Jean et des Albigeois, au profit du roi de France.* (1199-1223). 110

Grandeur du pape Innocent III. . . . . ibid.
Rivalité de Jean et de son neveu Arthur de Bretagne. . . 111
1204. Meurtre d'Arthur. Philippe-Auguste intervient. . . . ibid.
Réforme en Flandre et en Languedoc. 112
Situation politique du Midi. . . . . ibid.
Vaudois et Albigeois. 113
1208. Meurtre du légat, Pierre de Castelnau. Innocent III prêche la croisade contre le comte de Toulouse. . . 114
Simon de Montfort. Prise de Béziers. . . . . ibib.
Prise de Carcassonne, de Minerve, de Termes. . . . 116
1213. Intervention du roi d'Aragon. Il est vaincu et tué à Muret. 117
Innocent III tourne la croisade contre Jean. . . . . ibid.
1214. Ligue de Jean et de l'Empereur Othon contre Philippe-Auguste. Bataille de Bouvines. 118
1216. Revers et mort de Jean. 119
Grandeur du roi de France. . . . . ibid.
Résumé chronologique du règne de Philippe II. . . . 121

Chapitre XI. *Louis VIII. Saint Louis. Dernières croisades.* 122

1223-26. Louis VIII. . . . . ibid.
1226-36. Régence de Blanche de Castille. 123
1236. Saint Louis. Ligue contre lui. Batailles de Taillebourg et de Saintes. . . . . ibid.
1249. Saint Louis prend la croix et passe en Égypte. 125
Revers et captivité de saint Louis. . . . . ibid.
1264. Guerre des barons d'Angleterre contre Henri III. Arbitrage de saint Louis. 126
1262-68. Conquête du royaume des Deux-Siciles, par Charles d'Anjou. . . . . ibid.

Travaux législatifs de saint Louis. 127
1270. Croisade de Tunis. Mort de saint Louis. 128
Résumé chronologique des règnes de Louis VIII et Louis IX. . . . . ibid.
Administration et législation de saint Louis. 129

CHAPITRE XII. *Les Légistes.—Philippe-le-Bel, etc.* (1270-1328). 131

1270-1285. PHILIPPE-LE-HARDI. . . . . ibid.
La Sicile échappe à Charles d'Anjou. Philippe échoue en Castille et en Aragon. . . . . ibid.
Le gouvernement aux mains des légistes. 132
Commencement de l'administration. Besoins pressans d'argent. Fiscalité . . . . . ibid.
1285-1314. PHILIPPE-LE-BEL. 134
1302. Guerre malheureuse en Flandre. Courtrai. 135
Querelle du roi et du pape, Boniface VIII. 136
1303. Le pape cité, insulté, jeté en prison. . . . . ibid.
1304. Victoire sur les Flamands à Mons-en-Puelle. . . . . ibid.
1305. Le siége de la papauté transféré à Avignon. Clément V, dévoué à Philippe-le-Bel. . . . . ibid.
1312. Abolition de l'ordre des templiers. 137
1314-28 LOUIS-LE-HUTIN. Réaction féodale. — PHILIPPE-LE-LONG. — CHARLES-LE-BEL. 138

CHAPITRE XIII. *Les Valois. Première période de la guerre des Anglais* (1328-1380) 141

1328. PHILIPPE-LE-VALOIS. Succès en Flandre . . . . . ibid.
1336. Soulèvement des Gantais. Édouard III réclame la couronne de France 142
1341-1365. Guerre de Bretagne 143
1346. Édouard III en Normandie. Bataille de Crécy 144
1347. Prise de Calais 145
1350. JEAN-LE-BON . . . . . ibid.
1356. Guerre malheureuse contre les Anglais. Captivité du roi . 146
Soulèvement des bourgeois de Paris . . . . . ibid.
1357. États-généraux. Jacquerie. 147
1364-1380. CHARLES V. Organisation. Expulsion des Anglais . 148

CHAPITRE XIV. *Seconde période de la guerre des Anglais. La Pucelle* (1380-1453). 150

Résultat de la guerre des Anglais : la nationalité française se prononce . . . . . ibid.

1380. Minorité de CHARLES VI. Gouvernement désastreux de ses oncles. 151

1382. Victoires sur les Flamands. Réduction des bourgeois de Paris. 152

Le roi devient fou. Rivalité des ducs de Bourgogne et d'Orléans. 153

1407. Le duc de Bourgogne assassine le duc d'Orléans. 154

Le parti Bourguignon s'appuie sur le nord de la France, le parti d'Orléans ou d'Armagnac sur le midi 155

Excès des Bourguignons à Paris. Cabochiens. . . . . ibid.

1415. Henri V débarque en France. Bataille d'Azincourt. . . 156

1418. Massacre des Armagnacs à Paris. 157

1419. Meurtre du duc de Bourgogne. Son fils, Philippe-le-Bon, s'unit aux Anglais. 158

1422-1461. CHARLES VII. . . . . ibid.

Misère universelle. Epuisement du siècle. . . . . ibid.

1429. Jeanne d'Arc délivre Orléans. 159

1431. Supplice de Jeanne d'Arc. 160

1453. Fin de la guerre des Anglais. . . . . ibid.

Des institutions législatives, judiciaires et administratives de Philippe IV à Charles VII. 161

Série chronologique des acquisitions territoriales faites par les rois de France de Hugues Capet à Louis XI. 164

CHAPITRE XV. *Louis XI. — Ruine des maisons de Bourgogne, d'Anjou et de Bretagne* (1453-1494). 166

Toutes les espérances se tournent vers le roi. . . . . ibid.

Faiblesse de la maison d'Anjou. Grandeur du duc de Bourgogne 167

1461. Le roi s'appuie sur les villes. 168

Louis XI . . . . . ibid.

1464. Ligue des grands *pour le bien public* 169

1465. Traités de Conflans et de Saint-Maur. . . . . ibid.

1468. Entrevue de Péronne. Captivité du roi 170

1470. Ligue des grands et des rois d'Aragon et d'Angleterre. . 170
1476-77. Batailles de Morat et de Nancy. Mort de Charles-le-Téméraire 171
Louis XI profite de la chute de la maison de Bourgogne. . 173
Situation politique de la France à l'avénement et à la mort de Louis XI. Administration de ce prince. 175
Des lettres depuis les croisades jusqu'à Louis XII. . . . 176
1483. Charles VIII. Régence d'Anne de Beaujeu. *Guerre folle.* 174
Chapitre XVI. *Premières guerres d'Italie* (1494-1516). 177
1494. Louis-le-More appelle les Français en Italie. . . . . ibid.
Premiers succès de Charles VIII. 178
1495. Ligue contre les Français. Ils gagnent en se retirant la bataille de Fornovo. 179
1498. Louis XII. Il réclame le Milanais et l'envahit. 180
1503-1505. Défaites des Français à Seminara, à la Cerignola, au Garigliano. 181
Alliance de Louis XII avec les Borgia . . . . . ibid.
Jules II veut affranchir l'Italie. 182
1508. Ligue contre les Vénitiens. Mauvais succès de Louis XII. ibid.
Victoires de Gaston de Foix. 184
Nouveaux revers des Français. 185
1515. François Ier. Bataille de Marignan. . . . . ibid.
1516. Traité de Noyon 186
Chapitre XVII. *Guerres de François Ier et de Charles-Quint* (1516-1545). 187
Progrès de la civilisation au seizième siècle. Puissance de l'opinion . . . . . ibid.
Caractère de François Ier, de Léon X et de Charles-Quint. 188
1519. Charles-Quint empereur. Guerre contre la France. . . 189
Charles s'allie avec Henri VIII. Revers des Français. . . 190
1523. Défection du connétable de Bourbon. Bataille de la Biagrasse. 191
1525. Siége et bataille de Pavie. Captivité de François Ier. . 192
1526. Traité de Madrid. 193
1527. Prise et sac de Rome par les Impériaux . . . . . ibid.
1528-9. Revers des Français dans le Milanais et dans le royaume de Naples. Traité de Cambrai. 195
1535. Charles-Quint prend Tunis. 196

François Ier s'allie avec Soliman et les protestans. . . 196
1536. Charles-Quint envahit la Provence. 197
1538. Trève de Nice. Épuisement des deux partis. 200
1541. François, allié aux Turcs et au duc de Clèves, renouvelle la guerre. Bataille de Cérisoles (1544). . . . . ibid.
1547. Traité de Crépy. Mort de François Ier et d'Henri VIII. — Henri II. . . . . ibid.
Progrès du pouvoir royal sous François Ier. . . . . ibid.
Progrès de la Réforme en France. 201
1545. Persécutions dans le Midi. 202
1552-56. Revers, abdication et mort de Charles-Quint. . . ibid.
Des lettres sous François Ier. . . . . ibid.

Chapitre XVIII. *Calvin. — Troubles de religion jusqu'à la Saint-Barthélemi* (1555-1572). 204

1555. Calvin commence la Réforme en France . . . . . ibid.
Le calvinisme passe aux Pays-Bas, en Angleterre, en Écosse. 208
1550. Premières assemblées à Paris. 209
Philippe II, roi d'Espagne, se propose d'anéantir la Réforme. 210
1534-61. Fondation de l'ordre des Jésuites. Constitution définitive de l'Inquisition. 211
Élisabeth prend la défense des protestans. . . . . ibid.
1559-67. Marie-Stuart. Elle se réfugie en Angleterre. . . . 212
1559. François II. 1560. Charles IX. . . . . ibid.
Guerre de religion en France. Coligni, les Guises. . . 213
Les Bourbons s'associent aux calvinistes. Conspiration d'Amboise . . . . . ibid.
1562. Massacre de Vassi. Bataille de Dreux 214
1563. Siége d'Orléans. Mort du grand Guise. . . . . ibid.
1563-68. Traités d'Amboise et de Longjumeau 215
1569-70. Batailles de Jarnac et de Montcontour. Paix de Saint-Germain. . . . . ibid.
Persécutions de Philippe II dans les Pays-Bas et l'Espagne. 216
1572. Massacre de la Saint-Barthélemi. . . . . ibid.

CHAPITRE XIX. — *Suite des guerres de religion. — Henri IV* (1572-1610). 219

1574. Mort de Charles IX. HENRI III. . . . . ibid.
Philippe II perd la moitié des Pays-Bas. 220
1577-87. Formation de la Ligue. Bataille de Coutras . . . 221
1587. Supplice de Marie-Stuart. 222
1588. Barricades. Henri III s'enfuit de Paris. 223
États de Blois. Assassinat du duc de Guise. 224
Philippe II échoue contre Élisabeth. . . . . ibid.
1589. Assassinat de Henri III. HENRI IV. 225
1589-90. Batailles d'Arques et d'Ivri. Siége de Paris. . . . 226
1593-95. Abjuration et absolution d'Henri IV 227
1595-98. Succès contre les Espagnols. . . . . ibid.
Épuisement de l'Espagne. Prospérité croissante de l'Angleterre, des Provinces-Unies et de la France. . . . ibid.
Administration de Henri IV. 228
1610. Assassinat d'Henri IV 230

CHAPITRE XX. *Troubles des commencemens du règne de Louis XIII. — Richelieu* (1610-1643). . . . 233

1610-17. Louis XIII. Régence de Marie de Médicis. Concini lutte contre les grands 234
1617-21. Ministère de Luynes. 235
1624. Ministère de Richelieu. . . . . ibid
Il fait la guerre au pape 236
1627-28. et aux protestans. Siége de La Rochelle. Commencement de la révolution d'Angleterre 237
1632. Révolte et soumission des grands. 238
Guerre de Trente ans. Richelieu appuie les Suédois. . . 239
1636-42. Guerre contre l'Espagne. Conspiration de Cinq-Mars. Mort de Richelieu. 240

CHAPITRE XXI. *Troubles sous Mazarin. — Commencement de Colbert. Louis XIV* (1643-1661). . . . 241

1643. Louis XIV. Bataille de Rocroy, gagnée par le grand Condé. ibid.
1648. Traité de Westphalie. 243

1648. La Fronde. 248
1659. Traité des Pyrénées. 246
1661. Louis XIV. Colbert. 247

CHAPITRE XXII. *Suite du règne de Louis XIV* (1661-1715). 250

Situation de l'Europe. L'Espagne et la Hollande. . . ibid.
1667. Louis XIV conquiert la Flandre. Paix d'Aix-la-Chapelle (1668). 253
1672. Invasion de la Hollande. 257
1674. Guillaume d'Orange arme contre la France, l'Espagne, l'Autriche, presque toute l'Europe. 258
1675-77. Victoires de la France sur terre et sur mer. . . . 260
1673-79. Paix de Nimègue. . . . . ibid.
Grandeur du siècle de Louis XIV. 261
1680. Chambres des réunions . . . . . ibid.
1682. Assemblée de l'Église gallicane. 262
1685. Révocation de l'Édit de Nantes. . . . . ibid.
1686. Ligue d'Augsbourg. 264
1688. Expulsion des Stuarts d'Angleterre. . . . . ibid.
1689. Guerre de la succession d'Angleterre. Luxembourg. Catinat. 265
1692. Jacques II échoue en Irlande. Bataille de la Hogue. . . 266
1698. Paix de Ryswick. 267
1700. Guerre de la succession d'Espagne. . . . . ibid.
Décrépitude de la France. 268
Malborough. Le prince Eugène. Incapacité de Villeroi . 269
1702-1703. Victoires de Villars à Fridlingen et Hochstedt. . 270
1604-1706. Défaites à Hochstedt, Turin, Ramillies. . . . ibid.
1707-1709. Invasion de la France. Bataille de Malplaquet. . 271
1707-1710. Victoires de Berwick et de Vendôme en Espagne. . ibid.
1712-15. Traités d'Utrecht et de Rastadt; traité de la Barrière. 272
1715. Mort de Louis XIV. 273

CHAPITRE XXIII. *Dissolution de la monarchie* (1715-1789). 274

1715. Louis XV. Régence du duc d'Orléans. . . . . ibid.
1717-21. Système de Law. 275
1723-26. Ministère du duc de Bourbon. 276
1726-45. Ministère du cardinal Fleury. . . . . ibid.
1733. La France soutient Stanislas en Pologne. 277

1738. Elle gagne la Lorraine. Traité de Vienne. 277
1740. Succession d'Autriche. Marie-Thérèse. 278
Force croissante de la Prusse. Frédéric II. . . . . ibid.
1741. La France veut faire empereur l'électeur de Bavière. Frédéric prend la Silésie. 280
1743. Revers des Français en Allemagne. François Ier empereur, 1745. . . . . ibid.
1745-6. Victoires de Fontenoi et de Raucoux. Défaite du prétendant à Culloden. 281
1748. Paix d'Aix-la-Chapelle. . . . . ibid.
Mouvement philosophique et littéraire du dix-huitième siècle. ibid.
1756. Guerre de Sept ans. Tactique de Frédéric II. . . . 283
Victoires de Frédéric sur les Autrichiens et les Français. . ibid.
1761. Pacte de famille. 286
Décrépitude de la société et de la littérature. Progrès de la pensée révolutionnaire. . . . . ibid.
Abolition des jésuites, 1764, et du Parlement, 1771, Maupeou et Terray. 287
1774. Louis XVI. 288
Réformes de Turgot. — Necker ranime le crédit, puis succombe, 1776-1781. 289
1787. Ministère de Calonne. Assemblée des Notables. . . 291
1789. États-généraux. 293
Colonies françaises. 290
Acquisitions territoriales faites par les rois de France, depuis Louis XI. 293

FIN DE LA TABLE.

PROGRAMME

DU

COURS D'HISTOIRE DE FRANCE.

ARRÊTÉ

Par le Conseil royal de l'Instruction publique pour les colléges royaux de Paris et Versailles. 1833-4.

COURS DE RHÉTORIQUE.

1. Résumer l'histoire de la Gaule, depuis les temps les plus anciens jusqu'à la conquête de Jules-César. Voy. page 9

2. Résumer les principaux faits de l'histoire de la Gaule pendant l'administration romaine, depuis la conquête de Jules-César jusqu'à la grande invasion des peuples barbares. 18

Présenter le tableau détaillé de l'état politique, civil, religieux et intellectuel de la Gaule, à la fin du IVe siècle, et au commencement du Ve. 26

Exposer en détail l'établissement des barbares dans la Gaule, et en particulier des Francs sous Clovis et sous ses fils, jusqu'à la conquête de la Bourgogne. 28

3. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis la conquête de la Bourgogne par les Francs exclusivement jusqu'au traité d'Andelot inclusivement. 36

4. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis le traité d'Andelot jusqu'à la bataille de Testry inclusivement. 39

5. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis la bataille de Testry jusqu'à l'avénement de Pépin-le-Bref inclusivement. 45

Exposer l'histoire du gouvernement, de la législation, des sciences et des arts, en France, depuis le commencement de la domination des Francs jusqu'à la chute des Mérovingiens. 34

Exposer en détail les guerres de Pépin et de Charlemagne, le gouvernement, la législation, les établissemens littéraires de Charlemagne, l'état des lettres et des arts sous son règne, 48

6. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis la mort de Charlemagne jusqu'au traité de Verdun inclusivement. 59

7. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis le traité de Verdun jusqu'à la déposition de Charles-le-Gros. 63

8. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis la déposition de Charles-le-Gros jusqu'à l'avénement de Hugues Capet inclusivement. 68

9. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis l'avénement de Hugues Capet jusqu'à la mort de Philippe Ier. 75

Exposer l'histoire de la féodalité en France, depuis son origine jusqu'au règne de Louis-le-Gros exclusivement. 83

Faire connaître en détail l'histoire de France, depuis l'avénement de Louis-le-Gros jusqu'à la mort de Philippe-le-Hardi; l'établissement et le progrès des communes, l'administration et la législation de saint Louis. 92

10. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis le commencement du règne de Philippe-le-Bel jusqu'à l'avénement de Philippe de Valois exclusivement. 132

11. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis l'avénement de Philippe de Valois jusqu'à la mort de Charles V. 141

12. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, pendant le règne de Charles VI. 150

13. Résumer les principaux faits de l'histoire de France, depuis la mort de Charles VI jusqu'à la mort de Charles VII. 158

Développer l'histoire des États-généraux, des institutions législatives et judiciaires, de l'église de France, depuis l'avénement de Philippe-le-Bel jusqu'à la mort de Charles VII. 161

14. Présenter la série chronologique des différentes acquisitions territoriales faites par les rois de France, depuis l'avénement de Hugues Capet jusqu'à la mort de Charles VII. 164

15. Résumer l'histoire des lettres, des sciences et des arts, en France, depuis la mort de Charlemagne jusqu'a la fin des croisades. 81

16. Résumer l'histoire des lettres, des sciences et des arts, en France, depuis la fin des croisades jusqu'à la mort de Charles VII. 176

17. Résumer l'histoire de France, depuis l'avénement de Louis XI jusqu'à la mort du duc de Guienne et à la trève de Senlis. 166

18. Résumer l'histoire de France, depuis la mort du duc de Guienne et la trève de Senlis jusqu'à la mort de Louis XI. 170

Faire connaître l'état politique et l'étendue territoriale de la France à l'avénement et à la mort de Louis XI. Retracer le gouvernement et l'administration de ce prince. 175

19. Résumer l'histoire intérieure et extérieure de la France, depuis la mort de Louis XI jusqu'a la mort de Charles VIII. 177

20. Résumer l'histoire extérieure de la France, depuis l'avénement de Louis XII jusqu'a la formation de la Sainte-Ligue. 180

21. Résumer l'histoire extérieure de la France, depuis la formation de la Sainte-Ligue jusqu'à la mort de Louis XII. Tableau sommaire du gouvernement et de l'administration de la France sous Louis XII. 183

22. Résumer l'histoire extérieure de la France, depuis l'avénement de François Ier jusqu'au traité de Madrid. 187

23. Résumer l'histoire extérieure de la France, depuis le traité de Madrid jusqu'aux traités de Crespy et d'Ardres. 193

Faire connaitre en détail le gouvernement et l'administration de la France sous François Ier. 200

24. Résumer l'histoire des lettres, des sciences et des arts en France, depuis l'avénement de Louis XI jusqu'à la mort de Louis XII. 176

Exposer l'histoire des lettres, des sciences et des arts, en France, pendant le règne de François Ier. 202

25. Résumer l'histoire extérieure et intérieure de la France sous Henri II. 205

Développer l'origine et les progrès de la Réforme en France, depuis le règne de François Ier inclusivement jusqu'à la mort de François II. 201

26. Résumer l'histoire des guerres civiles et religieuses, depuis 1560 jusqu'à l'origine de la Ligue en 1577. 211

27. Résumer l'histoire des guerres civiles et religieuses, depuis l'origine de la Ligue jusqu'à l'entrée de Henri IV dans Paris. 221

28. Résumer l'histoire du gouvernement et de la législation de la France, depuis la mort de Henri II jusqu'au règne de Henri IV exclusivement. 229

29. Résumer l'histoire des lettres, des sciences et des arts en France, depuis la mort de François Ier jusqu'au règne de Henri IV exclusivement. 205

Développer l'histoire intérieure et extérieure de la France, depuis l'entrée de Henri IV dans Paris jusqu'à la mort de Louis XIV. 227

30. Résumer l'histoire intérieure et extérieure de la France, depuis la mort de Louis XIV jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748. 274

31. Résumer l'histoire intérieure et extérieure de la France, depuis la paix d'Aix-la-Chapelle jusqu'à la convocation des États-généraux de 1789. 281

32. Résumer l'histoire des lettres, des sciences et des arts en France, depuis la mort de Louis XIV jusqu'en 1789. 281

33. Retracer la série chronologique des différentes acquisitions territoriales faites par les rois de France, depuis la mort de Charles VII jusqu'en 1789, et des colonies fondées par la France, depuis le règne de François Ier jusqu'en 1789. 290

LIVRES A CONSULTER [1].

PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE. — Bossuet ; Voltaire ; Montesquieu ; Turgot (second vol. des œuvres complètes) ; Condorcet ; Guizot et Cousin (Cours de 1828) ; Michelet (Introduction à l'Histoire universelle).—Vico, Science nouvelle; Herder, Idées; Kant, quelques opuscules; Lessing, Éducation du genre humain.

Secours : *Géographie*. Malte-Brun ; Balbi ; Piquet (Dictionnaire); Bruë (Atlas). — *Géographie de la France :* D'Anville, Valois, d'Expilly, Bailleul, etc. — *Chronologie*. Art de vérifier les dates; Kruse, Atlas géographique et chronologique (trad. par Ansart et Lebâs) ; Koch, Révolutions de l'Europe. — *Biographie* : Moreri (édition de 1759) ; Biographie universelle de Michaud. — *Glossaires :* Ducange, Laurière, Raynouard, Roquefort, etc.

EUROPE : HISTOIRES GÉNÉRALES. — Schœll; Desmichels, Histoire du Moyen-Age, et Précis de l'Histoire du Moyen-

[1] Cette liste étant dressée pour les jeunes élèves de nos écoles, on a cru ne devoir y admettre parmi les ouvrages écrits en langues modernes que ceux qui ont été traduits en français.

Age; Hallam, l'Europe au moyen-âge; Heeren, Manuel de l'histoire moderne.

Empire : Schmidt, Pfeffel. — *Suisse* : Müller. — *Angleterre* : Hume, Lingard, Hallam, Augustin Thierry. — *Italie* : Sismondi, Giannone, Daru, Saint-Marc. — *Espagne* : Mariana, Ferreras, Conde ; Sismondi (littérature). — *Empire Ottoman* : Hammer. — *Nord* : Abrégé de Lacombe. Ampère (littérature et religion). *Russie* : Levesque, Karamsin. — *Danemark* : Mallet.

France. — *Histoires générales* : Sismondi, Guizot (Essais et Cours), Aug. Thierry, Michelet. — *Abregés* : Hénault, Cayx et Poirson, Michelet.

Histoires spéciales. — *Église* : Lecointe. — *Droit* : Fleury, Bernardi, Henrion de Pansey. — *Littérature* : D. Rivet et ses continuateurs, Villemain, Sismondi (1er volume des Littératures du midi de l'Europe, Raynouard), Roquefort, etc. — *Art* : de Caumont, etc. — *Histoires de provinces et de villes*. Bretagne : D. Morice, Lobineau. Languedoc : D. Vaissette, Béarn : Marca, Oihenart. Provence : Papon. Bourgogne : D. Plancher. Alsace : Schæpflin. Lorraine : D. Calmet. Paris : Félibien et Lobineau, etc.

Collections d'écrivains originaux : D. Bouquet, Scriptores rerum francicarum, jusqu'au XIIIe siècle (en partie traduits par Guizot). — Buchon et Dacier, Chroniques françaises (XIVe et XVe siècles). — Petitot, Collection des Mémoires, etc. (du XIIIe au XVIIe siècle). La plupart des Chroniques et Mémoires, auxquels nous renverrons plus bas, sont contenus dans cette grande collection et dans les deux précédentes. — Marten, Thesaurus anecdotorum, etc. = *Collections d'actes officiels*. Baluze, Capitulaires des rois de la première et de la seconde race. Recueil des ordonnances des rois de France de la troisième race, édité par Laurière, Secousse, etc.

Ouvrages particuliers aux diverses périodes de l'Histoire de France : *Chapitre I et II*. Gaule celtique

et romaine. — Strabon, César, Suétone, Tacite, Historia augusta, Codex Theodosianus. Gallia christiana; Amédée Thierry.

Chapitre III. Invasion des barbares. Mérovingiens. — Priscus, Procope, Jornandès, Sidonius Apollinaris. Gregorius Turonensis, Fredegarius, Annales Metenses, etc. Guizot, Cours, Essais; Aug. Thierry, Lettres.

Chapitres IV, V, VI. Carlovingiens.—S. Bonifacii Epistolæ, Eginhard, Poeta saxo, Annales Fuldenses, Monachus Sancti Galli, Theganus, Astronomus, Nithardus, Frodoardus, Hincmarus. Guizot, Cours, Essais; Aug. Thierry, Lettres.

Chapitre VII. Premiers Capétiens. —Raoul Glaber, Gerberti Epistolæ, Helgaldus, Ordericus Vitalis. Guizot, Thierry.

Chapitre VIII. — Bongars, Gesta Dei per Francos. Michaud, Histoire des Croisades, avec notes de Reinaud. Hammer, Histoire des Assassins. Gibbon, Guizot, Thierry.

Chapitres IX et *X.* De Louis VI à saint Louis. — Suger; Abælardi et sancti Bernardi opera; Rigordus; Villehardouin; Guillaume de Tyr; Pierre de Vaux-Sernay; Chronique languedocienne. Guizot; Thierry, Conquête de l'Angleterre, et Lettres.

Chapitre XI. Saint Louis. — Joinville; le Confesseur; Mathieu Paris; Guillaume de Nangis; Etablissemens. Guizot, Thierry.

Chapitre XII. De Philippe III à Philippe VI. — Chroniques de Saint-Denis; les continuateurs de Nangis; le Chanoine de Saint-Victor; Dupuy, Preuves du différend, Condamnation des Templiers; Mathieu de Westminster; Meyer et Oudegherst, Chroniques de Flandre. Consulter aussi la collection anglaise des *Acta publica*, de Rymer.

Chapitres XIII et XIV. De Philippe VI à Louis XI. — Froissart; les continuateurs de Nangis; Thomas Walsingham; Anonyme de Saint-Denys; Juvénal des Ursins; le

religieux de Saint-Denys ; Monstrelet ; Journal d'un bourgeois de Paris ; Le Laboureur, histoire de Charles VI ; Théodore et Denys Godefroy, Histoire de Charles VI et de Charles VII ; Secousse, Histoire de Charles-le-Mauvais ; Barante, Histoire des ducs de Bourgogne.

Chapitres XV et XVI. De Louis XI à François Ier. — Comines ; Jean de Troyes ; Jean d'Auton ; Mémoires de la Trémoille ; Amelgard ; Burchard, Diarium Alexandri VI ; Belcarius ; Guicchardin ; Machiavel ; Théodore Godefroi, Histoire de Louis XII ; le Bibliophile Jacob, Histoire de Louis XII.

Chapitres XVII, XVIII, XIX. De François Ier à Louis XIII. — Martin Dubellay ; Guillaume Champier ; les Gestes de Bayard ; Fleuranges ; Blaise de Montluc ; Sandoval ; Mémoires de Vieilleville, Condé, Tavannes, l'Étoile, Lanoue, Marguerite de Valois, Miron, Palma Cayet, Sully, d'Aubigné ; Satire Ménippée. Bossuet, les variations. Giannone, Paul Jove, Meteren, Ferreras, Davila, Bentivoglio. Mathieu ; de Thou. Robertson, Histoire de Charles V.

Chapitres XX, XXI, XXII. De Louis XIII et Louis XIV. — Richelieu ; madame de Motteville ; le cardinal de Retz ; Saint-Simon, Dangeau. Voltaire, Lémontey, Forbonnais, etc.

Chapitres XXIII. Louis XV et Louis XVI. — Voltaire, Lémontey, Lacretelle ; Frédéric (OEuvres du roi de Prusse) ; Chatam, Discours ; Franklin (OEuvres), etc.

444. Procèdure de l'Ordre des Templiers, extraite des actes originaux de la commission papale établie en France; par Daniel Gotthilf Moldenhawer (en allemand). *Hambourg*, 1792, in-8, br.

445. Essai sur les accusations intentées aux Templiers, et sur le secret de cet Ordre, etc.; par Frédéric Nicolaï; traduit de l'allemand (par Renfner) *Amsterdam*, 1783, in-12, fig. demi-rel.

446. Traittez concernant l'Histoire de France : sçauoir la condamnation des Templiers, etc., par Dupuy. *Paris*, *du Puis*, 1654, in-4, v. br.

447. Histoire de la Condamnation des Templiers; celle du Schisme des Papes, etc.; édit. augm. de l'histoire des Templiers de Gurtler, et de plusieurs autres pièces, etc., par Dupuy. *Brusselle*, 1713, 2 v. in-12, v. m. portr.

448. Histoire secrète des Templiers, ou Chevaliers de Malthe (par Roua). *Amsterdam*, *Hofhout*, 1730, 2 vol. in-12, v. f.

449. Histoire de P. d'Aubusson, grand-maistre de Rhodes, par le P. Bouhours. *Lahaye*, 1739, in-12, portr. br. en cart. non rogné.

450. Histoire de l'abolition de l'Ordre des Templiers. *Paris*, *Belin*, 1779, in-12, demi-rel.

451. Histoire critique et apologétique de l'Ordre des Chevaliers du Temple de Jérusalem, dits Templiers; par le R. P. M. J. (Cl. Mansuet jeune). *Paris*, *Guillot*, 1789, 2 vol. in-4, fig. br.

452. Les Templiers, tragédie, par M. Raynouard. *Paris*, *Barba*, 1823, in-8, br.

453. Le Tombeau de Jacq. Molay, ou Histoire secrète et abrégée des Initiés anciens et modernes, des Templiers, Francs-Maçons, etc. (par Cadet de Gassicourt). *Paris*, *Desenne*, 1797, in-18, fig. bas. rac.

prononcés à l'occasion des solennités de la Maçonnerie relatifs au dogme, à l'histoire de l'Ordre et à la morale enseignée dans ses ateliers; recueillis par l'auteur du Manuel maç. (M. Vuillaume, anc. Payeur général). *Paris, Ceillot*, 1825, in-8, br.

438. Discours de réception d'un orateur Franc-Maçon, par le baron d'Hénin de Cuvilliers. *Paris*, 1828, in-8, br.

439. Discours maçonniques, précédés d'une pièce de vers, de Guichard, sur la Maçonnerie; pet. in-8, br. (40 pages).

Manuscrit provenant de la bibliothèque du docteur Chaumeton. D'une note écrite par M. Lerouge, et placée en tête de ce petit volume, il paraît résulter qu'on doit ces Discours à la plume de ce célèbre médecin.

440. Discours et autres pièces concernant la maçonnerie, par divers orateurs de la L. *la Parfaite Union*, à l'O. de Bastia, 1778-1784, 2 vol. in-4, cart. *mss.*

441. Réflexions lues à la Loge de la Trinité, à Paris, dans sa séance du 12 février 1817, à l'occasion de la mort d'un de ses officiers. Cahier in-4.

Manuscrit de M. Lerouge.

442. Discours prononcé dans la Loge de la Trinité, le jour de la Célébration de la fête d'Ordre (Solstice d'hiver) 17 janvier 1818. Cahier in-4.

Manuscrit de M. Lerouge.

XXI. *Sociétés secrètes.*

Ordre du Temple.

443. Notes historiques sur le temps des Croisades, trad. de l'arabe. — Extrait des Capitulations renouvelées entre la France et la Porte-Ottomane, relativement à l'occupation des Saint-Lieux. 2 cahiers, gr. in-4, *mss.*

Pièces remises à l'O. du Temple, en 1818, par Sir Sidney Smith.

M00p
ed. 2

STANFORD UNIVERSITY LIBRARY
Stanford, California

DEC
AUG 2 4 1982

844.6 .M62p ed.2 C.1
Precis de l'histoire deAFX1760
Stanford University Libraries
3 6105 044 991 599

844.6
M62